**Revue
de science criminelle
et de
droit pénal comparé**

Editions Sirey

revue de science criminelle et de droit pénal comparé

publiée sous les auspices du
CENTRE FRANÇAIS DE DROIT COMPARE

avec la collaboration de
L'INSTITUT DE CRIMINOLOGIE et de L'INSTITUT DE DROIT COMPARE
de Paris

DIRECTEUR-REDACTEUR EN CHEF : **Marc ANCEL**
Membre de l'Institut, Président de Chambre honoraire de la Cour de cassation

COMITÉ DE PATRONAGE

M. AYDALOT, Premier Président honoraire de la Cour de cassation. — **M. BATTISTINI**, Premier Président honoraire de la Cour de cassation. — **A. BES-SON**, Ancien Procureur général près la Cour de cassation. — **P. BOUZAT**, Doyen honoraire de la Faculté des sciences juridiques de l'Université de Rennes, Président de l'Association internationale de droit pénal. — **J. BROUCHOT**, Premier Président honoraire de la Cour de cassation. — **A. MONGUILAN**, Premier Président de la Cour de cassation. — **M. ROUSSELET**, Membre de l'Institut, Premier Président honoraire de la Cour d'appel de Paris. — **G. VEDEL**, Doyen honoraire, Professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.

SECRETAIRE GENERAL : **Yvonne MARX**

Maître de recherche honoraire du C.N.R.S.
Directeur adjoint de la Section de science criminelle de l'Institut
de droit comparé de Paris

COMITÉ DE RÉDACTION

J. CHAZAL, Conseiller honoraire de la Cour de cassation. — **R. COMBALDIEU**, Président de la Chambre criminelle de la Cour de cassation. — **G. HEUYER**, Professeur honoraire de la Faculté de médecine de Paris. — **J. LEAUTE**, Professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, Directeur de l'Institut de criminologie. — **G. LEVASSEUR**, Professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris. — **J. PINATEL**, Inspecteur général de l'Administration, Président de la Société internationale de criminologie. — **M. ROLLAND**, Président de Chambre honoraire de la Cour de cassation. — **G. STEFANI**, Professeur honoraire de l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.

SECRETAIRE DE LA REDACTION : **Josette FITZGERALD**
Assistante au Centre français de droit comparé

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa premier de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction par quelque procédé que ce soit constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

les conflits de culture³, les sous-cultures délinquantes et je suis loin d'être exhaustif⁴.

Mais malgré ces différences, toutes ces théories présentaient une caractéristique commune : elles reposaient sur le postulat, plus ou moins implicite, que le crime et d'une manière plus générale la déviance se définissent et s'expliquent en termes de pathologie individuelle ou sociale, de disfonctionnement. Il s'agissait, comme le disent les Anglais, d'explication par référence à un « modèle médical »⁵.

II. Or depuis une quinzaine d'années, cette perspective a été très fortement critiquée aux U.S.A. d'abord, puis en Angleterre.

Les raisons de ces attaques sont diverses et complexes.

1) On doit tout d'abord relever l'échec, réel ou prétendu, des efforts de prévention de la délinquance et de réadaptation sociale des condamnés. C'est un fait en effet que la criminalité générale a considérablement augmenté depuis vingt ans, que la criminalité juvénile a proportionnellement plus augmenté encore et que la prévention de la récidive demeure bien problématique.

2) A ces constatations proprement criminologiques, s'ajoute un phénomène sociologique beaucoup plus général. Il s'agit de la transformation des attitudes des membres du corps social à l'égard des valeurs socio-morales. Traditionnellement en effet la société présentait une homogénéité suffisante pour que la grande majorité des individus qui la composent, acceptent un système commun de valeurs socio-morales et partant d'interdits juridiques pénalement sanctionnés. Or, depuis une vingtaine d'années, cette conception est de plus en plus abandonnée au profit de l'idée de société pluraliste permettant la coexistence de systèmes de valeurs différents voire même opposés et, par voie de conséquence, la pratique de comportements sociaux différents. L'idée de « société permissive » a fait place à celle de société unitaire rebaptisée dès lors « société répressive ».

3) Enfin, la théorie sociologique moderne a permis à ces critiques de s'insérer dans un corps de pensée scientifique grâce au développement des conceptions conflictuelles de la structure sociale à l'encontre du fonctionnalisme sociologique jusqu'alors dominant⁶.

3. Thorsten SELLIN, « Culture Conflict and Crime », *Bulletin* 41, Social Science Research Council, 1938, p. 27-30, 57-63, 66-67 et 83-87.

4. Pour une description des principales théories socio-criminologiques nord-américaines traditionnelles, voir Stuart H. TRAUB et Craig B. LITTLE éd., *Theories of Deviance*, 1975, chapitres 1 à 4. Voir aussi en langue française l'excellent exposé de Denis SZABO et Ezzat Abdel FATTAH, *Encyclopédie médico-chirurgicale*, fascicule 37906 Az, « La socio-criminogénèse », 5 pages.

5. Premier colloque criminologique du Conseil de l'Europe. Voir également Edwin M. LEMERT, *Human Deviance, Social Problems and Social Control*, 1^{re} éd., 1967, 2^e éd., 1972, qui parle de *biological or medical model*, p. 10.

6. Sur l'approche fonctionnelle en sociologie et sa critique, voir par exemple Henri JANNE, *Le système social*, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1972, p. 104-108.

III. A vrai dire, on doit constater que face à ces phénomènes nouveaux, les théories criminologiques anglo-saxonnes ont connu des évolutions divergentes. On peut en effet distinguer en gros trois grandes orientations dans les conceptions criminologiques de ces vingt dernières années.

1) La première peut être qualifiée de retour à la répression traditionnelle. Ce retour ne signifie pas toujours nécessairement un renforcement de la répression réclamé par certains devant la progression inquiétante de la criminalité. Il consiste pour beaucoup dans le retour ou l'accentuation des garanties procédurales du *due process of law*. Mais quelles que soient les modalités de ce retour, il s'agit de revenir en quelque sorte au droit pénal classique.

2) La deuxième orientation propose de manière tout à fait différente le perfectionnement des techniques de réadaptation sociale. Estimant en effet que l'échec du correctionnalisme est dû au manque de scientificité de ses méthodes, elle pense trouver dans le recours aux techniques de « conditionnement » mises au point par la psychologie behavioriste contemporaine le remède à ces échecs. Le film « Orange mécanique », sorti il y a quatre ou cinq ans, donne une idée assez exacte de ce type d'orientation.

3) Mais l'orientation la plus importante et la plus originale consiste dans le renversement de la perspective criminologique traditionnelle par l'élaboration de théories sociologiques nouvelles de la déviance qui délaissent l'étude de la personnalité du délinquant et des mécanismes du passage à l'acte criminel pour mettre l'accent sur le phénomène de la réaction sociale⁷.

C'est précisément de ces approches sociologiques nouvelles, ou du moins des plus importantes et des plus caractéristiques, que je vais parler. Il s'agit d'une part de la *Labeling theory* et d'autre part de la *criminologie critique* encore appelée *criminologie radicale*.

Je vais me borner à exposer les idées essentielles de ces deux types d'approche, afin de préparer la discussion de notre table ronde, me réservant de formuler mes critiques à l'égard de ces théories au cours de cette discussion.

I. LA « LABELING THEORY »

La *labeling theory*⁸, ou théorie de la stigmatisation ou de l'étiquetage, est encore désignée aux Etats-Unis sous les noms de *social reactions*

7. V. Philippe ROBERT, « La sociologie entre une criminologie du passage à l'acte et une criminologie de la réaction sociale », *L'année sociologique*, vol. 24, 1973, p. 441-504.

8. Le mot *Labeling* est généralement écrit avec un seul « l ». Toutefois Howard S. BECKER, dans le dernier chapitre de la deuxième édition de *Outsiders*, l'orthographe de manière inhabituelle avec deux « l » : *Labelling Theory Reconsidered*, p. 177-212. Voir

approach, d'interactionist orientation⁹ ou encore d'interactionist perspective¹⁰. Ses partisans sont appelés *social control theorists*, *social reaction theorists*, *transactionalists* ou encore *labeling theorists*¹¹. On fait généralement remonter l'origine de cette théorie à un ouvrage d'Edwin Lemert publié en 1951, *Social Pathology*¹², bien que l'on puisse en trouver des traces dans des œuvres antérieures¹³. Dans ce textbook en effet, Lemert présentait un nouveau concept, celui de « déviance secondaire »¹⁴, entendu comme le phénomène provoqué par l'institutionnalisation de la déviance¹⁵.

Mais c'est surtout dans les années 60 qu'apparaissent de nombreux ouvrages et articles aux U.S.A. inspirés par cette orientation nouvelle¹⁶. Parmi eux, il faut signaler l'importance toute particulière de l'ouvrage

la reproduction du texte avec la même orthographe inusuelle in Paul ROCK et Mary MCINTOSH, éd., *Deviance and Social Control*, 1974, p. 41-66. On trouve également incidemment cette orthographe ici ou là, v. par exemple Ian TAYLOR, Paul WALTON et Jock YOUNG, *The New Criminology*, 1973, p. 139.

9. Cf. G. KELLENS, « Crime en col blanc et stigmatisation », *Rev. dr. pén. et crim.*, 1970-1971, p. 336.

10. Tel est le titre du textbook publié en 1968 par Earl RUBINGTON et Martin S. WEINBERG.

11. Cf. Ian TAYLOR, Paul WALTON et Jock YOUNG, *The New Criminology*, « For a Social Theory of Deviance », 1973, p. 139 et s.

12. Edwin M. LEMERT, *Social Pathology*, Mc Graw-Hill, 1951. Cf. également du même auteur, *Human Deviance, Social Problems and Social Control*, Englewood Cliffs, (N.J.) Prentice Hall Inc., 1^{re} éd., 1967, 2^e éd., 1972.

13. Ainsi dans Frank TANNENBAUM, *Crime and Community*, New York, 1938, dont un passage intitulé « The Dramatization of Evil » (p. 17-21) montre comment un processus très fréquent entraîne un transfert subtil de la définition du mal depuis l'acte commis par un individu (l'infraction) sur la personne même de l'auteur de l'acte (le délinquant). Voir ce texte rapporté in Stuart H. Traub et Craig B. Little éd., *Theories of Deviance*, 1975, p. 162-166.

M. KELLENS (« Crime en col blanc et stigmatisation », *Rev. dr. pén. et crim.*, 1970-1971, p. 337) voit même un précurseur de l'interactionist theory dans A. MORRIS qui écrivait déjà au début du siècle : « Contrairement aux criminels de la pègre, les criminels de la haute n'ont jamais en tant que groupe été stigmatisés, et la désapprobation du public ne s'est jamais portée sur eux. »

14. Voir p. 75 et s. Voir le texte reproduit in Traub et Little, *Theories of Deviance*, p. 167-172. Adde, le chapitre intitulé « The Concept of Secondary Deviation » in Edwin H. LEMERT, *Human Deviance, Social Problems and Social Control*, 2^e éd., 1972, p. 62 à 92.

15. *Op. cit.*, loc. cit. à la note précédente.

16. Kai T. ERIKSON, *Notes on the Sociology of Deviance. Social Problems*, 1962, p. 307-314, reproduit dans Howard S. Becker éd., *The Other Side*, 1964, p. 9-21; John L. KITSUSE, *Societal Reaction to Deviant Behavior : Problems of Theory and Method. Social Problems*, 1962, p. 247-256, reproduit également dans Becker, *op. cit.* p. 87-102; Erwin GOFFMANN, *Stigma : Notes on the Management of Spoiled Identity*, 1963, 2^e éd., 1968, traduction française; David MATZA, *Delinquency and Drift*, 1964, et *Becoming Deviant*, 1968; Jerome SKOLNICK, *Justice Without Trial*, 1966; LEMERT, *Human Deviance, Social Problems and Social Control*, 1967; Earl RUBINGTON et Martin S. WEINBERG éd., *Deviance : The Interactionist Perspective*, 1968; William J. Chambliss éd., *Crime and the Legal Process*, 1969; Slomo SHOHAM, *The Mark of Cain, the Stigma Theory of Crime and Social Deviation*, 1970; Edwin M. SCHUR, *Labeling Deviant Behavior. Its Sociological Implications*, 1971.

En langue française, voir H. L. ROSS, « Une conception nouvelle du comportement déviant dans la sociologie américaine », *Rev. dr. pén. et crim.*, 1970-1971, p. 53 à 59; G. KELLENS, « Crime en col blanc et stigmatisation », *Rev. dr. pén. et crim.*, 1970-1971, p. 327 et 328; L. VAN OUYTRIVE, « Stigmatisation : un prolongement de l'analyse criminologique », *Rev. dr. pén. et crim.*, 1972-1973, p. 363 à 384; Ph. ROBERT et G. KELLENS, « Nouvelles perspectives en sociologie de la déviance », *Rev. fr. de sociologie*, 1973, p. 371-395.

publié en 1963 par Howard S. Becker sous le titre *Outsiders. Studies in the Sociology of Deviance*¹⁷.

Dans le premier chapitre de ce livre, Becker affirme que, contrairement aux conceptions traditionnelles qui voient dans la déviance la violation de règles de conduite sociale préétablies, celle-ci est une création du groupe social, du fait que c'est le groupe qui élabore les interdits sociaux et applique ces règles à certains en les désignant comme des déviants, des *outsiders*¹⁸. De la sorte, la déviance n'est pas une qualité de l'acte, mais de manière très différente la conséquence de l'application par les autres des règles et des sanctions à un individu qui est désigné et étiqueté comme un déviant¹⁹. Ainsi ce qui est intéressant ce n'est pas de savoir pourquoi quelqu'un est alcoolique, cambrioleur ou spéculateur, mais à la suite de quel processus de filtrage social il a acquis cette identité sociale.

Ce déplacement capital de l'objet de la criminologie, à propos duquel on a pu parler de *rupture épistémologique*²⁰, ne peut évidemment manquer de surprendre au premier abord. Aussi convient-il d'en expliquer les raisons avant d'en développer les conséquences. Il y a en effet dans la *labeling approach* à la fois une critique des analyses étiologiques traditionnelles en même temps qu'une explication de l'acquisition du statut social de délinquant.

A. La critique des analyses étiologiques traditionnelles

Selon les tenants de la *labeling approach*, les analyses traditionnelles qui font du comportement délictueux la résultante de l'action de facteurs criminogènes encourent trois séries de critiques fondamentales.

a) En premier lieu, elles passent sous silence le rôle du droit pénal et des institutions répressives dans la définition du comportement criminel. En effet les analyses étiologiques expliquent l'action criminelle par des facteurs criminogènes sans s'interroger sur les raisons pour lesquelles l'acte reproché au délinquant est considéré comme criminel. Elles tiennent pour acquis et sans aucune discussion que tel comportement doit être considéré comme délinquant et traité comme tel.

Or la question de savoir quel acte concret doit être considéré comme délinquant résulte d'un processus analysable en termes d'intérêts, de motivations et de comportements de toute une série de personnes et d'institutions depuis ceux qui font les lois jusqu'à ceux qui les appliquent dans les cas concrets.

17. Howard S. BECKER, *Outsiders. Studies in the Sociology of Deviance*, MacMilan, New York, 1^{re} éd., 1963; 2^e éd., 1973, augmentée d'un nouveau chapitre « Labeling Theory Reconsidered », 215 Adde : *The Other Side. Perspectives on Deviance*, 1964.

18. *Op. cit.*, p. 9.

19. *Op. cit.*, p. 9 et 14.

20. G. HOUCNON in « Le système pénal dans le système social belge », III^{es} Journées belges de criminologie, Université de Liège, 1975, p. 35.

On ne doit donc pas négliger le rôle que jouent le droit pénal et les institutions répressives dans la définition des actes délictueux et la désignation des délinquants. Ce sont eux en réalité qui créent la délinquance puisque ce sont eux qui déterminent les actes délictueux et désignent les délinquants.

b) La deuxième critique adressée par la *labeling approach* aux théories étiologiques concerne la recherche de différences entre délinquants et non-délinquants.

Pour les tenants de la théorie de la stigmatisation en effet, il n'existe pas de différence entre délinquants et non-délinquants et ceci pour deux raisons.

1. La première tient à l'importance de la délinquance cachée. Les analyses étiologiques en effet portent sur la seule criminalité connue et le plus souvent sur les seuls criminels qui ont été condamnés.

Or on sait qu'il existe un chiffre noir de la criminalité très important et rien ne permet de dire que les auteurs inconnus d'actes criminels ressemblent aux criminels identifiés et condamnés. Tout porte à croire au contraire qu'ils ne se distinguent pas des non-délinquants et que finalement les différences constatées chez les condamnés ne sont que le résultat du jeu des mécanismes de la réaction sociale²¹.

2. A cette raison s'en ajoute une autre : la complexité des relations entre les phénomènes déviants et les phénomènes conformistes. Les analyses étiologiques ne permettent pas, dit-on, d'expliquer pourquoi une part importante de la criminalité demeure purement occasionnelle et pourquoi les délinquants dits d'habitude posent des actes conformes aux normes sociales avant et après leurs actes criminels²².

c) Enfin dernière critique importante adressée aux théories étiologiques traditionnelles par la *labeling approach*, elle concerne leur conception déterministe de la délinquance.

Pour ces théories, dit-on, la déviance est considérée comme une entité statique déterminée par des variables causales biologiques, sociologiques ou psychologiques. La délinquance y apparaît comme le résultat d'une structure préexistante.

Or la *labeling approach* met avant tout l'accent sur l'idée de processus, par opposition à celle de structure. La déviance y est présentée comme le terme d'un processus dynamique d'interaction avec les autres processus complexe d'action et de réaction, de réponses et de contre-réponses, dans lequel interviennent trois niveaux d'action sociale : l'élaboration collective de la loi, les réactions interpersonnelles et le

21. Howard S. BECKER, *Outsiders*, p. 163.

22. V. A. K. COHEN, *La déviance*, 1971, p. 127.

processus institutionnel de réaction sociale (police, justice, organes d'exécution des peines)²³.

Dès lors le problème central de la criminologie consiste dans l'étude du contenu et du développement de ce processus d'interaction au terme duquel certains individus se voient accoler l'étiquette de délinquant. Mais il ne s'agit plus là des aspects négatifs, critiques, de la *labeling approach* mais déjà de ses aspects positifs, constructifs.

B. L'explication de l'acquisition du statut social de délinquant

La *labeling approach* donne de l'acquisition du statut social de délinquant une explication à un double niveau : au niveau collectif et au niveau individuel²⁴. Mais pour être distinctes, les deux analyses n'en sont pas moins complémentaires; elles ne sont que les deux volets d'une même réalité.

a) Aspects sociologiques de l'acquisition du statut social de délinquant

La *labeling approach* soutenant que la déviance est une création du groupe social en ce que c'est à la fois celui-ci qui élabore les interdits pénalement sanctionnés et celui qui applique les normes ainsi créées, il était normal qu'elle s'efforce d'abord de dégager les traits propres à la constitution des normes pénales et à leur application.

1. Au niveau de l'élaboration des normes pénales, trois traits ont particulièrement retenu l'attention des *social reaction theorists* :

— Les sociétés modernes ont une tendance très marquée à faire du droit pénal le type dominant du système de contrôle social. Elles se caractérisent donc par une inflation pénale, une *overcriminalization*, qui dément les théories du XIX^e siècle que Ihering avait résumées dans la phrase célèbre : « L'histoire du droit pénal est celle de l'abolition constante de la peine. »

— Le droit pénal évolue vers un droit thérapeutique de mesures correctionnelles. On assiste donc à une « médicalisation » de la délinquance.

— Enfin les valeurs qui sont sanctionnées par la législation pénale correspondent à celles des groupes qui détiennent le pouvoir politique et économique. Becker insiste à ce sujet sur le rôle de ceux qu'il appelle

23. Edwin SCHUR, *Labeling Deviant Behavior, Its Sociological Implications*, 1971, p. 7 à 13.

24. La distinction des deux analyses s'exprime dans le langage utilisé lui-même. Au niveau individuel on parle de théorie de l'interaction, d'étiquetage, de stigmatisation et d'identification; les principaux auteurs de cette analyse sont MATZA, LEMERT, GOFFMAN, RUBINGTON, WEINBERG, GARFINKEL et SCHUR; il s'agit d'une analyse psycho-sociologique. L'analyse sociologique proprement dite est désignée sous le nom de *social reaction theory* ou théories du *labeling*; ses auteurs les plus importants sont JEFFERY, HALL, ERIKSON, WHEELER, BECKER et SACK.

les « entrepreneurs moraux »²⁵, comme d'ailleurs de ceux qui assurent l'application des lois pénales²⁶.

2. Quant aux traits propres à l'application des normes pénales, les tenants de la théorie de l'étiquetage observent que les « mécanismes de recrutement » des délinquants (enquêtes, poursuites, procès, application de sanctions) ne sont pas non plus des phénomènes objectifs de simple appréhension d'une réalité criminelle préexistante, mais des processus complexes de prise de décisions où les différents groupes intéressés réagissent en fonction de leurs éthiques respectives, de leurs intérêts, de la division du travail social dont ils sont l'un des rouages. Les décisions prises reflètent alors inévitablement ces facteurs²⁷.

C'est alors dans ce cadre général que va s'opérer la constitution du statut social de délinquant de chaque individu concret, sur laquelle la *labeling approach* attire aussi l'attention.

b) *Aspects psycho-sociaux de la constitution du statut social de délinquant*

Au niveau individuel, la théorie de la stigmatisation s'efforce de préciser successivement comment s'opère l'étiquetage de l'individu comme délinquant ou déviant et quelles sont alors les réactions des délinquants à l'étiquetage.

1. Pour ce qui est tout d'abord du *processus de l'étiquetage*, les partisans de la théorie observent au départ que l'étiquetage peut survenir soit comme une conséquence normale de l'accomplissement d'un acte interdit (déviance primaire), soit à la suite de l'intervention de certaines contingences sociales, c'est-à-dire de ce que l'on peut résumer par le terme d'« erreur judiciaire ». Aussi M. Becker classe-t-il les individus perçus comme déviants en deux grandes catégories : les « déviants purs », et les « individus faussement accusés », de même qu'il répartit les personnes qui ne sont pas perçues comme déviantes en « conformistes » et en « déviants cachés »²⁸.

Qu'il s'agisse de « déviants purs » ou de « faussement accusés », l'étiquetage est toujours le résultat d'un processus d'interaction entre le déviant et son environnement. Dans ce processus, les institutions

25. Howard S. BECKER, *Outsiders*, chap. 8, « Moral Entrepreneurs », p. 147 et s.

26. *Id.*, p. 155 et s.

27. L'emploi de l'expression « mécanismes de recrutement des délinquants » exprime dans la pensée des *social control theorists* l'échec des institutions traditionnelles de réaction sociale contre la délinquance. Ainsi dans *Instead of Court. Diversion in Juvenile Justice*, publié en 1971 (compte rendu in cette *Revue*, 1972, p. 1017), Edwin LEMERT constate l'échec des tribunaux pour enfants aux U.S.A. C'est de cette constatation et de l'analyse des facteurs de cet échec par la *labeling theory* qu'est sorti tout le mouvement contemporain de politique criminelle plaidant pour une « politique criminelle de non-intervention » (cf. Edwin SCHUR, *Radical non-intervention, Rethinking the Delinquency Problem*, Prentice Hall Inc, Englewood Cliffs, N.J., 1973; Jacques VERIN, « Une politique criminelle de non-intervention », *Rev. sc. crim.*, 1974, p. 398 à 406.

28. *Outsiders*, p. 19 à 22.

répressives et l'entourage immédiat de celui-ci jouent un rôle fondamental. Ils portent en effet des appréciations négatives sur son comportement qui lui rendent impossible un certain nombre d'alternatives de comportements conformes et l'engagent ainsi dans une « carrière déviante »²⁹. Mais non moins essentielle est aussi l'acceptation par l'individu de l'identité de déviant et le processus d'identification à un déviant.

Le résultat de ce processus d'interaction est l'étiquetage comme déviant. Mais l'étiquetage n'a pas dans tous les cas la même ampleur ni la même intensité³⁰.

On a ainsi tenté de classer les étiquettes à partir de trois critères : le nombre de transgressions de la loi réelles ou supposées connues des personnes qui interviennent dans le processus, la place que l'étiquetage prend dans l'image que l'individu a de lui-même, et la valeur de réalité que prennent les caractéristiques négatives de l'étiquette. On a ainsi abouti à huit catégories d'étiquettes autour des oppositions suivantes : étiquettes permanentes ou temporaires, étiquettes centrales ou périphériques, étiquettes réelles ou irréelles. Cette classification est d'autant plus intéressante qu'elle permet de distinguer précisément les diverses réactions possibles des délinquants à l'étiquette qui leur est imposée.

2. C'est ainsi par exemple que la déviance permanente sur la base d'étiquettes centrales réelles est pratiquement inéluctable pour le sujet. La seule possibilité qui s'offre à cet individu pour rendre sa situation vivable, c'est de se réfugier dans un milieu qui lui soit propre; c'est ainsi que se constitue et s'alimente continuellement le « milieu » des délinquants professionnels.

A l'inverse, pour la déviance temporaire sur la base d'étiquettes à la fois irréelles ou périphériques, le statut de déviant peut être évité par la négation même de l'étiquette, notamment après une action en faveur de sa neutralisation dans la société. C'est ainsi que l'étiquette de « nudiste » a pratiquement cessé d'être accolée comme stigmatisante dans notre société.

On pourrait évidemment continuer encore longtemps à parler des divers types de réactions des déviants aux étiquettes qui leur sont accolées, mais je pense que les explications qui précèdent doivent suffire à amorcer la discussion sur la *labeling approach*.

On peut dire en résumé que cette nouvelle approche se caractérise par le fait qu'elle *déplace l'angle de visée de la criminologie* depuis l'acte

29. Le concept de « carrières déviantes » est un concept clé de la *Labeling Theory*, voir BECKER, *Outsiders*, p. 25 à 39; SCHUR, *Labeling Deviant Behavior*, p. 154 à 158.

30. Les indications qui suivent sont empruntées à un article du sociologue de langue flamande A. PHILIPSEN, « Comportement déviant, étiquetage par la société et stratégies des déviants », publié en 1970 et utilisé d'après la présentation qu'en a faite L. VAN OUYTRIVE dans « Stigmatisation : un prolongement de l'analyse criminologique », *Rev. dr. pén. et crim.*, 1972-1973, p. 377 à 380. La construction de PHILIPSEN s'inspire essentiellement de LEMERT, GOFFMAN et GARFINKEL.

criminel et la personnalité de son auteur vers l'ensemble des phénomènes qui composent ce qu'il est convenu d'appeler la réaction sociale à la délinquance. Mieux encore, la distinction de l'acte criminel et de la réaction sociale cesse d'avoir une signification quelconque, puisque la déviance est une simple création de la réaction sociale. *Il n'y a plus de criminologie concevable dès lors que de criminologie de la réaction sociale.*

Ce renversement de perspective allait être fort riche de conséquences puisqu'il préparait involontairement le terrain à une nouvelle criminologie, la criminologie critique ou radicale, qui devait aller bien plus loin encore dans la modification des perspectives que la *labeling approach*.

II. LA CRIMINOLOGIE RADICALE, OU CRIMINOLOGIE CRITIQUE³¹

Si la *labeling approach* a dominé les années 60, la criminologie radicale tend à devenir la criminologie des années 70.

Elle est en effet née aux U.S.A. et en Angleterre aux alentours de 1970 et est en plein développement. Aux Etats-Unis, le bastion de cette nouvelle criminologie est l'Ecole de criminologie de Berkeley³² avec les Schwendinger (Herman et Julia)³³ et Tony Platt³⁴ notamment³⁵. Elle regroupe ses partisans dans l'*Union of Radical Criminologists* qui a lancé une nouvelle revue : *Crime and Social Justice*. Le mouvement a gagné l'Ecole de criminologie de Montréal où une minorité de professeurs

31. Les deux termes peuvent être considérés comme synonymes. Toutefois l'expression « criminologie critique » exprime principalement les aspects négatifs de la nouvelle orientation théorique, tandis que l'appellation de « criminologie radicale » traduit surtout le trait dominant de ses aspects constructifs, le radicalisme au sens fort du terme où « radical » exprime une rupture totale et définitive avec les conceptions antérieures. Cette criminologie s'est aussi baptisée « criminologie nouvelle », mais l'expression est à la fois anodine et équivoque. Toute théorie nouvelle tant soit peu originale peut en effet se dire une « criminologie nouvelle » et Saldana n'intitulait-il pas déjà en 1928 un ouvrage « la criminologie nouvelle » ?

32. Cf. Tony PLATT, « Prospects for a Radical Criminology in the U.S.A. », in TAYLOR, WALTON et YOUNG, *Critical Criminology*, Routledge and Kegan Paul, Londres et Boston, 1975, p. 95 à 112.

33. Herman SCHWENDINGER est professeur adjoint de criminologie à l'université de Californie, Berkeley. Il est le coauteur avec Julia SCHWENDINGER d'un ouvrage intitulé *Sociologists of the Chair : a Radical Analysis of the Formative Years of North American Sociology* (1883-1922), publié en 1974, et de divers articles dont le plus connu est « Defenders of Order or Guardian of Human Rights ? » publié dans l'ouvrage *Critical Criminology* précité, p. 113 à 146.

34. Tony PLATT, d'origine anglaise, ancien élève de la Manchester Grammar School de l'Université d'Oxford, enseigne la criminologie à l'Université de Californie à Berkeley. Membre actif de la nouvelle Gauche américaine, il est l'auteur de plusieurs ouvrages : *The Child Savers, The Politics of Riot Commissions and Policing America*.

35. Outre les SCHWENDINGER et Tony PLATT, citons William J. CHAMBLISS, professeur associé au Département de Criminologie de l'Université de Californie à Santa Barbara et Richard QUINNEY, professeur de Sociologie à l'Université de New York. Les travaux de ces auteurs, antérieurs à la formation du courant de la criminologie radicale, portant principalement sur la sociologie du droit pénal et de la justice criminelle et gravitant autour du thème du caractère *conflictuel* de ces institutions, les ont naturellement amenées à adhérer au courant de la criminologie radicale.

animée par Mlle Marie-André Bertrand a obtenu la création d'une section d'enseignement dite *socio-politique*³⁶.

En Angleterre, plusieurs noms se sont déjà rendus célèbres parmi lesquels Taylor, Walton et Young, coauteurs d'un ouvrage remarqué intitulé : *The New Criminology. For a Social Theory of Deviance*³⁷ dans lequel, partant de la critique des théories existantes sur le crime, la déviance et le contrôle social, ils proposent un modèle formel d'explication de la déviance. Les radicaux s'y sont groupés dans la National Deviancy Conference³⁸.

Le mouvement a d'ailleurs gagné l'Europe continentale où s'est créé un organisme qui regroupe les criminologues contestataires³⁹. On peut aussi rattacher à ce courant des travaux tels que l'ouvrage de Michel Foucault : *Surveiller et punir*⁴⁰.

On peut situer les racines de l'élaboration de cette nouvelle orientation criminologique dans deux phénomènes. Il s'agit d'une part des luttes politiques menées aux U.S.A. par des mouvements tels que le mouvement des droits civiques, le mouvement anti-guerre, le mouvement étudiant etc. ainsi que des écrits des participants à ces luttes Angela

36. Au cours de l'année universitaire 1973-1974, un débat très animé a divisé l'Assemblée des professeurs de l'Ecole de criminologie de Montréal. Un groupe d'enseignants animé par Mademoiselle Marie-Andrée BERTRAND et comptant notamment le professeur Guy TARDIF a violemment critiqué l'orientation traditionnelle encyclopédique et clinique donnée à l'organisation de la licence de criminologie de l'Université par M. Denis SZABO et par son continuateur à la direction de l'Ecole, M. André NORMANDEAU. Le conflit s'est provisoirement résolu par une solution transactionnelle avec la création d'une option socio-politique, à côté de l'option traditionnelle à orientation principalement clinique.

37. Ian TAYLOR, Paul WALTON et Jock YOUNG, *The New Criminology : for a Social Theory of Deviance*, avec une préface par Alvin W. GOUDNER, Routledge et Kegan Paul, 1973.

Ian TAYLOR est lecteur de criminologie à l'Université de Sheffield. Outre sa participation à l'ouvrage *New Criminology*, il est coéditeur avec Laurie TAYLOR de *Politics and Deviance*, Penguin Books, 1973. Paul WALTON est *Senior Lecturer* de sociologie à l'Université de Glasgow. Coauteur de *New criminology*, il a aussi publié en 1972 un ouvrage de socio-économie d'inspiration marxiste : *From Alienation to Surplus Value*.

Jock YOUNG, *Principal Lecturer* de sociologie à la Middlesex Polytechnic à Enfield, est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages de sociologie (*Contemporary Social Problems in Britain, Media as Myth*) et de criminologie (*The Drugtakers, Manufacturing News : Deviance, Social Problems and the Mass media et Myths of Crime*).

A ces trois noms, il convient d'ajouter notamment ceux de Stanley COHEN (*Images of Deviance, Penguin Books, 1971, et Folk Devils and Moral Panics, The Creation of the Mods and Rockers, Paladin, 1972*) et de Paul ROCK (coéditeur avec Mary McINTOSH de *Deviance and Social Control, 1974*).

38. Cf. TAYLOR, WALTON et YOUNG, « Critical Criminology in Britain : Review and Prospects » in *Critical Criminology*, op. cit., p. 6 à 62. Sur la National Deviancy Conference : Ian TAYLOR et Laurie TAYLOR, *Politics and Deviance*, p. 209 et s.

39. Groupe européen pour l'étude de la déviance et du contrôle social. Ce groupe a tenu un premier séminaire à Florence en 1973 (cf. J. PINATEL, « Criminologie critique et recherche sociologique en criminologie biologique », *Rev. sc. crim.*, 1975, p. 189 et s., notamment p. 190).

40. Michel FOUCAULT, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, N.R.F., éd. Gallimard, 1975, 318 pages. Comme pour tous les ouvrages des philosophes à la mode, ce livre de M. FOUCAULT a donné lieu à un nombre considérable de comptes rendus tant dans la grande presse que dans les revues spécialisées, mais l'attitude habituelle de sympathie de l'intelligentsia française à l'égard de toute pensée progressiste a engendré bien peu de critiques sur cet ouvrage cependant bien discutable. La longue analyse critique qu'en a donnée M. PINATEL dans cette *Revue*, 1975, p. 753-766, sous le titre « Philosophie carcérale, technologie politique et criminologie clinique », n'en possède que plus de valeur.

Davis⁴¹, Eldrige Cleaver⁴², Malcomx⁴³, etc. Mais d'autre part, il faut aussi tenir le plus grand compte de la découverte ou de la redécouverte du marxisme par l'intelligentsia anglo-saxonne⁴⁴.

Ces phénomènes ont fait naître, en criminologie comme dans bien d'autres domaines, sinon une théorie déjà élaborée, du moins une certaine orientation commune d'esprit chez divers sociologues⁴⁵.

Pour comprendre les grandes branches de la criminologie radicale, on peut se référer, comme le font ses partisans eux-mêmes⁴⁶, à cette phrase de Mao Tsé-Toung : « La philosophie marxiste considère que le problème le plus important ne consiste pas dans la compréhension des lois du monde objectif et par conséquent dans la possibilité de l'expliquer, mais dans l'application de la connaissance de ces lois pour changer le monde de manière active. »

Ainsi la criminologie radicale est à la fois certes une criminologie qui se veut *explicative*, mais aussi une criminologie militante, appelée par Taylor, Walton et Young : criminologie *normative*⁴⁷.

A. La criminologie explicative

La criminologie radicale propose une interprétation essentiellement politico-économique du phénomène criminel.

La meilleure manière d'y accéder me paraît être de présenter d'abord le modèle formel d'explication de Taylor, Walton et Young qui ont l'ambition de présenter une théorie sociale complète de la déviance⁴⁸. Il sera ensuite possible de présenter les parties de ce modèle dont le contenu matériel a été développé par les criminologues radicaux.

a) Le modèle formel de Taylor, Walton et Young.

Selon ces auteurs, le problème de la déviance, comme tant d'autres problèmes sociaux, est dominé par la question centrale des relations entre

41. Angela DAVIS, *If they Come in the Morning*.

42. Eldrige CLEAVER, *Soul on Ice*.

43. MALCOLM X, *The Autobiography of Malcolm X*.

44. Il semble que la pénétration de la pensée marxiste aux Etats-Unis s'est faite principalement par le canal de marxistes allemands émigrés aux U.S.A. à la suite de l'avènement d'Hitler et connus sous le nom de Groupe de Francfort dont le chef de file fut Th. Adorno et le représentant le plus connu Herbert Marcuse.

En Angleterre, l'influence de l'interprétation du marxisme par Althusser paraît avoir été importante. L'un des partisans de la criminologie critique, Paul R. Hirst, lecteur de sociologie à l'Université de Londres, se réclame ainsi de la tradition althusserienne, (voir d'ailleurs le débat entre Hirst et Taylor et Walton sur l'interprétation de la pensée de Marx et d'Engels relative à la loi, au crime et à la moralité dans *Critical Criminology*, précité, p. 203 à 243).

45. Comme l'écrivent, Taylor, Walton et Young dans l'introduction au recueil de textes précité *Critical Criminology*, p. 4 : « La criminologie critique est encore dans l'enfance et il n'est pas surprenant qu'il existe différentes tendances dans ses rangs », mais elle possède plusieurs « traits caractéristiques communs dans son développement international ». Il s'agit donc bien d'une orientation d'esprit commune plutôt que d'une théorie pleinement élaborée.

46. TONY PLATT, *Prospects for a Radical Criminology*, p. 104-105.

47. TAYLOR, WALTON et YOUNG, *The New Criminology*, p. 280.

48. *Op. cit.*, p. 270 et s.

l'homme et les structures du pouvoir politique et économique et de la possibilité pour lui d'affronter ces structures sous la forme d'actes criminels, de déviance et de dissidence⁴⁹. *L'action criminelle est donc l'acte politique par lequel le délinquant exprime son refus de l'organisation sociale en place*. La criminologie devient dès lors une branche de la science politique.

Cette conception de base conduit alors nos auteurs à découper l'explication formelle de l'action criminelle en cinq étapes : les origines lointaines de l'acte déviant, les origines immédiates de cet acte, l'acte lui-même, les origines immédiates de la réaction sociale et les origines lointaines de celle-ci.

1) Les origines lointaines de l'acte déviant⁵⁰ constituent le premier palier de l'explication. Pour comprendre cet acte, il faut en effet le situer avant toutes choses dans le cadre de ses origines structurelles les plus lointaines. Ce cadre consiste dans les traits caractéristiques de l'évolution de la société industrielle avancée que nos auteurs analysent comme consistant essentiellement dans l'inégalité dans la distribution du pouvoir, de la richesse et de l'autorité. Les autres phénomènes mis en évidence par les sociologies antérieures de la déviance, telles que les zones de délinquance ou les sous-cultures délinquantes ne sont que des structures intermédiaires qui renvoient finalement au phénomène de l'inégalité. Il faut donc élaborer d'abord une *économie politique du crime*.

2) Mais comment expliquer que tous les individus soumis à des conditions structurelles identiques ne commettent pas tous des actes criminels ? C'est l'étude des *origines immédiates de l'acte déviant* qui va permettre de répondre à cette question⁵¹. Il faut en effet rechercher quels sont les phénomènes qui précipitent l'acte déviant. Ici, nos auteurs donnent une réponse essentielle : la voie déviante est un choix conscient comme solution aux problèmes posés par l'existence dans une société oppressive. Une sorte de libre arbitre se glisse-t-il donc dans leur analyse ? En tout cas, il est nécessaire de compléter l'économie politique du crime par une *psychologie sociale du crime* pour expliquer pourquoi et comment certains individus choisissent la voie déviante alors que les autres adoptent une attitude conformiste.

3) Mais lorsqu'il y a choix de la déviance, les actes déviants ne sont pas nécessairement de même nature. Tel individu s'engagera dans des activités hédonistes, tel autre dans des actes nihilistes, tel autre encore dans une action révolutionnaire violente. Comment expliquer le choix de tel acte plutôt que de tel autre ? Seule la constitution d'une *dynamique*

49. *Op. cit.*, p. 268.

50. *Op. cit.*, p. 270.

51. *Op. cit.*, p. 271.

sociale des actes commis permettra de savoir pourquoi les choix d'actes déviants sont différents⁵².

4) Quand un acte déviant a été commis, on entre alors dans le domaine de la *réaction sociale*.

Mais les réactions de l'entourage peuvent être très différentes. Il y a aussi une part de choix de la part des témoins qui peuvent saisir ou ne pas saisir la police. Les organes officiels de réaction sociale exercent eux-mêmes un certain choix en fonction de la représentation que leurs membres se font de leurs fonctions. Aussi est-il nécessaire d'expliquer la réaction immédiate de l'entourage social en types de choix adoptés par lui, grâce à une *psychologie sociale de la réaction sociale*⁵³.

5) Mais il est bien évident que ces divers choix possibles sont principalement le produit de la situation structurelle des agents de la réaction sociale. Aussi est-il nécessaire de remonter finalement aux *origines lointaines de la réaction sociale*⁵⁴.

Or les initiatives politiques qui créent la législation pénale, qui définissent les comportements punissables et qui assurent l'application de la loi pénale sont intimement liées à la structure de l'économie politique de l'Etat. D'où la nécessité d'une économie politique de la réaction sociale, comme il fallait une économie politique du crime.

Tels sont les divers étages de l'explication formelle de la déviance d'après les auteurs de la *New Criminology*. Ces auteurs soulignent certes que ces divers niveaux ne doivent pas seulement être présents, mais doivent aussi apparaître, dans la théorie comme dans la réalité, dans un complexe incluant des relations dialectiques⁵⁵. Mais on sent bien qu'au sommet de la pyramide se trouve finalement l'économie politique de la réaction sociale.

Il est d'ailleurs significatif que la plupart des études de détail faites jusqu'à présent dans la perspective radicale pour préciser le contenu matériel de ce cadre formel concernent le dernier chapitre de la construction de Taylor, Walton et Young.

b) *Le contenu matériel*

Les études qui ont pour objet l'élaboration du contenu matériel de la criminologie radicale ont trait principalement à deux ordres de problèmes : l'étude sociologique et socio-historique des systèmes de droit pénal et de justice criminelle dans les sociétés occidentales d'une part, l'établissement d'un nouveau système d'infractions pénales d'autre part.

52. *Op. cit.*, p. 271-272.

53. *Op. cit.*, p. 272.

54. *Op. cit.*, p. 273-274.

55. *Op. cit.*, p. 276-278.

1) On conçoit aisément que l'attention des criminologues radicaux se soit portée tout particulièrement sur l'analyse sociologique et historique des systèmes pénaux des pays capitalistes dans une perspective marxiste. C'est ainsi que dans l'ouvrage *Critical Criminology* on trouve, entre autres, un article de M. Richard Quinney intitulé « Crime Control in Capitalist Society : a Critical Philosophy of Legal Order »⁵⁶. La conclusion de toutes ces études est que la loi n'est pas neutre, comme d'ailleurs son application; l'une et l'autre ne sont que l'expression et l'exercice de la domination des intérêts de la bourgeoisie sur le prolétariat⁵⁷. La criminologie radicale doit donc rejeter les définitions légales du crime pour rechercher des définitions qui réfléchissent au contraire la réalité d'un système injuste basé sur le pouvoir et les privilèges.

2) Dans le même ouvrage précisément, les Schwendingers s'y emploient dans un article intitulé : « Defenders of Order or Guardians of Human Rights ? »⁵⁸. Pour eux il faut redéfinir le crime comme la violation des droits de l'homme définis dans une perspective socialiste à savoir : le droit à la nourriture et au logement, le droit à la dignité et le droit à la liberté.

Il en résulte un programme d'études entièrement renouvelé pour les cours de criminologie dont les principaux chapitres sont l'impérialisme, le racisme, le capitalisme et le sexisme⁵⁹.

L'Etat et son appareil légal ne sont pas pour autant négligés, car ils sont considérés comme une institution criminogène baignant dans la corruption, la fraude et le génocide⁶⁰.

Il n'est pas surprenant qu'un tel programme ne soit pas seulement un programme d'études, mais aussi une arme de combat, car la criminologie radicale se veut essentiellement militante.

B. *La criminologie militante*

Pour la criminologie radicale en effet, la solution du problème criminel réside dans la transformation révolutionnaire de la société et l'élimination des systèmes économique et politique d'exploitation. On retrouve ici le « prophétisme » marxiste appliqué à la disparition de cette forme d'« aliénation » qu'est l'action criminelle.

Dès lors, le criminologue radical est et doit être en même temps qu'un homme de science aussi, voire même surtout, un homme d'action, un homme de pratique.

Sa tâche consiste à démasquer le vernis moral et idéologique qui dissimule une société inégale et à lutter pour le changement social et

56. *Op. cit.*, p. 181-202.

57. Article précité, p. 199.

58. *Op. cit.*, p. 113-146.

59. Art. précité, p. 136-137.

60. Art. précité, p. 135-136.

l'établissement, parmi les alternatives post-capitalistes, d'une société conforme à son idéal. D'une manière concrète, des actions semblables à l'agitation entretenue par le G.I.P. (Groupe information prisons) entrent dans la tâche *normative* du criminologue. Taylor, Walton et Young expliquent ainsi que « les prescriptions normatives de la nouvelle criminologie scandinave conduisirent à la formation du K.R.U.M., un syndicat pour détenus dans les prisons scandinaves qui fut capable en 1971 de coordonner une grève de prisonniers dans trois pays et dans de nombreuses prisons de ces pays ⁶¹.

**

Tels sont les aspects, qui me paraissent essentiels, de la criminologie radicale, comme de la *labeling theory*. Tout au long de cet exposé, je me suis borné à décrire ces nouvelles orientations théoriques sans porter de jugement critique afin de laisser libre cours à la discussion qui va suivre. Mais évidemment je ne manquerai pas de faire part de mon point de vue au cours de cette discussion.

**

Une discussion a suivi la conférence du professeur Gassin qui a bien voulu, à la suite des interventions auxquelles elle a donné lieu, rédiger le texte suivant dont nous le remercions bien vivement.

I

Avant d'exprimer mon point de vue sur les deux orientations théoriques que j'ai exposées tout à l'heure, je voudrais faire une remarque préliminaire sur la différence importante d'*ambiance de développement* de chacune d'elles, ce qui n'est pas sans incidence sur le jugement critique que l'on peut porter sur ces théories. Pour ce qui est tout d'abord de la *labeling theory*, ce n'est pas par hasard qu'elle est née aux Etats-Unis. En réalité, elle ne pouvait naître que dans ce pays, car elle repose sur une réflexion critique du fonctionnement d'institutions répressives qui lui sont particulières, comme par exemple le pouvoir absolu d'appréciation de l'opportunité de la poursuite reconnu à la police. On le voit bien d'ailleurs lorsque l'on tente de transposer la théorie dans le cadre concret des institutions répressives des pays d'Europe continentale, où le pouvoir de poursuite appartient non à la police, mais au ministère public, et est même parfois commandé par le principe de la légalité de

61. *The New Criminology*, précitée, p. 281.

la poursuite comme en Allemagne fédérale. La transposition est souvent difficile à opérer.

En revanche, la criminologie critique est de nulle part, car elle s'appuie non pas sur le fonctionnement concret d'institutions répressives spécifiques, mais sur une sorte de discours théorique d'inspiration marxiste qui n'a de contact avec aucune réalité géographique particulière. Aussi n'est-il pas surprenant que cette tendance ait pu se manifester d'abord en Angleterre (cf. D. Chapman, *The Sociology and the Stereotype of Criminal*, Londres, 1968) ou aux Pays-Bas (Nagel, Hoefnagels, Bianchi), puis se développer simultanément aux Etats-Unis et en Angleterre, et passer rapidement de là en Europe continentale où préexistaient les attitudes idéologiques toutes prêtes à l'accueillir. Il y a donc là une différence non négligeable entre les deux orientations théoriques qui explique à la fois leurs limites respectives et le degré de sérieux qu'il convient de leur attribuer.

II

Pour ce qui est maintenant de la *labeling theory*, il n'est pas discutable qu'elle a enrichi de manière importante la science criminologique. Pour l'essentiel, son apport me paraît double. En premier lieu, elle a mis l'accent sur cette idée très exacte que la déviance n'est pas une entité statique, une sorte de produit inéluctable d'une certaine structure de personnalité, mais le terme d'un processus dynamique d'interaction sociale mettant en jeu toute une succession complexe d'actions et de réactions, de réponses et de contre-réponses. Ce faisant la *labeling theory* a contribué de manière très importante à éclairer le phénomène du passage à l'acte proprement dit, face à une criminologie traditionnelle orientée vers l'étude de la structure de la personnalité du délinquant et de la formation de cette structure. Rappelons cependant que la *labeling theory* n'a pas créé la théorie du processus du passage à l'acte. Bien avant elle, De Greeff avait magistralement analysé le phénomène avec la description du passage à l'acte grave et l'on croirait parfois reconnaître l'écho de sa pensée dans des développements tels que ceux de M. Matza dans *Delinquency and Drift* écrit quelque vingt-cinq années plus tard. Mais on doit reconnaître à la *labeling theory* le mérite d'avoir généralisé et systématisé l'analyse des processus du passage à l'acte.

Le deuxième apport essentiel de la *labeling theory* se rapporte à l'explication de la récidive. Il est certain que les concepts de *déviance secondaire* et de *carrière criminelle* avec les phénomènes d'interaction qu'ils recouvrent sont très utiles pour comprendre la récidive. Ils montrent bien quel est le rôle que peut jouer le fonctionnement des institutions répressives dans la genèse de la réitération des infractions. Ici encore cependant rappelons que tout cela n'est pas entièrement nouveau. Depuis longtemps déjà, on a mis au jour que la prison pouvait être un *facteur*

criminogène. D'autre part, M. Pinatel avait déjà décrit au début des années 60 l'influence des institutions de procédure pénale sur la personnalité des délinquants⁶². Mais enfin on doit reconnaître à la *labeling theory* d'avoir donné à l'étude du problème de l'influence des institutions répressives sur la récidive une importance beaucoup plus systématique et d'avoir ainsi attiré l'attention sur la portée criminologique de la réaction sociale.

Mais précisément c'est ici que se situent les limites de la *labeling theory* qui, comme il arrive très souvent dans le domaine des sciences humaines, est victime de ses exagérations. Ainsi qu'on l'a exposé, selon cette théorie la déviance ne consisterait pas dans l'adoption d'un comportement contraire aux interdits pénaux, mais serait une création de la société qui fait les lois dont la violation est appelée la déviance et qui applique ces lois à certains individus en les étiquetant *déviant*s. Aussi, est-ce à la suite d'une grossière erreur de perspective que la criminologie traditionnelle aurait concentré son attention sur l'étiologie de la délinquance et le passage à l'acte criminel; le problème criminologique fondamental serait celui de la réaction sociale et de l'étude des processus d'étiquetage, tant au niveau de l'élaboration des lois pénales que de leur application à certains individus. Il faut donc, a-t-on écrit, passer d'une criminologie du passage à l'acte à une criminologie de la réaction sociale⁶³. Mais cette thèse centrale de la *labeling theory* correspond en réalité à une conception purement formelle de la déviance. Il est bien vrai certes que, d'un point de vue formel, la déviance est une création sociale : c'est en édictant des lois que la société définit ce qui est conforme et ce qui est déviant; de même c'est en désignant comme *délinquants* certains individus que les organes répressifs composent la catégorie des délinquants. Qui a d'ailleurs jamais songé à le nier ? En revanche ce que ne voient pas les interactionnistes, c'est que *ces définitions et ces désignations ne sont pas arbitraires*. Si la loi définit tel ou tel comportement comme *délinquant*, c'est pour répondre à un objectif déterminé, par exemple la protection de la vie ou de l'intégrité physique, ou encore la protection de la propriété. De même si les tribunaux condamnent un individu comme auteur d'une infraction, c'est pour répondre à leur mission d'organes d'application de la loi pénale. Sans doute des innocents pourront être condamnés mais cela sera dû seulement à une erreur de jugement (erreur judiciaire). Sans doute aussi certains individus délinquants échapperont-ils aux poursuites, mais leur impunité est imputable seulement aux limites matérielles de la capacité du système de justice pénale, et notamment aux limites du succès des investigations policières.

De la sorte il demeure exact de dire que la déviance est bien liée

62. « L'influence des institutions de procédure pénale sur la formation de la personnalité criminelle », in *Problèmes contemporains de procédure pénale. Recueil d'études en hommage à L. Huguency*, 1964, p. 3 à 12.

63. V. PH. ROBERT, « La sociologie entre une criminologie du passage à l'acte et une criminologie de la réaction sociale », *L'année sociologique*, 1973, vol. 24, p. 441 à 504.

à la *qualité* des actes incriminés par la loi, puisque ceux-ci sont définis par référence à une certaine finalité protectrice. De même, il demeure vrai de considérer comme délinquants tous ceux qui ont enfreint la loi pénale, avant qu'ils ne soient étiquetés comme tels par les organes de réaction sociale et même s'ils ne font pas l'objet d'un tel étiquetage, car ces personnes présentent en commun cette caractéristique de n'avoir pas ressenti l'effet inhibiteur de la menace de la sanction pénale. Comme l'a écrit M. Ch. Debuyst, le *fait délinquant* et la personne de *l'auteur* du fait sont des « corps durs » impossibles à éliminer⁶⁴. En réalité l'expression *criminologie de la réaction sociale* est un abus du langage. Il n'existe pas de *criminologie de la réaction sociale* au sens propre du terme; il existe, et il ne peut exister, qu'une criminologie de l'action criminelle, car l'objet de la criminologie est, et ne peut être, que l'explication de l'acte criminel. La *labeling theory* confond la délinquance et sa sanction en parlant de *criminologie de la réaction sociale*. En revanche, ce qui est exact, c'est que les divers aspects de la réaction sociale peuvent avoir, et ont dans certains cas, une influence sur la formation de la personnalité des délinquants et sur la constitution des situations précriminelles. A ce titre la sociologie du droit pénal et de la justice pénale intéresse au plus haut point la criminologie, mais n'en demeure pas moins distincte de celle-ci. Il est significatif d'ailleurs que M. Howard S. Becker dans un texte ultérieur à *Outsiders*, datant de 1971, intitulé *Labelling Theory Reconsidered* (voir chapitre 10 de la nouvelle édition publiée en 1973) ait fait machine arrière et ait affirmé qu'il avait été mal compris et qu'il n'avait jamais eu l'intention de réduire la criminologie à l'interactionnisme, mais seulement de l'enrichir en élargissant l'étiologie criminelle par l'inclusion dans l'étude du phénomène déviant de l'influence des réponses des autres face à l'acte délictueux.

Il existe encore un autre point moins important sur lequel la *labeling theory* nous paraît contestable, c'est l'affirmation selon laquelle les règles pénales, loin d'être le fait d'un consensus unanime, ne sont que le produit de groupes sociaux spécifiques, ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique. Ici encore il nous apparaît qu'il s'agit d'une vue purement formelle d'une dynamique sociale autrement plus complexe; elle ne s'attache qu'à la surface des choses. Mais comme cette idée, somme toute secondaire dans la pensée de Becker et qui n'était pas indispensable à son système, a ouvert la voie à la criminologie critique, je vais en parler avec cette dernière.

III

La criminologie radicale soulève un certain nombre de difficultés importantes que l'on peut résumer autour des trois points suivants.

64. V. CH. DEBUYST, « Les nouveaux courants dans la criminologie contemporaine. La mise en cause de la psychologie criminelle et de son objet », *Rev. dr. pén. et crim.*, juill. 1975, p. 845 à 870, notamment p. 862.

1. Cette orientation repose sur la sociologie marxiste. Elle en est un nouveau développement dans le domaine de l'explication de la criminalité, après la première école marxiste du début du siècle dont William Bonger fut le représentant le plus important. Elle suppose donc que l'on adhère sans discussion à l'interprétation marxiste de la société, ce qui va évidemment beaucoup plus loin que la simple adhésion à une théorie criminologique nouvelle.

2. Le modèle formel de Taylor, Walton et Young, dans son aspect le plus purement formel, ne manque pas d'intérêt et conduit à un nouveau découpage très stimulant du phénomène criminel. Mais en définitive tout dépendra du contenu matériel qu'on lui donnera. Or il faut dire que les divers essais de détermination de ce contenu dans le domaine de l'étude des « origines lointaines de l'acte criminel » développent une sorte de discours théorique *a priori*, plutôt qu'ils ne présentent le résultat d'investigations empiriques sur les origines des lois pénales et la manière dont elles sont appliquées.

3. Le criminologue doit-il être par essence un militant ? Un militant de la criminologie certes ! Mais un militant politique et plus précisément encore un militant révolutionnaire ? Là encore c'est toute une conception des sciences humaines qui se trouve impliquée dans cette position. Répondons que c'est peut-être affaire de tempérament et qu'en tout cas, par les temps qui courent, les sciences humaines comptent beaucoup moins d'hommes de science que de militants révolutionnaires.

L'histoire des éléments de l'infraction

par Jacques-Henri ROBERT

Maître-assistant à l'Université de Paris X — Nanterre.

Des générations d'étudiants ont appris et retenu qu'une infraction était constituée par la réunion de divers « éléments ». A l'époque contemporaine, on enseigne le plus souvent que ces éléments sont au nombre de trois et on les désigne par les qualificatifs « légal », « matériel » et « moral ».

L'idée de décomposer en éléments une notion juridique quelconque est pédagogiquement tellement efficace qu'elle a été utilisée ici ou là dans d'autres enseignements que celui du droit pénal : on a dit, par exemple, que le mariage¹, la vente² ou le compte courant³ comprenaient plusieurs éléments. Mais c'est seulement chez les criminalistes que cette manière d'enseigner et de penser a été observée pendant des décennies par la quasi-totalité des ouvrages didactiques.

Cette habitude est très probablement liée au principe de l'interprétation restrictive de la loi pénale. En affirmant en effet que l'infraction comporte des éléments distincts les uns des autres, la doctrine invite le juge à examiner méticuleusement la situation que la partie poursuivante prétend infractionnelle et à y appliquer une méthode analytique; il se trouve ainsi empêché d'apprécier trop rapidement l'action du prévenu dans un mouvement unique et synchrétique de la pensée où ses sentiments personnels, ses préférences morales et politiques prendraient le pas sur le soin rationnel d'appliquer la loi pénale. La décomposition de l'infraction en éléments a donc au moins une vertu utilitaire et peut être par là comparée à ces exercices spirituels que les ordres religieux imposent à leurs membres parce qu'ils placent l'esprit dans une disposition conforme à leur idéal.

L'analyse fondée sur les éléments de l'infraction est-elle plus qu'une technique didactique, exprime-t-elle aussi, en droit pénal général, une

1. J. CARBONNIER, *Droit civil*, t. 2, « La famille, les incapacités », 9^e éd., 1972, n^{os} 7, 8 et 12.

2. P. MALAURIE, *Encyclopédie Dalloz*, 2^e éd., Rép. civ. V^o « Vente (Éléments constitutifs) ».

3. M. VASSEUR et X. MARIN, *Les comptes en banque*, 1^{re} éd., n^{os} 226 et 228.

théorie de l'infraction, est-elle intimement liée à la nature de cette notion ? Il serait bien imprudent d'aborder de front une si redoutable question et de tenter de la résoudre tout d'un coup. Mieux vaut diviser la difficulté et commencer empiriquement par une besogne d'historien : l'observation et la comparaison des expériences, des tâtonnements et des revirements des auteurs très nombreux qui ont inventé, utilisé et remodelé les éléments de l'infraction. Ces éléments n'ont pas, en effet, été conçus tous ensemble et leur nombre, comme le contenu de chacun d'eux, a varié au cours de leur longue existence qui est pleine de crises, d'avatars et de querelles. Si depuis plus de cent ans, ils sont des instruments d'analyse très appréciés, chaque auteur les a, avant d'en user, adaptés à sa pensée, en sorte qu'ils sont le support théorique de systèmes abstraits et de solutions concrètes dissemblables.

On le verra bien au récit de leur apparition, qui fut progressive, et de leurs avatars, qui furent nombreux et fréquents.

I. — LA NAISSANCE DES ÉLÉMENTS DE L'INFRACTION

La doctrine pénaliste de l'Ancien Régime ne décomposait pas les crimes et délits en éléments. On peut aisément se l'expliquer par des raisons linguistiques et juridiques. Le mot « élément » a pris le sens de « partie d'un tout quelconque » à une époque assez récente et, dans la première édition du Dictionnaire de l'Académie, en 1694, il ne désignait que les corps simples de la chimie traditionnelle (le feu, l'air, l'eau et la terre) ou les principes fondamentaux d'une science (les éléments de la géométrie, de la grammaire, etc.). Au surplus, en l'absence de Code pénal, les auteurs avaient à cœur d'énoncer les règles non écrites du droit positif bien plus que d'en présenter des explications abstraites dans lesquelles la notion, sinon le mot, d'élément de l'infraction aurait pu avoir sa place.

Les ouvrages composés à la veille de la Révolution n'en étaient pas moins arrivés à des analyses très subtiles de la psychologie du délinquant et avaient énoncé quelques-uns des principes essentiels du droit pénal moderne. Ainsi, Muyart de Vouglans a affirmé la nécessité de ne pas punir l'intention mauvaise quand elle n'est pas suivie d'effets et il l'a dit en des termes où les inventeurs des éléments de l'infraction ont peut-être ensuite puisé leur inspiration : « Il faut bien distinguer dans le crime le fait et l'intention; le fait sans l'intention ne peut soumettre à (la) justice (humaine)... C'est par la réunion du fait extérieur avec l'intention que se forme le crime »⁴.

Quand les lois de 1791 ébauchèrent la division tripartite des infractions, le caractère intentionnel des crimes, au sens moderne, fut fortement affirmé

4. P.-F. MUYART DE VOUGLANS, *Les lois criminelles de France dans leur ordre naturel*, 1780, p. 2, n° VII.

et assorti d'une conséquence procédurale importante : l'obligation faite au président du tribunal criminel de poser aux jurés les « questions relatives à l'intention » (art. 21 du titre VII de la Loi des 16 et 29 septembre 1791). Dans une longue glose de cette loi, le décret en forme d'instruction pour la procédure criminelle des 21 septembre et 21 octobre 1791, l'Assemblée justifiait ainsi la règle qu'elle venait de poser : « Comme c'est l'intention qui fait le crime, elle (la loi) a voulu que les jurés, quoique certains du fait matériel et connaissant son auteur, puissent scruter les motifs, les circonstances et la moralité du fait »⁵. Voilà l'origine probable des épithètes données plus tard à deux des futurs éléments de l'infraction.

Après la suppression, par le Code d'instruction criminelle, de la question d'intention, les orateurs du gouvernement assurèrent aux membres du Corps législatif que les crimes et même les délits étaient néanmoins restés des infractions intentionnelles : « Tout crime ou délit se compose du fait et de l'intention »⁶ déclara le conseiller d'Etat Faure devant cette assemblée lors de la discussion du texte du Code pénal; sur quoi le législateur Riboud renchérit : « La moralité du fait doit s'établir par le fait lui-même... et nous ne devons pas perdre de vue que ne point proposer de question expresse sur l'intention, ce n'est point écarter l'examen et l'appréciation de cette intention »⁷. Ces maximes furent entendues et durent être tellement ressassées dans les plaidoiries qu'un auteur du milieu du XIX^e siècle, Gilardin, se les représentait comme des adages, que d'ailleurs il combattait : « Il est passé parmi les légistes en règle générale, en aphorisme de la science du droit, écrivait-il, que tout délit se compose du fait et de l'intention... Défiiez-vous de beaucoup des brocards du palais »⁸.

Parmi les variantes doctrinales imaginées pour exprimer cette règle, la postérité devait distinguer celle de Barris, qui fut président de la Chambre criminelle de la Cour de cassation de 1806 à 1824. On en doit la publication à Merlin qui l'inséra dans la cinquième édition de son Répertoire, en avertissant le lecteur que Barris l'avait écrite, dans ses notes inédites, avant la promulgation des Codes de 1808 et 1810 : « Tout délit se compose de deux éléments : d'un fait qui en constitue la matérialité, et de l'intention qui a conduit à ce fait et en détermine la moralité »⁹. On reconnaît là une paraphrase du décret en forme d'ins-

5. J.-B. DUVERGIER, *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat*, t. 3, 1824, p. 499.

6. J. G. LOCRÉ, *La législation civile, commerciale et criminelle de la France*, t. 29, 1831, p. 264, n° 6.

7. *Ibid.*, p. 281, n° 15.

8. A. GILARDIN, *Etude philosophique sur le droit de punir*, 1841, p. 84 et 86.

9. P.-A. MERLIN, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, t. 15, 5^e éd., 1826, V° « Intention », p. 388. D'autres auteurs, appartenant à la même période, ont préféré reproduire la formule plus modeste du conseiller Faure; A. BOURGNON DE LAYRE, *Essai sur le Code pénal*, 1824, p. 6; A. CHAUVEAU et Faustin HÉLIE, *Théorie du Code pénal*, t. 2, 1837, p. 206.

truction de 1791 à la rédaction duquel Barris a peut-être participé puis qu'en septembre 1791, il siégeait à l'Assemblée.

Voilà, en tout cas, d'où nous viennent les éléments matériel et moral de l'infraction. Dans cet emploi originaire, l'expression « élément du délit » n'avait pas encore la densité théorique que la doctrine lui prête aujourd'hui. Elle constituait un moyen commode et assez frappant d'insister sur l'importance de l'intention et non pas l'instrument nécessaire à la construction d'une théorie générale de l'infraction. Aucune conséquence pratique ou théorique n'est attachée à l'usage du mot *élément* et, dans le Répertoire de Merlin, qui est alphabétique, aucun développement n'est consacré à la *matérialité* du délit, qui est pourtant, selon Barris, l'autre élément de l'infraction. Il restait donc beaucoup de chemin à parcourir avant que naisse le système abstrait dont le mot *élément* est aujourd'hui une pièce essentielle.

Ce mot fit une seconde entrée dans le XIX^e siècle encore jeune, par la porte, cette fois, du droit pénal spécial.

Dans leur commentaire du Code pénal, Adolphe Chauveau et Faustin Hélie prirent l'habitude d'utiliser le mot *élément* pour des annonces de plan du type de la suivante, qu'on trouve dans l'explication de l'article 379, consacré au vol : « Il résulte de cette définition que trois conditions sont nécessaires pour l'existence du délit... Nous allons développer successivement ces trois *éléments* du vol. »¹⁰ Les éléments ainsi conçus ne pouvaient pas conduire à la découverte des éléments du droit pénal général. En effet, la décomposition en éléments n'est pas invariablement appliquée à toutes les infractions étudiées par Chauveau, et, quand elle l'est, le nombre et la nature des éléments varient d'un délit à l'autre. Ainsi, alors que le vol a trois éléments, le meurtre n'en a que deux, comme l'outrage public à la pudeur¹¹; le vol et l'escroquerie ont le même nombre d'éléments, mais constitués de telle manière qu'on ne pouvait pas en induire l'existence des éléments généraux de l'infraction : ce sont en effet, pour le premier délit, une soustraction, son caractère frauduleux et le fait que la chose soustraite appartient à autrui, et, pour le second, l'emploi de moyens frauduleux, la remise de valeurs et leur détournement.

Pour parvenir à la création des éléments généraux qui nous sont aujourd'hui familiers, la doctrine a dû accomplir deux progrès : d'abord inventorier les questions théoriques dont la réunion forme ce qu'on appelle aujourd'hui le droit pénal général, distinguer ensuite, au sein de cette masse, les divers ensembles qui constituent à présent la matière des

10. A. CHAUXEAU et Faustin HÉLIE, *Théorie du Code pénal*, 8 vol., 1837-1842, t. 6, p. 546. Des termes presque identiques sont utilisés à propos de l'escroquerie : « Il résulte de ce texte (l'art. 405) que trois faits distincts sont nécessaires pour l'existence du délit... Nous allons successivement développer ces trois *éléments* dans lesquels se résume toute l'incrimination » (t. 7, p. 278).

11. A. CHAUXEAU et F. HÉLIE, *op. cit.*, t. 5, p. 157 et t. 6, p. 112.

éléments de l'infraction et pour cela trouver les concepts qui assurent l'unité et la cohérence de chacun d'eux.

L'accomplissement de ces progrès supposait presque nécessairement l'abandon de la méthode de l'exégèse, car, outre que de façon générale elle empêche les synthèses, elle masquait, dans le cas particulier du droit pénal, certaines questions comme la théorie de l'erreur et celle de l'état de nécessité qui ne font l'objet d'aucune disposition générale du Code pénal. Il fallait aussi que les auteurs fussent animés d'un souci pédagogique et d'un désir d'abstraction qu'on trouve naturellement dans les ouvrages d'enseignement plutôt que dans des répertoires exégétiques ou alphabétiques destinés aux praticiens et dont l'objet est un commentaire exhaustif de toutes les dispositions du Code¹².

L'inventaire des questions théoriques qui constituent le droit pénal général fut commencé par Berriat-Saint-Prix, qui imitait encore les ouvrages de l'Ancien Régime¹³, et surtout par Rossi qui, ayant travaillé et enseigné en Italie et en Suisse avant de s'établir en France, avait très peu de goût pour l'exégèse¹⁴. Il professait même une certaine tiédeur à l'égard des codifications¹⁵. Rossi eut une influence sensible et l'on trouve à travers le XIX^e siècle plusieurs ouvrages comparables au sien, en ce qu'ayant rompu plus ou moins complètement avec l'exégèse, ils ne se soucient pas pour autant de faire entrer le droit pénal dans un système global fondé sur un petit nombre d'idées synthétiques¹⁶.

C'est Victor Molinier qui, en 1851, inventa une telle systématisation et pour l'exposer il reprit les mots du président Barris : « Tout fait incriminé et puni par la loi, écrivait-il, offre deux éléments : un *élément matériel* qui consiste dans des actes extérieurs; un *élément purement moral* qui se réfère à l'agent, qui constitue la culpabilité »¹⁷. Mais la pensée que

12. Ces répertoires offraient néanmoins une introduction théorique plus ou moins brève, insérée dans un chapitre préliminaire ou proposée en guise de commentaire de l'article 1^{er} du Code pénal, et les auteurs y exposaient, au fur et à mesure, les idées nouvelles contenues dans les ouvrages d'enseignement : P. DESTRIEUX ou D'ESTRIEUX, *Essais sur le Code pénal*, 1 vol., 1818; A. MARS, *Corps de droit criminel*, 2 vol., 1821; J.-F. CARNOT, *Commentaire sur le Code pénal*, 2 vol., 1823-1824; A. CHAUXEAU et F. HÉLIE, *op. cit.*; A. MORIN, *Dictionnaire de droit criminel*, 1 vol., 1842, et *Répertoire général et raisonné de droit criminel*, 2 vol., 1850-1851; J. ROGRON, *Code pénal expliqué*, 1 vol., 1838; A. BLANCHE, *Études pratiques sur le Code pénal*, 7 vol., 1851-1872; E. MOUTON, *Les lois pénales de la France*, 2 vol., 1868; F. HÉLIE, *Pratique criminelle des cours et tribunaux*, t. 2, 1877; E. GARÇON, *Code pénal annoté*, 2 vol., 1901-1911.

13. J. BERRIAT-SAINT-PRIX, *Cours de droit criminel fait à la Faculté de droit de Grenoble*, 1 vol., 1817.

14. P. ROSSI, *Traité de droit pénal*, 3 vol., 1829.

15. P. ROSSI, *op. cit.*, t. 3, p. 245 à 281.

16. J. BOITARD, *Leçons de droit criminel de feu M. Boitard*, 1 vol., 1836; J. RAUTER, *Traité théorique et pratique de droit criminel français ou cours de législation criminelle*, 2 vol., 1836; A. LE SELLYER, *Traité de droit criminel appliqué aux actions publiques et privées qui naissent des contraventions, des délits et des crimes*, 6 vol., 1844; J. BENOID-POISSON, *Traité et manuel synthétiques et pratiques des Codes pénal et d'instruction criminelle*, 1 vol., 1845; A. BERTAULD, *Cours de Code pénal*, 1 vol., 1854; J. TISSOT, *Le droit pénal étudié dans ses principes, dans les usages et les lois des différents peuples du monde*, 2 vol., 1860; T. RICHARD-MAISONNEUVE, *Exposé de droit pénal et d'instruction criminelle pour le deuxième examen du baccalauréat*, 1 vol., 1861.

17. V. MOLINIER, *Programme du cours de droit criminel*, 1851, 2^e partie, p. 87.

recouvre cette phrase, qui est une annonce de plan, n'est pas identique à la doctrine de Barris : tandis que l'élément matériel trouve chez Molinier une consistance, l'idée d'élément moral n'est pas exploitée. L'élément matériel est en effet décrit dans une partie intitulée « Des délits envisagés seulement sous le rapport des faits qui les constituent »¹⁸ où l'on trouve les classifications d'infractions, la théorie de la tentative et le principe de l'interprétation restrictive. Quant à l'élément moral, il ne constitue pas l'infraction selon Molinier, il se « réfère à l'agent » si bien que la partie symétrique de celle où est expliqué l'élément matériel est intitulée « Des personnes punissables, excusables et civilement responsables »¹⁹. Y sont notamment développées la complicité et les causes subjectives d'exonération (démence, contrainte, erreur). L'opposition sur laquelle repose la construction de l'ouvrage de Molinier est donc celle qui réside entre l'infraction d'une part et le délinquant d'autre part.

Trébutien, lui, tenta de mettre en œuvre l'idée selon laquelle les éléments matériel et moral constituent l'infraction. Dans son *Cours élémentaire*²⁰, qui parut trois ans après le précis de Molinier, l'expression « élément constitutif » figure en bonne place, dans des intitulés importants, celui du titre III « Du fait matériel nécessaire comme premier élément constitutif d'une infraction »²¹ et celui du titre IV « De la volonté perverse, nécessaire comme second élément constitutif d'une infraction »²². Mais ce dernier intitulé n'est guère qu'une façade décevante puisqu'il est suivi de ce sous-titre : « Des personnes punissables et non punissables, excusables et responsables » et l'on trouve là-dessous non seulement la démence, la contrainte et la légitime défense, mais aussi la responsabilité civile du délinquant, bref un contenu d'où le caractère constitutif de l'élément moral n'émerge pas clairement. Ce caractère est encore affaibli par l'équivalence que Trébutien paraît établir entre l'élément et la condition alors que celle-ci, au contraire de celui-là, doit être considérée comme extérieure à l'événement qu'elle déclenche ; notre auteur présente en effet les éléments de l'infraction par le préambule suivant : « Il est facile de découvrir qu'il y a deux conditions essentielles et constitutives de la criminalité : 1°) un élément matériel et sensible se composant du fait tel qu'il se produit au dehors ; 2°) un élément moral résultant de la volonté de l'agent... »²³.

Pendant la vingtaine d'années qui suivit la première édition du cours de Trébutien, l'expression *élément constitutif* subit un déclin qui s'explique probablement par l'influence d'Ortolan dont le traité parut pour la première fois en 1855²⁴. Cet auteur, qui fut très écouté, a rejeté la notion

18. V. MOLINIER, *op. cit.*, *loc. cit.*

19. V. MOLINIER, *op. cit.*, 2^e partie, p. 109.

20. E. TRÉBUTIEN, *Cours élémentaire de droit criminel*, 2 vol., 1854.

21. E. TRÉBUTIEN, *op. cit.*, t. 1, p. 90.

22. E. TRÉBUTIEN, *op. cit.*, t. 1, p. 106.

23. E. TRÉBUTIEN, *op. cit.*, t. 1, p. 90.

24. J. ORTOLAN, *Éléments de droit pénal*, 1 vol., 1855.

d'élément constitutif parce qu'elle se concilie mal avec l'opposition, rétablie par lui, entre l'action et le délinquant. Dans son traité, l'élément moral disparaît au profit d'une partie intitulée « De l'agent ou sujet actif du délit »²⁵, et ce qui faisait la matière de l'élément matériel devient « Le délit »²⁶.

Les éléments de l'infraction réapparurent en 1869, dans le manuel d'un auteur belge, Jean-Jacques Haus qui dans ses intitulés reprit les vieilles expressions du président Barris : « La matérialité de l'infraction » et « La moralité de l'infraction »²⁷. Mais, comme Trébutien, cet écrivain tenait pour équivalentes les expressions « conditions de l'infraction » et « éléments de l'infraction »²⁸. La même assimilation s'observe chez Joseph Lefort qui, pour avoir réintroduit, en 1877, les éléments de l'infraction dans la doctrine française, ne leur donna pas une place importante²⁹.

Edmond Villey qui publia son précis la même année fut le premier auteur à tirer les conséquences logiques du caractère constitutif des éléments de l'infraction, auxquels il appliquait les épithètes de *matériel* et *d'intentionnel*³⁰. Il élimina effectivement l'idée de *personne responsable* au profit de la notion d'élément intentionnel, laquelle recouvre non seulement l'intention mais aussi la liberté et l'intelligence de l'agent. Il renferme ainsi dans les deux éléments de l'infraction la totalité des conditions objectives et subjectives de la répression pénale et désigne du seul titre « L'infraction »³¹ la partie de son ouvrage où le contenu de ces deux éléments est expliqué. Tout le droit pénal général y tient, à l'exception de la peine qui avec la procédure pénale fait l'objet d'une des deux autres parties du précis, consacrées aux « droits d'action qui naissent de l'infraction » et à leur exercice³².

La partie « De l'infraction » contient même la théorie de la loi pénale et Villey réussit à l'y introduire par le procédé suivant. Le premier chapitre de cette partie est intitulé « La définition de l'infraction »³³ ; on y trouve bien sûr cette définition même (« Toute action ou inaction contraire à un commandement posé par la loi sous une sanction pénale

25. J. ORTOLAN, *op. cit.*, p. 98.

26. J. ORTOLAN, *op. cit.*, p. 231.

27. J.-J. HAUS, *Principes généraux du droit pénal belge*, 1 vol., 1869, p. 164 à 170.

28. Ce sont des éléments aux numéros 235, 236 et 244, mais des conditions dans le titre d'un chapitre 2 (« Des conditions de l'infraction ») dont les premiers mots sont : « Toute infraction se constitue de deux éléments essentiels : le fait considéré en soi et la culpabilité » (n° 244 précité).

29. J. LEFORT, *Cours élémentaire de droit criminel*, 1 vol., 1877. La synonymie de *condition* et *d'élément* apparaît dans un paragraphe intitulé « Définition et conditions d'existence » (du délit), (p. 57), où l'on trouve, tout de suite après la définition, une énumération d'éléments (p. 59). Cet auteur distinguait aussi entre d'une part les *éléments de fait* de l'infraction (p. 78) qui sont, pour partie, les éléments généraux de Molinier et de Trébutien, et d'autre part les *éléments constitutifs* (p. 222) qui sont ceux du droit pénal spécial, variables en nombre et en nature d'une infraction à l'autre, comme chez Chauveau et Faustin Hélie. Ces *éléments constitutifs* ne sont pas présentés comme des formes particulières des *éléments de fait*.

30. E. VILLEY, *Précis d'un cours de droit criminel*, 1 vol., 1877, p. 95 et 107.

31. E. VILLEY, *op. cit.*, p. 61.

32. E. VILLEY, *op. cit.*, p. 177 et 275.

33. E. VILLEY, *op. cit.*, p. 61.

et qui ne se justifie pas par l'exercice d'un droit »³⁴), mais aussi les conséquences qu'il faut en tirer : elles sont que toute infraction suppose une loi pénale dont Villey développe les divers attributs, et qu'il n'y a pas d'infraction si l'agent a usé du droit d'agir que lui procure un fait justificatif³⁵. Juste derrière ce chapitre, dit de définition, vient celui intitulé « Eléments de l'infraction »³⁶ où se trouvent les deux éléments matériel et intentionnel.

Cette adroite présentation introduisait implicitement l'idée que la loi pénale était une partie intégrante de l'infraction et provoqua probablement l'invention de l'élément légal, mais ce n'est pas dans Villey que l'on découvre la première apparition de cette expression.

On n'eut d'ailleurs pas longtemps à l'attendre puisqu'on la trouve dès 1879 dans le traité d'Armand Lainé³⁷ qui, pour les deux autres éléments, reprit les adjectifs utilisés jadis par Molinier, *matériel* et *moral*.

Ainsi, le célèbre trinome d'éléments n'est pas né d'un seul coup, dans une seule inspiration, mais il procède de deux mouvements doctrinaux que plus de cinquante années séparent : les éléments matériel et moral sont jumeaux et l'élément légal est de loin leur cadet. Par là s'explique une certaine disparité entre les trois que, plus tard, Robert Vouin ressentait quand il écrivit : « On peut exclure l'élément légal parce que la loi pénale se présente exactement comme un agent de répression. La dire élément constitutif n'est qu'une manière de parler, et pas la meilleure, en vue de rappeler le principe de la légalité des infractions. »³⁸ A quoi M. Decocq a ajouté : « L'appellation (d'élément légal) implique que la loi est partie de l'infraction, proposition inadmissible, car une norme ne peut s'intégrer à un fait, au surplus illicite. Au vrai, le texte de la loi est une condition essentielle de l'infraction... »³⁹

Armand Lainé, en effet, pas plus que Trébutien et Haus, ne s'était préoccupé de la distinction qu'on peut faire entre l'élément et la condition. Il n'avait pas pris garde non plus à l'ambiguïté que renferme le mot *infraction* et qu'on perçoit pourtant quand on compare les deux propositions suivantes, qui appartiennent à la langue des pénalistes : « La loi crée une infraction » et « Le délinquant commet une infraction ». Il ne s'agit évidemment pas de la même infraction dans les deux cas. Celle créée par le législateur est une description abstraite, un concept, celle commise par le délinquant est un acte réel, concret. La Troisième école italienne de droit pénal a clairement marqué cette distinction et a imaginé de forger un nouveau mot, à l'usage exclusif des juristes, pour désigner l'infraction du législateur : *Fattispecie*, vocable construit sur les mots

34. E. VILLEY, *op. cit.*, *loc. cit.*

35. E. VILLEY, *op. cit.*, p. 62 et 82.

36. E. VILLEY, *op. cit.*, p. 95.

37. A. LAINÉ, *Traité élémentaire de droit criminel*, 1879.

38. R. VOUIN, *Manuel de droit criminel*, 1949, p. 231.

39. A. DECOCQ, *Droit pénal général*, 1971, p. 61.

latins *factum* et *species* et que l'on pourrait traduire par *relation circonstanciée d'un fait*⁴⁰.

De l'infraction du délinquant, la loi n'est certainement pas un élément, elle est tout au plus une condition de la sanction qui lui est attachée. Mais on peut dire avec plus de raison que la loi est un élément de la description abstraite promulguée par le législateur, elle en est même l'élément essentiel. Puisque l'élément légal n'appartient qu'à l'infraction du législateur et puisqu'on l'associe aux éléments matériel et moral, c'est que ceux-ci doivent être considérés comme des composantes de l'infraction-description et non de l'infraction-action. Les rapports qui s'établissent entre l'élément légal d'une part et les éléments matériel et moral d'autre part, sont alors ceux qui unissent le contenant et le contenu, la forme et la matière.

En créant l'élément légal, Armand Lainé n'a pas souligné cette disparité mais a au contraire suggéré l'impression d'une égalité entre les trois éléments. Quoi qu'il en soit, et tout obscurci qu'il fût par cette ambiguïté, l'élément légal devait faire une belle carrière. Garraud l'adopta et la large diffusion de ses ouvrages en assura pour longtemps le succès. Mais déjà, le célèbre pénaliste provoquait le premier avatar de l'analyse française.

II. LES AVATARS DE LA NOTION D'ÉLÉMENTS DE L'INFRACTION

Les travaux de Garraud constituent à eux seuls une importante période de la doctrine puisqu'entre 1881, date de la première édition de son précis⁴¹ et sa mort, survenue en 1930, il a vu quatorze éditions de ce précis et trois éditions de son traité⁴².

Cet auteur reprit l'analyse de Lainé et y ajouta l'élément injuste⁴³. Ce nouveau venu ne réussit pas à s'implanter dans la doctrine française et il faut, pour le comprendre, faire une incursion dans la littérature juridique allemande : l'élément injuste est en effet l'équivalent de la théorie germanique de l'*Unrecht*, énoncée en 1872 par Binding⁴⁴. Cette théorie

40. F. CARNELUTTI, *Lezioni di diritto penale. Il reato*, 1943, n° 100.

41. R. GARRAUD, *Précis de droit criminel*, 1^{re} éd., 1881.

42. R. GARRAUD, *Traité théorique et pratique de droit pénal français*, 1^{re} éd., 1888-1894.

43. L'autonomie de l'élément injuste par rapport aux trois autres éléments est mieux marquée dans le précis, où un chapitre spécial lui est consacré, que dans le traité où son étude est incluse dans le titre IV « De l'infraction dans ses éléments moraux » (n° 238 à 250 de la première édition). Cette inclusion contredit ce qu'on lit au texte du même traité (n° 103) qui présente les quatre éléments comme des entités parfaitement distinctes.

44. K. BINDING, *Die Normen und ihre Ubertretung*, 1^{re} éd., 1872. Des sources en langue française ont largement diffusé l'exposé de la théorie de l'*Unrecht*. Ce sont : la traduction publiée en 1911 par R. Lobstein du *Traité de droit pénal allemand de F. von Liszt sur la 17^e édition allemande* (1908); l'article intitulé « L'antijuridicité » de M. L. Jimenez de Asua, RIDP, 1951, p. 273 à 317; l'ouvrage de M. J. Darbellay, *Théorie générale de l'illicéité*, Fribourg, 1955. On verra, dans les deux derniers travaux cités, qu'après son énoncé par Binding, la théorie de l'*Unrecht* a elle-même subi des avatars considérables chez les Allemands et les Italiens, et qu'on a en particulier beaucoup atténué la distinction entre norme pénale et norme extra-pénale. L'exposé qui est présenté au texte se réfère à la théorie en faveur au début du siècle. Garraud lui-même fournit d'abondantes références à ses sources allemandes dans la troisième édition du tome I de son traité (1913) et spécialement au numéro 99, p. 214.

est née d'une définition restrictive de la norme pénale qui, selon Binding, doit seulement s'entendre de celle qui commine une peine. La norme pénale ainsi définie a pour fonction de sanctionner une autre norme, extra-pénale celle-ci et qui établit pour les citoyens une obligation ou une interdiction de façon à leur imposer le respect d'un *intérêt légalement protégé*.

Il y a, par exemple, une norme pénale qui punit de mort l'assassinat et une norme extra-pénale, sanctionnée par la première, et qui interdit de tuer. S'il se trouve que la norme extra-pénale est, dans une situation donnée, inapplicable parce qu'exceptionnellement elle ne protège pas l'intérêt auquel elle est habituellement attachée, ou parce que cet intérêt n'existe plus, alors la norme pénale est, elle aussi, inapplicable à la personne qui porte atteinte à l'intérêt exceptionnellement sacrifié par la loi. Ainsi, c'est parce que la vie du condamné à mort n'est plus protégée contre les actes de l'administration pénitentiaire que le bourreau peut le tuer. Plus généralement, c'est parce que les faits justificatifs sont des situations dans lesquelles les intérêts de la victime ne sont plus protégés qu'il peut y être impunément porté atteinte.

L'élément injuste de l'infraction, c'est donc l'atteinte portée à l'intérêt protégé par une norme extra-pénale dans des hypothèses où celle-ci est applicable.

Les protagonistes de la théorie de l'*Unrecht* ne limitent pas ses applications à l'analyse des faits justificatifs. Ils s'en servent aussi pour expliquer les cas particuliers dans lesquels tel ou tel type d'infraction spéciale n'est pas constitué faute d'atteinte à un intérêt protégé : ainsi le fonctionnaire peut être impunément diffamé si le fait déshonorant qu'on lui impute a été accompli dans l'exercice de ses fonctions, parce que le législateur refuse, en pareil cas, de protéger son honneur⁴⁵; de même, celui qui soustrait sa propre chose à un possesseur illégitime ne commet pas le vol parce que la loi ne protège pas ce possesseur contre le propriétaire.

Toutes ces causes d'exonération propres à diverses infractions, Garraud les nommait *faits justificatifs spéciaux*⁴⁶ pour les distinguer des *faits justificatifs généraux*⁴⁷, c'est-à-dire la légitime défense et l'ordre de la loi qui empêchent la réalisation de toutes les infractions. Il insistait sur l'identité de nature de ces deux catégories de faits justificatifs, s'accusant même et se repentant, à partir de la deuxième édition de son traité⁴⁸, de l'avoir ignorée dans la première mouture de son texte⁴⁹.

45. F. VON LISZT, *op. cit.*, par. 35, p. 222 à 231.

46. R. GARRAUD, *Traité*, t. 1, 2^e éd., 1898, n° 295, t. 2, 3^e éd., 1914, n° 436.

47. *Ibid.*, t. 2, 3^e éd., n° 433.

48. *Ibid.*, t. 1, 2^e éd., n° 295 et t. 2, 3^e éd., n° 436.

49. *Ibid.*, t. 1, 1^{re} éd., 1888, n° 239.

Les remaniements qu'il y a apportés après ce repentir n'ont cependant pas été suffisants pour rendre son élément injuste aussi nécessaire à la théorie française de l'infraction que l'*Unrecht* l'est à la théorie allemande. D'une part, le texte retouché reste très bref sur les faits justificatifs spéciaux⁵⁰, en sorte qu'on n'aperçoit pas concrètement l'utilité et le contenu de l'élément injuste. D'autre part, alors que l'atteinte à l'intérêt protégé est, dans la théorie allemande, une condition positive de la répression, l'élément injuste n'est guère, chez Garraud, qu'une condition négative, l'absence d'un fait justificatif : notre auteur, fidèle en cela à la doctrine de ses prédécesseurs français, présente en effet le fait justificatif général comme l'exercice d'un droit ou d'un devoir par l'agent⁵¹. Cette définition empêche la notion d'intérêt protégé d'apparaître, elle la rend superflue dans l'explication des faits justificatifs et prive par conséquent l'élément injuste de son fondement théorique comme de son utilité pratique.

Von Liszt prit la peine de condamner une pareille conception négative de l'élément injuste⁵², lequel fut boudé par la plupart des ouvrages d'enseignement français⁵³. Après Garraud, les faits justificatifs généraux furent traités dans les développements consacrés à l'élément légal ou à l'élément moral : ils empêchent la réalisation du premier selon les auteurs qui insistent sur le caractère objectif de l'exonération qu'ils procurent; ils empêchent la formation de l'élément moral selon les criminalistes qui y voient plutôt la preuve d'une absence de faute.

Quant aux faits justificatifs spéciaux, ils disparurent du droit pénal général au motif qu'ils ne sont rien d'autre que l'absence d'un des éléments constitutifs spéciaux de l'infraction particulière qu'ils intéressent⁵⁴. Ils ne sont en effet rien d'autre, mais cela n'empêche pas qu'on puisse en faire une catégorie du droit pénal général, celle qui a la vertu d'empêcher la formation de l'élément injuste, comme d'autres circonstances empêchent

50. Même dans la troisième édition de son traité, Garraud ne leur consacre qu'un seul numéro (t. 2, n° 436). Encore ce texte n'est-il pas absolument débarrassé des séquelles de l'opinion abandonnée selon laquelle les faits considérés doivent être confondus avec l'absence d'un élément constitutif spécial à telle ou telle infraction.

51. R. GARRAUD, *Traité*, t. 2, 3^e éd., n° 433.

52. F. VON LISZT, *op. cit.*, par. 26, note 6.

53. Les ouvrages didactiques qui ont reproduit l'analyse quadripartite de Garraud sont en minorité et ils ont tous eu leur première édition soit dans les années 1890, soit dans les années 1960 : A. Laborde, *Cours élémentaire de droit criminel*, 1891; A. Normand, dans son *Traité élémentaire de droit criminel*, 1896, expose en trois pages (p. 107 et s.) l'analyse de Garraud, mais ne s'en sert pas pour la construction de son ouvrage; G. Levasseur et A. Chavanne, *Droit pénal et procédure pénale*, 1^{re} éd., 1963; J. Larguier, *Droit pénal et procédure pénale*, 1^{re} éd., 1967.

Les ouvrages de langue française qui ont plaidé le plus vigoureusement en faveur de l'élément injuste ont été composés par des auteurs d'origine étrangère : T. Givanovitch qui était Yougoslave : *Les problèmes fondamentaux du droit criminel. Cours libre professé à la Faculté de droit de Paris en 1916-1917, 1929*; J. Darbellay qui est Suisse, *Théorie générale*, précitée; L. Jimenez de Asua, qui était professeur en Argentine, *op. cit.*, RIDP, 1951, et E. Daskalakis, qui est grec, *La notion d'unité et de pluralité d'infractions et son rôle dans le procès pénal*, thèse, Paris 1969. Tous ces auteurs montrent que l'élément injuste ou la notion d'intérêt protégé ont un grand intérêt pratique pour la solution des problèmes relatifs aux cumuls d'infractions et à la complicité.

54. A. DECOCQ, *op. cit.*, p. 150 et 296.

la réalisation de l'élément matériel ou de l'élément moral. L'absence d'un élément spécial de qualification peut toujours se ramener à l'absence d'un élément général, puisque les éléments spéciaux des diverses infractions sont les formes concrètes des éléments généraux. Sans doute, le droit pénal général ne pouvait pas accueillir la description de l'infinie variété des faits justificatifs spéciaux, mais il aurait pu en contenir la synthèse.

L'échec de l'élément injuste ne fut pas le seul revers de Garraud, car on peut observer, dans le premier quart de notre siècle, une réaction critique des pénalistes à l'égard des fondements mêmes de sa théorie de l'infraction. Tous les ouvrages composés entre 1900 et 1925 ressuscitèrent la distinction qu'Ortolan faisait entre l'étude de l'action et celle du délinquant, alors que Garraud adhérait à la thèse opposée, celle explicitée par Edmond Villey et selon laquelle le droit pénal général se trouve contenu tout entier dans les éléments constitutifs de l'infraction.

Vidal⁵⁵, mais surtout Degois⁵⁶, Roux⁵⁷ et, en Belgique, Thiry⁵⁸ ont contribué à cette critique des enseignements de Garraud. Comme chez Ortolan, et pour les mêmes raisons, leur doctrine refoule la notion d'élément constitutif de l'infraction. Puisque l'étude de la psychologie criminelle est tout entière absorbée dans la théorie du délinquant, l'élément moral de l'infraction est évidemment aboli. Quant aux autres éléments, ils subissent des fortunes diverses. Dans la très complexe analyse de Vidal, on ne retrouve, de la doctrine de ses prédécesseurs, que l'élément matériel⁵⁹. Degois, quand il aborde l'étude de chacun des éléments, les désigne par des périphrases : « Du texte dont l'existence est nécessaire pour qu'un fait puisse constituer une infraction »⁶⁰ ou « Détermination du point auquel il est nécessaire que soit parvenue l'infraction pour que soit encourue la peine attachée par la loi à son accomplissement »⁶¹. Roux, enfin abandonna tout à fait et le mot et l'idée d'élément.

Cette désaffection ne fut que passagère et les éléments de l'infraction retrouvèrent en 1925 la faveur des pénalistes, grâce à Cuche qui intro-

55. G. VIDAL, *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*, 2^e éd., 1901.

56. C. DEGOIS, *Traité élémentaire de droit criminel à l'usage des étudiants en droit de deuxième année*, 1^{re} éd., 1911.

57. J.-A. ROUX, *Cours de droit pénal et de procédure pénale*, 1^{re} éd., 1920.

58. F. THIRY, *Cours de droit criminel*, 3^e éd., 1909.

59. Dans un chapitre introductif intitulé « Notions générales » (p. 69 de la 2^e édition), Vidal annonce que l'infraction comporte cinq éléments constitutifs : un auteur ou sujet actif, une victime ou sujet passif, un objet, des actes matériels et extérieurs d'exécution et un lien moral rattachant l'acte à son auteur. Mais dans les développements détaillés, l'auteur et le lien moral sont inclus dans le livre IV « Théorie de la responsabilité pénale », symétrique d'un livre III intitulé « Conditions et éléments de l'infraction en général ». Quant à la victime et à l'objet du délit, ils ne sont pas repris en dehors de ce chapitre introductif. Il ne reste donc que l'élément matériel pour faire l'objet d'une étude spéciale et détaillée dans le livre III (p. 121).

60. C. DEGOIS, *op. cit.*, p. 74.

61. *Ibid.*, p. 140.

duisit une grande nouveauté⁶² : il concilia en effet l'analyse de l'infraction décomposée en trois éléments, légal, matériel et moral, avec l'établissement d'une théorie du délinquant distincte de celle de l'infraction. La difficulté était de définir la consistance de l'élément moral qui jusqu'alors avait toujours été supprimée par les auteurs qui traitaient le délinquant dans une partie distincte de celle consacrée à l'infraction. Cuche résolut le problème en scindant l'ancien élément moral : une partie en fut placée dans la théorie du délinquant, et c'était l'étude de la démente et de la minorité; tout le reste, c'est-à-dire l'explication du dol, de l'erreur, de la contrainte et de l'état de nécessité, constitua la matière de l'élément moral. Quant aux faits justificatifs, ils étaient logés dans l'examen de l'élément légal.

Cette doctrine a connu et connaît un très vif succès. Avec des variantes ou des améliorations concernant la consistance de l'élément moral et la place des faits justificatifs, elle a été adoptée par un nombre important de cours, manuels et traités : ceux de Fréjaville⁶³, de Donnedieu de Vabres⁶⁴, de Huguéney⁶⁵, de M. Bouzat⁶⁶, de MM. Stéfani et Levasseur⁶⁷, de MM. Levasseur et Doucet⁶⁸ et de M. Borricand⁶⁹. M. Decocq⁷⁰ appartient lui aussi à cette école, mais sous deux réserves : comme Vouin, il estime que la loi n'est pas un élément de l'infraction et il préfère dire *élément psychologique* plutôt qu'*élément moral*.

Le plan de Cuche et des nombreux auteurs qui ont adopté sa doctrine présente l'avantage de donner une description claire de la situation du dément : quoiqu'impuni, il reste l'auteur d'une infraction, et cela explique que son complice soit condamné. La même construction doctrinale rend compte très commodément de l'exonération de l'auteur et du complice par les faits justificatifs, quand du moins on enseigne, comme Cuche et MM. Stéfani, Levasseur et Doucet, que ces faits empêchent la réalisation de l'élément légal. Enfin, elle s'accorde parfaitement avec la théorie de l'emprunt de criminalité, ou unité de qualification, puisqu'on trouve dans les trois éléments constitutifs de quoi qualifier l'infraction imputée à l'auteur et au complice.

62. P. CUCHE, *Précis de droit criminel*, Coll. Précis Dalloz, 1^{re} éd., 1925. L'idée avait été ébauchée par Emile Accolas ou Accolas, *Les délits et les peines*, 1887, qui opposait « Les délits » (p. 43) et « Le délinquant » (p. 60) et plaçait l'intention, au sens étroit, parmi les éléments de l'infraction (p. 44). Mais Accolas écrivait dans une collection dont l'ambition était la vulgarisation (*Le droit mis à la portée de tout le monde*) et non la recherche en sorte que le faible volume de l'ouvrage (195 pages in 18) lui interdisait de développer les conséquences de son idée.

63. M. FRÉJAVILLE, *Éléments de droit criminel*, 1^{re} éd., 1933.

64. H. DONNEDIEU DE VABRES, *Traité de droit criminel et de législation pénale comparée*, 1^{re} éd., 1937, et, du même auteur *Précis de droit criminel*, 1^{re} éd., 1946.

65. L. HUGUENEY, *Cours de droit criminel* polycopié, année 1950-1951.

66. P. BOUZAT, *Traité théorique et pratique de droit pénal*, 1^{re} éd., 1951, et P. BOUZAT et J. PINATEL, *Traité de droit pénal et de criminologie*, 1^{re} éd., 1963.

67. G. STÉFANI et G. LEVASSEUR, *Droit pénal et procédure pénale*, t. 1, 1^{re} éd., 1957.

68. G. LEVASSEUR et J.-C. DOUCET, *Le droit pénal appliqué*, 1969.

69. J. BORRICAND, *Droit pénal*, 1973.

70. A. DECOCCQ, *op. cit.*

Pourtant, l'adhésion à l'analyse de Cuche est loin d'être unanime et beaucoup d'auteurs contemporains restent attachés à la doctrine de Lainé⁷¹, moins souvent à celle de Garraud⁷² et exceptionnellement à celle d'Ortolan et de Roux⁷³.

Le motif de cette réticence est l'extrême difficulté qu'éprouvent et qu'avouent les partisans de Cuche quand ils cherchent à placer la frontière qui sépare l'élément moral et la théorie de la responsabilité pénale. Donnedieu de Vabres exprimait cet embarras à propos de la contrainte à laquelle il prêtait un caractère mixte⁷⁴ faute de pouvoir mieux préciser où il convenait de la placer. La démente elle-même soulève une semblable difficulté : Cuche enseignait qu'elle laissait intacte l'intention, dont il constituait l'élément moral de l'infraction; mais cela n'est pas vrai de toutes les formes de démente dont certaines privent le malade de la simple perception de ce qu'il fait et détruisent donc l'élément moral. C'est pourquoi M. Decocq estime que des efforts d'analyse doivent encore être accomplis avant que l'on ait, de l'élément moral, une idée claire⁷⁵.

Le succès de ces efforts est une nécessité si l'on adhère à la doctrine de Cuche, car ce n'est pas une question purement académique que celle de savoir si la contrainte et la démente empêchent ou non la réalisation de l'élément moral : selon la réponse que l'on donne, l'infraction sera ou ne sera pas constituée et le complice qui a agi en toute connaissance de cause et liberté subira ou ne subira pas la sanction pénale. En l'état actuel des connaissances psychologiques et psychiatriques appliquées au droit pénal, le système de Cuche ne permet pas de résoudre cette question que pourtant il a amené les pénalistes à se poser. Pis encore, il fournit au moins une solution contraire au droit positif, celle applicable au cas de l'erreur de l'auteur principal dont le complice agit sciemment et de mauvaise foi. Si l'on donnait tous ses effets à la doctrine considérée, l'erreur empêcherait la réalisation de l'élément moral des infractions intentionnelles, donc la consommation de pareils délits et par conséquent interdirait de punir et l'auteur de bonne foi et le complice de mauvaise foi. Le juge devrait en particulier relaxer l'instigateur dont l'activité criminelle a justement consisté à induire en erreur l'auteur principal de l'infraction au moyen

71. J. FLOUR, *Cours de droit criminel*, polycopié, année 1954-1955. R. VOUIN et J. LÉAUTÉ, *Droit pénal et criminologie*, 1^{re} éd., 1956, et des mêmes auteurs *Droit pénal et procédure pénale*, 1^{re} éd., 1960. Dans un ouvrage plus ancien, R. VOUIN, *Manuel de droit criminel*, 1949, avait abandonné l'élément légal et traité parmi les éléments de l'infraction de la *non-justification des faits*; cet élément, purement négatif, contenait l'étude des faits justificatifs. J.-C. SOYER, *Droit pénal et procédure pénale*, 1^{re} éd., 1972; J. PRADEL, *Droit pénal*, 1974.

72. G. LEVASSEUR et A. CHAVANNE, *Droit pénal*, précité; J. LARGUIER, *Droit pénal*, précité.

73. R. MERLE et A. VITU, *Traité de droit criminel*, 1^{re} éd., 1967. Les trois éléments légal, matériel et moral figurent dans cet ouvrage mais leur opposition n'en constitue pas la *summa divisio*. Celle-ci est fondée sur la distinction entre l'infraction (livre I) et la culpabilité (livre II). L'élément légal et l'élément matériel sont logés dans la théorie de l'infraction, l'élément moral, dans celle de la culpabilité.

74. H. DONNEDIEU DE VABRES, *Traité*, n° 328.

75. A. DECOCQ, *op. cit.*, p. 205.

des manœuvres dolosives de l'article 60 du Code pénal⁷⁶. Cette conséquence absurde du système de Cuche n'a jamais été admise même par ses protagonistes.

Malgré son succès, cette doctrine n'a pas provoqué les doutes insupportables et les revirements étonnants dont pourtant elle contenait le germe, et les solutions du droit positif sont restées identiques à elles-mêmes, telles qu'elles avaient été fixées au XIX^e siècle.

L'esprit critique n'est pourtant pas mort et la doctrine moderne s'applique à distinguer aujourd'hui l'élément et la condition⁷⁷, dissipant ainsi l'équivoque plus que séculaire qui, depuis Molinier, obscurcit la théorie juridique. Cette nouvelle distinction a un point d'application concret, l'interprétation de l'article 693 du Code de procédure pénale, une des premières lois à insérer dans son texte les mots *éléments de l'infraction*. On y lit qu'est « réputée commise sur le territoire de la République toute infraction dont un acte caractérisant un de ses éléments constitutifs a été accompli en France »⁷⁸. Si les auteurs s'accordent à considérer que l'élément légal et l'élément moral ne sont pas visés par ce texte, ils enseignent aussi que la loi invite à distinguer entre l'élément constitutif matériel et la condition préalable⁷⁹. La Cour de cassation a en effet décidé qu'un jugement qui attribue la garde des enfants à une personne divorcée n'est pas un « acte caractérisant un élément constitutif » du délit de non-représentation d'enfant de l'article 357 du Code pénal⁸⁰; il n'est qu'une de ces conditions préalables dont la doctrine s'efforce à présent de définir la nature.

Des auteurs étrangers avaient entrepris, quelques années auparavant, des travaux comparables dans lesquels ils s'intéressaient moins au contenu des divers éléments qu'à la nature même de cette notion. Ainsi Givanovitch a-t-il imaginé qu'à côté des éléments de l'infraction on devait considérer *les éléments du délinquant*⁸¹; ceci est parfaitement concevable si l'on veut bien admettre que l'infraction divisée en éléments, c'est l'infraction du législateur, la *fattispecie* des Italiens, en sorte que le délinquant de la théorie juridique, c'est aussi un concept, une abstraction, une description légale que l'on peut, comme le délit, subdiviser en plusieurs idées. Francesco Carnelutti, plus connu en France pour ses travaux sur

76. J.-H. ROBERT, « Imputation et complicité », *JCP*, 1975, I, 2720, n° 13 à 15.

77. A. DECOCQ, *op. cit.*, p. 88. J.-P. DOUCET, « La condition préalable de l'infraction », *Gaz. Pal.*, 1972, 2, Doct. 726. M. P. LUCAS DE LEYSSAC, *Décisions de justice civile et répression pénale*, thèse, Paris II, 1975.

78. Cette disposition imite et généralise la règle appliquée à divers délits contre les mœurs par la loi du 3 avril 1903 qui avait modifié l'article 334 du Code pénal et dont le texte figure aujourd'hui à l'article 334-1 : « Ces peines seront prononcées alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs des infractions auraient été accomplis dans des pays différents ».

79. C. LOMBOIS, « Droit pénal international », 1971, n° 232; J. LÉAUTÉ, *Jurisclasseur « Procédure pénale »*, art. 689-693, 1^{er} cahier, n° 36.

80. *Crim.* 27 oct. 1966, *Bull. crim.* n° 244, *Rev. sc. crim.*, 1967, 439, obs. Légal, *Rev. crit. dr. int. privé*, 1967, 739, obs. Decocq.

81. T. GIVANOVITCH, *Les problèmes fondamentaux*, précité, p. 12.

la procédure, a aussi composé un ouvrage de droit pénal⁸² où il insère l'infraction dans la théorie plus générale des actes et faits juridiques, lesquels sont tous composés d'éléments; et ces éléments eux-mêmes revêtent certaines *qualités* (les *requisiti*) qui déterminent la nature du fait juridique considéré. Ainsi, un des éléments de l'infraction et d'autres faits et actes juridiques est la cause, c'est-à-dire l'intérêt à la satisfaction duquel l'acte est appliqué, et la qualité de la cause de l'infraction est son caractère illicite. Outre la cause, l'infraction comprend encore deux éléments objectifs qui sont la volonté et la forme, et deux éléments subjectifs qui sont la « façon d'être du sujet » et « la façon d'être du sujet actif relativement au sujet passif », soit au total cinq éléments, chacun d'eux revêtant une *qualité requise* spécifique.

Nos traditions juridiques rendent peu probable le succès en France d'analyses si subtiles. Néanmoins, leur traduction et leur diffusion dans notre pays pourraient provoquer une réflexion critique qui, à son tour, engendrerait une nouvelle théorie française de l'infraction et permettrait d'effacer les divisions qui affectent aujourd'hui la doctrine. L'expérience a montré en effet que, si déroutants que puissent paraître leurs objets, les travaux des comparatistes n'ont jamais manqué d'enrichir notre science juridique quand ils sont joints aux enseignements de l'histoire du droit.

ÉTUDES ET VARIÉTÉS

Le centenaire de l'« Uomo delinquente » (*)

Exposé introductif

par Marc ANCEL

Membre de l'Institut,

Président de Chambre honoraire à la Cour de cassation

Tous les milieux scientifiques se sont trouvés d'accord pour estimer qu'il convenait de célébrer le centenaire de la publication de l'*Uomo delinquente*. Les modalités possibles de cette célébration étaient multiples. Le Centre français de droit comparé et l'Institut de criminologie de Paris, pour le faire, se sont inspirés de deux idées essentielles, comportant une double limitation : — d'abord se placer sur le plan purement scientifique, à l'exclusion de toute commémoration solennelle, tapageuse ou spectaculaire; — ensuite, se tenir sur le terrain qui réunit naturellement ces deux organismes et dans le cadre qu'impose logiquement le lieu même de cette manifestation : la Faculté de droit de Paris.

Par là s'explique le choix, volontairement limité aussi, des quatre communications essentielles qui forment la base de cette manifestation et répondent

(*) Rappelons que ces Journées se sont déroulées les 15 et 16 octobre 1976. Elles ont été organisées conjointement par le Centre français de droit comparé et l'Institut de criminologie de Paris et se sont tenues dans les locaux de l'Université de droit de Paris II.

Nos lecteurs ont pu lire un premier compte rendu des Journées lombrosiennes dans notre précédent numéro (1977, p. 183).

Nous donnons ici le texte intégral de trois des sept rapports présentés, les autres seront publiés dans le prochain numéro de notre *Revue*.

82. F. CARNELUTTI, *Teoria generale del reato*, 1933.

à nos préoccupations comme à nos activités communes : *Lombroso et le droit pénal*, *Lombroso et la politique criminelle*, *Lombroso et la criminologie*, *Lombroso et la pénologie*.

Cette réunion témoigne de la coopération confiante qui existe depuis longtemps entre le Centre français de droit comparé et l'Institut de criminologie de Paris (dont la *Revue de science criminelle* est déjà l'illustration) et que nous entendons encore développer à l'avenir; mais nous avons tenu à l'organiser avec le concours et le patronage actif des quatre grandes sociétés scientifiques internationales spécialisées dans les problèmes criminels — celles qu'aux Nations Unies on appelle les « quatre grandes » — : l'Association internationale de droit pénal, la Société internationale de criminologie, la Fondation internationale pénale et pénitentiaire et la Société internationale de défense sociale : nos quatre rapporteurs (ou conférenciers) nous apportent chacun la voix de l'une d'entre elles et nous leur en exprimons toute notre reconnaissance. Nous avons tenu également à faire appel à la Société internationale de prophylaxie criminelle, animée par M. Stanciu.

Afin de mieux préciser notre dessein et de justifier la présence, peut-être un peu insolite aux yeux de certains, d'un Centre consacré à la science (ou à la recherche) comparative, quelques explications sont nécessaires, qu'on peut donner en se plaçant — très rapidement — au regard d'abord de l'œuvre telle qu'elle se présentait en 1876, en mesurant son importance dans l'évolution de la science pénale (comme on disait alors) et en rappelant ce qu'ont été — même au regard du droit comparé — les conséquences de la dynamique du Lombrosisme.

La publication de *l'Uomo delinquente* a agi comme un choc. Le succès fut immédiat et l'œuvre traduite aussitôt en français et en plusieurs autres langues. Dès 1878, une nouvelle édition devint nécessaire, le volume passant de deux cent cinquante à sept cent quarante pages. Ce n'était cependant qu'un point de départ, puisque c'est seulement avec la troisième édition (1884, deux volumes) et surtout la cinquième (1896, mille neuf cents pages) que l'ouvrage allait prendre sa signification et sa dimension véritables.

Cependant, dès 1876, Lombroso faisait, avec éclat, le point de ses recherches antérieures et ouvrait hardiment une voie nouvelle. Ses recherches antérieures ? Médecin militaire au début de sa carrière, il avait pris les mesures anthropométriques de trois mille soldats, pour relever les particularités physiques différenciant les habitants des diverses parties de l'Italie. Médecin des hôpitaux, il avait poursuivi ses observations sur les malades mentaux. Dès 1864, préfigurant un de ses ouvrages ultérieurs, il avait donné un premier travail sur le génie et la folie; en 1872, il présentait une étude sur l'anthropométrie de quatre cents délinquants; il étudiait les circonvolutions cérébrales des criminels, le crâne d'un délinquant, l'homme blanc et l'homme de couleur, la psychologie et de 1873 à 1875 faisait paraître divers travaux dans les *Rendiconti* de l'Institut des sciences et des lettres de Lombardie; et ce sont ces derniers travaux qui, réunis en un volume, constituèrent la première édition de son célèbre ouvrage sur l'homme criminel.

Par cette systématisation il ouvrait une voie nouvelle, de deux points de vue complémentaires : d'une part, il affirmait sa volonté d'appliquer au problème criminel les méthodes des sciences de la nature; d'autre part, à l'étude abstraite du crime, envisagée par le moyen de la logique juridique, il

substituait l'étude concrète du délinquant, examiné par le moyen de l'observation clinique. C'est par cette perspective nouvelle que l'ouvrage de 1876 marque une date considérable dans l'histoire de la science pénale.

Certes, comme on l'a relevé souvent (notamment Ranieri) cette date n'est pas encore celle de la fondation de l'École positiviste. Lombroso fonde une école (et même la science) de l'anthropologie criminelle. C'est avec ses deux principaux disciples, Ferri et Garofalo, qu'il constituera ensuite, mais très rapidement, l'École positiviste dont on peut fixer la naissance par la création (par Lombroso et par Ferri) en 1880 de *Archivio de Psichiatria e Anthropologia criminale*. D'où l'importance, déjà signalée, des troisième et cinquième éditions de son ouvrage essentiel, où s'exprime alors complètement sa doctrine. Editions précédées, l'une et l'autre, d'une préface très instructive, et parfois même émouvante, où, avec une grande sincérité et une remarquable loyauté scientifique, Lombroso dénonce lui-même les lacunes, les insuffisances et les obscurités de sa première ébauche, tout en répondant avec une grande hauteur de vue à ses critiques, spécialement à celles qui avaient été formulées en France par Gabriel Tarde et par Lacassagne. Néanmoins, et malgré tout, le choc s'était bien produit en 1876.

Sans prétendre empiéter sur les communications, beaucoup plus autorisées et documentées qui vont suivre, il est possible, du point de vue de l'organisation même de cette commémoration de situer brièvement l'importance de la publication de 1876 — de ce choc — au regard de l'étude (et de l'appréhension) scientifique du problème criminel.

Cette appréhension du problème, tout d'abord, on vient de le dire, est celle d'un homme de science, non plus d'un juriste ou d'un philosophe. Cette approche s'explique, non seulement par la direction prise par ses travaux personnels, mais aussi par l'époque où il a vécu; la deuxième moitié du XIX^e siècle est marquée par le progrès des sciences exactes, par le développement de la méthode expérimentale (l'ouvrage fameux de Claude Bernard est de 1865), de la biologie de la médecine, de la psychiatrie. C'est l'époque, déjà, du scientisme, volontiers déterministe parce que tout lui paraît ordonné, dominé, expliqué par les lois de la nature; ce qui, joint à l'influence, alors très forte, du darwinisme, explique pour une grande part les théories de Lombroso.

L'ouvrage de 1876 peut dès lors, de manière en quelque sorte naturelle, susciter ce qu'on a appelé la *révolte positiviste* contre l'école pénale dominante, l'École néo-classique de Carrara. Pour celui-ci, le grand inspirateur du Code pénal italien de 1889, ce Code Zanardelli, magnifique élaboration de la technique juridique, contre lequel va s'élever l'École positiviste, l'infraction est une « entité juridique » qui relève de la logique du droit et de la spéculation philosophique. Au lieu de prendre le délit comme une donnée dont part le criminaliste, Lombroso veut y aboutir après en avoir déterminé les causes; et il entend le faire par l'observation, le mesurage, l'expérimentation scientifique; et cette recherche des causes du crime, c'est l'objet de la criminologie qui désormais s'impose — aussi — au criminaliste.

Surtout — le titre même de l'ouvrage de 1876 le proclame — le crime est le fait d'un homme et n'existe pas en dehors de lui; connaître le crime, c'est d'abord connaître le criminel et c'est là, historiquement, l'apport décisif de Lombroso. Avec lui, la personnalité dynamique et concrète du délinquant

fait irruption dans un système objectif et statique qui ne connaissait que le délit dans sa définition légale. L'innovation essentielle n'est pas la théorie du criminel-né (d'ailleurs non encore pleinement explicite dans la première édition, et dont on sait que l'expression même est d'Enrico Ferri), ni les doctrines sur la criminalité atavique, mais le déplacement du centre de gravité de la réaction antidélictueuse du fait criminel à l'homme délinquant.

En réclamant, et en pratiquant, une étude scientifique positive de ce délinquant (et par là de tout le phénomène criminel), et en proclamant que cette étude relève désormais des sciences de l'homme, Lombroso récuse par là même le système classique fondé sur une métaphysique du droit, immuable dans le temps et dans l'espace; et c'est ainsi qu'il se révolte contre la responsabilité fondée sur le libre arbitre, la peine proportionnée au délit et la sanction rétributive. Son ouvrage opère une remise en cause du système pénal traditionnel et de ses bases fondamentales.

Le choc, comme on le voit, est considérable. Il l'est, notons-le, par lui-même, indépendamment du contenu positif ou de la valeur même de la doctrine. On a pu — à juste titre — contester la plupart des affirmations de Lombroso, relever chez lui bien des constatations hâtives, l'insuffisance de ses techniques de recherche, sa facilité à se laisser aller à l'imagination et à l'intuition plus souvent qu'à la déduction contrôlée. Il n'en a pas moins suscité un mouvement scientifique considérable, et l'on pourrait soutenir que ses erreurs mêmes ont été fécondes, par les réactions, les discussions et les investigations nouvelles qu'elles ont entraînées. Par là se manifeste ce qu'on peut appeler le dynamisme de ce mouvement.

C'est ici, oserons-nous dire, que le comparatisme entre en scène. Car Lombroso, d'une part, élargit le domaine de la science pénale en y comprenant une série de disciplines, largement nouvelles, qui devront être confrontées entre elles; et d'autre part il suscite, dans les différents pays et dans la doctrine (puis plus tard largement dans la législation) internationale, des prises de position, elles aussi nouvelles, (et même des réformes) qu'il y aura lieu, là encore, de confronter.

Tout d'abord Lombroso remet en cause, dès 1876, revenons-y, le système classique de droit pénal et de justice criminelle, la philosophie de la réaction antidélictueuse et suscite l'éclosion ou l'affirmation de l'anthropologie criminelle, de la sociologie criminelle, de la criminologie et de la pénologie elle-même qui désormais ne peut plus se contenter de pourvoir à l'application des règles juridiques régissant l'exécution des peines. Enfin, c'est grâce à ce mouvement de remise en cause que la politique criminelle (sans doute déjà virtuelle chez Montesquieu, Beccaria ou Bentham et explicite chez Feuerbach) peut prendre sa véritable signification, sa signification moderne qui ne devient possible que lorsqu'on sort d'un régime figé dans sa dogmatique, sa métaphysique intemporelle et sa volonté de permanence.

Un renouveau de la doctrine s'ensuit, marqué non seulement en Italie avec l'essor de l'École positiviste, mais bientôt, pour ne rappeler que quelques exemples, par le programme de Marburg, de von Liszt en 1882, la fondation en 1889 de l'Union internationale de droit pénal, le projet Stooss de 1894, l'œuvre d'Adolphe Prins et la mise au point d'une première doctrine de la défense sociale.

La législation à son tour, et dans beaucoup de pays à la fois, s'imprègne, parfois presque inconsciemment, et souvent sans l'avouer, de quelques-unes des idées essentielles de Lombroso. Emile Garçon (le fondateur de l'Institut de criminologie de Paris), qui n'était certes pas suspect d'être un adepte de l'École positiviste et qui fut un des plus grands représentants de l'École néo-classique, affirmait sans ambages qu'en 1885, par sa loi instituant la relégation, la France avait d'emblée appliqué une des thèses les plus hardies du Positivisme. Le Code pénal norvégien de 1902 devait de même démontrer bientôt l'emprise des doctrines de Lombroso sur le droit positif, et malgré les précautions et les atténuations de l'École éclectique, la « législation pénale de 1930 » allait en apporter une autre démonstration en faisant place à côté de la peine classique à la fois à « l'état dangereux » du délinquant et à la « mesure de défense sociale » non rétributive et sans coloration morale, réclamée par les Positivistes.

Ce mouvement intéresse au premier chef le droit comparé. Et le comparatiste ne manque pas alors d'observer que le coup d'éclat de Lombroso en 1876 est contemporain de ces trois grands courants de réforme qui devaient marquer le dernier quart du XIX^e siècle :

- l'apparition d'un régime nouveau de l'enfance délinquante dégagé de la répression ancienne (*Juvenile Courts*, Etats-Unis, 1878);
- la réforme pénitentiaire orientée vers l'individualisation et la rééducation (l'expérience de Brockway à Elmira, 1870; le *Gladstone Committee* en Angleterre, 1895);
- et la mise au point de ces mesures de sûreté non rétributives, qui viennent d'être signalées.

Sans doute tous ces mouvements ne sont-ils pas directement issus de Lombroso; mais ils profitent de son influence, ils participent de cette remise en cause du système par le livre de 1876 dont ils sont *objectivement* les alliés.

Il ne nous appartient pas de rechercher ni de retracer la postérité scientifique de Lombroso. A titre de simple indication, relevons qu'au mois de mai 1976, M. Pinatel, ouvrant le XXVI^e Cours international de criminologie, pouvait déclarer que le modèle de la personnalité criminelle avait été « élaboré à partir de la recension et de la comparaison des études cliniques effectuées depuis Lombroso ». Et n'oublions pas que la création, au Secrétariat général des Nations Unies en 1948, d'une Section de défense sociale, orientée vers « la prévention du crime et le traitement des délinquants » fut l'œuvre à la fois du Secrétaire général adjoint Henri Laugier, fondateur en France en 1936 d'un Conseil supérieur de prophylaxie criminelle inspiré des doctrines de l'*Uomo delinquente* et d'Adolphe Delierneux, disciple du docteur Vervaeck, lui-même disciple de Lombroso.

La révolte positiviste, déclenchée par l'ouvrage de 1876, a eu, dans l'histoire des doctrines et des institutions pénales, une importance comparable au grand mouvement de réforme stimulé, à la fin du XVIII^e siècle, par la publication, en 1764, du fameux opuscule de Beccaria sur les *Délits et les peines*. Nous avons tenu, en 1964, à en célébrer le deux centième anniversaire. Il nous a paru naturel et légitime de marquer aujourd'hui, avec la même ferveur, le centenaire de la publication de l'*Uomo delinquente*.

Lombroso et le droit pénal

par Pietro NUVOLONE

Professeur ordinaire de droit pénal à l'Université de Milan

1. En 1876, Cesare Lombroso publiait la première édition de son ouvrage : *L'homme délinquant sous le rapport de l'anthropologie, de la jurisprudence et des disciplines pénitentiaires*. Ce livre se situe, sans nul doute, parmi ceux qui ont déterminé un véritable « tournant » dans l'histoire de la pensée, indépendamment de la validité, plus ou moins permanente, des solutions proposées pour les divers problèmes. La publication de cet ouvrage marqua le début d'un des mouvements d'idées les plus féconds en développements ultérieurs, dans toutes les nations du monde.

L'avènement de l'Ecole d'anthropologie criminelle, qui ouvrit la porte à l'Ecole positiviste, élevait pour la première fois le droit pénal au rang de science universelle destinée à associer, dans sa problématique, des hommes provenant des traditions juridiques les plus diverses et des législations reposant sur les bases les plus variées. L'illuminisme français, dont l'Italien Beccaria doit être considéré sans contredit comme le fils spirituel, avait envisagé en termes universels le problème de la législation pénale, sous l'angle de la rationalité des normes d'incrimination, de la proportion des sanctions, des rapports entre droit de punir et liberté du citoyen, sur le plan du droit pénal comme au niveau procédural. Les codes pénaux de la fin du XVIII^e siècle et de la première moitié du XIX^e furent, en Europe, les fruits de ce mouvement de pensée.

Avec Lombroso, le problème pénal se trouve examiné sous un angle visuel différent : non point, comme jusqu'alors, sur la base de ses principes politico-philosophiques fondamentaux et de la dialectique « individu-Etat », mais sous le jour du fait concret de l'action délictueuse, considérée comme un phénomène naturel. Selon cette perspective, le problème prenait évidemment un caractère plus universel, du fait de ne pas être lié, tout au moins intentionnellement, à des facteurs de nature politique et de se rattacher, par contre, à des recherches d'ordre naturaliste. La science pénale se situe ainsi à côté des autres sciences de la nature, et en particulier de celles qui étudient l'homme sous l'angle naturaliste. Le fait que cette orientation ait été plus tard contestée et le soit encore aujourd'hui n'amointrit aucunement l'énorme importance historique de ce « coup de barre » conceptuel. En réalité, l'étude du droit pénal n'a plus ignoré le problème de l'essence et des causes de

l'infraction pénale; et elle ne peut l'ignorer, elle doit l'aborder, fût-ce même dans l'intention de le résoudre de la façon la plus variée.

2. Lombroso n'était pas un juriste; et pourtant, l'influence de ses idées sur le droit pénal a été considérable, même s'il peut sembler plus aisé de parler de lui sous l'angle de la criminologie, de la pénologie et de la politique criminelle, ou de la psychiatrie. En réalité, lorsqu'il a ouvert la voie à de nouveaux contenus des lois pénales, lorsqu'il a placé au cœur de la science pénale la figure de l'homme-délinquant, Lombroso a automatiquement souligné l'exigence de formes juridiques nouvelles, d'une nouvelle formulation des préceptes pénaux; des perspectives jusqu'alors à peu près inexplorées s'ouvraient au *jus condendum*.

Le thème *Lombroso et le droit pénal* est donc pleinement légitimé. Cela ne signifie pas qu'on veuille sectionner artificiellement l'unité de l'esprit; mais tout en tenant compte de cette unité dans la synthèse d'une personnalité scientifique, il est possible de saisir le moment juridique et ses implications logiquement nécessaires.

3. Lombroso a été d'ailleurs — et il ne pouvait manquer de l'être — pleinement conscient d'agir en naturaliste dans le monde du droit. La préface de la troisième édition de son ouvrage (1884), qui est un document très important de polémique scientifique, affirme entre autres ce qui suit (p. XXIII) : « Même dans les questions de droit pur et simple, ces études peuvent trouver une large application : notamment, la théorie qui substitue le droit de la défense sociale au concept ecclésiastique du péché et l'idée du danger représenté par le délinquant à celle du libre arbitre offre enfin une base stable à une philosophie de la sanction pénale qui avait jusqu'à présent oscillé, toujours en vain, d'une opinion à l'opinion contraire. Une fois qu'on a pris comme critère le danger potentiel du coupable, et comme indice les caractéristiques physiques et morales des délinquants-nés, on a résolu la question relative à la tentative, et aux actes criminels d'inertie coupable suivie de mort, qui appellent la punition lorsqu'ils sont commis par l'un ou l'autre de ces individus. »

Les quelques lignes que nous venons de citer résument le nouveau type d'approche proposé en matière de droit pénal : non point la punition d'une faute morale, mais bien la sanction basée sur le droit que la société revendique de se défendre; non point le libre arbitre et, par conséquent, la liberté morale, mais bien le danger potentiel que le criminel constitue — sa *temibilité*, pour parler comme Lombroso —, autrement dit, sa *péculiosité*; des critères différents de détermination de la sanction pénale; un droit pénal basé sur la personnalité du criminel plutôt que sur le dommage objectif provoqué par sa conduite (d'où, justement, le critère selon lequel la tentative de délit est punissable dans la même mesure que l'acte délictueux effectivement commis).

4. Le nouveau type d'approche en matière de problème pénal a une importance fondamentale. Lombroso ne nie pas, évidemment, que le droit ne se base sur une hiérarchie de valeurs; les normes pénales sont justement édictées pour la sauvegarde de biens auxquels la société attribue des valeurs déterminées; mais il nie — tout au moins en principe — la possibilité de parvenir à un jugement de dévaluation subjective de l'acte criminel. Ce faisant, il oppose le monde des *valeurs*, constitué par les normes dans leur

objectivité, à celui de la *nature*, qui s'identifie avec le déterminisme causal qui amène le criminel à se trouver nécessairement en conflit avec ces valeurs.

Corrélativement, nous ne pouvons plus parler d'une *peine* au sens classique du terme, mais uniquement d'une mesure de défense sociale. Citons encore Lombroso (*ibid.*, p. XIX) : « A l'avènement des nouvelles mesures, la peine perdra son caractère d'infamie, il est vrai; mais nos juristes eux-mêmes ne voient pas la nécessité de ce caractère, qu'ils considèrent comme une transformation d'éléments ataviques, un reste de l'ancienne vengeance, qui disparaît chaque jour davantage. »

Cette façon différente de concevoir la sanction pénale, en dehors de tout schéma de rétribution par châtement, est une conséquence évidente de l'abandon de la conception de la perte de valeur subjective de l'acte, et par conséquent, en dernière analyse, de la culpabilité, envisagée comme désobéissance moralement répréhensible à la norme pénale.

En somme, la culpabilité n'a pas droit de cité dans le nouveau système pénal, ou doit s'entendre comme un simple rapport psychique, sans aucune importance dans le monde des valeurs et entièrement dépourvu de tout attribut normatif.

De cette façon, évidemment, la norme pénale perd — en principe — la dimension du commandement et ne conserve que celle de la garantie; en d'autres termes, elle ne devient qu'un instrument pour garantir, pour sauvegarder certains biens et certains intérêts par des mesures de défense sociale.

Il est vrai que le commandement peut s'adresser, et avec efficacité, même à des êtres causalement déterminés (les animaux en sont un exemple typique) et que la menace de la peine et son exécution peuvent également opérer dans le monde des causes naturelles comme une force déterminante paralysant ou atténuant la poussée vers le crime; mais il s'agit, en définitive, d'un commandement qui ne se présente pas comme l'imposition d'un précepte éthique auquel s'oppose une désobéissance coupable entraînant la sanction d'un châtement : il se borne à fournir uniquement un instrument pour opérer, justement, dans le monde des causes — ou, en termes essentiels, une norme-garantie.

Sous ce jour, la question posée par Lombroso à propos de l'*exemplarité* de la peine (*ibid.*, p. XIX) prend un sens logique qui se rattache de façon cohérente aux affirmations de départ : « Quant à l'exemplarité, à part le fait qu'elle persisterait, car une détention perpétuelle signifie quelque chose de bien douloureux, qui ignore donc qu'elle ne constitue plus elle-même le but principal de la peine ? »

Ce qui signifie, en d'autres termes, qu'entre certaines limites Lombroso admet l'efficacité intimidante de la peine en tant que sanction afflictive, dans le cadre d'ensemble d'un schéma de prévention; mais il ne la considère pas comme un élément décisif et, de plus, il exclut la possibilité qu'elle résulte obligatoirement d'un châtement infligé à la désobéissance.

En réalité, dans l'esprit de Lombroso — comme dans celui d'autres représentants de l'École positiviste — la conception de *peine afflictive* demeure encore; disons même qu'elle persiste souvent sous un jour durement répressif; néanmoins — répétons-le — il faut essentiellement la considérer dans une perspective de prévention, sans les composantes traditionnelles de réprobation morale.

La répression, désolidarisée de tout jugement de responsabilité individuelle, est simplement, en dernière analyse, une mesure de ségrégation éloignant l'individu de la collectivité par suite d'une nécessité de défense sociale, tout comme on pourrait éloigner un aliéné. D'où la tendance lombrosienne à agrandir la catégorie de ceux qui doivent être envoyés, à titre de ségrégation même perpétuelle, dans les asiles d'aliénés criminels.

5. Une fois qu'on a éliminé du domaine du droit pénal la responsabilité morale individuelle, le jugement de réprobation éthique, la peine comme châtiement — et par conséquent la répression au sens propre et classique du mot — et que le problème pénal a été posé comme un problème de défense sociale, l'essence du droit pénal réside dans l'idée de prévention.

Mais quelle prévention, selon Lombroso ?

Et bien, avant tout, une prévention au sens général du terme, réalisée par l'intermédiaire des *substitutifs pénaux* : création de conditions sociales, de conditions d'ambiance et de bases législatives susceptibles de priver le crime de certains des éléments qui en favorisent le développement (c'est là toutefois une question que Lombroso se borne à esquisser et que Ferri se chargera par contre d'approfondir);

en second lieu, une prévention spéciale à caractère négatif, réalisée par l'intermédiaire d'une ségrégation, même perpétuelle, des criminels et en admettant, bien qu'à titre exceptionnel, leur élimination physique, c'est-à-dire la peine de mort. Soulignons, à ce sujet, que Lombroso donne preuve d'un scepticisme de base en ce qui concerne la possibilité de rééduquer, de récupérer socialement le criminel proprement dit. Il parle de délinquants *incorrigibles*, d'un nombre constant de cas de criminalité : « Le crime — écrit-il (ouv. cité, IV^e Ed., Turin 1889, tome I, p. 645) — se présente, sous l'angle statistique et à l'enquête anthropologique, comme un phénomène naturel — un phénomène, diraient les philosophes, nécessaire, au même degré que la naissance, la mort, les conceptions; et que les maladies mentales, dont il est souvent une triste variante. »

Il est clair que si nous partons de ce raisonnement de base qui identifie des catégories de criminels-nés, ou d'alinésés moraux, de criminels épileptiques, d'aliénés criminels, la prévention spéciale active dans le sens d'un traitement de récupération trouve peu d'espace. Ce n'est qu'entre certaines limites qu'on peut songer à un traitement thérapeutique, sans se bercer d'illusions excessives, en préconisant l'extension de l'asile d'aliénés judiciaire aux criminels qui ne sauraient être considérés comme *fous* au sens clinique du terme — aux aliénés moraux, par exemple. Il faut, cependant, rappeler que dans l'évolution de sa pensée Lombroso a élaboré aussi la théorie d'un traitement du délinquant basé sur l'hypothèse de la rééducation comme résultat de la symbiose du crime avec une occupation socialement adéquate.

Nous sommes, malgré tout, très éloignés de l'orientation de la défense sociale telle qu'elle est envisagée de nos jours.

Lombroso ne semble croire en effet, en principe, à l'efficacité d'un traitement de rééducation du *criminel-né* qu'en ce qui concerne tout au plus, et dans certains cas, les criminels mineurs.

Le discours est différent en ce qui concerne les auteurs occasionnels d'infractions pénales.

Il se montre par ailleurs nettement contraire à l'incarcération telle qu'on l'entendait à son époque; par contre, il est partisan décidé des mesures restrictives imposées à la liberté personnelle, mesures dont la durée devrait être essentiellement conçue, à son avis, dans un esprit de prévention, pour éliminer le risque de récidives; il en dérive de sa part un refus de la *dosimétrie* de la peine en fonction du bien juridique lésé. D'où l'inutilité des courtes peines détentives, qui produisent même l'effet contraire et qui doivent être remplacées par des peines *corporelles* et pécuniaires : « Si nous réduisons la responsabilité d'un groupe de criminels, nous ne voulons aucunement par là mitiger leur sort; bien au contraire, nous désirons prolonger une détention qu'en vertu de principes théoriques, la société n'interrompt qu'à ses risques et périls pour adopter — avec une incertitude, une irrégularité et une injustice bien plus grandes — une demi-continuité de la sanction pénale sous forme d'admonition, de surveillance, de résidence forcée, etc. — autant de mesures peu efficaces, incomplètes, par lesquelles elle se flatte cependant d'obtenir la sécurité que les lois ne lui procurent pas. » (ouv. éd. cit., tome I, p. XIX.)

6. A la base des sanctions criminelles, envisagées comme des mesures préventives de défense sociale, nous trouvons la *responsabilité sociale* que Lombroso veut substituer à la responsabilité individuelle.

Sur l'identification exacte de cette conception — qui est toujours demeurée l'un des points fondamentaux du programme de l'École positiviste — Lombroso n'offre pas beaucoup de précisions.

A vrai dire, il semble logiquement assez impropre de parler d'une responsabilité sociale ayant pour pendant la restriction de la liberté individuelle. Il serait peut-être plus exact de parler de responsabilité *légale* envisagée comme un effet juridique de nature afflictive que la société fait dériver légalement, de façon objective, de la constatation de certains comportements déterminés, sans aucune qualification de réprobation morale.

Et c'est là, au fond, la conception lombrosienne : il s'agit, en somme, d'une responsabilité objective, d'une conséquence négative pour la liberté, que l'individu criminel doit supporter dans l'intérêt de la défense sociale, indépendamment de sa faute : une sorte de responsabilité sans culpabilité.

Parvenus à ce point, nous comprenons de toute évidence que la distinction entre *capables* et *incapables* perd une grande partie de son importance. Les criminels-nés, les aliénés moraux ne se rangent pas dans les classifications cliniques des êtres incapables d'entendement et de volonté; mais ils sont fatalement déterminés au crime, tout comme les fous qui commettent des crimes par suite de leur maladie mentale. Tous ces individus sont incapables de comprendre dans son intégrité le commandement de la norme pénale et de s'y conformer. Et probablement la distinction finit par n'avoir une certaine importance que dans le cas de certains délinquants occasionnels, de ceux qui ne sont pas « prédestinés » au crime. La façon de penser de Lombroso n'est pas très claire, toutefois, sur ce dernier point. Le problème de l'imputabilité sera néanmoins plus profondément examiné au paragraphe suivant.

En tout cas, un fait est certain : même si l'orientation de Lombroso peut se heurter aujourd'hui à des oppositions, elle n'en a pas moins mis sur le tapis des problèmes nouveaux, tracé un sillon désormais suivi par plusieurs législateurs, celui des anomalies de la personnalité (en d'autres termes, des

criminels anormaux) qui ne s'identifient pas avec la maladie mentale, mais qui peuvent réduire ou exclure la responsabilité subjective, faire estimer injuste ou en tout cas inefficace l'application de la peine, et légitimer par contre un traitement à réaliser conformément aux principes de la défense sociale.

Ces problèmes se rattachent à certains types de crimes (les crimes *naturels*, par opposition aux crimes *artificiels* ou *légaux* : une distinction qui est la base logique de toute l'œuvre de Lombroso, et qui sera ultérieurement approfondie par Garofalo, où la corrélation « facteur naturel — action criminelle » peut être posée sans encourir une irrémédiable pétition de principe).

7. La perspective juridique de l'imputabilité, selon le point de vue de Lombroso, mérite l'approfondissement annoncé plus haut.

Sur le plan juridique, nous le savons, l'imputabilité est indépendante du problème du libre arbitre. Elle consiste dans la capacité d'entendement et de volonté. Par ailleurs, les législations ne sont pas d'accord sur l'objet, car certaines d'entre elles n'estiment *incapables* que les individus dépourvus de la capacité de se représenter la succession causale des phénomènes ou de s'y conformer, alors que d'autres rangent également parmi les *incapables* tous ceux qui sont inaptes à comprendre les valeurs morales fondamentales de la collectivité ou à se conformer à ces valeurs. Selon ce deuxième courant d'opinion, il existe une certaine variation entre la maladie mentale proprement dite et ce qu'on appelle l'anomalie; ou, de toute façon, il n'est pas toujours possible de les distinguer l'une de l'autre de façon précise.

En dépit de ses évolutions, la théorie lombrosienne conserve un point d'argumentation constant et indubitable : elle assimile, aux fins de la prédestination au crime, la *folie morale* à la folie au sens clinique traditionnel. Les fous criminels sont ceux que leur maladie mentale pousse à commettre des crimes; les fous moraux sont ceux qu'une déviation constitutionnelle incite irrésistiblement à commettre, eux aussi, des actes criminels, même si on ne peut les situer dans un cadre nosologique précis.

Nous ne voulons pas dire par là que Lombroso se refuse à admettre la possibilité que des hommes sains commettent un premier crime (c'est dans la récidive que Lombroso identifie l'indice de l'état anormal). Sans préjudice du déterminisme de principe, et par conséquent de la négation du libre arbitre, il admet une distinction nette lorsqu'il s'exprime en ces termes (ouv. cité, IV^e éd., tome I, p. 626) : « Ce n'est pas que les individus sains disposent, comme l'affirme la métaphysique, d'une volonté libre; mais chez eux les actes sont déterminés par des motifs, des désirs qui ne s'opposent pas au bien-être social; et lorsqu'ils se manifestent, ils sont plus ou moins matés par d'autres motifs tels que le plaisir de la louange, la crainte du châtement, de l'infamie, de l'Eglise, ou par l'hérédité, ou par différentes habitudes dérivant d'une gymnastique morale constante — autant de raisons qui n'ont plus aucune valeur chez les aliénés moraux ou les coupables-nés, lesquels par conséquent récidivent dans la plus large mesure. »

En conclusion, nous pouvons affirmer que dans le schéma même du déterminisme universel le droit pénal de Lombroso reconnaît la distinction entre imputables et non imputables, mais d'une façon tout à fait différente de celle qui est traditionnelle dans les législations.

Les non-imputables s'identifient — nous l'avons déjà vu — avec les coupables-nés, les aliénés moraux, les épileptiques : trois catégories que Lombroso groupe, au cours de son étude ultérieure du problème, en une catégorie unique, de sorte que la composante de l'atavisme — intuition lombrosienne d'origine — finit par confluer avec celle de la folie, et en tout cas avec celle de l'anomalie mentale : « L'analogie et l'identité complète entre l'aliéné criminel et le criminel-né résolvent définitivement » — écrit-il (ouv. cité, IV^e éd., tome I, p. 631) — « un différend auparavant ininterrompu entre moralistes, juristes et psychiatres, et même entre écoles psychiatriques; un différend où, chose étrange, tous avaient raison, car d'un côté il était juste d'objecter que les traits de caractère imputés à l'aliéné moral étaient ceux des criminels, et de l'autre il était tout aussi juste d'identifier chez les vrais aliénés moraux les traits de caractère des criminels-nés ».

Et, plus loin (*ibid.*, p. 633) : « Mais une série de circonstances favorables et l'aide offerte par d'éminents collègues m'ont encouragé à accomplir un autre pas en avant dans ce problème, en me montrant dans l'aliéné moral une variété du délire épileptoïde. »

Par ailleurs ces catégories — il faut le souligner — sont surtout décrites dans leurs manifestations extérieures, au lieu d'être identifiées dans leur essence pathologique autrement que par des définitions *a priori*. La méthode semble toujours, ou presque, celle d'établir l'appartenance à la catégorie selon le type et les modalités de l'acte et sa répétition. Le problème sera approfondi, souvent selon des perspectives différentes, plusieurs années plus tard.

Tous ces individus présentent une caractéristique commune : la *force irrésistible* qui les pousse au crime.

Il y a lieu de faire exception pour l'*épilepsie*, qui est décrite dans son tableau classique et manifeste ou sous ses formes « larvées » : d'où l'idée, encore acceptée aujourd'hui dans certaines limites, des actes criminels envisagés comme des équivalents épileptiques et commis — selon certaines opinions — par un secteur d'individus semi-imputables.

Parmi les non-imputables, au chapitre du criminel aliéné, Lombroso range le criminel alcoolique (sur lequel il effectue une étude particulièrement pénétrante), l'hystérique, le demi-fou. Les coupables politiques figurent, partie parmi les délinquants occasionnels, partie au rang des hystériques, ou des demi-fous, ou même des criminels aliénés.

En conclusion, nous pouvons dire que Lombroso n'a pas éliminé la catégorie des non-imputables tout en l'ayant réduite entre des limites très étroites; cette conception a entraîné des conséquences évidentes en matière d'orientation du problème de la sanction pénale et de son efficacité.

8. La tendance de Lombroso à s'élever, dans les limites citées, au-dessus de la classification des criminels en imputables et non-imputables (même dans le domaine de la criminalité juvénile) a pour pendant nécessaire — nous l'avons dit — le refus de l'idée de culpabilité au sens traditionnel du terme. Le degré de participation psychique à l'acte criminel et les motivations de ce dernier deviennent des critères pour l'évaluation de la périculosité du délinquant. Nous pouvons affirmer, sans trop d'entorses présumables à la vérité, que la *capacité criminelle* se substitue à l'imputabilité et à la culpabilité; en d'autres termes, qu'une catégorie naturaliste remplace une autre catégorie

qui, tout en étant également fondée sur la nature, a une dimension essentiellement normative.

Il est bon de préciser, toutefois, que le domaine des crimes « artificiels » demeure entièrement ouvert aux classifications conceptuelles traditionnelles; il en est de même, en ce qui concerne les sujets, du domaine des délinquants non compris dans les catégories du criminel-né, de l'aliéné moral, du criminel fou, du criminel épileptique, qui se trouvent unifiées à un moment donné de l'évolution de la pensée lombrosienne — bien que cette unification ne soit pas toujours claire.

Ces secteurs-là demeurent quelque peu indéfinis dans l'œuvre de Lombroso, qui ne propose à leur sujet aucune solution originale. La tentative d'un encadrement plus complet dans les schémas de l'École positiviste sera effectuée plus tard par Ferri et Garofalo.

Nous pouvons en dire de même de la responsabilité fautive, qui demeure évidemment ancrée à des normes de base. Ce n'est que bien plus tard, et notamment ces dernières années, qu'on s'efforcera de construire également, sous un jour naturaliste et sociologique, le type du délinquant non intentionnel.

9. La personne du *coupable* s'introduit ainsi dans la dogmatique pénale — non point comme simple auteur d'un délit déterminé, à un moment déterminé, mais bien comme possible auteur d'infractions pénales futures, vis-à-vis duquel la société doit non point appliquer la peine appropriée à l'offense, mais bien prendre des mesures préventives aptes à éviter toute récidive.

Ce sont là les vues lombrosiennes les plus fécondes aux fins de l'évolution des législations, comme le prouve l'acquisition, désormais confirmée, des conceptions de « périculosité » ou de « capacité criminelle », de « mesures de sécurité », de « mesures de prévention », de « sanction appropriée à la personnalité du criminel ».

La défense sociale nouvelle, qui a par ailleurs refusé d'admettre plusieurs postulats lombrosiens, a cependant accueilli favorablement cette orientation fondamentale de la thématique de l'infraction pénale et de la sanction.

En général, du reste, ceux qui — comme nous — sont d'avis que la catégorie logique « droit pénal » se rattache nécessairement (bien que dans des limites plus restreintes qu'on ne l'imaginait naguère) à la catégorie logique de la liberté de choix ne peuvent désormais négliger l'exigence d'évaluer toute la personnalité du sujet et de concevoir la sanction pénale en fonction, entre autres, de la périculosité du sujet et de la prévention spéciale.

Lombroso, toutefois, n'individualise pas encore la sanction comme nous l'envisageons aujourd'hui. L'homme-délinquant qui se situe dans le droit pénal est moins un *individu* qu'un *individu-type*. La typologie des criminels, selon des schémas généraux et abstraits, constitue l'une des caractéristiques des conceptions lombrosiennes. C'est une typologie causale et non descriptive. Les législations venues après Lombroso n'ont subi que partiellement l'influence de ce genre de typologie; la typologie descriptive (récidivistes, habituels, professionnels) a prédominé, même si les exemples de typologies causales (le « criminel par tendance » du Code pénal italien, les « anormaux mentaux » de la législation française, belge, etc.) n'ont pas fait défaut. Une partie de la doctrine tend aujourd'hui à élaborer des typologies subjectives de nature

sociologique, alors qu'une autre partie refuse, en principe, les typologies abstraites et place au premier plan l'exigence de l'étude de la personnalité de chaque criminel, sous différents angles.

Certes, la typologie lombrosienne n'est qu'une première tentative d'aborder la thématique de la périculosité, et il est malaisé de la considérer comme un critère susceptible de dimensionner la sanction selon les exigences du cas concret. La théorie de Lombroso n'en est pas moins la base de départ d'une sorte d'histoire clinique, d'*anamnèse* des criminels en regard des crimes commis, qui peut être considérée comme le début d'une méthodologie d'étude de la personnalité. L'œuvre de Lombroso, née d'une expérience médico-psychiatrique particulièrement riche, repose en fait sur une documentation pratique qui dépasse, sous divers aspects, le schématisme abstrait des typologies, même si elle ne tire pas de son matériel d'étude toutes les conséquences nécessaires.

10. La considération du problème du crime sous l'angle naturaliste et causal a eu comme corollaire pour Lombroso — même dans la perspective typologique citée — une *scientifisation* des jugements pénaux. Lombroso préconiserait un jugement pénal confié à des corps juridiques composés non seulement de juristes, mais aussi de techniciens et de personnalités scientifiques; et la polémique très vive qu'il engage contre l'incompétence des magistrats pénaux, l'éloquence déclamatoire des avocats et, en particulier, les jurys populaires est un *leit-motiv* de son œuvre. L'indulgence pour l'indulgence, la démagogie des procès trouvent en lui un adversaire implacable. Il s'empare contre « *i pretesi amminnicoli* (les prétendues chicanes) que suggèrent les écoles pénales les plus modernes, liberté provisoire, jury, mise en liberté sous condition » (ouv. éd. cit., p. XX). D'après lui, tous ces procédés captieux « ne font qu'augmenter ou tout au plus transformer le crime, au lieu de le réduire » (*ibid.*).

Le droit pénal lombrosien est donc un droit de défense sociale intransigeant, contraire à l'indulgence à l'égard des délinquants dangereux et qui s'inspire essentiellement des exigences de défense sociale sans considérer les exigences de garantie de l'individu. Le criminel ne peut être remis en liberté tant qu'il continue à s'avérer potentiellement redoutable.

Comme cependant Lombroso ne nous présente pas — hormis le traitement psychiatrique, qui peut être poursuivi dans les asiles d'aliénés judiciaires — un véritable système individualisé d'exécution de la peine sur la base d'une étude de la personnalité individuelle, mais bien plutôt un système pénitentiaire par grandes classes typologiques, il en dérive que, potentiellement, la durée de la mesure détentive pour les crimes commis par les criminels-nés, les aliénés moraux, les fous criminels, les épileptiques est perpétuelle, ou de toute façon indéterminée. Pronostic défavorable *a priori*, donc persistance de la périculosité; d'où, nécessité de ne pas remettre en liberté le criminel. Le contrôle périodique de la périculosité de chaque sujet est encore éloigné dans le temps. Lombroso en fait naître l'exigence, mais les grandes lignes d'un système de droit pénal procédural concernant cette périculosité, et les mesures de sécurité, ne se dessinent pas encore.

11. Comme nous l'avons remarqué au paragraphe précédent, l'orientation donnée par Lombroso au rapport entre délinquant et sanction criminelle,

fondé sur la conception de *péculiosité* et non sur celle de responsabilité morale et de culpabilité, entraîne comme conséquence une durée indéterminée de la mesure détentive.

Voici donc surgir, en termes nouveaux, le problème de la compatibilité entre le principe de légalité des délits et des peines, affirmé un siècle plus tôt par Cesare Beccaria et l'Ecole illuministe, et le principe de la défense sociale, énoncé par Lombroso contre les schémas des opinions juridiques traditionnelles.

Lombroso indique les grandes lignes préliminaires d'un droit pénal dont le noyau fondamental est constitué par le coupable et par sa prédisposition au crime; il triomphe ainsi de l'antique loi du talion ainsi que du système de la *dosimétrie* entre mesure de la peine et importance abstraite du bien juridique lésé, et déplace l'attention de l'objet au sujet, mais cela ne construit aucunement un droit pénal exclusivement subjectif. La description des espèces objectives comme point de départ de la législation pénale demeure même la base nécessaire de toute enquête ultérieure. C'est le législateur qui indique, sur la foi de critères constants ou variables, les types de conduite dont la manifestation concrète provoque la réaction sociale de défense. Et Lombroso s'occupe essentiellement, dans ses écrits, des types d'incrimination constante (crimes naturels) auxquels correspondent des types naturalistes d'auteurs. Le principe de la légalité est donc sans nul doute sauvegardé quant au précepte.

Le fait délictueux, par ailleurs — et c'est là l'innovation profonde — n'est pas considéré comme objet d'une imputation, et par conséquent d'un reproche juridique, mais bien comme symptôme d'une personnalité dangereuse; et ce qui s'applique au fait délictueux s'applique aussi aux circonstances aggravantes et aux circonstances atténuantes, dont le poids est désormais évalué sous un angle symptomatique et non comme aggravation ou diminution de la responsabilité individuelle. Tout cela entraîne comme conséquence que l'importance de la sanction est essentiellement en fonction de la possibilité, pour le criminel, de s'avérer redoutable (même si elle ne peut éviter de tenir compte, en valeur absolue, de l'importance objective du fait commis) et par là elle se trouve être fonction de la personnalité du délinquant, que le crime révèle. Il en dérive, évidemment, dans une certaine mesure, une souplesse supérieure, car entre autres les jugements juridiques, qui ont un certain degré de certitude formelle (si illusoire soit-elle la plupart du temps), se trouvent remplacés par des jugements technico-naturalistes, étoilés de diagnostics et de pronostics criminologiques, et par conséquent liés à des sciences qui — en dépit de la foi très ferme de Lombroso — n'ont pas encore atteint des niveaux tranquillisans de certitude effective, ce qui peut donner lieu, en définitive, à une élasticité plus grande dans l'application de la sanction pénale.

D'autre part, le caractère indéterminé de la mesure détentive, ancrée à une typologie d'auteur et à l'évaluation corrélatrice de la possibilité, pour l'auteur, de s'avérer redoutable, peut rendre perplexe en ce qui concerne la garantie de liberté individuelle exprimée par le brocard *nullum crimen nulla poena sine lege*. Si la mesure se justifie par la défense sociale, elle doit durer tant que les exigences de cette défense n'auront pas été satisfaites. Et toutes les législations encore en vigueur aujourd'hui en matière de mesures de sécurité sont inspirées, au fond, par cette conception, même si les consé-

quences extrêmes sont souvent tempérées par des considérations d'équité — qui par ailleurs n'ont rien à voir avec la rigueur des principes.

La peine elle-même n'est plus désormais prédéterminée sous l'angle légal; mais en général ses limites minimales et ses limites maximales — ou, tout au moins, les secondes — sont fixées par la norme; et c'est sur la base de cette dernière que le juge établit la peine qui devra être effectivement purgée. Par contre, si nous voulons être cohérents, et sauf dans certains cas marginaux, le maximum de durée de la mesure de défense sociale ne peut ni se trouver dans la loi, ni être indiqué *a priori* par l'arrêt du juge.

En réalité, le problème né de l'orientation lombrosienne (et dont Lombroso ne se rendit peut-être pas entièrement compte, telle était sa foi dans la positivité des recherches et des résultats des sciences de la nature et de l'homme, foi d'ailleurs caractéristique de son temps) est encore ouvert aujourd'hui et constitue l'un des moments les plus dramatiques de la pensée juridique en matière pénale. Chaque législation s'efforce de le résoudre, mais n'y parvient pas entièrement, de quelque façon qu'elle s'y prenne (en général, par un système d'examens successifs garantis sous l'aspect juridictionnel).

12. Un siècle s'est écoulé depuis la première édition de l'œuvre de Lombroso. Au cours des éditions qui suivirent la première, il modifia çà et là sa façon de voir, mais l'orientation du problème pénal, et par conséquent des rapports avec le droit pénal, demeura fondamentalement la même. C'est à une pareille orientation que revient le mérite de l'influence énorme exercée — malgré les oppositions rencontrées — par Lombroso sur la réforme de la législation pénale et des règlements pénitentiaires, sur le plan théorique comme dans la pratique.

Même si de nos jours juristes et chercheurs du domaine de la nouvelle Défense sociale parcourent des chemins qui diffèrent profondément de ceux de Lombroso, le bouleversement copernicain demeure. Et cela suffirait déjà à faire du centenaire de l'*homme-délinquant* une date historique dans l'évolution de la science. Peut-être taxons-nous quelque peu d'exagération l'avis exprimé par Barine en 1887 et rapporté par Lombroso, qui l'approuvait pleinement : « Les conclusions de cette nouvelle Ecole sautent d'emblée aux yeux; les peines ne peuvent plus être les mêmes, pas plus que le principe au nom duquel les tribunaux condamnent, ni que le but visé par les systèmes pénitentiaires. C'est un cataclysme complet qui frappe l'une des parties les plus importantes de notre organisation sociale. » Et cependant, ce jugement est loin d'être fondamentalement erroné, même si la réflexion critique et l'expérience historique ont prouvé que la corrélation responsabilité-peine ne peut être entièrement éliminée du droit pénal et que le principe d'intimidation joue encore un rôle important dans la théorie et dans la pratique concernant le crime et la sanction.

Malheureusement, en matière de résultats de la lutte contre la criminalité, nous n'avons guère matière à nous réjouir pour l'instant, après un siècle, malgré les apports de l'Ecole positiviste et des écoles modernes qui l'ont suivie. C'est là, toutefois, un autre problème; s'il n'a pas été encore résolu, cela ne dépend pas, à coup sûr, de l'œuvre de Lombroso, mais bien de l'insuffisance des moyens disponibles, des erreurs profondes de l'organisation sociale, de l'incompétence des législateurs et des progrès bien peu marqués des sciences qui s'occupent de l'homme.

Lombroso et la politique criminelle

par Hans SCHULTZ

Professeur à l'Université de Berne

Qui veut parler des idées que Cesare Lombroso avait en matière de politique criminelle se heurte à bien des difficultés. La première est de savoir ce que l'on veut entendre par politique criminelle. Anselm von Feuerbach la définissait par « la sagesse du législateur et partant de l'Etat » 1. Rudolf Sieverts disait que ce sont « toutes les réflexions et mesures de la société et de l'Etat tendant à diminuer les infractions punissables en vertu du code pénal » 2. Mais tout récemment M. le Président Marc Ancel en a donné une définition bien claire et courte en disant : « La *politique criminelle*, c'est-à-dire l'organisation de la réaction sociale contre la délinquance » 3. Et M. Ancel continue à venir à notre aide en distinguant les questions principales que les recherches en politique criminelle doivent traiter, soit : « quels actes ou quels comportements doivent provoquer la réaction sociale anti-délictueuse (et... doivent, au contraire, être l'objet d'une décriminalisation) ? En quoi devra consister cette réaction anti-criminelle ? » 4. Mon exposé suivra cette ligne directrice des problèmes que M. Ancel a revendiqués pour la politique criminelle.

Une autre difficulté considérable est créée par la grande étendue de l'œuvre de Lombroso, œuvre d'un savant d'une vaste érudition et qui a, sans cesse, fait évoluer ses idées, approfondi ses recherches et examiné et réexaminé les résultats obtenus. Il est exclu de considérer toutes ses publications et d'y rechercher les passages concernant la politique criminelle. Il ne m'est possible que de procéder comme l'archéologue qui fait des fouilles et qui, pour explorer le terrain, y met quelques sondages là où il suppose trouver les trésors perdus ou bien les témoignages d'une culture passée. C'est pourquoi je me permets de me restreindre à trois époques de l'activité scientifique de Lombroso : je commence par la première édition de son œuvre principale *L'Uomo*

1. Anselm RITTER von FEUERBACH, *Lehrbuch des gemeinen, in Deutschland gültigen peinlichen Rechts*, 12. Originalausgabe, par C.J.A. Mittermaier, Giessen, 1836, ad § 28, p. 28.
2. Rudolf SIEVERTS, « Kriminalpolitik », in *Handwörterbuch der Kriminologie*, 2^e éd., vol. II, p. 1.
3. Marc ANCEL, « La contribution de la recherche à la définition d'une politique criminelle », *Rev. int. de criminologie et de police technique*, XXVIII, 1975, 225.
4. Marc ANCEL, *op. cit.*, 235.

delinquente, parue en 1876⁵, puis je m'occupe de son combat acharné contre le projet du premier Code pénal de l'Italie unie, le Code Zanardelli, de l'année 1888⁶, pour dire encore quelques mots des dernières grandes publications englobant la somme des recherches de Lombroso et de son école, la cinquième édition de *L'Uomo delinquente* de 1896 et 1897, et la publication parue en 1899 à Paris *Le crime, causes et remèdes*⁷. Car c'est dans ces publications que se manifestent les idées que Lombroso avait en matière de politique criminelle.

Mais avant de discuter ces idées en détail deux remarques préliminaires s'imposent :

1. Selon Lombroso toute politique criminelle méritant d'être qualifiée comme scientifique doit s'orienter selon les résultats des recherches anthropologiques faites par l'école lombrosienne et adapter les sanctions pénales à l'état dangereux d'un criminel, notion fondamentale de la pensée de Lombroso. Jugés selon ce critère il y a deux grands groupes de criminels totalement différents. Ainsi on trouve, d'une part, les délinquants nés, que Lombroso appelle parfois délinquants habituels, dont se rapprochent les criminels aliénés. Ce groupe constitue, à lire les dernières publications de Lombroso, environ un tiers de tous les criminels⁸. Le fait que les tendances criminelles des délinquants de ce groupe sont innées et incorrigibles indique un danger social extrême. C'est sur ce danger que Lombroso insiste quand il discute les mesures à prendre vis-à-vis de ce groupe de délinquants et la politique criminelle à suivre à l'encontre de ce type de criminel doit être rigoureuse. Celui qui s'occupe seulement de la politique criminelle que Lombroso défend peut se dispenser d'examiner en détail cette notion de délinquant né, s'il faut entendre par là un atavisme, ou bien un état psychique ressemblant à l'épilepsie ou à une autre particularité du comportement humain⁹. D'autre part les délinquants occasionnels ou passionnels, et même une partie des délinquants politiques¹⁰, ne présentent qu'un danger social minime ou ne sont même pas du tout dangereux, si une récidive n'est pas à craindre. La politique criminelle à suivre envers les délinquants de ce deuxième groupe peut être bien plus indulgente.

Ainsi Lombroso, analysant la criminalité et cherchant des moyens pour la combattre ou tout au moins pour la restreindre, se montrait l'homme scientifique guidé par les méthodes de penser des sciences naturelles, ce qui veut dire qu'il cherchait les causes de la criminalité et les moyens de rendre inefficaces ces causes.

2. Parlant des mesures propres à combattre la criminalité, Lombroso ne

5. Cesare LOMBROSO, *L'Uomo delinquente studiato in rapporto alla antropologia, alla medicina legale ed alle discipline carcerarie*, Ed. Ulrico Hoepli, Milan, Naples, Pise, 1876, p. 245.

6. Cesare LOMBROSO, *Troppo presto*, in *Appunti al nuovo Codice penale*, Biblioteca antropologica-giuridica, série I, vol. VI, 2^e éd., Turin, 1889, 11-70.

7. Cesare LOMBROSO, *L'Uomo delinquente in rapporto all'antropologia, alla giurisprudenza ed alle discipline carcerarie*, 5^e éd., Ed. Fratelli Bocca, Turin, Rome, Florence, vol. I et II, 1896, vol. III, 1897; et *Le crime, causes et remèdes*, avec un appendice sur les progrès de l'anthropologie criminelle pendant les années 1895-1898, Paris, 1899.

8. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 5^e éd., vol. III, p. 503.

9. Dans *L'Uomo delinquente*, 1^{re} éd., p. 199, 201, Lombroso parlait de la délinquance comme un atavisme déclenchant des instincts d'ordre animal; il rapproche le délinquant habituel du sauvage. Dans la dernière édition italienne de cette œuvre, de 1896, le criminel-né est assimilé à l'homme dépourvu de sentiments moraux, à la « moral insanity », *op. cit.*, vol. II, p. 1-3.

10. LOMBROSO, *op. cit.*, 5^e éd., vol. III, p. 565; voir aussi C. LOMBROSO-R. LASCHI, *Il delitto politico e le rivoluzioni*, Turin, 1890.

se contente pas de discuter les moyens de la politique criminelle *stricto sensu*, soit les sanctions de droit criminel et l'organisation de l'appareil judiciaire. Il y ajoute, quoique souvent d'une manière peu systématique, les remèdes que la politique générale et surtout la politique sociale pourraient mettre en marche afin de prévenir les délits. Comme moyens de prévention générale Lombroso fait appel à une multitude d'interventions : il parle de l'adaptation des lois au climat et à la race, d'une meilleure réglementation de la prostitution afin d'éviter des excès sexuels, de l'introduction du divorce en vue de restreindre les délits sexuels, d'aménager les forêts où les malfaiteurs se retirent, de combattre les influences nocives des grandes agglomérations, de réduire l'alcoolisme, surtout en élevant les impôts sur les boissons alcooliques, de surveiller les écoles et les associations pour éviter qu'elles ne deviennent des centres de la criminalité, de diminuer le nombre des fêtes populaires, d'abolir les débats publics devant les tribunaux, d'intensifier l'assistance aux enfants délaissés ou négligés et aux orphelins¹¹.

Avançant ces propositions Lombroso s'associe aux penseurs du siècle des Lumières qui ne se sont jamais lassés de répéter qu'il est mieux de prévenir les délits que de les punir¹². Insister sur ce fait est important car il montre que Lombroso était loin de ne voir que les causes naturelles de la criminalité, mais qu'il était bien conscient que tout au moins les causes de la délinquance de certains criminels résident dans les faits sociaux¹³. Cette allusion aux moyens de la politique générale tendant à prévenir le crime, auxquels Lombroso fait si ardemment appel doit suffire.

Mais discutant la pensée lombrosienne en général ajoutons en passant quelques remarques qui font apparaître Lombroso comme explorateur de méthodes nouvelles qui ne se rapportent pas exclusivement à l'étude de la délinquance, et qui démontrent, en plus, que Lombroso est un précurseur de certaines conceptions criminologiques modernes. C'est Lombroso qui nous décrit un appareil appliquant les mêmes méthodes que le détecteur de mensonges afin d'enregistrer les réactions affectives d'un homme¹⁴. L'effet criminogène des réunions de jeunes dans les rues¹⁵ fait penser à William Foot Whyte¹⁶ et par là à Clifford R. Shaw¹⁷, à *Street Corner Society* et *Delinquency Areas*. La critique faite par Lombroso aux maisons de réforme de son temps, dénonçant les contacts néfastes qui y sont possibles, rappelle la théorie de la *differential association* de Edwin H. Sutherland¹⁸. C'est Lombroso qui, comme Sigmund Freud, parle de *l'amoralité de l'enfant*¹⁹. Et c'est lui qui, anticipant la pensée de Ludwig Szondi, espère rendre inoffensifs les délinquants nés, dépistés dès leur première enfance et élevés très soigneusement

11. Voir LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 1^{re} éd., p. 208-213, 216, 218; 5^e éd., vol. III, p. 312, 313, 314, 330, 358, 621; *Troppo presto*, p. 68.

12. MONTESQUIEU, *De l'esprit des lois*, VI, 9 : « ... un bon législateur s'attachera moins à punir les crimes qu'à les prévenir », pour ne citer que cet auteur.

13. Voir LOMBROSO, *Le crime, causes et remèdes*, p. III, où il repousse le reproche « d'avoir laissé de côté l'étude des causes économiques et sociales du crime ». D'autre part il insiste sur le fait que la délinquance et la peine sont des phénomènes naturels dont Lombroso dénonce les précurseurs parmi les plantes et les bêtes; voir *L'Uomo delinquente*, 5^e éd., vol. I, p. 2 et s.

14. *Op. cit.*, vol. I, p. 413, 420.

15. *Op. cit.*, 1^{re} éd., p. 212.

16. William FOOT WHYTE, *Street Corner Society*, 2^e éd., Chicago, 1955.

17. Clifford R. SHAW, *Delinquency Areas*, Chicago, 1929.

18. Edwin H. SUTHERLAND, *Principles of Criminology*, 4^e éd., Chicago, Philadelphie, New York, 1924, 1939, p. 6.

19. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 1^{re} éd., p. 202.

en leur assignant des activités sociales approuvées qui correspondent à leurs tendances nocives. Il en donne déjà un exemple, celui d'un individu avec hérédité tarée et doué des stigmates criminogènes, individu que Lombroso qualifie de délinquant né, mais qui est un chirurgien de toute première classe cependant, exécutant des interventions chirurgicales risquées mais toujours géniales²⁰. Cependant Lombroso ne nous dit pas si ces opérations ont réussi ou non !

Si je me tourne maintenant vers les conceptions de Lombroso en matière de politique criminelle il sied tout d'abord de jeter un coup d'œil sur le droit pénal italien du temps de notre auteur. L'Italie, unie en nation dans les années de 1859 à 1861, adopta pour sa plus grande partie le Code pénal du Piémont de 1859, ceci à l'exception de la Toscane qui gardait son code pénal de 1853, modifié en 1860²¹. Comme dans tous les pays on estimait, dans ce temps, la peine privative de liberté être la panacée pour combattre la criminalité. C'est pourquoi cette peine dominait le système des sanctions des deux codes. Toutefois une différence fondamentale les divisait : la Toscane avait aboli la peine de mort, le Code du Piémont l'avait retenue. Et c'était cette différence qui empêchait d'adopter l'un ou l'autre de ces codes pour tout le royaume de la péninsule. Pendant de nombreuses années des discussions parlementaires acharnées tournèrent autour de cette question et empêchèrent l'unification du droit pénal italien²². Ceci, qu'il soit dit entre parenthèses, n'est point une particularité du droit italien : la question de la peine de mort a failli rendre impossible l'unification du droit pénal suisse dans notre siècle même; afin de sauver l'unification on avait même pensé à l'expédient de laisser cette question aux cantons²³. Ajoutons que le Code Zanardelli de 1889, dans son article 11, abolissait la peine de mort dans toute l'Italie. Et ajoutons encore que Lombroso n'était nullement partisan de l'unification du droit pénal italien. Ses recherches concernant la criminalité et les criminels en Italie lui avaient fait constater que des différences assez prononcées se faisaient voir dans un pays composé de régions où règnent des conditions géographiques, climatiques et sociales si diverses²⁴.

Si je discute maintenant les conceptions de Lombroso en politique criminelle, je traiterai tout d'abord ses propositions quant aux actes à rendre punissables ou bien à décriminaliser, puis je m'occuperai des sanctions pénales que Lombroso estime adéquates. Pour finir je tenterai de dégager les caractéristiques de la politique criminelle de Lombroso.

Il est surprenant de constater que les questions de criminalisation et de décriminalisation d'un certain comportement en général ne paraissent pas

avoir occupé Lombroso au moment de rédiger la première édition de *l'Uomo delinquente*. On n'en trouve aucune trace dans cette œuvre qui porte toute son attention aux qualités spéciales et aux différentes catégories des délinquants, et en plus aux sanctions à prendre. Ce n'est que dans son attaque du projet du Code Zanardelli que Lombroso avance quelques considérations en cette matière. Cependant il ne touche que des points de moindre importance. Il est évident que ce sont les questions de la classification et du traitement des délinquants qui l'intéressent en toute première ligne.

Quant à la décriminalisation Lombroso, d'une manière très moderne, reproche au rédacteur du projet d'avoir retenu comme punissables des comportements qui peuvent être réprimés par la morale. Ainsi il combat la punition de la femme qui avorte et, vu le sort néfaste des enfants trouvés, que Lombroso estime condamnés à une mort prématurée, la punition de la mère qui tue son nouveau-né. En plus, doivent rester impunis le duel et l'adultère²⁵. La motivation de cette attitude semble bien actuelle : « Le pénaliste ne doit pas moraliser ou, comme je dirais, faire l'œuvre du théologien. »²⁶ Les remarques de Lombroso reprochant au projet Zanardelli d'avoir omis de prévoir la punissabilité de certains faits sont rares et peuvent être négligées. Il s'agit de dispositions très spéciales comme celle d'obliger les médecins à dénoncer un crime dont ils découvrent les traces lors de l'exécution de leur profession²⁷.

En 1897 Lombroso revient sur ces idées. Il défend non seulement l'impunité des infractions déjà mentionnées, mais, de même, vu leur manque de danger social, des délits politiques purs, et de la diffamation si l'auteur prouve avoir agi de bonne foi. Toutefois les opinions de Lombroso quant au traitement de ces auteurs sont plus nuancées. La femme qui a avorté ne doit pas échapper à toute sanction, mais elle doit être réprimandée²⁸; la mère qui a tué son enfant doit être, de même, réprimandée mais, en plus, s'engager à vivre honnêtement et fournir une caution, procédure qui suit évidemment l'exemple du *binding-over* du droit anglo-saxon²⁹. Par contre l'assistance au suicide doit rester sans aucune sanction³⁰. Peu de remarques touchent le problème de la criminalisation. Lombroso estime que la perpétration d'un crime par plusieurs auteurs démontre que ces délinquants sont, par le fait de leur collaboration, plus dangereux et des sanctions plus sévères à leur égard sont indiquées³¹.

En ce qui concerne la classification des délinquants et, en conséquence, la discussion des traitements différents convenant aux divers types de criminels, Lombroso est bien plus explicite. Ainsi, déjà, dans la première édition de *l'Uomo delinquente*, comme l'Autrichien Wilhelm Emil Wahlberg en 1869³²,

20. LOMBROSO, *op. cit.*, 5^e éd., vol. III, p. 624.

21. Voir Enrico PESSINA, « Il diritto penale in Italia da Cesare Beccaria alle promulgazione del codice penale vigente (1764-1890) », in *Enciclopedia del diritto penale italiano*, Raccolta di monografie a cura di Enrico Pessina, vol. II, Milan, 1906, p. 655.

22. PESSINA, *op. cit.*, p. 656-660, 666-668, 686, 703. Voir aussi les documents présentés par Alberto AQUERONE, *L'unificazione legislativa e i codici del 1865*, Milan, 1960.

23. Conseil national, compte rendu sténographique, éd. spéciale, p. 102-134; voir tout spécialement l'amendement éventuel de Grünfeld, p. 103 : « Art. 33 bis, premier alinéa. La peine de mort peut être prévue par la législation cantonale pour les crimes que le présent code punit de la réclusion à vie »; Conseil des Etats, compte rendu sténographique, éd. spéciale, p. 77-91, avec proposition Suter analogue à l'amendement Grünfeld. Les délibérations ont mené à l'abolition de la peine de mort.

24. Voir déjà LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 1^{re} éd., p. 121-122, 123-124, 209, mais tout spécialement *Troppo presto* 62; l'unité politique de l'Italie n'exigerait nullement l'unification de son droit pénal.

25. LOMBROSO, *Troppo presto*, p. 34-35.

26. *Op. cit.*, p. 34.

27. *Op. cit.*, p. 17.

28. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 5^e éd., vol. III, p. 559.

29. *Op. cit.*, p. 516.

30. *Op. cit.*, p. 569.

31. *Op. cit.*, p. 573. *Il dibattito sull'estensione del codice penale sardo alla Toscana e sulla pena di morte*, p. 322-348, *le reazioni all'abolizione della pena capitale*, p. 348-361.

32. Wilhelm Emil WAHLBERG, *Das Prinzip der Individualisierung in der Strafrechtspflege*, 1869.

Le principe de l'individualisation de la peine fut déjà défendu par Heinrich Pestalozzi, *Arners Gutachten über Kriminalgesetzgebung* (1782), œuvres éd. Paul Baumgartner, Schriften aus der Frühzeit 1765-1783, Erlenbach-Zürich 1945, p. 268-269, toutefois sans employer le terme de l'individualisation.

mais sans se référer à lui, il parle de l'individualisation de la peine. Discutant le système progressif de l'exécution des peines, il dit : « Mais au lieu et d'ensemble avec la graduation de la peine, il faut essayer de réaliser ce système que j'appellerai, d'une manière un peu barbare, l'*individualisation* des peines; ce qui veut dire qu'il faut appliquer des méthodes de répression et d'occupation spéciales adaptées aux individus en question... »³³. Et c'est Lombroso qui reproche aux juges de faire abstraction de la personnalité de l'auteur d'un crime en ne jugeant que le fait incriminé « comme s'il était une anecdote, un incident dans la vie de son auteur malheureux »³⁴. Saleilles, dans sa célèbre étude systématique des différents aspects de l'individualisation en droit pénal, n'a pas manqué de constater cette prise de position de Lombroso. Tout en admettant « que, dès 1869, Wahlberg... lançait dans la circulation le mot même de l'individualisation », il rend hommage au rôle de Lombroso comme précurseur en disant : « ... il... faut... reconnaître que pour donner au principe nouveau toute son ampleur, et plus encore que sa portée, son fondement définitif, il fallait la construction à base de solide logique de l'école italienne »³⁵.

Quant aux différents types de délinquants et aux sanctions qui leur conviennent, il est facile de déceler les principes vers lesquels Lombroso s'oriente :

1. Les résultats de ses recherches en anthropologie criminelle l'avaient porté à distinguer, comme je l'ai déjà relevé, deux grands groupes de criminels bien différents l'un de l'autre : le criminel-né et les types de criminels qui lui ressemblent, comme l'aliéné criminel, d'une part, et tous les autres types de criminels d'autre part qui, toutefois, ne constituent point un groupe homogène et ne doivent pas tous être soumis au même traitement. Les différences de traitement sont, au contraire, très grandes. Car c'est ici que Lombroso revient sur la question de la décriminalisation. Selon Lombroso, une politique rationnelle doit se baser sur les résultats des recherches scientifiques des criminels. Elle fixera les sanctions en relation avec le danger social qu'un délinquant présente. Ainsi ce n'est pas à cause d'un acte de peu de gravité qu'il faut, en principe, exempter un sujet d'une peine ou ne recourir qu'à une sanction légère, mais à cause du danger social que sa personne présente, même s'il s'agit d'un fait grave, comme par exemple un homicide volontaire commis à la fin d'une vie honorable, si la répétition du délit est exclue³⁶. On se souvient de cette méthode de décriminalisation si l'on pense aux différents pays dont la procédure pénale permet au procureur public de renoncer à une

33. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 1^{re} éd., p. 226 : « Ma oltre ed insieme alle graduazioni devesi cercare di attuare quella che barbaramente chiamero l'*individualizzazione* della pena; si devone, cioè applicare speciali metodi di repressione e di occupazione a seconda dei singoli individui, come usa il medico che prescrive speciali norme dietetiche e terapeutiche secondo i vari malati. » La manière dont Lombroso s'exprime fait voir qu'il ne connaissait pas la publication de Wahlberg.

Lombroso, *op. cit.*, 5^e éd., vol. III, p. 528, insiste sur le fait que la peine doit être utile pour la société et, dès lors, varier selon le danger social que le délinquant représente.

34. LOMBROSO, *op. cit.*, 1^{re} éd., préface : « Da una parte il giudice astraendo, quasi sempre, il reo del reato, riguarda spesso il crimine come un aneddoto, un incidente nella vita dello sciagurato suo autore »; voir aussi *op. cit.*, 5^e éd., vol. III, p. 528.

35. R. SALEILLES, *L'individualisation de la peine. Etude de criminalité sociale*, 2^e éd. avec la collaboration de Gaston Morin, 1898, Paris, 1909, p. 214.

36. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 5^e éd., vol. III, p. 528; voir aussi p. 564 où il dit que la délinquance par passion peut paraître assez punie par le fait d'avoir commis le délit.

poursuite pénale s'il s'agit de cas bénins et de moindre importance, comme le font les codes de procédure pénale des pays nordiques, de la République fédérale allemande et de certains cantons suisses.

2. Lombroso est bien conscient des graves défauts de la peine privative de liberté comme elle était exécutée, à la règle, en Italie en ces temps. Il va même jusqu'à dire que cette peine, la prison, est la cause principale de la criminalité à moins qu'on n'ait adopté le système de la détention cellulaire³⁷. Cependant Lombroso ne fermait pas les yeux devant les désavantages de la détention cellulaire. Il déplorait ses effets nuisibles si elle était restreinte à l'isolement pur et simple du condamné, traitement qui ne pouvait provoquer que des conséquences désastreuses³⁸. C'est pourquoi Lombroso propose de former les condamnés au travail, tout spécialement au travail agricole comme cela se faisait déjà en Suisse. Il conseille d'instruire les détenus, de leur procurer une éducation morale, il parle de « *educare il sentimento* », et de les traiter d'une manière qui fortifie leur estime d'eux-mêmes afin de les préparer au retour à la vie libre³⁹. Et c'est un des reproches les plus sévères que Lombroso fait au projet Zanardelli que de mettre la peine privative de liberté au centre du système légal des sanctions, d'espérer amender les condamnés par cette peine sans se soucier de savoir si le nombre nécessaire de cellules était à disposition et si l'on disposait d'un personnel pénitentiaire suffisant, dûment préparé pour entreprendre cette tâche si difficile de rééduquer les détenus⁴⁰. C'est pourquoi Lombroso propose, au lieu de procéder à une révision de la loi pénale, de mettre sur pied une réforme pénitentiaire et d'y consacrer les moyens financiers suffisants⁴¹. Et Lombroso ne se lasse pas de se moquer des juristes qui pensent avoir prévenu un mal par le fait d'avoir édicté une loi le combattant sans se soucier de la réalisation que cette nouvelle loi demande. Ces remarques font voir que Lombroso a bien réfléchi au problème de l'efficacité des normes juridiques⁴².

Si l'on se souvient des principes dirigeant la pensée de Lombroso en matière de politique criminelle, il n'est point surprenant de constater que Lombroso se préoccupe de trouver des mesures remplaçant les peines privatives de liberté s'il s'agit de délinquants autres que les criminels-nés ou leurs semblables. Cette recherche est faite par Lombroso en tout premier lieu afin d'éviter les courtes peines de liberté. Mais il paraît que Lombroso a eu quelque difficulté à imaginer des procédés pouvant remplacer ces peines qu'il jugeait inefficaces et même nuisibles⁴³. Lire ces opinions de Lombroso rappelle les discussions actuelles tendant à trouver des solutions à cette question épineuse⁴⁴. Lombroso parle du travail obligatoire, on dirait aujourd'hui

37. LOMBROSO, *op. cit.*, p. 254 : « La maggiore causa d'ogni delitto è il carcere ». Mais déjà dans la première édition de cette œuvre, p. 219, Lombroso relevait les effets nuisibles de l'incarcération si l'on n'appliquait pas la détention cellulaire.

38. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 1^{re} éd., p. 217-218, 5^e éd., vol. III, p. 449.

39. LOMBROSO, *op. cit.*, 1^{re} éd., p. 221.

40. LOMBROSO, *Troppo presto*, p. 52-54, 59, 69.

41. *Op. cit.*, p. 55, 70.

42. *Op. cit.*, p. 67. Lombroso se fait partisan de la théorie expliquant l'autorité des normes juridiques par le fait que les personnes sujettes à ces normes les acceptent : « Gli antropologi... sanno che, quando un'idea non è fatta carne delle nostri carni, se anche imposta sotto forma di legge, vi resta lettera morta », p. 70.

43. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 1^{re} éd., p. 219.

44. Substituer d'autres sanctions aux peines privatives de liberté n'est-il pas un sujet éternel de discussion à notre époque ? Voir par exemple la Résolution n° 2 du Conseil des ministres européen des 3 et 4 juin 1976 sur les mesures de substitution aux peines privatives de liberté.

d'hui travail d'utilité publique⁴⁵, des arrêts qu'on subit chez soi, de l'amende qui, cependant, ne doit pas être fixée trop basse par la loi afin de pouvoir frapper efficacement certains criminels des temps modernes qui sont bien sensibles à cette espèce de peine⁴⁶. Lombroso fait même allusion à la possibilité de disposer de l'amende en faveur de la victime du délit, si souvent oubliée⁴⁷. Lombroso approuve le projet Zanardelli pour avoir prévu l'arrêt à subir chez soi et l'obligation au travail public dans certains cas⁴⁸.

Parmi les sanctions aptes à remplacer les courtes peines privatives de liberté, Lombroso énonce celles d'un tout autre type, quand il propose d'ordonner un jeûne, d'appliquer une douche, et quand il a recours à d'autres peines corporelles, quoique légères, comme le fouet. Toutefois il prévoit l'opposition qui va s'élever contre ces propositions et il ajoute que ces peines ne devraient être introduites que si elles sont conciliables avec les conceptions modernes⁴⁹.

Ainsi Lombroso arrive, dans ses dernières œuvres, à une politique criminelle très nuancée. Il est évident, et Lombroso l'avoue franchement, qu'il a profité des critiques des juristes appartenant à son école, notamment d'Enrico Ferri et de Raffaele Garofalo⁵⁰. A la dernière édition de *L'Uomo delinquente* est insérée une longue liste de toutes les sanctions que son école prévoit, avec aussi la mise à l'épreuve. Lombroso insiste sur le fait qu'il faut adapter la sanction à l'individualité du criminel et non pas punir tous les délinquants de la même manière ce qui équivaldrait au médecin ordonnant à tous ses malades le même extrait de rhubarbe⁵¹. Lombroso établit non seulement une liste des sanctions à prévoir, mais donne des indications très précises concernant quelle sanction devrait être appliquée en tenant compte du sexe, de l'âge du délinquant et de l'infraction en question⁵². Le fait de tenir compte de l'infraction commise trahit l'influence de ses amis juristes. Pour finir il adopte, quoiqu'en le modifiant légèrement, le système élaboré de Garofalo qui, pour chaque type psychologique de délinquant, en tenant compte de l'infraction, indique le type de sanction adéquate⁵³.

En ce qui concerne le criminel-né, et partant incorrigible, le jeune Lombroso veut lui imposer une sanction privative de liberté afin de mettre cet individu hors d'état de nuire à autrui. Lombroso prévoit des établissements spéciaux où les condamnés sont transférés après avoir été examinés par une commission composée de directeurs et de médecins d'établissements pénitentiaires, de juges et de citoyens⁵⁴. Les détenus y seraient soumis à un régime moins strict que dans un établissement pénitentiaire ordinaire, mais astreints au travail. Ils ne seraient libérés que s'ils avaient donné des preuves d'amen-

45. V. Code pénal suisse, art. 87, al. 1, 95 ch. 1, al. 1, en ce qui concerne le droit des mineurs. Loi turque n° 647 du 13 juillet 1965, art. 4, b.

46. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 1^{re} éd., p. 219.

47. LOMBROSO, *op. cit.*, 5^e éd., vol. III, p. 532-533.

48. LOMBROSO, *Troppo presto*, p. 1.

49. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 1^{re} éd., p. 219.

50. LOMBROSO, *op. cit.*, 5^e éd., vol. III, p. 528.

51. LOMBROSO, *op. cit.*, p. 529-538; *ibid.*, *Le crime, causes et remèdes*, Paris, 1899, p. 470-478.

52. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 5^e éd., vol. III, p. 557 et s.; *Le crime, causes et remèdes*, p. 495 et s.

53. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 5^e éd., vol. III, p. 588; RAFFAELE GAROFALO, *Criminologia*, 2^e éd., 1891, p. 457 et s., qui y établit son système rationnel des peines.

54. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 1^{re} éd., p. 228.

dement extraordinaires. La détention cellulaire ne leur est imposée que s'ils commettent des infractions pendant le séjour dans cet établissement. Lombroso se demande s'il ne faut pas avoir recours à la peine de mort dans ce cas, mais il ne veut pas rouvrir la discussion de cette question. Quoiqu'il laisse entrevoir une certaine sympathie pour cette peine, « inscrite au livre de la nature et de l'histoire », il incline aux conceptions modernes s'exprimant pour l'abolition de cette peine⁵⁵. Mais déjà sa critique du projet Zanardelli fait voir une attitude totalement changée. Les criminels-nés sont assimilés aux bêtes sauvages⁵⁶, les défenseurs de l'abolition de la peine de mort sont accusés d'un sentimentalisme faux⁵⁷, et la peine de mort est prévue envers des délinquants incorrigibles, cependant pour des cas rares seulement⁵⁸. Lombroso a maintenu cette opinion jusqu'à la fin de sa vie⁵⁹. Il est à peine nécessaire de souligner que cette manière de voir ne fut point celle de toute l'école italienne, pas même de tous ses chefs; Enrico Ferri se prononça, même au Parlement, contre cette peine⁶⁰.

Quant aux criminels aliénés Lombroso propose, suivant le modèle anglais⁶¹, de les renvoyer pour un temps indéterminé dans des établissements spéciaux pour ce type de délinquant. Car « les envoyer à la prison serait une injustice, les laisser libres un danger »⁶². Ces établissements devraient être dirigés par un médecin, mais le personnel serait du service pénitentiaire, ce qui s'explique par le fait que la discipline y devrait être plus stricte que dans un hôpital. Lombroso ne manque pas d'énoncer les types de criminels qui devraient être dirigés vers cet établissement. La décision de renvoi serait confiée à une espèce de jury composé de citoyens, de juges et de psychiatres⁶³.

Ainsi Lombroso a esquissé deux mesures de sûreté qui, aujourd'hui, nous sont familières quoique les débats quant à leur exécution soient loin d'être terminés⁶⁴: l'internement des délinquants d'habitude et des délinquants mentalement anormaux⁶⁵.

55. *Loc. cit.*

56. LOMBROSO, *Troppo presto*, p. 23.

57. *Op. cit.*, p. 22.

58. *Op. cit.*, p. 26.

59. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 5^e éd., vol. III, p. 585; *Le crime, causes et remèdes*, p. 518 et s.

Il est intéressant de voir qu'en 1881 déjà Friedrich NIETZSCHE parle du criminel comme d'un malade qui doit être libéré de ses pulsions nuisibles et insupportables et auquel, s'il n'y a aucune possibilité d'amendement, doit être offerte la possibilité de commettre un suicide; F. NIETZSCHE, *Morgenröte Gedanken über die moralischen Vorurteile, Drittes Buch* (1881), éd. Karl Schlechta, vol. I, 2^e éd., Munich, 1960, n° 202, p. 1149.

60. Voir l'extrait d'un discours de Enrico FERRI, au Parlement italien, du 8 juin 1888, in *Appunti al nuovo Codice penale*, 2^e éd., Turin, 1889, p. 115 et s.

61. LOMBROSO (*L'Uomo delinquente*, 1^{re} éd., p. 230) retrace cette institution jusqu'en 1786. Max GRÜNHUT (*Penal Reform*, Oxford, 1948, p. 437), indique comme son origine la loi concernant les aliénés criminels de 1800. Glanville WILLIAMS (*Criminal Law, The General Part*, 2^e éd., Londres, 1961, par. 151, p. 456), relate cependant que cette loi fut donnée afin de protéger le public, car auparavant le juge avait le pouvoir d'ordonner la détention d'un criminel reconnu aliéné, pratique qui ne fut pas toujours respectée.

62. LOMBROSO, *op. cit.*, p. 230.

63. *Op. cit.*, p. 233, 243-244.

64. Voir, sur la question si les établissements pour les délinquants mentalement anormaux doivent être construits séparément des autres établissements pénitentiaires ou bien comme des annexes à ceux-ci, ce que Lombroso proposait en 1876 comme pis-aller s'il s'avérait impossible, en Italie, de créer des établissements spéciaux en temps utile, *op. cit.*, p. 244.

65. Voir par exemple le Code pénal suisse, art. 42 et 43 selon la loi du 18 mars 1971, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1971; le Code pénal français, art. 58; le Code pénal de

Il est évident que les propositions faites par Lombroso en matière de politique criminelle au sens le plus strict sont guidées par l'idée de la prévention spéciale. Elles tendent au traitement le plus efficace pour chaque type de délinquant découvert et traduit en justice. La prévention générale entre en cause s'il s'agit d'empêcher qu'un délit ne soit commis. Comme nous l'avons constaté, c'est au moyen de la politique générale que Lombroso a recours pour arriver à ce but. Cependant une remarque dans sa critique du projet Zanardelli permet de voir que Lombroso avait toute confiance en l'effet d'intimidation d'une menace de peine. Lombroso reproche au projet Zanardelli d'avoir prévu, en général, des peines trop douces qui n'avaient pas la force d'intimider les sujets de race italienne⁶⁶. Et encore une remarque générale : Lombroso s'occupe du criminel classique; il n'a pas encore à se soucier de la criminalité des gens de bien qui comparaissent devant le juge, de nos jours, pour des infractions routières, des délits de négligence, et dont certaines formes de comportement devraient être punies comme crimes économiques.

Mais, à part des innovations que Lombroso proposait en matière de classification et de traitement des délinquants, n'oublions pas qu'il a, de même, demandé des changements d'ordre procédural. Ces propositions, même si elles ne sont ni révolutionnaires ni fondamentales, font voir que Lombroso, encore une fois bien moderne, concevait le droit pénal, l'organisation judiciaire, la procédure pénale, le système pénitentiaire et l'application de toutes ces normes juridiques comme une unité⁶⁷. En 1876 il proposa de restreindre les possibilités de former un recours en cassation pour vice de forme, tout au moins s'il s'agissait de récidivistes⁶⁸. Critiquant le projet Zanardelli il demande, comme bien des gens après et avant lui, que les procédures pénales soient accélérées, en plus il préconise des juges inamovibles et un bon équipement de la police en mettant à son service les moyens scientifiques modernes⁶⁹. En 1897 il propose de suspendre les institutions libérales en procédure pénale pour un certain temps si la criminalité augmente; il pense au droit à l'inviolabilité du domicile, à l'interdiction d'une détention afin de prévenir un délit et à la liberté de réunion⁷⁰.

Mais Lombroso parle d'autres projets de réforme : l'élection populaire des juges afin de les soustraire aux machinations des parlementaires⁷¹, l'abolition du jury⁷², l'introduction d'avocats spéciaux pour les personnes pauvres⁷³, l'abolition de la procédure orale si elle ne fait que répéter l'instruction⁷⁴, une procédure simplifiée en matière d'amende⁷⁵, attribuer au procureur public le droit de demander des dommages-intérêts en faveur de la victime⁷⁶, l'interdic-

la République fédérale allemande, révisé, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1975, par. 63, 66; le Code pénal autrichien du 23 janvier 1974, par. 21, 23; le Code pénal italien de 1939, art. 219 et 222.

66. LOMBROSO, *Troppo presto*, p. 14.

67. *Op. cit.*, p. 52-55, 59, 67-68.

68. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 1^{re} éd., p. 244-245.

69. LOMBROSO, *Troppo presto*, p. 67-68.

70. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 5^e éd., vol. III, p. 318.

71. *Op. cit.*, p. 443.

72. *Op. cit.*, p. 483.

73. *Op. cit.*, p. 444.

74. *Op. cit.*, p. 496.

75. *Op. cit.*, p. 532.

76. *Op. cit.*, p. 533.

tion de la détention préventive s'il s'agit de mineurs⁷⁷. La règle *in dubio pro reo* ne devrait pas être appliquée s'il s'agit d'un criminel-né⁷⁸, l'appel et le droit de grâce devraient être supprimés⁷⁹. Toutes ces propositions sont nées du souci d'assurer une procédure pénale rapide et efficace qui ne serait point paralysée par des trucs d'avocats, gens que Lombroso n'aimait pas trop⁸⁰, ou par des machinations politiques.

Entendant ces propositions, certaines d'entre elles peuvent nous paraître étranges, d'autres ont été réalisées aujourd'hui, comme l'abolition du jury dans certains pays et l'introduction d'une procédure simplifiée en matière de contraventions. Et qui peut s'empêcher de penser à certains accusés et à leurs avocats qui prennent avantage de toutes les possibilités qu'une procédure pénale libérale leur procure dans le seul but de ralentir l'affaire et de rendre impossible un jugement. Et n'a-t-on pas pu lire récemment la proposition toute sérieuse d'un juriste italien de suspendre, par décision judiciaire, pour un certain temps, les droits constitutionnels des membres du crime organisé ?⁸¹

Si je m'efforce de dégager les traits principaux de toute la politique criminelle de Lombroso, je me garderai de dire que, les bases scientifiques des réflexions de Lombroso en cette matière étant aujourd'hui ébranlées, ses idées de politique criminelle sont dépourvues de valeur. Car il est facile de constater que les deux grands groupes de criminels que Lombroso distinguait, les délinquants habituels et les autres, existent, quelles qu'en soient les causes et quoique nous admettions des transitions entre ces groupes. Et en outre, ne peut-on pas voir arriver, de temps à autre, des chercheurs qui pensent pouvoir prouver qu'il y a des facteurs génétiques de la criminalité, comme l'a fait récemment D. Rosenthal ?⁸² Et qu'on se souvienne de la querelle de savoir si des aberrations chromosomiques étaient la cause de la criminalité ou tout au moins de certaines formes de délinquance⁸³. N'oublions pas que nous vivons dans une époque qui aime passer sous silence le fait que l'homme est un être vivant, qui a une base biologique et qui est soumis aux données biologiques, une époque qui préfère ne voir que des données et des influences sociales.

Comme Lombroso n'a pas prétendu que toute la criminalité était le fait de certains facteurs biologiques et comme il a décrit d'autres types de criminels

77. *Op. cit.*, p. 564.

78. *Op. cit.*, p. 494.

79. *Op. cit.*, p. 490, 491.

80. Voir par exemple *Troppo presto*, p. 67.

81. R. SPIZUOCO, « La delinquenza e la revisione della costituzione », *Giustizia penale*, 1975, I, 344.

82. ROSENTHAL, « Heredity in Criminality », *Crim. Justice Behv.* 2, 1975-3; v. compte rendu in *Abstracts on Criminology and Penology*, 16, 1976, 272, n° 975.

83. Voir M. BÉNÉZEC, *La responsabilité pénale des sujets porteurs d'une anomalie du chromosome Y*, Bordeaux, 1973; Richard G. FOX, « The XXY Offender : a Modern Myth ? », *The Journal of Criminal Law, Criminology and Police Science*, 62, 1971, 59; D. S. BORGANKER, S. A. SHA, « The XXY Chromosome. Male - or Syndrome ? », *Progress Med. Gen.*, 10, 1974, 135; S. A. SHA, « Gli attuali sviluppi della genetica e loro implicazioni per i problemi della devianza sociale », *Quaderni di Criminologia clinica*, 17, 1975, 173; v. compte rendu in *Abstracts on Criminology and Penology*, 16, 1976, 26, n° 40, 390 n° 1460; R. A. PFEIFFER, « Die kriminologische Bedeutung der Chromosomenanomalien », in *Kriminologische Gegenwartsfragen*, 9, Stuttgart, 1970, p. 119; W. F. HABERLANDT, *Cytogenetische Untersuchung einer auslesefreien Population von Kriminellen und einer vergleichbaren Kontrollserie*, *ibid.*, p. 142. Il paraît que les premiers médecins ayant constaté ces anomalies auprès de certains délinquants ont succombé à la même erreur que Lombroso avait commise en attribuant les fameux stigmates du crime aux criminels seuls. Ce n'étaient que les recherches englobant des groupes de contrôle qui dissipèrent cette erreur comme tel était le cas pour les anomalies chromosomiques.

que le criminel-né, un examen de ses idées en matière de politique criminelle peut faire abstraction de ses conceptions d'anthropologie criminelle et les critiquer. Qu'il soit dit seulement, afin de dissiper tout malentendu, que le criminel-né, tel que Lombroso l'a conçu et décrit, est un mythe. Ce fut Gabriel Tarde, le premier, qui a dénoncé cette coïncidence impossible des données biologiques, changeant si lentement, et des données sociales, sujettes si souvent aux changements, comme le révèle tout spécialement l'histoire du droit pénal que Tarde rappelle, coïncidence que la notion de criminel-né présuppose. Ce que l'on peut retenir, c'est la possibilité d'une vulnérabilité spécifique basée sur des données génétiques, qui pourrait faciliter le développement d'une carrière criminelle, conclusion à laquelle est arrivé de même récemment S. A. Sha 84.

Pendant il sied de jeter un coup d'œil sur le concept général que Lombroso avait de la criminalité et du fondement des sanctions que Lombroso n'a jamais cessé d'appeler peines ou sanctions pénales, quoiqu'il s'agît bien plus de mesures de sûreté, tendant soit à la protection de la société, soit à l'amendement du criminel.

Pour Lombroso le crime est un phénomène naturel et nécessaire 85. Toutefois ce sont aussi les conditions sociales qui peuvent être la cause de la criminalité et partant la rendre nécessaire 86. Cependant ceci ne veut pas dire qu'on n'ose pas réagir contre le crime. Mais ce n'est ni le besoin de venger, ni le désir d'amender le coupable et encore moins l'expiation du crime ou le châtement d'un homme pour avoir abusé de sa faculté de choisir librement, qui justifieraient le droit de punir. Ce n'est que le droit de se défendre contre un agresseur qui donne la base rationnelle au droit de punir. Et Lombroso s'en réfère, à tort ou à raison, à Beccaria et Romagnosi, Carmignani et Poletti, aux Anglais Hobbes et Bentham, aux Allemands Hommel, Feuerbach, Grolmann et Holtzendorf, et au Français Ortolan 87. Il en suit que ce n'est que la peine nécessaire à la prévention du danger social qu'un certain criminel représente qui est légitime 88. Lombroso espère que la peine, conçue de cette manière, deviendra « moins barbare, mais en même temps moins contradictoire et sûrement plus efficace » 89.

Si l'on examine la manière dont Lombroso a avancé ses propositions en matière de politique criminelle deux constatations s'imposent :

1° Il est étonnant d'observer la prudence qui a guidé Lombroso. Lombroso s'efforce de prouver que les sanctions qu'il propose n'ont rien de nouveau et qu'elles ont été déjà introduites par d'autres législations que celle de son pays. Ceci vaut même pour le traitement des récidivistes endurcis, les criminels-nés 90,

84. S. A. SHA, *op. cit.*, note 83.

85. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 1^{re} éd., p. 204. L'idée que le crime est un phénomène naturel est exprimée encore plus fortement dans la 5^e édition de cette œuvre, vol. III, p. 518.

86. *Op. cit.*, 1^{re} éd., p. 208.

87. *Op. cit.*, p. 204-205.

88. *Op. cit.*, p. 208; 5^e éd., vol. III, p. 520. Sans le dire *expressis verbis*, Lombroso défend la même idée que Franz von Liszt : « Die richtige, das heisst, die gerechte Strafe ist die notwendige Strafe » (La peine adéquate, c'est-à-dire la peine juste, c'est la peine nécessaire); Franz von Liszt, *Der Zweckgedanke im Strafrecht (Marburger Universitätsprogramm 1882)*, in Liszt, *Strafrechtliche Aufsätze und Vorträge I*, Berlin, 1905, p. 166.

89. LOMBROSO, *op. cit.*, 1^{re} éd., p. 204.

90. *Op. cit.*, p. 229, citant une proposition faite en 1864 par la Chambre des Lords.

et pour l'asile destiné à recevoir les criminels aliénés. Lombroso démontre qu'un pays de tradition parlementaire depuis des siècles, la Grande-Bretagne, connaît depuis longtemps cette institution 91. De même concernant les sanctions et le traitement des autres catégories de délinquants, Lombroso s'efforce de prouver qu'il ne s'agit point d'innovations inventées par lui-même, mais d'institutions qui avaient déjà fait leurs preuves dans d'autres pays 92.

2° Lombroso, considérant toute l'histoire des systèmes pénitentiaires, constate que le « système le plus récent paraît, pour un certain temps, être le meilleur, ce qui vaut par exemple pour la déportation ou la détention cellulaire; mais on s'aperçoit de son erreur quand l'institution qui fut la dernière devient l'avant-dernière... » 93. Mais Lombroso lui-même n'échappe pas à cette tendance. Evidemment le système de la détention cellulaire n'est plus pour lui la panacée et il ne veut le garder que si son exécution est profondément changée 94. Mais dans la première édition de *L'Uomo delinquente*, les sanctions nouvelles que l'auteur préconise sont celles qui, en ce temps-là, étaient les dernières venues, comme par exemple les maisons de réforme ou les *Ragged-schools*, espèce de home journalier pour les jeunes gens 95. La dernière édition de cette œuvre fournit bien plus d'exemples de ce genre. On y trouve la procédure de la *recognizance* et du *binding-over* du droit anglo-saxon 96 et, adoptés du même droit, le système de la mise à l'épreuve et le régime d'une maison de réforme spéciale, celle d'Elmira 97. On ose dire que Lombroso, si courageux et si innovateur qu'il était dans ses recherches en anthropologie criminelle, est caractérisé par une grande retenue dans son attitude concernant le traitement des délinquants.

Mais qu'il soit loin de nous de le lui reprocher. Lombroso n'avait pas les moyens diagnostiques et thérapeutiques à sa disposition qui nous sont familiers. Les moyens thérapeutiques que la psychologie des profondeurs, la psychologie des groupes et les recherches sociologiques nous ont apportés lui étaient inconnus. Qu'on se souvienne que ce n'est qu'en 1895 que fut publiée l'étude de Breuer et Freud sur l'hystérie, ce début des recherches psycho-analytiques, et que c'était dans ces années que Freud développait les principes de la psychanalyse 98. C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner de recevoir de Lombroso des conseils concernant le traitement de certains criminels, qui nous paraissent assez simples : le buveur doit être soumis à une cure d'abstinence et pour certains types de ces criminels Lombroso se rallie à ceux qui pensent que l'hypnose peut être utile, traitement dont Charcot faisait à cette époque largement usage 99. Le traitement du criminel-né dépisté dans sa jeunesse est analogue; Lombroso estimant que cet état psychique ressemble à l'épilepsie conseille une cure de bromure et l'hypnose 100.

91. *Op. cit.*, p. 230, voir *supra*, note 61.

92. Voir *infra*, le texte n° 2.

93. LOMBROSO, *op. cit.*, p. 50, fin de la note.

94. Voir *supra*, note 37 et le texte auquel elle se réfère.

95. LOMBROSO, *op. cit.*, p. 213, 217, 218.

96. LOMBROSO, *op. cit.*, 5^e éd., vol. III, p. 533.

97. *Op. cit.*, p. 535, 538.

98. *Studien über Hysterie von Dr. Jos. Breuer und Prof. Dr. Sigmund Freud*, Vienne, 1895, précédé d'une communication provisoire en 1893. Ce n'est qu'en 1899 que paraît l'œuvre fondamentale *Die Traumdeutung* de Sigmund Freud, Vienne.

99. LOMBROSO, *op. cit.*, p. 355-356.

100. *Op. cit.*, p. 397-398.

Si l'on veut juger l'apport de Lombroso à la politique criminelle, sa manière de s'exprimer parfois un peu inconsidérée présente un obstacle. Il arrive qu'il publie des propos bien trop généraux par exemple en disant, que l'amendement du coupable ne peut être ni le fondement du droit pénal ni le but des peines. Ces considérations accompagnées de chiffres très élevés de récidive¹⁰¹, ne peuvent se référer qu'aux criminels-nés ou bien aux autres criminels d'habitude condamnés, selon Lombroso, pour leur penchant à la récidive. En plus, Lombroso n'échappe pas au danger de se contredire : quoiqu'il combatte l'amendement du coupable comme but de la peine, tout le traitement qu'il prévoit pour le délinquant présentant un danger social minime est orienté par l'idée de la réintégration du condamné dans la vie libre et partant par l'idée de l'amendement. Et quoiqu'il dise que le criminel-né soit poussé à la délinquance par des pulsions innées et irrésistibles, il n'exclut point une libération de ces criminels après un séjour dans un établissement qui leur est destiné s'ils font preuve d'amendement, et il espère même éviter une carrière délictuelle de ces individus s'ils sont dépistés assez jeunes, soigneusement traités et préparés à des activités utiles correspondant à leurs tendances nocives.

Si je m'avance à porter un jugement global sur la politique criminelle de Lombroso, je me garderai de me mêler des querelles sur le fait de savoir si elle a été celle d'un penseur socialiste ou non, question passionnément discutée en Italie¹⁰². Ce qui importe c'est de savoir quelles ont été les conceptions de Lombroso en tant que telles et si elles sont utiles pour une politique criminelle moderne ou non; peu importe de savoir si l'on doit étiqueter Lombroso comme socialiste dans l'une ou l'autre acception de ce mot ayant tant de significations.

Si l'on examine la politique criminelle proposée par Lombroso dans son ensemble on peut constater deux tendances opposées :

— Vis-à-vis des délinquants-nés Lombroso se montre implacable. Combattre ce type de criminel correspond aux idées directrices de son temps, comme Darwin les avait exprimées. Lombroso ne manque donc pas de relever, en proposant la peine de mort pour les incorrigibles les plus endurcis, que par ce procédé on ne les empêche pas de se propager¹⁰³. Il faut mener un combat sans pitié contre les criminels-nés comme s'il s'agissait de bêtes féroces, épurant ainsi la race humaine et obéissant aux lois de la lutte pour la vie¹⁰⁴.

— Toute autre est l'attitude de Lombroso vis-à-vis des autres catégories de criminels à l'égard desquels il fait preuve d'une grande indulgence¹⁰⁵. Si le délinquant occasionnel ne présente aucun danger social, s'il n'y a pas de danger de répétition, Lombroso propose de lui épargner toute sanction. Pour d'autres catégories de criminels, il étudiait les possibilités de les soumettre aux traitements correctifs que son temps connaissait¹⁰⁶. Ainsi, dans sa substance,

101. LOMBROSO, *Tropo presto*, p. 70.

102. Voir MARIO SBRICCOLI, « Dissenso politico e diritto penale in Italia tra otto e novecento », *Quaderni Fiorentini per la Storia del pensiero giuridico moderno*, 1973, 682. Sbriccoli conteste à Lombroso la qualité d'être socialiste car celui-ci préfère l'évolution à la révolution, ce qui le fait passer pour un penseur conservateur suivant Burke et de Maistre... Par contre Giuseppe BETTIOL, « Su sacertà e devianza nel diritto penale », *L'Indice penale*, X, 1976, 212, déclare : « la teoria di difesa sociale è nata socialista. Basta pensare alla sua predicazione tramite la scuola positiva italiana... »

103. LOMBROSO, *op. cit.*, p. 24.

104. *Op. cit.*, p. 23.

105. Voir les références citées *supra*, note 36.

106. Voir par exemple LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 1^{re} éd., p. 215.

son système de politique criminelle rejoint celui de Franz von Liszt distinguant trois catégories de délinquants : ceux qui n'ont besoin que d'un avertissement sérieux pour cesser une activité délictueuse, ceux qui doivent être soumis à un traitement correctionnel plus intensif et enfin les incorrigibles qui doivent être mis hors d'état de nuire aux autres¹⁰⁷.

Cette manière de discuter les problèmes du traitement des délinquants nous paraît assez moderne. Cependant cette impression peut être fallacieuse. Car il se peut que les idées de Lombroso nous paraissent si modernes parce qu'il était le premier ou un des premiers à les défendre et parce qu'elles ne sont pas encore réalisées aujourd'hui.

Mais si l'on se demande quel est le vrai fondement des idées de Lombroso sur le crime, le criminel et son traitement, on découvre une contradiction assez étrange. D'une part le crime est décrit comme un phénomène naturel inéluctable, effet de certaines forces mécaniques agissant sur le criminel qui en est la proie : l'hérédité, l'éducation, l'environnement social et les facteurs météorologiques. Considéré ainsi le crime est le fait d'une loi de la nature. Mais Lombroso est loin de n'être qu'un homme de sciences naturelles. Si l'on lit attentivement ses œuvres, il se révèle moraliste, même moraliste fervent. Qu'on lise seulement les lignes qu'il a écrites sur les parlementaires négligeant leurs devoirs d'hommes d'Etat¹⁰⁸. Ou bien qu'on se souvienne qu'il parle de la peine comme conséquence d'un mal injuste¹⁰⁹, de son espoir de faire disparaître les délits sexuels si l'on trouve un équilibre entre les impulsions naturelles et les devoirs moraux. Il tente de concilier ces deux attitudes en se ralliant à l'opinion que la vraie morale est instinctive et innée¹¹⁰.

Mais il y a encore plus. Loin de s'arrêter à la constatation que le crime est un phénomène de la nature qu'il faut combattre, il discute l'utilité générale du crime. Si Darwin avait dit que ce ne sont que les organes utiles pour l'espèce qui survivent, et si la criminalité est nuisible, il y a par contre Herbert Spencer, de même évolutionniste, qui prévoit que la criminalité va augmenter. Comment concilier ces deux positions ? Lombroso, qui combattait inlassablement tout misonéisme¹¹¹, reconnaît au crime une fonction novatrice, surtout aux délits politiques. Et ceci le mène à une grandiose vision du futur, inspirée du même esprit utopiste que nous rencontrons aujourd'hui à chaque instant : dans une société future, à l'exception des délinquants nés, toute personne ayant des tendances délictueuses sera capable d'utiliser ces tendances d'une manière utile à tous¹¹².

En guise de conclusion : en matière de politique criminelle Lombroso est un des grands inspirateurs et animateurs des méthodes nouvelles qui cherchent à trouver une base rationnelle au droit pénal, soit un traitement adéquat de chaque délinquant. Ce sont les considérations de prévention spéciale qui ont le pas sur celles de la prévention générale. Toutefois si l'on fait abstraction du

107. FRANZ VON LISZT, *Der Zweckgedanke im Strafrecht*, cité à la note 87, p. 166.

108. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 5^e éd., vol. III, p. 341-342, 442.

109. *Op. cit.*, p. 527.

110. *Op. cit.*, p. 385-386.

111. C. LOMBROSO, R. LASCHI, *Der politische Verbrecher und die Revolutionen in anthropologischer, juristischer und staatswissenschaftlicher Beziehung*, édition allemande par H. KURELLA, Hambourg, 1891, p. 6 et s.

Est-ce un signe de ce misonéisme que la première édition de *L'Uomo delinquente* soit à peu près introuvable dans les bibliothèques ?

112. LOMBROSO, *L'Uomo delinquente*, 5^e éd., vol. III, p. 621.

traitement des délinquants habituels invétérés ou aliénés, ce ne sont pas les propositions en détail de Lombroso qui nous font lui attribuer cette qualification de grand innovateur. C'est plutôt à cause de son travail scientifique en général, de ses efforts pour étudier la criminalité et les moyens de la combattre comme un ensemble, un système, dirait-on aujourd'hui. Lombroso conscient des multiples causes de la criminalité nous a montré, par les recherches qu'il a faites comme médecin et sociologue, par sa collaboration avec des juristes, qu'une étude fructueuse de la délinquance ne peut se faire que par des recherches interdisciplinaires, mot inconnu à Lombroso, mais dont le sens a guidé ses travaux comme le trahissent les sous-titres de ses œuvres principales. Et si sa conception dominante, celle du criminel-né, ne nous paraît plus convaincante, on ose dire de lui ce qu'a dit Luther des grands hommes : « Les grands hommes doivent au bon Dieu de grandes erreurs, ils doivent Lui payer celles-ci honnêtement. Un grand homme ne commet pas de petites erreurs. »

CHRONIQUES

A. Chronique de jurisprudence

I. — DROIT PENAL GENERAL

par Jean LARGUIER

Professeur à la Faculté de droit de l'Université des sciences sociales de Grenoble

1. L'erreur de droit.

Un individu, condamné pour proxénétisme, est frappé de la peine accessoire de l'interdiction d'exploiter certains établissements, en application de l'article 34 de l'ordonnance du 23 décembre 1958, alors en vigueur (mesure encourue même lorsque la peine principale est une amende : Crim., 2 mars 1976, B., 79; il en irait de même pour la mesure aujourd'hui prévue par l'article 335-7 du Code pénal, rédaction de la loi du 11 juillet 1975). On sait que, pendant un temps, la Chambre criminelle a jugé qu'une mesure de ce genre, considérée comme une « mesure de police et de sécurité publique », n'était pas effacée par la réhabilitation : mais cette jurisprudence fut abandonnée en 1971 (cf. nos obs., cette *Revue*, 1973, p. 886 et référ.), précisément à propos de l'interdiction visée ci-dessus : dans l'affaire ayant donné lieu à l'arrêt de la Chambre criminelle du 14 octobre 1971, le condamné, ayant bénéficié de la réhabilitation légale, avait donc pu, postérieurement à cette réhabilitation, exploiter un hôtel de manière licite. Ce revirement de jurisprudence, probablement encouragé par la nouvelle rédaction de l'article 799 du Code de procédure pénale due à la loi du 17 juillet 1970, et fondé sur le souci de faciliter le reclassement hôtelier des proxénètes repentis, est d'autant plus significatif qu'il s'est produit à propos de la réhabilitation légale, alors que l'on aurait pu concevoir que seule la réhabilitation judiciaire, fondée sur l'examen concret de la conduite du condamné, pût effacer les mesures de sûreté.

C'est en tout cas cette solution, confirmée, toujours à propos de la même interdiction d'ailleurs, par des arrêts de 1971 et 1972, que le condamné, dans l'espèce qui nous intéresse et qui conduit la Chambre criminelle à statuer le 2 mars 1976 (B., 78), avait cru pouvoir invoquer. Ayant en effet repris l'exploitation d'un hôtel, et en état de récidive, il avait été poursuivi pour

exploitation illicite de cet établissement, et condamné de ce chef à une peine d'emprisonnement avec sursis, à une amende et à la fermeture définitive de l'hôtel. Il fit alors valoir, dans son pourvoi, qu'il avait pris préalablement des informations auprès de son conseil et au parquet, auprès du bureau de réhabilitation, et qu'il avait ainsi acquis la conviction qu'il était réhabilité de plein droit : il avait dès lors estimé pouvoir reprendre l'exploitation de son établissement.

Le moyen eût été décisif si le condamné avait effectivement bénéficié de la réhabilitation légale : et dans ce cas, du reste, l'impunité du délit putatif eût conduit à une solution identique si le condamné, moins intéressé par la définition juridique de sa situation, avait repris son exploitation en s'imaginant commettre ainsi une infraction. Mais, en réalité, il se trouvait que la réhabilitation ne lui était pas acquise, faute par lui d'avoir payé l'amende à laquelle il avait été condamné à l'issue de la première poursuite : il en résultait à l'évidence que la mesure accessoire subsistait, et qu'il s'était trouvé en état d'infraction du fait de la reprise de l'exploitation de l'hôtel. Pouvait-il invoquer sa bonne foi, soit quant au principe même de la réhabilitation, soit, plus précisément comme il semble l'avoir fait selon la réponse faite au moyen, quant au point de départ du délai de cette mesure, lequel en cas de condamnation à une amende, est fixé, par l'article 784 du Code de procédure pénale, au jour du paiement, de l'expiration de la contrainte par corps, ou de la prescription accomplie (le délai lui-même, en cas de condamnation à l'amende, étant aujourd'hui de trois ans, alors qu'il était, à l'époque des faits, de cinq ans)? La Chambre criminelle ne l'a pas admis. Certes, elle décide à juste titre que la mesure de fermeture définitive de l'établissement en cas de récidive ayant été supprimée par la loi du 11 juillet 1975 qui a modifié les sanctions du proxénétisme, ne peut être maintenue : elle annule donc par retranchement et sans renvoi l'arrêt soumis à son examen en ce que celui-ci avait prononcé cette fermeture définitive (dans le même sens, voir *Crim.*, 2 mars 1976, B., 79, renvoyant l'affaire pour qu'il soit statué sur l'éventuelle application de la nouvelle mesure de fermeture facultative, dans une espèce où il y avait, en sus de la condamnation à la fermeture, condamnation pour nouveaux faits de proxénétisme. — V. Borel, note sous plusieurs arrêts de la Chambre criminelle relatifs à ce problème, D., 1976.424). Mais, s'agissant de l'intention coupable du prévenu, la Chambre criminelle juge que l'erreur éventuellement commise par celui-ci ne saurait le soustraire à sa responsabilité.

La solution ne surprend pas. Pour la Chambre criminelle, sinon pour toutes les juridictions du fond, nul n'est censé ignorer la loi, son interprétation, ses innombrables et complexes réformes qui font que le juriste d'aujourd'hui doit souvent dépenser une notable énergie dans la recherche du texte applicable, avant de pénétrer le sens de celui-ci. Cette complexité même accroît le caractère fictif de la présomption de connaissance de la loi, souvent souligné (Cf. Marc Ancel, *La Défense sociale nouvelle*, 2^e éd., p. 233; Françon, « L'erreur en droit pénal », in *Quelques aspects de l'autonomie du droit pénal*, sous la direction de M. Stefani, p. 228. — V. R. Savatier, « L'inflation législative et l'indigestion du corps social », D., 1977, Chr., p. 43), cette présomption étant d'ailleurs constamment contredite, que ce soit par les cassations rappelant les juges du fond à l'orthodoxie juridique, par les épreuves auxquelles sont soumis les étudiants en droit, ou par la reproduction, sur nos billets de banque, des dispositions de l'article 139 du Code pénal. Et comme on ne peut pourtant pas faire, de l'ignorance du droit ou de l'erreur sur le droit, une cause d'irresponsabilité généralisée, sous peine d'entraver à la mise en œuvre de la plupart des sanctions pénales, le problème, reposant sur des données contradictoires, paraît insoluble. L'avant-projet de Code pénal, pourtant, s'est efforcé d'apporter une réponse à cette irritante question en

décidant, dans son article 2203, que « n'est pas punissable celui qui justifie avoir cru, par une erreur de droit qu'il n'était pas en mesure d'éviter, pouvoir légitimement accomplir l'acte » : toutes conditions qui, devant être établies par le prévenu, pourront susciter quelques difficultés; du moins le texte ouvre-t-il une porte à l'admission de l'erreur de droit en matière pénale en tant que telle, ce que la jurisprudence, à s'en tenir aux arrêts de la Chambre criminelle, s'est refusée à faire. Pour l'heure, en effet, la présomption est en même temps générale et stricte : rares sont les assouplissements, supposant le plus souvent une erreur de droit qui en réalité se ramène à une erreur de fait — réserve faite de ce que la distinction du droit et du fait, ici aussi, est parfois malaisée —, et mises à part les hypothèses dans lesquelles, en réalité, il s'agit non pas de savoir si les éléments de l'infraction sont réunis en la personne de celui qui invoque son erreur, mais de décider, par exemple, si la victime ayant analysé inexactement la nature juridique du fondement du fait dommageable, peut agir au pénal après être allée au civil, ou si une erreur de ce genre peut éviter à la victime de se voir réclamer réparation pour constitution de partie civile abusive.

D'une façon générale, on le sait, les solutions sont en la matière rigoureuses (v., avec un motif concis, *Crim.*, 24 juill. 1974, B., 267), et cela même lorsque l'erreur invoquée provient de l'autorité donnant des renseignements erronés, sur la foi desquels la personne ainsi mal informée a agi de bonne foi. La Chambre criminelle avait d'abord admis l'effet exonérateur d'une erreur commise dans des circonstances de ce genre (*Crim.*, 8 nov. 1951, B., 288; 26 janv. 1956, B., 107, cette *Revue*, 1957, p. 369, obs. Légal; 8 oct. 1958, *Gaz. Pal.*, 1958.2.319, cette *Revue*, 1960, p. 69; v. étude Légal, *Rev. pén. suisse*, 1961, p. 310), dans des espèces où l'agent soucieux de s'informer l'avait fait auprès de l'autorité intéressée : face à face, en quelque sorte, avec cette autorité, pouvait-il se voir reprocher d'avoir agi dans le sens indiqué par celle-ci, s'agissant d'un domaine d'activité dépendant de cette autorité? Mais, même dans des hypothèses de ce genre, la Chambre criminelle est revenue à plus de rigueur, dans le dessein de respecter les principes, ou parce que, aux prises avec une réglementation devenue abondante et confuse, trop de gens, précisément sous l'inspiration des solutions indulgentes dont il s'agit, prenaient la précaution de provoquer des informations ayant de sérieuses chances d'être inexactes (v. *Crim.*, 14 févr. 1962, B., 93, cette *Revue*, 1962, p. 744, obs. Légal; 26 févr. 1964, B., 71, cette *Revue*, 1966, p. 887, obs. Légal; de même, et cependant pour une erreur extra-pénale, dans laquelle certains auteurs et des juridictions du fond ont vu un élément exonérateur, *Crim.*, 29 mars 1962, B., 152, cette *Revue*, 1962, p. 743, obs. Légal; v. dans un domaine différent, et pour une erreur commise à la suite de « conseils autorisés », *Crim.*, 8 févr. 1966, B., 36, cette *Revue*, 1966, p. 887, obs. Légal). On sait que ne constituent l'agent de bonne foi ni les incertitudes sur l'interprétation des textes (*Crim.*, 2 mars 1961, B., 139, D., 1961.476; 7 oct. 1965, D., 1965.811), ni même l'existence de précédents judiciaires (*Crim.*, 9 avr. 1932, *Gaz. Pal.*, 1932.1.800, S., 1933.1.175; 28 févr. 1961, B., 124, cette *Revue*, 1962, p. 745, obs. Légal), même si les magistrats déclarent dans leur sentence hésiter eux-mêmes (*Crim.*, 28 juill. 1912, B., 355; 21 oct. 1942, D.A., 1943.4; comp., pour le problème du doute des juges sur le droit, *Crim.*, 10 nov. 1959, B., 476, *J.C.P.*, 1960.II.11384, note Rodière, cette *Revue*, 1960, p. 259, obs. Robert, *ibid.*, 1961, p. 337, obs. Légal). Pourrait-on admettre une solution plus libérale dans le cas où le prévenu aurait agi sur le fondement d'une jurisprudence ferme et fournie? L'idée est raisonnable (cf. Légal, cette *Revue*, 1962, p. 746). Mais si l'on estime que la jurisprudence n'est pas une source directe de droit, un revirement de jurisprudence pourra constituer l'agent de mauvaise foi.

A qui se fier donc ? En l'espèce, à vrai dire, l'erreur invoquée par le prévenu aurait émané, selon les dires de celui-ci, de son conseil, et même d'un service du parquet. Portant sur le point qui a été signalé plus haut, une telle erreur n'est peut-être pas absolument invraisemblable : soyons assez optimistes pour penser qu'elle est cependant très douteuse. Du reste, le candidat à la réhabilitation même légale doit avoir le sentiment qu'il a véritablement « payé sa dette à la société », ce qui n'était littéralement pas le cas en l'espèce. Imaginons pourtant qu'au sein d'un service de la justice pourvu, directement ou par auxiliaires, de tous le personnel d'accueil et d'information souhaitable, depuis l'hôtesse jusqu'à l'avocat et au magistrat; supposons qu'alors une erreur puisse encore être commise : elle bénéficierait sans doute, selon les dispositions contenues dans l'avant-projet de Code pénal, à l'individu mal conseillé; mais à l'heure actuelle, il ne peut en être ainsi.

On remarquera qu'en visant la « responsabilité » du prévenu, la Chambre criminelle ne prend pas parti sur le point de savoir si l'erreur, en elle-même, est de nature à constituer une cause de non-imputabilité ou une cause de non-culpabilité (sinon à un fait justificatif ou une excuse, notions auxquelles certaines décisions se réfèrent parfois, alors qu'en sens inverse la théorie de l'erreur a parfois permis à la jurisprudence de résoudre le problème de l'infraction commise en obéissant à un ordre illégal). La première thèse risque de laisser incomplète l'analyse de la notion d'intention, même si elle peut se fonder sur le fait que, lorsque l'erreur de droit a été considérée par la Chambre criminelle comme excluant la responsabilité pénale, on se trouvait dans des situations proches de la force majeure dans lesquelles, en réalité, une cause étrangère, ne pouvant être imputée à l'agent, était à la source de l'infraction (cf., sur l'impossibilité matérielle de prendre connaissance d'un texte, L. Huguency, obs. cette *Revue*, 1941, p. 187; comp., sur l'erreur de droit invincible, étude Couturier, cette *Revue*, 1968, p. 547; Constant, *Précis dr. pén.*, n° 354 et s.; v. Francillon, *La gradation des fautes en droit civil et en droit pénal*, th. dactyl., Grenoble, 1971, t. 2, p. 486 et s.; Bernardini, *L'intention coupable en droit pénal*, th. dactyl., Nice, 1976, t. 1, p. 149 et s.).

Sans doute le texte inscrit dans l'avant-projet de Code pénal amènerait-il à distinguer, sinon entre les infractions intentionnelles et les autres (cf. l'exposé de M. Plawski, cette *Revue*, 1962, p. 445, et compte rendu des discussions par M. Doucet, *ibid.*, p. 497), ou selon que le texte ignoré ou mal compris est pénal ou extra-pénal, du moins, comme il a été fait en d'autres matières, selon que l'erreur commise aura été spontanée (cf. *Crim.*, 2 févr. 1971, *J.C.P.*, 1971. II.16793) ou provoquée par un tiers, même involontairement, selon que le prévenu aura fait ou non un effort positif pour s'informer, et selon que la source des renseignements aura été officielle ou non.

2. La confusion des peines et le délai d'appel du procureur général.

Un individu est condamné à dix-huit mois d'emprisonnement dont dix avec sursis, le 26 décembre 1974; un tribunal permanent des forces armées le condamne le 24 janvier 1975 à trois mois d'emprisonnement pour désertion à l'intérieur en temps de paix, délit commis jusqu'au 31 octobre 1974 : ce tribunal pouvait-il, comme il l'a fait, ordonner la confusion de la deuxième peine avec la première ? Le pourvoi formé par le commissaire du gouvernement soutenait que le tribunal ne pouvait statuer sur la confusion puisque le jugement du 24 décembre 1974 n'était pas devenu irrévocable à la date où avait été rendu le jugement attaqué. Si tel avait été le cas, la confusion eût été effectivement prématurée. Mais le 24 janvier 1975, le jugement rendu le 26 décembre 1974 ne pouvait plus être frappé que d'un appel du procureur général 2 : cette éventualité suffisait-elle à empêcher de considérer le jugement

comme irrévocable ?³ C'est ce que refuse d'admettre la Chambre criminelle dans son arrêt du 11 juin 1975 (B., 152).

L'auteur du pourvoi s'était fondé sur ce qui est souvent enseigné. En matière correctionnelle, un jugement n'est à l'abri des voies de recours qu'à l'expiration du délai d'appel le plus long, c'est-à-dire après les deux mois qui sont donnés au procureur général pour attaquer la décision dont il s'agit (C. proc. pén., art. 505) : n'est-ce pas dire que, jusque-là, le jugement n'est pas devenu irrévocable ? La Chambre criminelle a d'ailleurs décidé que l'amende fiscale, dans la mesure où elle revêt certains caractères de la peine, s'éteint par le décès du prévenu avant l'expiration du délai d'appel du procureur général, la condamnation n'étant pas, jusque-là, considérée comme irrévocable (*Crim.*, 5 août 1952, D., 1952.654).

Mais l'on sait qu'en réalité l'appel du procureur général obéit à des règles particulières, qui lui donnent une physionomie propre, découlant d'ailleurs de son fondement. Voie de recours qui a pour effet naturel de remettre en question ce qu'a décidé la juridiction du premier degré, cet appel constitue aussi le moyen, pour le parquet général, d'exercer une surveillance sur le parquet du tribunal correctionnel : la même idée fonde le droit reconnu au procureur général en matière d'appel contre les ordonnances du juge d'instruction (cf. Merle et Vitu, *Traité dr. crim.*, 2° éd., t. 2, n° 1220), et une préoccupation de même nature à l'égard des représentants du ministère public auprès du tribunal de police explique que la loi estime utile de permettre au procureur général de faire appel en toutes matières de police (C. proc. pén., art. 546, dern. al.).

Ainsi a-t-il toujours été décidé que le délai d'appel du procureur général ne faisait pas obstacle à l'exécution de la peine (de même que le délai d'appel du procureur général contre l'ordonnance du juge d'instruction n'a pas d'effet suspensif). La solution était déjà admise sous l'empire du Code d'instruction criminelle : on la fondait sur ce que la disposition de l'article 203, alinéa 2 de ce code, relative au sursis à l'exécution, n'était pas reproduite dans l'article 205 du même code, donnant au procureur général le droit de faire appel dans les deux mois du prononcé du jugement non signifié ou dans le mois de la signification. Et l'on ajoutait parfois à cet argument, tout en posant en principe que même le délai de cet appel avait un effet suspensif, que le caractère exceptionnel de l'appel du procureur général conduisait les parquets à faire exécuter les jugements dès l'expiration du délai normal de dix jours (Goyet, Rousselet et Patin, *Le ministère public*, 3° éd., Sirey, 1953, p. 458). Aujourd'hui, la solution est expressément consacrée par l'article 708, à l'alinéa 2 du Code de procédure pénale, et peut toujours se fonder sur la longueur du délai de cet appel (Bouzat et Pinatel, *Traité dr. pén. et criminol.*, t. 2, n° 456).

On n'objectera sans doute pas qu'un problème délicat se poserait dans l'hypothèse où le condamné qui a commencé à exécuter la peine prononcée contre lui serait relaxé en appel, sur appel du procureur général : l'appel lui-même, en effet, certes recevable même si le prévenu a commencé à exécuter la peine (*Crim.*, 31 janv. 1861, D. 1861.1.237), suspendrait alors l'exécution de la condamnation. On ajoutera peut-être qu'il sera rare de voir, sur un tel appel, la Cour prononcer la relaxe, et que, comme il a été rappelé, l'usage de cette voie de recours n'est pas fréquent. La solution est cependant fâcheuse, puisque cet appel, dont les difficultés qu'il soulève ne sont pas inconnues en jurisprudence (v. *Crim.*, 5 févr. 1974, B., 53), n'empêchera pas le prévenu de subir plusieurs jours d'incarcération, même si, en cas de réitération avant l'expiration des deux mois, le condamné ne peut pas être

2. V. annexe 2, *in fine*.

3. *Id.* 3.

considéré comme récidiviste (Dijon, 12 juill. 1966, D., 1967.352), ni voir révoqué le sursis partiel qui lui aurait été accordé par exemple pour la moitié d'un emprisonnement de dix jours (rapp., au sujet de l'opposition contre les jugements par défaut lorsque cette voie de recours est recevable jusqu'à expiration du délai de prescription de la peine, Crim., 26 janv. 1977, *Gaz. Pal.*, 1977.1. Som. 12 mai : bien que l'opposition soit possible, la prescription de la peine est substituée à la prescription de l'action publique).

On rappellera que l'appel du procureur devient irrecevable si, au moment où il est formé, l'action publique est éteinte par une amnistie (mais non dans le cas d'une simple grâce : Montpellier, 28 juill. 1949, *J.C.P.*, 1949.II.5143, note Magnol), ou si, à ce moment, la cour d'appel a déjà statué sur l'appel d'une autre partie.

ANNEXES

Les notes qui suivent nous sont parvenues alors que l'article était déjà composé; c'est pourquoi nous avons dû les reporter en fin de Chronique.

1. (*Supra*, p. 321.) Comp., pour la décharge des dépens en cas d'action civile engagée sur le fondement d'une jurisprudence modifiée par un revirement intervenu en cours d'instance, Paris, 15 avr. 1964, *Gaz. Pal.*, 1964.2.21.

2. (*Supra*, p. 323.) Un recours avait été exercé contre le jugement précédent (à l'égard des jugements qui ne sont pas rendus par défaut, et indépendamment de la demande en révision, seul le pourvoi en cassation est en la matière ouvert au condamné et au commissaire du gouvernement); seul n'était pas écoulé le délai d'appel du procureur général.

3. (*Supra*, p. 323.) L'éventualité de ce recours, considéré comme suffisamment général pour être recevable, suffisait-elle à empêcher de considérer le jugement comme irrévocable ?

II. — CRIMES ET DELITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

par André VITU

Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Nancy

1. Délit d'ingérence de fonctionnaires.

La gestion des affaires communales provoque souvent d'âpres critiques de la part des adversaires de l'équipe en place. On ne manque pas de saisir l'occasion, quand elle se présente, de faire trébucher le maire ou un adjoint en lui imputant le délit d'ingérence, réprimé par l'article 175 du Code pénal; ou bien l'on profite de sa défaite aux élections municipales pour l'écraser définitivement en mettant en relief, dans son administration passée, des opérations douteuses pouvant tomber sous les coups de ce texte. Il n'est donc pas étonnant que, les passions partisanes aidant, des agissements de cette nature soient imputés à des magistrats communaux plus souvent qu'à des administrateurs appartenant aux autres catégories de personnes visées par l'article 175.

Certains des procès de ce type sont d'ailleurs d'une grande complexité. Si l'affaire est de quelque envergure, l'homme politique qui verse dans le délit d'ingérence s'efforce en général de masquer ses activités derrière des opérations très embrouillées, et d'autant plus difficiles à éclaircir qu'elles s'échelonnent sur de longues périodes de temps. Cette constatation n'est pas pour étonner, si l'on se souvient que le délit d'ingérence n'appartient pas seulement, à titre principal, au groupe des infractions d'atteinte à l'ordre administratif, en raison de la méconnaissance du devoir de probité que chaque fonctionnaire doit observer dans l'exercice de ses fonctions, mais constitue aussi, en certaines hypothèses, une infraction « en col blanc » à l'occasion de laquelle un affairiste s'enrichit en profitant de sa position dans la vie publique. Ainsi s'explique que l'infraction de l'article 175 soit examinée, au même titre que l'escroquerie ou l'abus des biens sociaux, dans les ouvrages consacrés au droit pénal des affaires (J. Larguier, *Dr. pén. aff.*, 2^e éd., 1975; M^{me} Delmas-Marty, *Dr. pén. aff.*, 1973).

L'arrêt rendu le 7 octobre 1976 par la Chambre criminelle (*Bull. crim.*, n° 285) offre un exemple caractéristique d'une affaire de ce genre, dont le protagoniste était un entrepreneur de travaux publics, maire d'une ville de l'Ouest de la France, qui avait été condamné en appel à un emprisonnement de six mois avec sursis et à l'interdiction perpétuelle d'exercer aucune fonction publique. En rejetant le pourvoi que le prévenu avait porté devant elle, la Cour de cassation tranche deux problèmes relatifs, le premier à la notion de surveillance exercée sur les actes, entreprises ou régies relevant de la compétence du maire, le second au point de départ de la prescription du délit d'ingérence.

1° Le délit d'ingérence suppose que le coupable, ayant qualité de fonctionnaire, d'officier public ou d'agent du Gouvernement (un maire appartient à la seconde catégorie), a volontairement pris ou reçu un intérêt quelconque dans des actes, adjudications, entreprises ou régies dont il avait, au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance. Qu'entendre par cette dernière exigence, érigée en élément constitutif de l'infraction ?

Il est arrivé plus d'une fois que des prévenus, poursuivis en application de l'article 175, aient cherché à se disculper en alléguant qu'ils n'avaient, sur les actes dans lesquels ils avaient pris un intérêt ou une participation, aucun pouvoir de décision ou tout au moins qu'ils ne jouaient à leur égard qu'un rôle effacé, dans lequel il n'était pas possible de retrouver cette autorité majeure en quoi consiste l'administration ou la surveillance dont parle le texte en question.

Cette argumentation a toujours été écartée par la Cour de cassation dans les quelques affaires où elle a été invoquée devant elle (Crim., 15 avr. 1848, *Bull. crim.*, n° 120; 14 janv. 1943, *ibid.*, n° 4, *Rec. dr. pén.*, 1943.37; 11 mars 1976, *Bull. crim.*, n° 93, *J.C.P.*, 1976.II.18460, note A. Vitu). Car il est sans importance qu'au temps de l'action le fonctionnaire ait possédé un pouvoir personnel et effectif de décision, ou qu'il n'ait été investi que de prérogatives partagées avec d'autres, ou même qu'on ne lui ait confié qu'un rôle plus modeste de préparation des décisions arrêtées par un supérieur hiérarchique ou par un organisme distinct. Cette solution n'est pas inscrite, sans doute, dans l'article 175 lui-même, mais elle résulte de l'article 175-1 du Code pénal (formé des anciens articles 4 et suivants de l'article 175 et érigé en disposition autonome par la loi du 23 décembre 1960, article 111). Ce dernier texte, en effet, frappe l'ex-fonctionnaire qui, dans les cinq années qui suivent son abandon de la vie administrative, prendrait des intérêts dans des entreprises dont il avait eu autrefois la surveillance ou le contrôle, ou à l'égard desquelles il était amené à exprimer des avis lorsqu'elles passaient des marchés ou des contrats avec son administration. On ne concevrait pas que la prise illégale d'intérêts soit imputée à un ancien fonctionnaire quand il s'agit d'affaires dans lesquelles il n'a joué qu'un rôle secondaire (art. 175-1) et qu'elle ne le soit pas contre lui pendant qu'il est encore au service d'une collectivité publique (art. 175).

On ne sera pas surpris que la Chambre criminelle ait maintenu la même solution dans l'affaire qu'elle a jugée le 7 octobre 1976. A propos d'une importante opération de rénovation urbaine, matérialisée par la création d'une Z.A.C. (zone d'aménagement concerté), le maire avait fait exclure du périmètre de cette zone, par diverses délibérations du conseil municipal réuni sous sa présidence, divers lots ou immeubles sur lesquels il possédait des intérêts, soit directement, soit indirectement. Ainsi, dans l'un des cas, il était propriétaire d'un immeuble exclu de l'opération de rénovation et il l'avait vendu en promettant à l'acquéreur d'obtenir la disparition des servitudes d'urbanisme, ce qu'avait réalisé l'une des délibérations précitées. Ailleurs, il était gérant d'une société de construction chargée d'édifier des habitations sur un lot de terrain que le conseil municipal avait, encore une fois, proposé au préfet de ne pas comprendre dans le périmètre de la Z.A.C. et, pour que la chose ne fût pas trop voyante, la demande de permis de construire avait été présentée par son épouse et un avis favorable formulé par l'un des adjoints. Dans une troisième opération, plus compliquée, un tiers personnage avait cédé à la société précédemment citée un terrain qu'il possédait; en échange, avait été vendu à ce tiers un autre terrain, appartenant à la commune, et sur lequel la société devait financer l'édification d'une maison... dont la construction fut confiée à l'entreprise du maire; et celui-ci, bien entendu,

avait donné un avis favorable à la demande de permis de construire déposée par l'acquéreur du terrain communal.

Aux critiques dirigées contre de telles opérations, le magistrat municipal avait eu beau objecter que le périmètre de la Z.A.C. était arrêté par le préfet, seul compétent à cet effet, et non pas par le conseil municipal, simplement appelé à formuler des propositions, ainsi que le prévoient les dispositions du Code de l'Urbanisme; il avait en vain fait valoir que le permis de construire devait être octroyé, en l'espèce, par le préfet et que le maire pouvait donner seulement un avis. La Cour de cassation n'a pu que lui répondre, en conformité avec la jurisprudence antérieure, que « le délit de l'article 175 est consommé dès que l'officier public a pris ou reçu... un intérêt dans une affaire dont il avait l'administration ou la surveillance, celles-ci se réduiraient-elles à de simples pouvoirs de préparation ou de propositions de décisions prises par d'autres ». Dans les diverses opérations dont on a donné, ci-dessus, une description sommaire, le maire possédait bien un pouvoir, même partiel, même subordonné à d'autres; il aurait donc dû s'abstenir de conserver ou de prendre dans ces opérations quelque intérêt que ce fût, soit par lui-même, soit même sous la forme indirecte de l'intervention d'une société qu'il gérait.

2° La seconde opération précédemment relatée avait fait germer un autre moyen de cassation, fondé sur la prescription de l'action publique, prétendument acquise. La Chambre criminelle a déjà eu l'occasion d'affirmer que la prise illégale d'intérêt ne constitue pas un délit successif et quelle est entièrement consommée au moment où le prévenu a reçu un intérêt dans l'affaire dont il assumait la surveillance (Crim., 15 avr. 1848, *préc.*; 25 févr. 1925, *Bull. crim.*, n° 80, *Gaz. Pal.*, 1925.1.655, D.H., 1925.240; 13 févr. 1969, *Bull. crim.*, n° 80, *Gaz. Pal.*, 1969.1.262, cette *Revue*, 1969, p. 661); si plusieurs opérations délictueuses se succèdent, chacune forme un délit distinct et se prescrit isolément (Crim., 10 avr. 1897, *Bull. crim.*, n° 139). De cette affirmation, la Cour de cassation a déduit que le délit, réalisé au moment de prise d'intérêt, n'est pas renouvelé par l'accomplissement d'actes qui en seraient seulement la conséquence (dans l'arrêt de 1969, il s'agissait d'une renonciation au privilège du vendeur dont bénéficiait la commune qui avait vendu, près de deux ans auparavant, un terrain à une société gérée par le maire).

De cette jurisprudence, il résulte qu'il faut déterminer avec précision le moment où se manifeste la prise d'intérêt; sinon, on risque de faire jouer ou d'écarter inexactement la prescription de l'action publique. Dans l'espèce soumise le 7 octobre 1976 à la Chambre criminelle, le prévenu avait tenté de situer très haut dans le temps le moment de cette ingérence qu'on lui reprochait, mais il était allé beaucoup trop loin et, à la suite des juges d'appel, la haute juridiction a ramené à une plus satisfaisante vue des choses l'analyse de la situation.

Trois actes s'étaient en effet succédé dans l'opération reprochée, et le premier seul était de plus de trois ans antérieur au réquisitoire introductif qui avait ouvert les poursuites : l'achat par le prévenu de trois immeubles à démolir, la proposition du conseil municipal d'exclure de la Z.A.C. le lot où étaient implantés des immeubles, enfin la demande de permis de construire formulée par l'épouse du prévenu au nom de la société de construction, alors en voie de constitution, et à qui le prévenu devait prochainement vendre le lot de terrain litigieux. Mais, à l'opposé de ce que soutenait l'intéressé, le premier de ces actes ne matérialisait aucune prise d'intérêt illicite : un maire a parfaitement le droit d'acquérir, dans sa commune, un immeuble sans qu'il en résulte quoi que ce soit d'irrégulier. En revanche, les

deux actes ultérieurs, se soutenant l'un l'autre, traduisaient cette fois une ingérence coupable : la demande de permis de construire au nom de la future société qu'allait gérer le maire n'avait été rendue possible que par le vote du conseil municipal (2^e acte) proposant que l'îlot litigieux fût exclu du périmètre de la Z.A.C. C'est à travers ce « complexe » des deux actes terminaux de l'opération qu'avait pris corps la prise d'intérêts illicite : situés tous deux à moins de trois ans de l'acte interruptif de la prescription, ils devaient donner ouverture à des poursuites pénales.

La Chambre criminelle n'a pas eu à trancher un problème qui aurait pu se poser, celui de savoir quelle solution retenir si, seul, le dernier des actes de l'opération (la demande de permis de construire) s'était trouvé placé à moins de trois années du réquisitoire ouvrant l'instruction préparatoire, tandis que l'acte précédent (la délibération du conseil municipal) aurait été situé à plus de trois ans en amont de ce réquisitoire. Les deux actes formant un ensemble indivisible, on devrait en un tel cas décider que la prescription ne court qu'à compter du dernier : il suffirait de transposer ici la solution admise déjà en matière d'escroquerie, où la Cour de cassation a décidé, après quelque flottement, que si des faits répétés forment entre eux un tout indivisible, et que les derniers sont antérieurs de moins de trois ans à l'ouverture de l'information judiciaire, la prescription ne commence à courir qu'à compter de la dernière remise ou délivrance des objets escroqués (Crim., 18 juill. 1968, *Bull. crim.*, n° 234; 22 juill. 1971, *ibid.*, n° 237; 9 mai 1972, *ibid.*, n° 161; 17 déc. 1974, *ibid.*, n° 371; sur l'ensemble du problème, cf. A. Tsarpalas, *Le moment et la durée des infractions*, 1967, n° 198 et s.; A. Varinard, *La prescription de l'action publique, sa nature juridique : droit matériel, droit formel*, th. dact. Lyon, 1973, n° 135 et 243; A. Chavanne et Mlle M.-Cl. Fayard, *J.-Cl. Droit pénal*, art. 405, Fasc. III, n° 78 et s.).

2. Débits de boissons temporaires; débits distincts.

La lutte contre l'alcoolisme a pris corps dans des mesures visant à limiter le nombre des débits de boissons et leur mobilité : l'ouverture des débits est rendue difficile et, pour certaines catégories d'entre eux, elle est même interdite; leur transfert n'est possible que dans d'étroites conditions et leur implantation dans certaines zones dites protégées est prohibée.

Cependant ces règles contraignantes ne concernent que les établissements installés à titre définitif. Quand un débit doit n'avoir qu'une vie éphémère, le législateur se relâche de sa sévérité : l'ouverture est plus largement admise, les formalités préalables sont allégées. C'est le cas, très spécialement, des débits de boissons à consommer sur place, ouverts dans l'enceinte de expositions et foires organisées par l'Etat, les collectivités publiques ou les associations reconnues d'utilité publique (art. L. 47, C. déb. boissons).

En pareille hypothèse et pendant la durée de ces manifestations, toute personne physique ou société, française ou étrangère, peut ouvrir un débit vendant, pour la consommation sur place, des boissons de toute nature, sur l'avis conforme du commissaire général de l'exposition et après déclaration faite à la mairie (à la Préfecture de police à Paris) et à la recette buraliste des contributions indirectes. Ainsi se trouvent écartés : l'exigence de la nationalité française du débitant ou de sa qualité de ressortissant d'un des Etats membres de la Communauté économique européenne (art. L. 31, al. 3), l'interdiction pour une même personne de posséder ou d'exploiter plusieurs débits (art. L. 29) et le refus de l'ouverture de tout nouveau débit de quatrième catégorie ou les limitations apportées à l'ouverture de débits des deuxième et troisième catégories (art. L. 28 et L. 27).

C'est pour infraction à cette législation allégée qu'un débitant avait été condamné par la Cour de Toulouse et frappé d'une modeste amende de 100 F (l'article R. 2 du Code des débits de boissons prévoit une amende de 160 à 600 F et la fermeture immédiate du débit irrégulier ouvert); en outre la Régie avait obtenu contre lui le prononcé de diverses pénalités fiscales. Mais ni la sanction pécuniaire de droit commun, ni les pénalités fiscales, n'avaient été du goût du prévenu, puisqu'il avait porté jusqu'à la Cour de cassation le débat et les raisons qu'il croyait avoir de n'être pas coupable de la contravention retenue contre lui : sa persévérance, cependant, n'a pas été récompensée et son pourvoi vient d'être rejeté (Crim., 6 juill. 1976, *Bull. crim.*, n° 250).

L'argumentation présentée en appel entreprise sans succès devant la Chambre criminelle soulevait deux questions distinctes, l'une relative à la force majeure devant laquelle, disait le prévenu, il lui avait fallu s'incliner, l'autre concernant la notion de « débits distincts », bien connue de la législation des débits de boissons.

1^o Comment s'était posé le problème de la force majeure? Quelques détails, tirés des données de l'espèce, éclaireront ce point.

Ayant voulu ouvrir quatre débits de boissons et trois restaurants dans l'enceinte de la Foire de Toulouse, en 1974, le prévenu s'était borné à déposer à la mairie une déclaration unique, sans préciser ni le nombre, ni les caractéristiques des établissements qu'il allait exploiter pendant quinze jours. Les services municipaux lui avaient délivré un seul récépissé de déclaration, au vu duquel il n'avait versé, à la recette buraliste, que les droits relatifs à l'ouverture d'un seul débit. Il paraît, le moyen de cassation l'affirme, que cette manière de faire du prévenu était dictée par les errements de l'administration municipale qui, dans des occasions antérieures, s'était toujours refusée à délivrer plus d'un seul récépissé pour des déclarations multiples.

Le prévenu avait alors pris l'habitude, à son tour, de ne plus formuler qu'une déclaration unique, sans entrer dans trop de détails, et à ne verser qu'un seul droit fiscal... jusqu'au jour où une infraction fut relevée contre lui.

Que l'administration ait commis une erreur, et même une erreur grossière, cela est évident. On aurait dû lui présenter autant de déclarations, et elle aurait délivrer autant de récépissés, que de débits dont l'ouverture temporaire était envisagée. En effet l'article L. 47 du Code des débits de boissons exige, pour « chaque ouverture » d'un débit temporaire, un avis conforme du commissaire général de la foire, joint à la déclaration faite à la mairie. De son côté, l'article L. 31, applicable aux débits temporaires comme aux débits permanents, impose à toute personne qui veut ouvrir « un café ou un débit de boissons » une déclaration en mairie et une autre au service des contributions indirectes. Les textes sont parfaitement limpides et l'erreur des bureaux municipaux n'aurait, à aucun titre, pu être invoquée comme cause de non-culpabilité : on veut bien que, parfois, l'erreur invincible puisse avoir pour un prévenu un effet exonérateur (encore que, sur ce point, la jurisprudence de la Chambre criminelle, indulgente à une certaine époque, soit revenue à sa sévérité primitive à partir de 1961 : cf. par exemple Crim., 28 févr. 1961, *Bull. crim.*, n° 124; 26 févr. 1964, *ibid.*, n° 71, cette *Revue*, 1966, p. 887, observ. A. Légal); mais c'est à l'expresse condition que la règle de droit applicable soit obscure, ou difficile voire impossible à connaître, même en s'informant auprès des autorités qualifiées. Rien de pareil n'existait ici.

Ceci dit, on discerne mieux maintenant comment, dans l'affaire sur laquelle la Chambre a statué le 6 juillet 1976, le prévenu pouvait prétendre invoquer la force majeure. Il raisonnait de la manière suivante : en présentant à la Mairie de Toulouse une déclaration unique, je n'ai fait que me conformer aux exigences et aux habitudes du service compétent, habitudes qui s'im-

posaient à moi et qu'il m'aurait été impossible de faire modifier : conçoit-on qu'un simple citoyen puisse obliger l'administration à changer ses méthodes ? Ses errements étaient à mes yeux la loi, ils constituaient pour moi une contrainte à laquelle je ne pouvais me soustraire.

Pas plus que les magistrats de la Cour d'appel, la Cour de cassation ne s'est laissée entraîner dans cette voie : l'attitude rigoureuse qu'elle n'a cessé d'adopter en matière de force majeure n'aurait pas pu être abandonnée ici, tant les conditions d'admission de cette cause d'irresponsabilité faisaient défaut.

L'imprévisibilité ? Le délinquant n'ignorait point que les procédés de l'administration municipale étaient irréguliers et le constituaient, lui, en état d'infraction; il pouvait aisément prévoir que la situation trop favorable qu'on lui faisait se retournerait un jour contre lui. Cette prévisibilité de la « contrainte » qu'à chaque déclaration il « subissait » de la part des services municipaux le mettait donc en faute et excluait qu'on pût véritablement parler de force majeure. Sans doute, la plupart des auteurs n'acceptent-ils pas cette conception jurisprudentielle de la force majeure, mêlée à l'exigence d'une imprévisibilité de l'événement; la doctrine voudrait qu'on apprécie la responsabilité pénale du prévenu en se plaçant seulement « au temps de l'action », comme l'exige d'ailleurs l'article 64 du Code pénal. Or, au temps de l'action, c'est-à-dire au jour du dépôt de sa déclaration entre les mains de l'administration, le prévenu était-il vraiment dans l'impossibilité de se conformer à la loi ? Cela revient à examiner la seconde condition pour qu'il y ait force majeure : l'irrésistibilité de l'événement.

Or, là encore, on ne décèle dans les circonstances de l'espèce, aucune véritable irrésistibilité. Rien n'interdisait au prévenu de pratiquer le dépôt de plusieurs demandes, d'exiger plusieurs récépissés ou du moins, comme cela s'était produit une fois, paraît-il, un récépissé mentionnant l'ouverture de plusieurs débits : la recette buraliste aurait alors perçu autant de fois le droit fiscal prévu, et tout eût été en règle. Mais, trop heureux peut-être de cette pratique administrative qui lui évitait des frais, le débitant avait fini par se contenter d'une déclaration unique et imprécise : vraiment, il n'était plus homme à résister avec énergie...

2° Mais cette énergie, le prévenu l'avait retrouvée pour se battre, devant le juge pénal, sur un autre terrain que celui de la force majeure. Il avait en effet imaginé de soutenir que les divers débits de boissons et restaurants ouverts dans l'exposition constituaient en réalité un seul et même établissement : communiquant en effet entre eux par l'intermédiaire des allées de la foire, et situés dans l'enceinte d'une même exposition à laquelle il n'était permis d'accéder qu'après le paiement d'un droit d'entrée, ils ne devaient pas être regardés comme des débits distincts.

Il arrive parfois que le tenancier d'un débit de boissons tente de tourner la prohibition d'ouverture d'un nouveau débit de grande licence, édictée par l'article L. 28 du Code des débits de boissons, en dédoublant le fonds initial, sous le couvert d'un agrandissement des locaux. Mais la Cour de cassation a toujours résisté à ces efforts; il y a infraction à l'article précité lorsqu'il apparaît que les locaux se composent de deux salles séparées, comportant des entrées et des enseignes particulières et ne permettant pas aux clients de passer de l'une à l'autre, ayant des heures d'ouverture, des comptoirs et des prix différents : on est alors en présence, non d'un fonds unique, mais de deux débits absolument distincts, et l'aménagement du second constitue le délit d'ouverture illicite (Crim., 13 nov. 1934, S., 1936.1.76; 11 mars 1937, Bull. crim., n° 107; 19 mars 1958, *ibid.*, n° 270; 28 nov. 1962, *ibid.*, n° 345, 27 mars 1974, *ibid.*, n° 132).

On considérera, *a fortiori*, qu'il y a des débits distincts lorsque ceux-ci sont séparés, non pas par une cloison, comme dans les cas précédemment cités, mais par des distances importantes (plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de mètres), et cela même s'ils se trouvent enfermés dans une même enceinte, comme celle d'une foire-exposition. La Cour de cassation l'a déjà dit, pour deux buvettes situées dans le hall d'une gare, et distinctes du buffet dont elles étaient éloignées de 60 et 75 mètres et n'ayant avec lui d'autre communication que par le hall des pas-perdus (Crim., 16 janv. 1963, Bull. crim., n° 27) : buffet et buvette constituaient trois débits différents et devaient entraîner l'existence de trois licences.

L'arrêt rendu le 16 juillet 1976 n'a fait que transposer, à l'hypothèse de débits de boissons temporaires, les solutions acquises depuis longtemps pour les débits permanents : tel est l'intérêt de cette décision, qui s'inscrit dans une jurisprudence connue.

3. Excès de vitesse et preuve de l'identité du conducteur.

Dans une précédente chronique (1976, p. 961, n° 2) ont été exposées les difficultés soulevées par la preuve de la contravention d'excès de vitesse, lorsque cette infraction est relevée par un cinémomètre, c'est-à-dire par un appareil d'enregistrement automatique. Le procès-verbal dressé par la gendarmerie au vu des indications fournies par cet appareil apporte la preuve matérielle du dépassement de la vitesse autorisée, celle de l'identité du véhicule, celle enfin du lieu et de l'heure de la commission de l'infraction. Mais là s'arrête sa force, puisqu'il n'établit l'identité du conducteur que si ce dernier, après avoir stoppé, a fourni à l'agent verbalisateur les précisions nécessaires à cet effet; si cependant, comme cela est d'ordinaire le cas, l'automobiliste ne s'est pas arrêté, la preuve de l'identité du coupable ne peut résulter que d'une enquête ultérieure, si tant est que celle-ci puisse apporter des résultats positifs.

Dans une poursuite dirigée contre un conducteur qui contestait avoir été le conducteur de la voiture prise en faute, la Cour d'appel d'Angers avait rendu une décision de relaxe (Angers, 22 juin 1976, *Gaz. Pal.*, 1976.2.486, cette *Revue*, 1976, préc.) et le pourvoi formé par le Procureur général près cette Cour vient d'être rejeté par la Chambre criminelle (Crim., 20 janv. 1977, *Gaz. Pal.*, 18-19 févr. 1977 et la note anonyme) : la haute juridiction n'a pu qu'écarter le moyen qu'on lui proposait, en se retranchant derrière les constatations souveraines des juges d'appel et derrière l'affirmation de leur intime conviction en la matière.

Que faut-il déduire de cette décision ? On notera tout d'abord qu'elle n'écarte pas totalement la possibilité d'une répression dans la mesure où le juge de police, saisi d'une poursuite, peut toujours apprécier librement tous les éléments de la cause — au besoin après une enquête décidée par le procureur de la République — et, selon son intime conviction, retenir ou rejeter les allégations du prévenu : on rejoint la solution admise, avant le vote de la loi du 3 janvier 1972, dans le domaine des contraventions de stationnement où le même problème avait surgi (Crim., 3 oct. 1967, Bull. crim., n° 238, cette *Revue*, 1968, p. 332). Mais il faut reconnaître que ce biais procédural est d'une efficacité aléatoire : il dépend de facteurs impondérables, et peut-être de l'hostilité du juge de police aux progrès de la technique et à l'irruption de l'automatisation dans le domaine du droit pénal, ou encore des réactions de ce magistrat devant une attitude un peu agressive ou légèrement goguenarde du prévenu à l'audience...

Ne serait-il pas préférable, alors, de créer une présomption de responsabilité à la charge du propriétaire du véhicule, comme la loi précitée de 1972 l'a fait déjà à propos des contraventions de stationnement ? La difficulté disparaîtrait d'un coup. Mais est-il souhaitable d'accumuler les présomptions de responsabilité en matière pénale ? On peut hésiter à trop entrer dans cette voie, dans la crainte que le législateur, trop aisément, ne multiplie les carcans et les chaînes qui enserrant déjà les pauvres habitants de ce monde mécanisé et impitoyable.

III. — CRIMES ET DELITS CONTRE LES PERSONNES

par Georges LEVASSEUR

Professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.

1. *Violences volontaires.*

Homicide volontaire. Circonstance aggravante de corrélation avec un délit. L'article 304, alinéa 2, du Code pénal dispose que le meurtre emportera la peine de mort « lorsqu'il aura eu pour objet de préparer, faciliter ou exécuter un délit ». Cette circonstance aggravante est étudiée avec soin par les auteurs (Garçon, *Code pénal annoté*, art. 304, n° 19 et s.; Garraud, *Traité théorique et pratique de droit pénal*, 3^e éd., V, n° 1925 et s.; Faustin Hélie et Brouchet, « Pratique criminelle des cours et tribunaux », in *Droit pénal*, II, n° 400 et s.; G. Levasseur, *Cours de droit pénal spécial*, Cours de droit, 1966, p. 107 et s.; L. Lambert, *Traité de droit pénal spécial*, p. 52 et s.; Goyet, *Droit pénal spécial*, 8^e éd. par Rousselet, Arpaillage et J. Patin, n° 602-d; Vouin, *Droit pénal spécial*, 4^e éd. par Mme M.-L. Rassat, n° 153-b).

La Cour d'assises de Paris ayant, le 30 janvier 1976, reconnu le sieur P... coupable d'un meurtre commis avec la circonstance que ce meurtre avait eu pour objet de faciliter la commission d'un délit de vol, l'avait condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. P... forma un pourvoi en cassation; soulignant que la victime du vol n'était autre que sa mère légitime, il fit valoir que cet agissement bénéficiait de l'immunité de l'article 380 du Code pénal et que, échappant de ce fait à toute répression, il ne constituait pas un délit au sens de l'article 1^{er} du Code pénal en raison de ce qu'aucune peine ne pouvait être prononcée de ce fait.

Cette argumentation n'a eu aucun succès devant la Chambre criminelle, qui a rejeté le pourvoi le 17 juillet 1976 (*Bull.*, n° 257) à la présidence de M. Charpar. Elle fit observer que l'arrêt attaqué « n'avait pas relevé la soustraction dont s'agit comme un fait isolé du crime de meurtre, au mépris de l'article 380 du Code pénal, mais bien comme en étant une circonstance accessoire et aggravante prévue à l'article 304, alinéa 2 dudit Code ».

Elle a pris soin de développer cette argumentation dans les termes suivants : « Attendu que l'article 380 susvisé ne met obstacle à l'exercice de l'action publique, relativement aux soustractions commises par les descendants au préjudice de leurs ascendants que lorsque ces soustractions forment l'objet principal de la prévention; que par contre ce texte ne s'oppose pas à ce qu'une soustraction semblable, qui comprend tous les éléments constitutifs du délit de vol, forme dans les termes de l'article 304 une circonstance accessoire aggravante de l'homicide volontaire objet de l'accusation ».

La solution ainsi adoptée n'était d'ailleurs pas nouvelle. Des précédents sont signalés par Garraud, Faustin Hélie et Brouchet, Goyet, Vouin, etc. Dès le

21 décembre 1837 (S., 1838.1.247), la Chambre criminelle s'était déjà prononcée en ce sens, et elle avait persévéré dans cette jurisprudence le 7 juin 1888 (*Bull.*, n° 192) et, plus récemment, le 17 février 1944 (*Bull.*, n° 50). Il faut rapprocher de cette interprétation celle, orientée dans le même sens, qui retient la circonstance aggravante de vol en corrélation, alors que celui-ci, s'il était considéré comme une infraction distincte, serait couvert par la prescription (*Crim.*, 21 janv. 1887, D., 1887.1.287, S., 1888.1.233).

Il est vrai que si la prescription, qui met obstacle à l'action publique, ne dépouille pas véritablement les faits prescrits de leur caractère délictueux, on aurait pu douter qu'il en fût de même de l'article 380 du Code pénal. Cependant, il y a longtemps déjà que M. Choukroun (*Rev. de sc. crim.*, 1959, p. 54) a rangé l'immunité de l'article 380 parmi celles qui n'emportent qu'une simple exonération de la peine, alors que d'autres, réalisant la suppression de l'élément légal de l'infraction, rendent licites les agissements qu'elles couvrent.

2. Violences involontaires.

I. Pièges à feux.

Le problème des pièges à feux a de nouveau les honneurs des recueils de jurisprudence (v. déjà : Trib. Aix-en-Provence, 21 avril 1969, *Gaz. Pal.*, 1969.2.159, obs. Légal cette *Revue*, 1970, p. 373, et G. Levasseur, *ibid.*, p. 97 et les références citées; Trib. Toulouse, 8 oct. 1969, D., 1970.315 note Cédié, obs. Légal cette *Revue*, 1970, p. 851, et G. Levasseur, *ibid.*, p. 649, n° 1-II).

Cette fois c'est la Cour de cassation qui prend position, en rejetant le 18 janvier 1977 (*Gaz. Pal.*, 5 avr. 1977 et la note), sous la présidence de M. Chapar, le pourvoi formé contre un arrêt rendu le 19 mars 1976 par la Cour de Dijon.

Le sieur O... avait été victime à diverses reprises de vol de moutons dérobés dans sa bergerie; celle-ci était isolée dans un parc entouré de fils de fer barbelés. Aussi avait-il mis en place un dispositif automatique tel que l'ouverture de la porte de la bergerie déclenchait la décharge des deux canons d'un fusil de chasse. C'est dans ces conditions que le sieur R... avait été tué en tentant de pénétrer dans la bergerie.

O... fut poursuivi du chef d'homicide involontaire. On sait qu'en pareil cas la qualification adoptée par le ministère public n'est pas toujours la même; dans l'affaire d'Aix-en-Provence c'est un homicide involontaire qui fut pareillement retenu, tandis que dans l'affaire de Toulouse la lourde condamnation prononcée l'avait été pour violences volontaires. La première qualification permet d'écarter le système de défense fondée sur la présomption de légitime défense de l'article 329 (obs. Légal, cette *Revue*, 1970, p. 373, et nos obs. *ibid.*, p. 98) puisque la Chambre criminelle estime que celle-ci est incompatible avec le caractère involontaire de l'infraction retenue (*Crim.*, 16 févr. 1967, *J.C.P.*, 1967.II.15034, note Combaldieu, et nos obs. cette *Revue*, 1967, p. 659, ainsi que les obs. du doyen Légal, *ibid.*, p. 854); par contre elle exige que soit établie la faute d'imprudence reprochée au prévenu, ainsi que le lien de causalité avec le dommage subi.

Si au contraire le ministère public poursuit pour violences volontaires, il doit faire la preuve de l'intention de produire ces violences, risque d'aboutir à une criminalisation des agissements (violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner, et peut-être même homicide volontaire) et s'expose à voir le prévenu alléguer la légitime défense (la présomption de l'article 329 du Code pénal si la propriété était habitée, ou peut-être même le fait justificatif de l'article 328 du Code pénal si elle ne l'était pas; cf. Légal *op. cit.*, p. 374).

En l'occurrence, la Chambre criminelle n'a éprouvé aucune difficulté pour rejeter le pourvoi. Avec une concision remarquable dont doit être sans doute

crédité le rapporteur M. le Conseiller Ledoux, elle a relevé la grave imprudence du prévenu qui avait dirigé le feu du dispositif à hauteur d'homme (il aurait pu se contenter d'atteindre aux jambes les intrus éventuels). Il semble, au surplus, que le prévenu n'ait pas apposé d'écrêteau extérieur avertissant de l'existence du piège à feu; on notera aussi qu'à la différence d'autres affaires, il n'est pas précisé si la porte avait été fermée à clé.

La condamnation pénale était donc inéluctable. Mais le demandeur au pourvoi se plaignait surtout de la solution donnée par la Cour de Dijon à l'action civile de la veuve de la victime et de la fille de celle-ci. Les dommages-intérêts dépassaient 50 000 F (nouveaux francs) alors pourtant que les quatre cinquièmes de la responsabilité avaient été mis à la charge du sieur R... et de ses héritiers. Arguant que la victime s'était introduite sur la propriété d'autrui « pour y voler des moutons », le pourvoi affirmait que « nul ne pouvant se prévaloir de sa propre turpitude », l'action des parties civiles eut dû être déclarée irrecevable.

Les précédentes décisions n'avaient pas examiné ce dernier point (qui était soulevé dans la note J.P.-D. sous Caen 14 décembre 1967, *Gaz. Pal.*, 1968, p. 134, et dans la note sous le jugement d'Aix-en-Provence, *Gaz. Pal.*, 1969.2.159); le doyen Légal avait signalé (*op. cit.*, p. 376 et s.) la répugnance de la Chambre criminelle à appliquer l'adage « *Nemo auditur* » et nous avions nous-même observé que notre collègue Le Tourneau estimait, dans sa thèse soutenue à Paris en 1969 (v. n° 29, 42, 44 et s.) que cette règle n'avait pas d'application, en droit positif, en dehors des obligations contractuelles.

C'est bien ce que la Chambre criminelle a confirmé dans le présent arrêt, en affirmant que « l'examen de l'indignité de la victime est sans portée ». Au surplus, l'intention de R... de commettre un vol n'apparaissant suffisamment démontrée, on ne pouvait retenir à sa charge que la faute ayant consisté à pénétrer, de nuit, dans une bergerie située dans une propriété privée entourée de fils de fer barbelés. Ce comportement fautif ayant concouru de façon incontestable à la réalisation du dommage, la Cour de Dijon était donc fondée à partager la responsabilité en laissant la majeure partie de celle-ci à la charge de la victime.

L'annotateur ne manque pas de rapprocher cette décision du revirement (heureux à notre sens, voir nos obs. cette *Revue*, 1972, p. 606 et 874; *adde* : Stefani et Levasseur, *Droit pénal général*, 9^e éd., n° 458, p. 446 et notes 1, 2 et 3; dans le même sens, obs. Larguier cette *Revue*, 1974, p. 858; Durry, *J.C.P.*, 1968.II.15554) de la Chambre criminelle qui, depuis son arrêt du 16 octobre 1975 (*Gaz. Pal.*, 1976.1.7, D., 1976.2, note P.F.M.) admet qu'il est possible de procéder à un partage de responsabilité en matière de violences volontaires, alors même qu'aucune provocation n'a été retenue à la charge de la victime (v. depuis : *Crim.*, 5 févr. 1976, D., 1976, *Inf. rap.* p. 80; *Crim.*, 19 févr. 1976, *Bull.*, n° 85; *Crim.*, 4 mai 1976, D., 1976, *Inf. rap.* p. 169; *Crim.*, 10 mai 1976, *ibidem*; *Crim.*, 21 déc. 1976, *Bull.*, n° 375).

II. Accidents de la circulation.

L'arrêt de cassation rendu par la Chambre criminelle le 5 octobre 1976 (*Bull.*, n° 279) mérite de retenir l'attention à un moment où l'opinion publique est préoccupée par les mesures pénales susceptibles d'intervenir à l'encontre du propriétaire d'un véhicule automobile à l'occasion d'infractions qu'il n'a pas, lui-même, personnellement commises (par ex. Loi 3 janv. 1972 ajoutant un article L. 21-1 au Code de la route).

Le 11 novembre 1974 à 19 h 35, le jeune Michel D... âgé de seize ans conduisait un ensemble agricole (tracteur et remorque chargée de betteraves) qu'il ramenait des champs à la ferme paternelle. En dépit de la nuit tombée,

la remorque avait pour seul dispositif de signalisation une lampe de poche suspendue par une ficelle, alors que l'article R. 151 du Code de la route exigeait qu'il fût pourvu de feux rouges à droite et à gauche, d'indicateurs de changement de direction et de dispositifs réfléchissants. Arrivé à destination, le conducteur marqua un temps d'arrêt avant de tourner sur sa gauche pour pénétrer dans la cour de la ferme. C'est alors que deux automobiles qui circulaient dans le même sens vinrent heurter successivement l'arrière de la remorque insuffisamment signalée, ce qui occasionna des blessures à leurs occupants.

Le ministère public poursuit le chef de blessures involontaires et infraction à l'article R. 151 du Code de la route Daniel D..., père du jeune Michel D... La Cour de Douai condamna le prévenu à diverses amendes du fait que le véhicule qui lui appartenait n'était pas pourvu des dispositifs réglementaires; par contre, il le relaxa du chef de blessures involontaires en affirmant : « Nul ne peut être condamné pénalement à raison du fait d'autrui » et que seul le conducteur d'un véhicule est responsable des infractions commises dans la conduite dudit véhicule, ce que rappelle l'article L. 21 du Code de la route.

Le procureur général forma contre cette décision un pourvoi en cassation que la Chambre criminelle, présidée par M. Chapar, accueillit sans difficultés au rapport de M. Reynaud.

Il est bien connu que les articles 319 et 320 du Code pénal dérogent assez largement au principe de la légalité en ce qu'il est souvent difficile aux prévenus d'avoir pu deviner à l'avance le caractère antisocial de l'acte qu'on leur reproche (bien souvent une négligence ou une maladresse); il est étonnant aussi que, par application du système de l'équivalence des conditions, ils permettent de réunir (à titre de coauteurs, sur le même banc d'infamie) des personnes qui parfois ne se connaissaient pas et ont commis à des moments très différents dans le temps et dans l'espace, les fautes qui leur sont respectivement reprochées.

Mais ces articles ne dérogent aucunement au principe de la personnalité des peines. Quelle que soit la souplesse de l'incrimination qu'ils contiennent, c'est bien de leur faute personnelle (comme d'ailleurs dans la plupart des cas d'apparente responsabilité pénale du fait d'autrui) que les prévenus ont à répondre (Stefani et Levasseur, *Droit pénal général*, 9^e éd., n° 277 *quater*; Crim., 31 mars 1965, *J.C.P.*, 1965.IV.66).

Précisément certaines des fautes reprochées à Daniel D... étaient de celles sur lesquelles l'intéressé ne peut avoir aucun doute puisqu'il s'agissait d'inobservation des règlements et qu'apparaissait clairement le lien de cause à effet unissant ces inobservations à l'accident survenu et au dommage causé. D'autre part, le fait de confier un tel véhicule à son jeune fils pour effectuer un transport délicat en raison de l'obscurité constituait une imprudence, elle aussi génératrice de l'accident.

La Chambre criminelle a donc censuré la décision de la Cour de Douai pour s'être contentée d'un appel aux grands principes sans avoir recherché si les infractions aux règlements retenus contre Daniel D... et concernant l'équipement du véhicule dont il était propriétaire n'avaient pas concouru à la réalisation de l'accident dont les automobilistes avaient été les victimes.

III. Responsabilité des médecins et chirurgiens.

C'est également le spectre de la responsabilité pénale du fait d'autrui qui était agité par le demandeur au pourvoi que la Chambre criminelle a rejeté le 18 novembre 1976 (*Bull.*, n° 333).

Le docteur F..., chirurgien, avait été appelé à suturer une plaie au pouce chez un enfant de dix-huit mois. Ayant décidé d'opérer sous anesthésie, il avait

prévenu le Dr P..., le médecin anesthésiste de la clinique et, lorsqu'il pénétra dans le bloc opératoire, il y trouva la demoiselle C... qui avait déjà endormi l'enfant par une anesthésie au fluothane, et qui devait rester au chevet du patient dont elle surveillait l'état. Alors que sa position pendant l'opération, qui ne dura que quelques minutes, ne permettait pas au chirurgien de vérifier la constante présence de Mlle C..., il s'aperçut qu'à un moment donné elle n'était plus à son poste; elle avait même quitté la salle.

L'enfant étant finalement décédé à la suite de l'opération, un délicat problème de responsabilité se posait. La demoiselle C... et le Dr F... furent poursuivis pour homicide par imprudence. Les fautes de la prévenue paraissaient assez clairement : elle n'avait pas la qualification d'aide-anesthésiste, elle n'avait pas sollicité l'accord de son patron, le Dr P..., pour procéder à une anesthésie au fluothane, et surtout elle avait interrompu inopinément ses fonctions.

Le cas du Dr F... était plus embarrassant, aussi bien l'expertise avait-elle conclu à une absence de faute de sa part. Condamné à 1 000 F d'amende par la Cour de Douai, il estima avoir été victime d'une application de la responsabilité pénale du fait d'autrui, car la Cour avait affirmé qu'« en l'état du droit positif le chirurgien reste responsable des actes de l'équipe constituée autour de lui, en particulier lorsque cette équipe ne comprend pas un confrère qualifié en anesthésiologie », faisant ainsi appel à une « responsabilité de principe théorique ». Aussi le demandeur au pourvoi rappelait-il qu'au contraire l'article 319 du Code pénal suppose que soit caractérisée à la charge du prévenu une faute personnelle d'imprudence ou de négligence.

Il semble que le Dr F... ignorait l'absence de qualification réglementaire de la demoiselle C...; il était dans l'impossibilité matérielle de s'apercevoir de sa disparition; lorsqu'il s'en était rendu compte par hasard, il avait vérifié que l'enfant respirait normalement; l'expertise avait conclu à l'absence de faute de sa part.

Le pourvoi a cependant été rejeté, tout au moins sur ce point (une cassation partielle est intervenue sur la question du point de départ du cours des intérêts). L'arrêt attaqué affirmait que le chirurgien avait négligé « toute prudence élémentaire »; en fait, les fautes alléguées à l'appui de cette affirmation étaient les suivantes : le Dr F... « n'avait pas attendu l'avis du médecin anesthésiste qu'il avait cependant sollicité »; il « ne s'était pas préoccupé de l'assistance d'un anesthésiste qualifié pendant l'opération » (la Cour semble donc penser qu'il lui appartenait de vérifier, avant de procéder à l'opération, les titres professionnels de la personne mise à sa disposition, sans se fier au choix implicite de son confrère); enfin « la responsabilité qu'il assumait lui commandait de ne pas laisser l'enfant sans surveillance, en exigeant la présence constante de l'infirmière opérant l'anesthésie » (il semble qu'en l'occurrence, pour remplir cette obligation sans être distrait de l'exécution de sa tâche professionnelle, il eût fallu que le chirurgien fasse assister à l'opération une personne supplémentaire chargée de surveiller le comportement de l'infirmière...).

L'appréciation de la Cour de Douai semble donc avoir été sévère; mais la Chambre criminelle a estimé que ces constatations, qui relevaient du pouvoir souverain d'appréciation des juges du fait, caractérisaient le comportement fautif reproché au Dr F... et n'étaient entachées d'aucune insuffisance.

On rapprochera de la présente affaire les décisions rendues dans des espèces impliquant l'appréciation des responsabilités respectives du chirurgien et de l'anesthésiste, notamment celles de l'affaire *Sarrazin* (Montpellier, 5 mai 1971, *J.C.P.*, 1971-II-16783, et nos obs. cette *Revue*, 1971, p. 681, n° 1-II; Crim., 22 juin 1972, *Bull.*, n° 217, et Toulouse, 24 avril 1973, *Gaz. Pal.*, 1973. 1.401, et nos obs. cette *Revue*, 1973, p. 900, n° 2-IV-a) ainsi que Versailles

11 décembre 1970 (*J.C.P.*, 1971-II-16755, note N.S. et nos obs. cette *Revue*, 1971, p. 680, n° 1-I ainsi que les références citées, et *Crim.*, 22 juin 1972, *Bull.*, n° 218, et nos obs. cette *Revue*, 1973, p. 902, n° 2-IV-b).

Il semble se dégager de cette jurisprudence une impression de sévérité à l'égard du chirurgien, qui n'est pas sans éveiller l'idée d'une responsabilité de principe du chef d'équipe, dont il conviendrait de restreindre le domaine sur le plan pénal. Cette tendance rejoint celle résultant d'autres arrêts de la Cour de cassation qui témoignent d'une grande rigueur à l'encontre des praticiens médicaux en général (v. notamment *Crim.*, 27 mars 1974, *Bull.*, n° 134, et nos obs. cette *Revue*, 1975, p. 140, n° 2-II, cassant Angers, 28 juin 1973, *Gaz. Pal.*, 1973-2-807, et nos obs. cette *Revue*, 1974, p. 364, n° 1-IV).

3. Abandon de famille.

L'abandon de famille est une infraction intentionnelle. La loi a entendu réprimer la mauvaise volonté du débiteur qui se dérobe aux obligations mises à sa charge par une décision de justice. Dès lors les prévenus n'ont pas manqué de prétendre que leur défaillance était due à la faiblesse de leurs ressources et que les subsides qu'ils versaient éventuellement témoignaient, quoique insuffisants, de leur bonne volonté (sur la jurisprudence de cette époque, voir les décisions citées dans notre chronique à cette *Revue*, 1968, p. 340, n° 3-II).

C'est pourquoi l'acte-dit-loi du 23 juillet 1942 s'est résolu à poser une présomption d'intention qui, jointe à l'obligation de s'acquitter désormais de l'intégralité de la pension mise à la charge du débiteur, a rendu la défense de celui-ci fort difficile. L'actuel article 357-2 du Code pénal où la disposition en question se trouve aujourd'hui intégrée, précise que « le défaut de paiement de la pension est présumé volontaire, sauf preuve contraire », renversant ainsi la présomption d'innocence dont devait bénéficier le prévenu (Essaïd, *La présomption d'innocence*, thèse Paris, 1969, Libr. Gén. Dr. Jurisp., 1971, not. n° 214, p. 141; Ph. Merle, *Les présomptions légales en droit pénal*, thèse Nancy, 1968, Lib. Gén. Dr. Jurisp. 1970, n° 71 et s., p. 72).

C'est donc au prévenu qu'il appartient d'établir que l'insuffisance de ses ressources ne lui permettait pas de verser davantage qu'il n'a fait. La jurisprudence admet que le prévenu qui apporte la preuve de son insolvabilité doit échapper à la répression (*Crim.*, 11 déc. 1952, *J.C.P.*, 1953-IV-1; *Crim.*, 16 nov. 1954, D., 1955.26; *Crim.*, 26 févr. 1963, *J.C.P.*, 1963-IV-45). Encore convient-il cependant d'examiner les raisons qui sont à l'origine de cette insolvabilité. La loi a pris soin, en effet, de préciser que « l'insolvabilité qui résulte de l'inconduite habituelle, de la paresse ou de l'ivrognerie, ne sera en aucun cas un motif d'excuse valable pour le débiteur » et les tribunaux ont étendu cette solution à tous les cas d'insolvabilité organisés (Ph. Merle, *loc. cit.*).

L'arrêt rendu par la Chambre criminelle le 5 novembre 1976 (*Bull.*, n° 312) sous la présidence de M. Mongin et au rapport de M. le Conseiller référendaire E. Robert, dont le rapport est publié avec l'arrêt au *Dalloz*, 1977, p. 72, apporte une intéressante contribution à ce problème.

Le sieur M... avait été admis au bénéfice du règlement judiciaire civil le 12 janvier 1972, et mis en liquidation de biens à la date du 28 mars 1973, le jugement fixant au 13 juillet 1970 la date de son insolvabilité notoire (la procédure suivie était celle spéciale à l'Alsace-Lorraine). Poursuivi du chef d'abandon de famille pour ne pas avoir payé d'octobre 1973 à juin 1975 le montant de la pension dont il était tenu, il avait été condamné à trois mois de prison avec sursis par la Cour d'appel de Colmar, et s'était pourvu en cassation contre cette décision.

Le débiteur en état de règlement judiciaire peut parfaitement être condamné pour abandon de famille, nous dit le rapporteur, s'il dispose néanmoins de ressources suffisantes; cette situation s'était en effet déjà présentée au lendemain de l'établissement de cette incrimination, et dès avant la loi de 1942 (*Crim.*, 7 juill. 1932, *Bull.*, n° 173, D., 1933-1-96, S., 1934.1.157; *Crim.*, 25 mai 1935, *Gaz. Pal.* 1935.2.295). En conséquence, et bien que la Cour de Colmar n'ait pas inséré dans sa décision un certain nombre de précisions qui eussent facilité le contrôle de la Cour de cassation, le fait que le prévenu ait été en état de liquidation de biens laissait néanmoins à sa charge l'obligation d'établir le caractère involontaire de sa carence.

Contrairement à ce que soutenait le demandeur au pourvoi, la liquidation de biens ne constitue donc nullement une présomption d'insolvabilité. Le débiteur placé dans cette situation conserve en effet la libre disposition de la partie insaisissable des salaires qu'il acquiert, par exemple en exerçant une activité nouvelle à titre de salarié (l'arrêt attaqué faisait allusion aux gains perçus au moment du jugement, sans avoir pris soin de rechercher quel était leur montant à la période sur laquelle portait la citation; mais c'était au prévenu d'établir qu'il était alors insuffisant).

4. Non-représentation d'enfant.

Nous avons déjà signalé que la Chambre criminelle se départissait parfois de l'habituelle rigueur qu'elle manifeste à l'égard de parents poursuivis pour non-représentation d'enfant, et qui allèguent pour leur défense l'obstination bien déterminée de l'enfant en question à refuser de se prêter au droit de visite. La Cour de cassation avait tendance à voir dans cette obstination la preuve d'une carence éducative qui justifiait les poursuites (*Crim.*, 14 mai 1957, *Bull.*, n° 400, D., 1957.529, obs. L. Hugueney cette *Revue*, 1957, p. 882, n° 6; *Crim.*, 8 janv. 1960, *Bull.*, n° 4; *Crim.*, 16 mars 1960, *Bull.*, n° 154; *Crim.* 15 mars 1962, *Bull.*, n° 136; *Crim.*, 8 déc. 1964, *Bull.*, n° 332, obs. Hugueney cette *Revue*, 1965 p. 656; *Crim.*, 5 oct. 1966, *Bull.*, n° 221, et nos obs. cette *Revue*, 1967 p. 664 n° 4-I; *Crim.* 21 févr. 1973, *Bull.*, n° 92, et nos obs. cette *Revue*, 1974, p. 102 n° 3-a).

Certes, cette jurisprudence stricte n'est nullement abandonnée (*Crim.* 29 avril 1976, *Bull.* n° 132, *J.C.P.* 1976-II-18505 note Vitu et nos obs. cette *Revue* 1976, p. 974 n° 4) mais on voit reconnaître plus facilement qu'autrefois, semble-t-il, les « circonstances exceptionnelles » dont la Chambre criminelle avait admis très tôt (*Crim.*, 12 mai 1954, D., 1955.229, note Bouzat, *J.C.P.*, 1954-II-8246, note Vitu; *Crim.*, 15 mars 1962, *Bull.*, n° 136; *Crim.*, 5 oct. 1966, *Bull.*, n° 221 et nos obs. cette *Revue*, 1967, p. 664, n° 4-I) la possibilité, mais qu'elle reconnaissait autrefois très rarement (*Crim.*, 23 janv. 1968, D., 1968.364 et nos obs. cette *Revue*, 1968, p. 634, n° 8; *Crim.*, 14 mars 1972, *J.C.P.*, 1973-II-17405, note M.A., et nos obs. cette *Revue*, 1974, p. 103, n° 3-b; *Crim.*, 28 nov. 1973, *Bull.*, n° 444).

Tel a été le cas dans l'arrêt de rejet du 15 décembre 1976 (*Bull.*, n° 368). Le sieur F... s'était pourvu en cassation contre l'arrêt de la Cour de Nancy qui avait relaxé son ancienne épouse, du chef de non-représentation d'enfant, et débouté la partie civile de sa demande de dommages-intérêts. La Cour de cassation, tout en réitérant que « la résistance des enfants ne saurait constituer pour celui qui a l'obligation de les représenter, ni une excuse légale ni un fait justificatif » indique « qu'il en est autrement lorsque, comme en l'espèce, il a en vain usé de son autorité et que seules des circonstances exceptionnelles, expressément constatées, l'ont empêché d'exécuter son obligation ».

Quels étaient donc les faits de l'espèce et les circonstances exceptionnelles établies? La Cour de Nancy avait constaté que « loin de refuser de remettre

ses deux filles à son ex-époux, la prévenue les a toujours tenues prêtes à accompagner leur père et les a exhortées à suivre celui-ci. » Ce comportement n'eût sans doute pas suffi à justifier la relaxe de la prévenue. Mais la Cour avait également constaté qu'en 1974, à l'occasion de l'exercice normal de son droit de visite, « F... n'avait pas ramené les enfants à la date prévue, et les avait même cachés pendant quarante-sept jours sans qu'ils puissent recevoir de nouvelles de leur mère, tout en s'efforçant d'obtenir des certificats médicaux établissant que leur retour au foyer maternel leur serait préjudiciable ».

On conçoit que ce comportement ait été très péniblement ressenti par la mère, mais l'important, pour que l'on puisse conclure à l'existence de « circonstances exceptionnelles » était plutôt que les enfants en aient ressenti un trouble tel que la perspective d'une nouvelle épreuve de ce genre soit de nature à mettre en péril leur santé. Or, précisément, la Cour de Nancy constatait que ces faits avaient « gravement perturbé » les fillettes, en sorte que celles-ci refusaient catégoriquement de suivre leur père en dépit de l'insistance de la prévenue, et allaient même jusqu'à prendre la fuite chaque fois qu'il tentait d'exercer son droit de visite. On est surpris de constater que l'arrêt ne fait aucune allusion à l'âge des enfants (comp. Crim. 29 avril 1976, *Bull.*, n° 132, *J.C.P.*, 1976-II-18505, note Vitu, et nos obs. cette *Revue*, 1976, p. 974); il est vrai que si celles-ci étaient jeunes, le traumatisme psychologique pouvait avoir été plus profond, si au contraire elles étaient plus âgées leur mauvaise volonté pouvait se trouver plus fermement enracinée.

La Cour d'appel avait constaté, au surplus, que le père « n'avait rien fait pour gagner l'affection de ses enfants », et que son comportement était à l'origine de l'« attitude de révolte » de ceux-ci.

Dans ces conditions, en présence de ces constatations qui relevaient du pouvoir souverain d'appréciation des juges du fond, la relaxe fondée sur les circonstances exceptionnelles était justifiée. Il y a une dizaine d'années, des incidents de ce genre, mais à vrai dire moins graves, survenus au cours de l'exercice du droit de visite, n'avaient pas été jugés suffisants (Crim., 5 oct. 1966, *Bull.*, n° 221, et nos obs. cette *Revue*, 1967, p. 664, n° 4-1).

IV. — CRIMES ET DELITS CONTRE LES BIENS

par Pierre BOUZAT

*Doyen honoraire de la Faculté des sciences juridiques de Rennes,
Président de l'Association internationale de droit pénal.*

1. Carte de crédit magnétique. Escroquerie ou vol.

C'est une banalité répétée bien souvent : les transformations du commerce et de l'industrie amenées par les progrès de la science mettent sans cesse à la disposition des malfaiteurs de nouvelles occasions de nuire que le droit antérieur n'a pas prévues; et avant que se réalise la « mise à jour » du droit pénal, des comportements socialement fâcheux risquent de rester sans sanctions. L'intérêt social est ainsi compromis par le respect des droits individuels. Certaines législations étrangères ont voulu remédier à cet inconvénient en employant des formules vagues pour définir les incriminations. D'autres ont été jusqu'à admettre le raisonnement par analogie. Ce sont là de mauvais remèdes et fort heureusement notre droit pénal ne les connaît pas (v. notre *Traité de droit pénal et de criminologie*, éd. 1970, n° 90 et s.). Les juges français, cependant, essaient de remédier lorsqu'ils le peuvent au retard de la législation. Mais ils sont souvent obligés pour ce faire de procéder à une extension, voire à une déformation de diverses qualifications. Se rapportant à ce grave problème, nous avons relaté une affaire où l'introduction dans les parcmètres de rondelles métalliques de même poids et de même taille qu'une pièce de un franc pour pouvoir stationner sans bourse déliée avait été jugée constituer une escroquerie, et nous avons estimé que du point de vue juridique cette extension de la qualification d'escroquerie était un peu osée (V. cette *Chronique*, dans cette *Revue*, 1971, p. 691).

Nous avons relaté également une affaire (V. cette chronique dans cette *Revue*, 1975, p. 423) où l'emploi de faux tickets d'autobus n'avait pas pu être qualifié d'escroquerie, mais avait pu être réprimé sous la qualification de faux en écriture privée.

C'est sans doute en matière bancaire que de nouvelles techniques ont suscité de malhonnêtes et trop ingénieuses utilisations. Nous avons signalé dans cette chronique (V. cette *Revue*, 1972, p. 887) qu'avait été réprimé sous la qualification d'escroquerie le fait d'utiliser la carte inter-carte chez différents correspondants d'une banque en dépassant la limite de son crédit.

On sait que les banques, affinant encore leurs techniques, ont mis ces dernières années, suivant l'exemple de l'Amérique, à la disposition de leurs clients des distributeurs automatiques de billets, étant bien entendu que les clients ne doivent pas dépasser le montant du crédit inscrit à leur compte. Il était fatal que des clients usent de ce procédé pour dépasser leur crédit... C'est ce que montre un intéressant jugement du tribunal correctionnel de

Troyes du 27 avril 1976 (Dalloz, 1977, 122, note Cazals). C'est à notre sens la première fois que des magistrats avaient à se pencher sur une affaire de ce genre. Au point de vue civil, l'action de la banque était pleinement justifiée. Au point de vue pénal, il fallait trouver une qualification. Le Ministère public retint celle d'escroquerie, et comme le remarque fort bien M. Cazals, dans une note très claire, ce recours à l'article 405 du Code pénal venait tout naturellement à l'esprit, puisqu'il s'agissait d'un exemple type de criminalité astucieuse et que l'on sait aussi (nous venons de le rappeler à propos de différentes affaires) que la jurisprudence étend chaque jour la notion d'escroquerie.

Mais il ne faut pas aller trop loin et le Tribunal de Troyes a fort justement décidé que l'escroquerie ne pouvait être retenue car les manœuvres frauduleuses manquaient. En effet, le prévenu n'avait altéré ni sa carte ni la machine, et bien évidemment il n'avait pu impressionner par des discours la machine, sourde et muette par définition. Il s'était contenté de dépasser son crédit. Quelle qualification pouvait-on alors retenir ? Pas celle de faux en écriture privée ou de commerce puisqu'il n'y avait pas eu modification de la carte magnétique, pas davantage celle de chèque sans provision puisqu'il n'y avait pas de chèque.

Le tribunal a retenu celle de vol en déclarant qu'en opérant des prélèvements excédant le crédit dont il disposait à son compte, le prévenu a opéré des soustractions de fonds dont il n'avait pas la disposition et ce, contre le gré du banquier et en violation des conventions passées entre lui-même et ce banquier; que ces prises de possession illégitimes s'analysent en soustractions frauduleuses de la chose d'autrui et sont constitutives du délit de vol. M. Cazals n'approuve pas cette qualification et il déclare : « Automate, le distributeur de billets agit en lieu et place du banquier selon ses ordres, selon les instructions qui ont été mises en mémoire. » Or le prévenu n'a nullement forcé l'appareil puisqu'il a opéré un prélèvement en se conformant au mode d'emploi donc à la volonté de l'établissement financier. Il a reçu une somme d'argent remise de manière parfaitement régulière. Il y aurait eu soustraction si le prévenu s'était livré à l'effraction ou avait profité d'une défaillance de la machine; il se serait approprié de l'argent par un moyen non mis à sa disposition par la caisse de crédit donc contre le gré de la caisse. Mais tel n'était pas le cas. Son argumentation ne manque pas de pertinence loin de là ! mais comme nous l'avons dit bien des fois dans cette chronique (V. notamment cette *Revue*, 1972, p. 888; 1974, p. 109) la jurisprudence notamment celle de la Cour suprême adopte une notion de plus en plus extensive de la soustraction frauduleuse. Le jugement de Troyes l'a naturellement adoptée.

M. Cazals fait remarquer également avec pertinence que la remise par erreur est, suivant la jurisprudence dominante, exclusive de la soustraction frauduleuse (Cf. les décisions citées par MM. Vassogne et Bernard, *in Rép. pén.* Dalloz V° Vol, n° 15 et s.). Il estime que c'est par erreur que le distributeur automatique a remis les billets au client malhonnête. Nous n'en sommes pas si sûr que lui. Comme le rappelle d'ailleurs M. Cazals lui-même, au début du siècle, le tribunal correctionnel de Lille dans un jugement du 15 décembre 1901 (D. 1901.II.365), s'il avait écarté la qualification d'escroquerie à l'égard d'une personne qui avait extrait indûment des bonbons d'un distributeur automatique, avait retenu celle de vol et pourtant l'on aurait pu dire qu'il s'agissait d'une remise par erreur. La Chambre criminelle (18 mai 1876, S. 1876, I, 317; D. 1877, I, 95) a cassé un arrêt acquittant un prévenu qui avait obtenu d'une idiote la remise d'une somme d'argent. La Cour de cassation a déclaré alors que l'idiote n'avait pas eu conscience de son acte et n'y avait apporté qu'une volonté quasi animale de telle sorte qu'elle n'avait

été qu'un instrument passif à l'aide duquel celui-là même qui avait reçu la chose l'avait appréhendée en réalité frauduleusement. La Chambre criminelle dans des espèces analogues a également déclaré coupables des individus qui s'étaient fait remettre un objet par un enfant : elle a déclaré que l'enfant n'avait pas eu conscience de son acte et n'avait été qu'un instrument (31 août 1899, S. 1901, I, 475; D. 1902, I, 331 et 25 mai 1938, D.H. 1938, 453). Le tribunal correctionnel de Versailles¹ a qualifié de vol la remise faite par une personne dont les facultés mentales momentanément diminuées ne lui ont pas permis de se rendre compte de la portée exacte de son acte de sorte que cette personne n'a été qu'un instrument passif à l'aide duquel celui-là même qui a reçu la chose l'a appréhendée, en réalité, frauduleusement.

La décision du juge de Troyes nous paraît se conformer à cette jurisprudence déjà multiple que nous venons d'exposer : le distributeur automatique n'a pas remis par erreur, incapable de savoir ce qu'il faisait, il a remis inconsciemment, ce qui est différent.

Comme philosophie de cette histoire certains déploreront sans doute que les facilités techniques bancaires deviennent trop nombreuses et nous ne serions pas loin de partager leur point de vue. Mais on n'arrête pas le progrès... Faut-il souhaiter, comme le fait M. Cazals, créer une infraction spécifique de retrait abusif de fonds au moyen d'une carte magnétique. Certes, on peut le souhaiter mais il est à craindre que si l'on s'engage dans cette voie, il faille bientôt créer des infractions spécifiques de toutes sortes. Serait-on condamné à torturer les incriminations déjà existantes ? Le mieux serait certes de trouver une formule d'incrimination assez large et assez souple pour prévoir les nouvelles formes de délinquance technique astucieuse, mais cela est plus facile à dire qu'à faire...

2. Le conflit du « Parisien libéré ». Destruction de journaux. Vol ou simple contravention ?

Tous nos lecteurs sont au courant du douloureux problème dit du « conflit du Parisien libéré ». Il est inutile de le rappeler en détail ici d'autant qu'il constitue surtout un problème de politique sociale voire de politique tout court, ce qui ne concerne pas notre rubrique. Mais il a aussi des implications d'ordre juridique, voire pénal et ces dernières méritent d'être rapportées ici. Il arrive en effet que des grévistes ou des amis des grévistes arrêtent abusivement des voitures de livraison du *Parisien libéré*, parfois même ils les renversent ou en crèvent les pneus et en tout cas s'emparent des paquets de journaux qu'elles contiennent et les dispersent.

A la requête du ministère public, un certain nombre de grévistes ont été inculpés de vols à la suite de détournements et destruction d'exemplaires du *Parisien libéré*. Le syndicat de la magistrature a cru bon d'adresser le 25 octobre une lettre à M. Ségué, Secrétaire général de la C.G.T. dans laquelle il s'interroge sur la qualification de vol retenue par le ministère public, en écrivant notamment² : « Le juge dispose d'une panoplie d'instruments chaque jour plus vaste, parmi lesquels il sélectionne celui qui s'adapte le mieux aux faits contestés. Le Code pénal contient ainsi un article R. 38.6° qui punit d'une amende de 160 à 600 F ou d'une peine de huit jours maximum la contravention de la dégradation de la propriété mobilière d'autrui. Ce texte a été écarté. On a choisi volontairement la poursuite d'un délit qui peut paraître infamant : il fallait traiter ces ouvriers

1. V. cette *Chronique* dans cette *Revue*, 1971, p. 428.

2. V. le journal *le Monde* du 28 oct. 1976.

en lutte comme des délinquants de droit commun. Le vol a été généralement retenu. Comment faire entrer dans la définition du vol l'acte consistant à répandre sur la chaussée des exemplaires d'un journal, sans le détruire le plus souvent, la destruction résultant du seul abandon ? Les auteurs de ces actes n'ont jamais eu, ne serait-ce qu'un instant, l'intention de s'approprier un exemplaire du journal. Dans les poursuites en cours, si le juriste a son mot à dire, la question juridique n'est que complémentaire. L'acte délictueux n'est pas suspendu dans l'air. Il doit être ramené dans son contexte. Les agissements des ouvriers du livre ne peuvent être appréciés qu'en fonction du conflit du *Parisien libéré* qui dure depuis vingt mois. Six cent cinquante ouvriers sont sans emploi. Ils se sont mis en grève; ils ont occupé leurs imprimeries; ils les occupent toujours. Ils se sont adressés aux tribunaux. Leur syndicat a demandé l'ouverture de négociations. Devant l'illégalité flagrante à laquelle ils étaient confrontés, ils ont utilisé les moyens légaux. Ils attendent toujours le résultat des actions prud'homales civiles et pénales qu'ils ont engagées. Ils n'ont pu se contenter de se tourner vers les tribunaux et la loi qui leur refusait sa protection. Ils n'ont pas eu recours à la violence, mais par le seul moyen dont ils disposaient, ils ont cherché à empêcher la diffusion d'un produit qu'eux-mêmes fabriquaient auparavant, et qui est aujourd'hui fabriqué par d'autres au mépris de leurs droits. Il arrive un moment dans la lutte ouvrière où le seul moyen de prendre la parole publiquement est de commettre un acte hors des usages de la lutte traditionnelle.

Le fait qu'une association de magistrats ait cru bon de faire des déclarations d'ordre politique, ce qui évidemment ne se faisait pas dans le passé, a suscité de nombreuses critiques. Nous n'avons pas à les rapporter ici. Nous dirons simplement que, du point de vue juridique pur, cette lettre nous cause quelques surprises.

a) D'abord elle parle d'un délit qui peut paraître infamant; or, si autrefois nos maîtres nous ont enseigné qu'il y avait des peines afflictives et infamantes et des peines simplement infamantes, nous n'avons jamais entendu dire que les peines correctionnelles frappant le vol aient été infamantes.

b) La lettre déclare ensuite : « Comment faire entrer dans la définition du vol l'acte consistant à répandre sur la chaussée des exemplaires d'un journal, sans le détruire le plus souvent, la destruction résultant le plus souvent de son seul abandon ? Les auteurs de ces actes n'ont jamais eu, ne serait-ce qu'un instant, l'intention de s'approprier un exemplaire du journal. » C'est ici que notre surprise est peut-être la plus grande car les magistrats semblent ignorer totalement la jurisprudence contemporaine en matière de vol, jurisprudence qui a considérablement élargi la notion de soustraction frauduleuse, jurisprudence que nous rappelons souvent dans nos chroniques. Nous rappellerons seulement aujourd'hui comme typiques deux affaires qui sont proches du point de vue de la qualification de vol de l'affaire aujourd'hui commentée (V. cette chron. dans cette *Revue*, 1969, p. 674, et 1970, p. 876). Deux personnes qui avaient le 3 février 1968 entre 13 et 15 heures saisi, sur un stand de presse de diverses églises du Mans, des brochures et journaux qui ne leur plaisaient pas et les avaient fait disparaître dans la Sarthe ont été condamnées pour vol.

La Cour suprême déclare que la condamnation pour vol était justifiée du simple fait que les inculpés avaient appréhendé une chose qui ne leur appartenait pas : « En s'emparant, pour les détruire, de journaux et de brochures exposés dans diverses églises et qu'ils savaient ne pas leur appartenir, les prévenus se sont appropriés sans droit ces publications et ont commis une soustraction frauduleuse, leurs mobiles ne pouvant être retenus que pour

l'application de la peine; ces publications exposées pour la vente n'étaient pas abandonnées et sans maître, les parties civiles en étant propriétaires pour les avoir régulièrement acquises ».

c) Quelque temps après (V. cette chron. dans cette *Revue*, 1974, p. 109) une affaire du même ordre a été jugée par le Tribunal correctionnel de Rennes le 8 février 1973 (Sem. Jur., 1973, II, 17425, note Suffert) avec cette circonstance particulière que l'auteur de l'infraction était un ecclésiastique qui, après avoir pris, sur un présentoir d'une église de Rennes, plusieurs centaines de revues les avait déchirées par ses soins ou les avait fait déchirer sur son instigation par les personnes l'accompagnant à la sortie de l'édifice ou dans le vestibule même du commissariat de police du 1^{er} arrondissement, où il s'était rendu pour confesser ses agissements, inspirés selon ses dires « par le scandale de la mise en vente dans une église de revues dites catholiques incitant à la débauche, au laisser-aller moral, à la révolution et surtout à la dégradation doctrinale ». Fidèle à la jurisprudence de la Cour suprême le Tribunal de Rennes l'a condamné en déclarant : « Le fait de prendre des revues dans un édifice du culte pour les détruire constitue, sans qu'importent les mobiles, une soustraction frauduleuse, l'attitude de son auteur révélant l'intention de se comporter en propriétaire ».

La jurisprudence est donc maintenant bien fixée...

Si le parquet dans un but d'apaisement avait fermé les yeux sur la qualification de vol pour ne retenir qu'une qualification contraventionnelle nous n'en aurions pas été scandalisés loin de là ! Depuis que la correctionnalisation judiciaire est employée, la classification tripartite des infractions a connu bien d'autres entorses moins valables. Mais que des magistrats viennent nier purement et simplement la jurisprudence de la Cour suprême, cela nous paraît un peu fort... Il est vrai qu'à notre époque on voit tant de choses...

d) Lorsque la lettre déclare « dans les poursuites en cours, si le juriste a son mot à dire, la question juridique n'est que complémentaire », nous avouons notre inquiétude. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on a entendu dire que le juridique doit s'incliner devant le politique. Or, s'il est incontestable que les magistrats ne peuvent pas ne pas être influencés par le contexte politique et social, il ne faut pas se dissimuler que la voie dans laquelle certains voudraient s'engager en reléguant le juridique à un rôle accessoire est une voie fort dangereuse qui peut conduire aux pires abus. Quoi qu'il en soit ces affaires de destruction de journaux ont connu diverses péripéties.

a - C'est ainsi que le juge d'instruction du tribunal d'Evry a été dessaisi par un arrêt de la chambre d'accusation de la Cour de Paris du dossier de six membres du syndicat du livre C.G.T. interpellés le 3 novembre 1976, après l'attaque d'un véhicule transportant des exemplaires du « *Parisien libéré* »³. Il avait été saisi le 10 novembre en vertu d'un réquisitoire introductif du procureur de la République qualifiant les faits de « vols et dégradations volontaires de véhicule ». Il avait rendu le même jour, avant d'inculper les six prévenus, une ordonnance disqualifiant les faits considérés par le parquet comme « un vol en une dégradation volontaire de la propriété mobilière d'autrui ». La chambre d'accusation a estimé que le juge d'instruction avait inexactement appliqué la loi en agissant de la sorte.

b - Le 29 décembre 1976 eut lieu avec grand retentissement la comparution, devant la 16^e chambre correctionnelle du Tribunal de Paris, de douze ouvriers du Livre parisien inculpés de vol après divers détournements et des-

3. V. le journal *le Monde*, 30-31 janv. 1977.

tructions d'exemplaires du *Parisien libéré*. La C.G.T. avait manifesté son intention de donner à ce procès un caractère important en faisant plaider par un important collectif d'avocats la thèse de la légitimité des actions « défensives » engagées par les travailleurs qui ont été privés de leur emploi. Les grilles du Palais de Justice fermées, un important service d'ordre mis en place dans tout le quartier, des barrières métalliques devant l'entrée de la 16^e chambre correctionnelle, c'était presque l'état de siège 4...

A l'audience, les douze prévenus déclarèrent même, à l'exception d'un seul, ne pas s'être emparés des paquets de journaux. « On vous les a mis dans les bras ? » demande alors le président. Ils ajoutèrent : « Nous sommes des travailleurs mais pas des voleurs. Nous n'avons jamais eu l'intention de nous approprier des exemplaires du *Parisien libéré*. Nous avons agi dans le cadre d'une action syndicale. Nous réclamons le droit au travail. » Alors pourquoi les faits ont-ils été qualifiés de vol par le ministère public ? Pourquoi n'a-t-on pas retenu l'article R 38, 6^e concernant « la dégradation de la propriété mobilière d'autrui » ?

Ne revenons pas à nouveau sur ces points et disons simplement que la 16^e chambre a condamné le 14 janvier dernier cinq des prévenus à six semaines d'emprisonnement avec sursis, les sept autres à un mois de la même peine. La société du *Parisien libéré* a obtenu 1 050 F de dommages et intérêts, la société de transport 1 500 F. La Fédération des travailleurs du livre C.G.T. a annoncé son intention de faire appel. Nous avons lu dans la presse, que dans des affaires analogues, si des accusés avaient été également condamnés pour vol par diverses juridictions, d'autres poursuivis devant des juridictions différentes n'avaient été condamnés que pour des contraventions.

Attendons la suite, c'est-à-dire les sentences d'appel voire de cassation, et regrettons toutes ces « agitations » qui ne profitent à personne et risquent de nuire à beaucoup.

3. Amincissement et amaigrissement. Escroquerie ou non.

Nous avons exposé dans cette chronique (V. cette *Revue*, 1976, p. 124) que le parquet de Paris et la 13^e chambre correctionnelle du Tribunal de Paris (jugement inédit du 30 mai 1975) s'étaient montrés plutôt sévères pour les dirigeants des établissements de culture physique féminine Ladybel, ouverts entre 1967 et 1970, à Paris et en province. Ils les ont, en effet, condamnés pour escroquerie à des peines de plus d'un an d'emprisonnement (avec sursis) et à de fortes amendes. Une quinzaine de clientes, parties civiles, obtinrent au total 20 000 F environ à titre de remboursement et dommages-intérêts. On reprochait à ces dirigeants d'avoir fait des promesses illusoires en proposant à leurs clientes d'affiner leur taille grâce à une méthode spécifique de culture physique. La Cour d'appel de Paris (arrêt inédit) a pratiquement absous les condamnés de première instance. En effet, disqualifiant l'escroquerie en publicité mensongère, elle a condamné seulement le P.-D.G. à une peine de quatre mois d'emprisonnement avec sursis et les autres dirigeants à de simples et modérées peines d'amende. Nous disions dans notre précédente chronique que des esprits indulgents diraient sans doute que l'on aurait pu se contenter de la qualification d'infraction de publicité mensongère. C'est ce qui s'est produit. Mais nous avons ajouté aussi que les juges, justement scandalisés par le flux continuellement grandissant des manœuvres frauduleuses de toutes sortes, ont tendance à utiliser la qualification d'escroquerie lorsqu'elle est en concours avec une qualification moins sévère et que l'on aurait pu

4. V. le journal *le Monde*, 7-8 nov. 1976.

fermer les yeux sur son existence (V. en particulier sur la jurisprudence en matière de fraudes sur les automobiles cette chron. dans cette *Revue*, 1974, p. 113).

4. Chèques sans provision.

C'est sur une nullité de pure forme qu'a statué un arrêt de la Chambre criminelle du 12 octobre 1976 (*Gaz. Pal.*, 14 janvier 1977, p. 2), aussi la rapporterons-nous très brièvement.

On sait que, aux termes du paragraphe IV de l'article 19 de la Loi du 3 janvier 1972, modifié par la loi du 29 décembre 1972, le tribunal peut interdire au condamné pour une durée de six mois à cinq ans d'émettre des chèques « autres que ceux qui permettent exclusivement le retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou ceux qui l'ont codifié ». A été tout naturellement cassé l'arrêt prononçant condamnation du chef d'émission de chèque sans provision qui interdit au condamné, sans aucune réserve et sans se référer expressément aux articles susvisés, d'émettre des chèques pour une durée de un an.

5. Fraudes et falsifications.

Comme toujours hélas ! les recueils nous apportent plusieurs décisions en la matière :

1^o *Présomption de culpabilité* : La décision rapportée aujourd'hui est une décision d'acquiescement. Elle a trait à la question de la présomption de culpabilité. Nous avons dit bien des fois dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1954, p. 772; 1955, p. 328; 1961, p. 119 et 595; 1962, p. 106; 1963, p. 355; 1965, p. 140; 1966, p. 83, 353, 624; 1968, p. 642; 1970, p. 402; 1974, p. 886 et 1976, p. 135) qu'il semble bien que certains arrêts soient prêts d'admettre une présomption de fraude à l'égard des fabricants et importateurs. Mais bien entendu il ne peut s'agir que d'une présomption de fait et non d'une présomption de droit car la loi du 1^{er} août 1905 n'édicte pas de présomption de fraude. Ses travaux préparatoires sont formels : le sens des termes « tromperie » et « fraude » sont significatifs. Ils exigent l'intention de l'auteur (v. notamment J. A. Roux, *Traité de la fraude dans les ventes de marchandises*, n^{os} 80 et s.; J. Vivez, *Traité des fraudes*, n^{os} 49 et s.). Et depuis longtemps la Cour de cassation déclare formellement qu'il n'y a aucune présomption de fraude dans la loi du 1^{er} août 1905 (*Crim.* 12 janv. 1912, *Bull. crim.*, n^o 31; 16 févr. 1956, *Bull. crim.* n^o 171. V. aussi les arrêts cités dans la note Vivez sous Paris 9 févr. 1965, *J.C.P.*, 1966, II, 14493). Dans un arrêt du 4 janvier 1977 (*D.*, 1977, I.R., p. 64) la Chambre criminelle rappelle à nouveau que la loi du 1^{er} août 1905 n'a créé aucune présomption de culpabilité relativement au délit de tromperie. Elle en déduit justement que, dès lors, encourt la cassation l'arrêt qui, pour déclarer coupable de ce délit le président-directeur général d'une société, à l'occasion de la vente et de la livraison comme neuf d'un engin de levage déjà utilisé, énonce qu'il appartenait au prévenu, étant resté statutairement le chef de son entreprise de ne pas tolérer de ses subordonnés qu'ils se livrent aux agissements relevés par la prévention, sans chercher les circonstances propres à établir l'existence de l'intention coupable de ce dirigeant.

2^o *Vente d'animaux domestiques* : Un arrêt de la Cour de Lyon du 5 mai 1976 (*Gaz. Pal.*, 14 mars 1977) se rapporte à un genre d'affaires qui deviennent de plus en plus nombreuses. Il s'agit de la vente d'animaux domestiques auxquels les vendeurs attribuent des pedigrees imaginaires ou qui ne sont même pas en bonne santé. Ces deux fautes se retrouvent dans

l'espèce commentée. Un nommé L... vendeur de chiots laissait croire aux acheteurs l'existence de qualités souvent inexistantes; qu'ainsi il remettait un pedigree établi par la Fédération belge des sociétés canines, sous le sigle F.O.L.B., ou par la Fédération belge de cynophiles, organismes non reconnus par la Fédération cynophile internationale dont l'adhérent pour la France, la Société centrale canine pour l'amélioration des races de chiens en France ou S.C.C. est seule habilitée par arrêtés ministériels des 22 mai 1969 et 11 février 1971 à tenir les livres d'origines ou L.O.F. « au reçu de ce document les acheteurs croyaient en la possibilité d'inscription de leur animal au L.O.F., ce qui leur était cependant impossible d'obtenir faute de pouvoir justifier d'une ascendance valable et certaine ». Ce faisant L... trompait les acheteurs non sur les origines (rien ne permettant d'affirmer que les mentions portées au pedigree délivré soient fausses) mais sur les qualités de l'animal vendu : en effet, une des qualités substantielles que doit présenter un chiot de race vendu avec pedigree est de pouvoir normalement figurer au L.O.F. De plus, les chiots qu'il vendait étaient très souvent en mauvaise santé ainsi qu'il résultait des déclarations de plusieurs vétérinaires qui certifièrent avoir dû soigner fréquemment de jeunes chiens provenant de l'élevage du vendeur; ainsi le docteur C... a déclaré : « Il ne se passe pas de semaine et notamment aux alentours des fêtes sans qu'il me soit amené à la consultation de jeunes chiens qui ne soient atteints de la maladie de Carré ou de viroses semblables... ces animaux sont la plupart du temps couverts de parasites : gale ou teigne et malgré des soins approfondis la majorité d'entre eux est vouée à une mort rapide. »

Le tribunal déclare à juste titre que le vendeur professionnel se devait de ne mettre en vente que des bêtes saines ou à tout le moins de renseigner les acquéreurs sur les maladies contractées par les animaux présentés, chez un marchand, le bon état de santé des animaux vendus par lui est en effet une des qualités substantielles devant s'attacher à la « marchandise » offerte.

Sur la base de ces deux sortes de constatations, le tribunal a estimé avec raison que le vendeur était coupable du délit de tromperie sur les qualités substantielles, infraction visée par l'article 1^{er} de la Loi du 1^{er} août 1905. Les premiers juges avaient cru préférable de condamner pour délit de tromperie sur les origines. La qualification retenue par les juges d'appel nous paraît plus adaptée aux faits; de plus elle est conforme à la tendance de la jurisprudence qui s'intéresse de plus en plus aux qualités substantielles.

Statuant en matière civile, un jugement du Tribunal de Montmorency du 28 novembre 1974 (*Gaz. Pal.*, 1975, I, 272, note Plancqueel) avait prononcé une condamnation civile en décidant que l'exploitant d'un chenil doit à l'acquéreur d'un chiot la garantie prévue à l'article 1641 du Code civil. Le jugement précisait que le vendeur ne saurait pour s'en exonérer prétendre dès lors que le rachitisme est courant chez les chiots de la race Dobermann, cette maladie ne constitue pas le vice caché, à défaut de quoi il n'aurait dû vendre aucun des frères et sœurs de l'animal, puisque tous ou presque étaient atteints de rachitisme. Un tel raisonnement équivaut à prétendre que la vente d'une marchandise présentant un vice caché est licite du seul fait que d'autres produits de la même origine et présentant le même vice ont été vendus ou mis en vente. Il y avait donc lieu de prononcer la résiliation de la vente en condamnant l'exploitant du chenil à restituer à l'acquéreur le prix du chiot. Il y avait lieu également de le condamner à lui rembourser les dépenses engagées par lui pour faire soigner et abattre l'animal et enfin de sanctionner l'absence de conscience professionnelle du vendeur en accordant à l'acquéreur des dommages-intérêts. Cette décision était tout à fait justifiée car le vendeur du chien, parce qu'il était un professionnel, était censé en connaître les défauts conformément à une jurisprudence aujourd'hui bien établie (v.

not. cass. 1^{re} civ., 21 nov. 1972, *Gaz. Pal.*, T.I., 1971-1973, V^o Vente n^o 216 - J.C.P., 1974, 17890, note J. Ghestin; Cass. comm. 17 déc. 1973, *Gaz. Pal.*, 1974, I, 429, note Plancqueel, J.C.P., 1975, 17912, note R. Savatier). Et il avait l'obligation de mettre en garde l'acheteur contre les risques de maladie pouvant survenir à l'animal et surtout, et c'était le cas en l'espèce, si le prix de vente est élevé, le vendeur professionnel doit « éclairer » parfaitement son acheteur.

Une conclusion après ces deux décisions : MM. les exploitants de chenil doivent être d'une franchise absolue sur les qualités substantielles des animaux qu'ils vendent, et ne pas chercher à frauder.

3^o *Véhicules d'occasion* : Nous avons bien dit souvent dans nos chroniques (v. cette *Revue*, 1968, p. 868; 1969, p. 412; 1970, p. 660; 1976, p. 440 et 985) qu'on se trouve en présence d'un océan de fraudes en matière de ventes d'automobiles d'occasion, et ce qui est le plus navrant, que trop de vendeurs de véhicules d'occasion considèrent la fraude comme une simple extension licite du « baratinage ». Fort heureusement, les juges réagissent le plus qu'ils peuvent en faisant preuve d'une sévérité justifiée.

Ils décident notamment que la responsabilité pénale et civile du vendeur est engagée en cas de tromperie sur l'état du moteur, soi-disant en parfait état ou refait à neuf (v. cette chron. dans cette *Revue*, 1972, p. 123) ou de tromperie sur le kilométrage parcouru (v. cette *Revue*, 1976, p. 986) les condamnations étant justifiées par la tromperie sur les qualités substantielles de la marchandise.

On pourra s'étonner d'une certaine indulgence manifestée par un arrêt de la Cour de Paris du 28 avril 1976 (*Gaz. Pal.*, 26 janv. 1977) qui décide : « Pour apprécier si la mauvaise foi, élément essentiel du délit de fraude, est ou non constituée, il importe d'observer que le prévenu n'est pas un professionnel de la vente des voitures, qu'en outre son maniement rudimentaire de la langue française peut expliquer qu'il ait voulu dire par moteur refait à neuf, qu'il n'était pas d'origine ». Il n'est pas sans intérêt de remarquer également que le prix de la transaction incriminée était inférieur de 300 F au prix de l'*Argus*, que la voiture avait été expertisée peu de temps auparavant par le constructeur qui avait mentionné le bon état du moteur « refait en province » et avait fait une offre de reprise. Les juges de première instance avaient prononcé condamnation. Il s'agit évidemment d'un cas d'espèce et laissant le doute profiter au prévenu.

V. — PROCEDURE PENALE

par Jean ROBERT

Ancien Procureur général près la Cour de cassation.

1. Appel d'un jugement de police en cas de pluralité de contraventions.

D'après l'article 546 du Code de procédure pénale, les jugements rendus par le tribunal de police peuvent être frappés d'appel par toutes les parties en cause, lorsque la peine encourue excède cinq jours d'emprisonnement ou 160 F d'amende.

Lorsque la même poursuite vise plusieurs contraventions permettant au tribunal de prononcer plusieurs amendes — (les condamnations de police échappent à la règle du non-cumul des peines édictée par l'article 5 du Code pénal qui ne vaut qu'en matière de crimes et de délits) —, on s'est longtemps demandé, pour apprécier la recevabilité de l'appel, si l'on devait prendre en considération chacune des infractions sanctionnées par le jugement ou si au contraire l'on devait à cette fin totaliser les sanctions encourues et ne retenir que le chiffre global.

La controverse sur ce sujet appartient maintenant au passé, depuis qu'un arrêt du 5 mai 1949 (*Bull.*, n° 155) a marqué la position définitive de la Chambre criminelle. On a objecté autrefois que si chaque infraction avait été poursuivie séparément, aucune de celles réprimées par une peine non supérieure à 160 F n'ouvrirait droit à l'appel et qu'on ne concevait pas que le droit à l'appel dépendît d'une jonction, simple mesure de facilité. La Cour a cependant opté pour la solution prenant en compte la totalité des contraventions retenues par la prévention, au motif que le cumul aggrave la situation du prévenu, qui doit pouvoir bénéficier d'une voie de recours supplémentaire. Ni l'un ni l'autre de ces arguments ne nous semble satisfaisant. Retenons seulement la solution positive, que vient de rappeler encore un arrêt du 5 juillet 1976 (*Bull.*, n° 245).

Le prévenu avait commis six infractions à un arrêté préfectoral prescrivant la fermeture hebdomadaire de certains établissements : il y avait donc six contraventions réprimées par l'article R. 26-15° du Code pénal (3 à 40 F). Les peines encourues dépassaient au total les 160 F donnant ouverture à l'appel; et même — l'arrêt le relève sans nécessité — les peines effectivement prononcées excédaient elles aussi le chiffre. En veine pédagogique, l'arrêt observe qu'on aurait pu retenir aussi les contraventions à l'article R. 261-1 du Code du travail, lequel prévoit des peines plus élevées que celles de l'article R. 26 du Code pénal.

L'appel était donc possible, et par *a contrario*, le pourvoi en cassation formé directement contre le jugement était irrecevable.

On rapprochera — ou l'on distinguera — ce qui se passe pour la désignation du ministère public en matière de police. Lorsque la peine attachée à l'infraction poursuivie excède dix jours d'emprisonnement ou 600 F d'amende, le siège du ministère public est obligatoirement occupé par le procureur de la République ou l'un de ses substituts, et c'est le magistrat d'audience qui a seul qualité pour faire appel. Mais en cas de pluralité de contraventions comprises dans la même poursuite et dont le total excède ces peines de dix jours ou de 600 F, il ne faudra pas s'attacher au total de ces pénalités pour déterminer qui, du commissaire de police ou du procureur de la République, devra tenir l'audience. Contrairement à ce qui détermine la vocation à l'appel, on ne retiendra que les peines encourues pour chaque infraction (Crim., 18 déc. 1968, *Bull.*, n° 347). Pourtant, la pluralité des contraventions aggrave bien la situation du prévenu, comme on l'a dit plus haut pour l'appel. L'ensemble du système n'est pas très cohérent.

2. Serment de l'expert en cour d'assises.

Combien de fois n'avons-nous pas dit et répété que les règles de la prestation de serment à l'audience de la cour d'assises sont d'une complexité aussi ridicule que mal assimilée, puisque leur inobservation ne cesse de déterminer des cassations, souvent dans les affaires les plus graves. Pour une procédure d'homicide volontaire où la peine prononcée avait été la réclusion criminelle à perpétuité, il a fallu tout recommencer parce que l'expert n'avait pas été entendu dans les sacro-saintes formes légales (Crim., 17 juill. 1976, *Bull.*, n° 256). Voyons le scénario.

Un médecin légiste n'avait été ni cité, ni dénoncé comme témoin : le président décida de l'entendre en vertu de son pouvoir discrétionnaire, ce qui en effet paraissait opportun (à quoi pensait donc le parquet quand il a dressé sa liste de témoins et d'experts ?). Dans un premier temps, le médecin fut entendu, sans prestation de serment, sur les constatations qu'il avait faites au cours de l'enquête préliminaire alors que la Gendarmerie l'avait requis par application de l'article 60 du Code de procédure pénale. Puis, en un deuxième temps, le président lui fit prêter le serment des experts tel que défini à l'article 168, afin qu'il rendît compte des opérations qu'il avait faites en tant qu'expert commis par le juge d'instruction.

Si la seconde partie de l'audition était juridiquement irréprochable (Crim., 14 juin 1967, *Bull.*, n° 180 en dernier lieu), l'absence de serment dans la première partie était fautive : même entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire, même entendu pour des opérations accomplies pendant l'enquête préliminaire, l'expert doit prêter serment. La dispense de cette formalité ne vaut que pour les témoins, dont les déclarations sont recueillies comme de simples renseignements. Au contraire l'expert, dès lors qu'il est entendu à l'audience, doit prêter le serment de l'expert, d'autant que l'article 169-1 du Code de procédure pénale a unifié les serments prêtés par les experts et par les personnes qualifiées au sens de l'article 60.

Encore échappe-t-on, depuis la loi du 29 décembre 1972, à la pitrerie qui consistait, dans le cas où l'expert avait été dénoncé à la fois comme témoin et comme expert, à lui faire prêter deux serments, celui de l'article 168 et celui de l'article 331 « dont les formules ne sont pas inconciliables » (Crim., 9 juin 1971, *Bull.*, n° 184).

Ajoutons que nous ne devons pas trop compter pour cette matière sur une éventuelle application de l'article 802 du Code de procédure pénale, aux termes duquel toute juridiction qui est saisie d'une demande d'annulation ou qui relève d'office l'inobservation de formalités substantielles ne peut

prononcer la nullité que lorsque celle-ci a eu pour effet de porter atteinte aux intérêts de la partie qu'elle concerne. Car la Chambre criminelle (encore Crim., 24 févr. 1972, *Bull.*, n° 771) juge que la méconnaissance des règles légales de l'expertise est une atteinte à ces droits. On continuera donc à casser des procédures en vertu de ce formalisme, dont chacun reconnaît en privé qu'il n'a aucune incidence effective sur la conviction des juges. Comme si l'expert avait besoin de prêter serment pour être cru dans le compte rendu de ses opérations quand le président l'a appelé en vertu de son pouvoir discrétionnaire...

L'espèce relatée ci-dessus peut être confrontée aussi avec celle qui a donné lieu à l'arrêt du 5 octobre 1976 (*Bull.*, n° 277). Le pourvoi reprochait au président de la cour d'assises d'avoir fait prêter le serment de l'article 168 à un expert, sous le prétexte que cet expert désigné au cours de la procédure d'instruction n'avait été commis que pour des recherches sur l'état de santé de l'inculpé, par conséquent pour des recherches qui ne touchaient pas au fond de l'affaire : il n'était donc pas un véritable expert ! La Chambre criminelle a observé que l'article 168 ne distingue pas dans les missions de l'expert. Elle a pourtant jugé (Crim., 26 nov. 1969, *Bull.*, n° 316) que si le président prescrit l'examen médical d'un accusé refusant de comparaître, cette mission, « étrangère à l'instruction de l'affaire », n'a pas le caractère d'une expertise au sens de la loi et que par conséquent l'article 168 n'est pas applicable dans ce cas : le pseudo-expert rendant compte de sa mission n'a pas à prêter serment. Seuls des esprits bornés persisteront à suspecter la limpidité de l'institution.

3. Exception préjudicielle : sursis à statuer.

Aux termes de l'article 386 du Code de procédure pénale, l'exception préjudicielle n'est recevable que si elle est de nature à retirer au fait qui sert de base à la poursuite le caractère d'une infraction. Elle n'est admise que si elle s'appuie sur des faits ou sur des titres donnant un fondement à la prétention du prévenu. C'est à cette condition que le sursis au jugement de l'affaire pénale est ordonné, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'exception par la juridiction compétente (civile, administrative, etc.). Si l'exception n'est pas admise, les débats sont continués.

Les tenanciers d'un débit de boissons avaient été convaincus d'une infraction au Code des débits, et un arrêt passé en force de chose jugée avait ordonné la fermeture définitive de l'établissement. Les condamnés vendirent alors leur fonds à une de leurs amies qui, sous une autre enseigne, continua l'exploitation pendant quelques années. La Direction générale des impôts finit par s'émouvoir et notifia à la tenancière l'obligation de fermer. Continuant à exploiter, celle-ci fit l'objet d'une poursuite.

Comme elle avait un intérêt évident à retarder l'issue de la procédure, elle fit valoir devant le tribunal, puis devant la cour d'appel, qu'elle avait saisi le tribunal administratif d'une instance tendant à voir déclarer inopposable à elle-même la fermeture ordonnée par l'arrêt de 1971, et elle sollicita un sursis à statuer en invoquant ce qu'elle qualifiait d'exception préjudicielle.

La Chambre criminelle (4 sept. 1976, *Bull.*, n° 273) a approuvé la cour d'appel d'avoir rejeté cette demande de sursis. La lettre de la Direction générale des impôts ne constituait que la notification administrative d'une décision judiciaire : la fermeture prononcée, connue de la requérante, était une mesure réelle frappant le fonds lui-même, quel que fût le propriétaire ou le titulaire de la licence, et l'annulation de la licence était la conséquence de la fermeture (art. L. 44, alinéa 4, du Code des débits de boissons). L'exception

requête n'avait donc en aucune manière les caractères exigés par l'article 386.

Il ne reste plus qu'à la condamnée à se faire racheter son établissement par un tiers de bonne ou de mauvaise foi, soit même par les précédents propriétaires, dans l'espoir d'un nouveau rejet lointain (4 000 F d'amende pour cinq ans de survie illégale d'un club bien prospère : le temps est ici de l'argent).

4. Non-extinction de l'action civile en cas de renonciation fondée sur une erreur de droit.

Il y avait quelque temps que l'on n'avait pas vu réapparaître au *Bulletin criminel* ce genre d'affaires où une victime de blessures involontaires, entourée de la sollicitude effrénée de la Compagnie qui assure l'auteur de l'accident, finit par conclure une transaction censée l'indemniser équitablement. « Pour solde de tout compte » ou « formule large et générale, imprimée à l'avance et par laquelle la personne blessée se déclare parfaitement indemnisée », les variations sur ce thème sont innombrables.

Les Chambres civiles et la Chambre criminelle (8 avril 1967, *Bull.*, n° 110) ont repris à l'envi la formule désormais classique : « l'action civile de la victime ayant accepté une transaction par laquelle elle renonçait à exercer tout recours demeure recevable, lorsqu'il est constaté que la partie civile s'est méprise sur la nature et l'étendue de ses droits, que cette erreur a été la cause déterminante de cette renonciation à poursuivre l'exercice de ces mêmes droits ». La transaction est alors affectée d'un vice du consentement, qui la prive de tout effet juridique sur la recevabilité de l'action civile.

Un arrêt du 20 octobre 1976 (*Bull.*, n° 305) vient de confirmer cette jurisprudence. Une transaction à 20.000 F avait été signée par la victime avant même que le médecin-expert judiciairement commis l'eût examinée. On ignorait alors les conséquences dommageables de l'accident, on ne connaissait ni la nature ni la gravité des blessures, ni même l'étendue du *pretium doloris* au jour de la transaction extorquée.

Sans doute ne s'agit-il pas de remettre en cause toute signature donnée. Mais il ne faut pas que l'on puisse évoquer en filigrane le texte de l'article 405 dans ce peu glorieux palmarès des assureurs. On se souvient peut-être encore de ces pratiques scandaleuses, antérieures au Code de procédure pénale, et par lesquelles, après le jugement sur le fond au pénal, l'on attendait la consolidation des blessures pour la fixation définitive de l'indemnité. La victime était appâtée par la promesse de versements immédiats, dont on discutait longuement le montant... jusqu'à ce que la prescription triennale fût acquise, et alors impitoyablement invoquée par l'assureur. Le Code de procédure pénale a heureusement mis fin à ces procédés (art. 6, al. 2) : après le jugement sur le fond, c'est la prescription de trente ans qui s'applique désormais.

5. Réglementation économique. Actes interruptifs de prescription.

On sait qu'en matière d'infractions économiques, le ministère public a le pouvoir, une fois que les procès-verbaux lui ont été transmis par la Direction départementale du commerce intérieur et des prix, de renvoyer ces procès-verbaux à cette Direction lorsqu'il admet la possibilité d'une transaction (art. 19, ordonnance n° 1384 du 30 juin 1945 modifiée par la loi du 9 juillet 1965). De même (art. 33, modifié par la loi du 28 nov. 1963), le procureur de la République, le juge d'instruction ou le tribunal peuvent, tant qu'une décision

au fond n'est pas devenue définitive, faire droit à la requête des personnes poursuivies qui demandent le bénéfice d'une transaction.

Certains ont encore en mémoire la situation « réglée » par les arrêts des 26 février 1959 (*Bull.*, n° 140) et 10 avril 1959 (*Bull.*, n° 140). Un nombre important de dossiers avaient, pour transaction, quitté le Palais de Justice pour gagner le havre de l'Administration des Finances. Il faut croire que les offres présentées par ces délinquants de haute volée ou par certains de leurs conseils, pourtant familiers de la maison, ne réussissent pas à convaincre la rue de Rivoli puisque, à l'exception de quelques sans grade, l'aristocratie de cette cohorte préférera s'en rapporter à justice. L'attitude aurait mérité toutes les louanges, si ladite justice confiante dans le réalisme de nos financiers n'avait pas dû constater que le retour au bercail des procédures se faisait... après un peu plus de trois ans d'absence. Pouvait-on au moins faire juger que la prescription triennale avait été suspendue pendant ce voyage ? Si l'on tenait que le parquet (car il s'agissait de lui en fait), dépossédé de son dossier, n'avait aucun moyen d'agir, la prescription n'était pas acquise. Dans le cas contraire, le coup était favorable aux prévenus. Après de très difficiles déclarations, la Chambre criminelle décida que « malgré la dépossession matérielle et temporaire du dossier, le ministère public restait investi du pouvoir d'exercer l'action publique ». On lui reprochait en somme de n'avoir pas exigé à temps le retour des dossiers ou de n'avoir pas, sur quelque copie de procès-verbaux, lancé quelque information ou citation. Le préjudice causé au Trésor fut considérable, que l'on veuille bien nous croire, et au bénéfice d'un gotha qui ne méritait strictement aucune indulgence, tant par lui-même que par la « qualité » de ses conseils protéiformes et substantiellement honorés.

Depuis cet épisode, d'autres questions de prescription se sont posées. Il s'est d'abord agi de savoir si l'acte de transmission du procureur de la République à l'Administration présente lui-même le caractère d'un acte interruptif.

Il a toujours été admis que les actes accomplis, au cours de la procédure administrative, par les fonctionnaires de la direction des prix en vue d'une transaction à réaliser hors de toute intervention judiciaire, n'ont pas pour effet d'interrompre la prescription de l'action publique (Crim., 9 janvier 1958 [*Bull.*, n° 47] et les deux arrêts de 1959 précités). On ne peut pas raisonnablement assimiler à « un acte de poursuite ou d'instruction », — c'est-à-dire, selon la définition habituelle, « celui qui est dressé en vue de constater le délit, d'en découvrir ou d'en convaincre les auteurs » — les tractations byzantines entre l'administration et le délinquant... En est-il de même pour l'acte de transmission accompli par le procureur de la République ?

La question a beaucoup évolué depuis que la Chambre criminelle, rompant avec sa jurisprudence antérieure, et nous l'avons approuvée ici même (cette *Revue*, Crim., 1974, page 118, et notre note au *Dalloz*, 1974.216) a décidé que les instructions du procureur de la République interrompaient la prescription lorsqu'elles requièrent la constatation de l'infraction dénoncée à ce magistrat et la recherche des auteurs (Crim., 16 mai 1973, *Bull.*, n° 224; 19 octobre 1976, *Bull.*, n° 295; 17 nov. 1976, *Bull.*, n° 331). Ainsi le « soit transmis » classique du parquet aux autorités de police judiciaire a quitté la catégorie des actes d'administration intérieure pour devenir un acte de poursuite à valeur interruptive de prescription. A partir de cette jurisprudence nouvelle, pouvait-on conférer la même valeur à l'acte de transmission du parquet, adressé à l'Administration des Finances, en matière d'infractions à la législation sur les prix ? Par deux arrêts irréprochables, au rapport de M. le Conseiller Pucheu, l'un de rejet, l'autre de cassation (groupés sous Crim., 28 octobre 1976, *Bull.*, n° 306), la Cour a reconnu à cet acte de transmission la valeur

d'un acte de poursuite, car le procureur de la République « y manifeste sa volonté de convaincre l'auteur de l'infraction de sa culpabilité et de réprimer le délit ». La Cour a saisi d'ailleurs cette circonstance pour rappeler et confirmer sa doctrine en matière de suspension.

A titre anecdotique (... ou historique), notons que dans la première affaire le procès-verbal de constatation était du 25 février 1971, que le parquet le transmettait à l'administration le 27 octobre 1971, et que, ne voyant rien revenir, il prit l'initiative de faire une citation directe le 27 juillet 1974 : ce qui a permis de prononcer une condamnation à 200.000 F d'amende. N'était donc pas théorique l'intérêt de rechercher si la transmission du 27 octobre 1971 avait interrompu la prescription. Dans la seconde affaire les procès-verbaux étaient des 23 janvier et 25 mai 1970 : la transmission du parquet était du 24 juin 1972, et la citation directe du 19 juin 1974. En cassant l'arrêt, la Chambre criminelle a censuré l'erreur que les juges du fond avaient commise en confondant l'acte du parquet, mode de répression de l'infraction, et l'offre administrative de transaction, exclusive de toute intervention judiciaire : selon la cour d'appel, l'acte du parquet était lui aussi de caractère administratif « en raison de l'autorité saisie, et de son caractère facultatif et révocable, puisque le délinquant peut décliner l'offre transactionnelle ».

Enfin la question a rebondi avec l'arrêt du 16 décembre 1976 (*Bull.*, n° 371) qui a cassé un arrêt de la Chambre d'accusation de Toulouse très longuement motivé et qui avait reçu cependant l'entière approbation de M. le Professeur Bouloc (*Dalloz*, 1977.162). Contrairement à la décision qui lui était déférée, la Chambre criminelle, toujours au rapport de M. le Conseiller Pucheus, a jugé que sont des actes de poursuite, interruptifs de prescription, les procès-verbaux dressés par les agents de la Direction générale du commerce intérieur et des prix, légalement habilités à constater les infractions aux dispositions concernant les ententes et les positions dominantes, infractions assimilées à la pratique des prix illicites.

La Chambre d'accusation avait estimé que les procès-verbaux dressés dans la procédure instituée par l'article 59 *quater* de l'ordonnance n° 1483 du 30 juin 1945 appartenaient à une phase de la procédure purement administrative. Par la circonstance que cette procédure était susceptible d'aboutir à un règlement amiable, la phase judiciaire ne commençait qu'au moment où le ministre de l'Economie et des Finances décidait de saisir le parquet. Dans la première phase il y avait simple enquête administrative sur les faits dénoncés par les procès-verbaux. La seconde phase, qui avait pour objet la constatation et la poursuite des infractions, ne s'ouvrait que si certaines conditions étaient réunies et si le règlement amiable n'était pas intervenu.

La Cour de cassation n'a pas admis cette distinction. Tout en confirmant sa doctrine sur les actes accomplis en dehors de toute intervention judiciaire par les autorités judiciaires et pouvant aboutir à un règlement amiable — (ce que nous appelions plus haut les tractations byzantines) —, elle tient pour erronée l'assimilation à ces actes administratifs des procès-verbaux dressés par les agents de la direction, qui constatent directement, en vertu de leurs attributions légales, des faits susceptibles de constituer des infractions à la législation sur les pratiques anticoncurrentielles : ces procès-verbaux sont de véritables actes de police judiciaire « antérieurs et extérieurs à la phase administrative de la procédure ». Bien plus la Cour « censure particulièrement » l'arrêt en ce qu'il a méconnu la véritable nature des pouvoirs que confèrent à ces agents aussi bien les articles 6 et suivants de la deuxième ordonnance du 30 juin 1945 que l'article 59 *quater* de la première qui n'y a pas dérogé. Il est artificiel de distinguer entre les expressions employées par la loi : la constatation que « des faits sont susceptibles de constituer des infrac-

tions ne dépend pas de l'absence d'un règlement amiable, mais uniquement de l'appréciation qu'en feront les juges répressifs à partir des faits initialement constatés par les verbalisateurs ».

M. le Professeur Bouloc, se fondant sur la lettre du texte, persiste à penser que les délits d'ententes prohibées ne peuvent pas être constatés au moyen de procès-verbaux, parce que l'article 59 *quater* de la première ordonnance déroge aux règles générales en matière de prix illicites. A notre sens, le savant annotateur confère une valeur excessive à cette dérogation en affirmant que les rapports et éventuellement les procès-verbaux (car le terme est dans l'article 59 *quater*) dressés par les agents visés à l'article 6 de la deuxième ordonnance n'ont pas pour objet juridique de constater des infractions, mais qu'ils sont de simples rapports destinés à éclairer le ministre pour lui permettre de saisir, s'il l'estime convenable, la commission technique des ententes. M. Bouloc ne serait-il point le coryphée... d'une entente doctrinale dominante, lorsque, avec MM. Stefani et Levasseur, et à propos de l'arrêt du 16 mai 1973, il estime déjà « contestable et inquiétante » l'accession au caractère d'acte de poursuite du modeste « soit transmis » du procureur de la République. Inquiétante, pour qui ? Il y aurait plutôt à se réjouir que pour une fois les autorités de poursuite, représentant l'intérêt public, soient gagnantes sur les spéculateurs ou les escrocs qui, eux, ne manquent pas de « défense ». Si encore celle-ci se limitait à l'usage habile du Code de procédure pénale, rien à dire, c'est la loi. Mais les praticiens n'ignorent pas que cette défense s'exerce parfois dans des antichambres feutrées, hors palais. Le laxisme de la Chambre criminelle est un contrepoids bien modeste à ces discrètes entreprises.

Enfin, pour compléter cette étude, l'on rappellera l'arrêt du 31 octobre 1963 (*Bull.*, n° 304), qui a refusé le caractère de procès-verbal interruptif de prescription aux procès-verbaux des agents du Service des fraudes ou commissionnés « chargés de surveiller le marché du vin et de relever notamment les hausses de prix non justifiées par les conditions générales du marché et les usages du commerce ». Le raisonnement de la Chambre criminelle était exactement celui qu'elle vient de censurer par son arrêt du 16 décembre 1976.

En 1963, elle tenait que le procès-verbal avait pour seul objet de renseigner l'autorité administrative compétente pour apprécier l'existence des charges suffisantes et saisir l'autorité judiciaire : « Lesdits agents ne constatent pas directement l'infraction résultant du bénéfice excessif réalisé par le vendeur, mais recueillent les éléments d'appréciation qui permettent à la Commission consultative de surveillance des prix de donner au ministre de l'Agriculture un simple avis au vu duquel ce ministre appréciera lui-même l'opportunité de saisir ou non l'autorité judiciaire ». La similitude des situations est frappante entre les dispositions des ordonnances du 30 juin 1945 et celle du décret du 22 janvier 1919 pris en application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes. Même au risque d'« inquiéter », la Cour ne pourrait plus aujourd'hui, à notre avis, tenir sa position de 1963.

B. Chronique législative

par André DECOCQ

Professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris,
Doyen honoraire de la Faculté de droit de Lyon

(Textes publiés au *Journal officiel* du 1^{er} octobre au 31 décembre 1976)

I. — DROIT PENAL GENERAL

1. Responsabilité pénale du chef d'entreprise; non-cumul des peines; responsabilité quasi pénale de l'entreprise.

La loi n° 76-1106 du 6 décembre 1976 relative au développement de la prévention des accidents du travail (*J.O.*, 7 déc., p. 7028), qui ressortit par nombre de ses articles au droit pénal spécial du travail (v. *infra*, n° 13), appelle une analyse du point de vue du droit pénal général en raison de certaines de ses dispositions.

a) L'article 8, § I, en donnant une rédaction nouvelle à l'article L. 263-2, alinéa 1^{er}, du Code du travail, apporte une modification au régime de la *responsabilité pénale du chef d'entreprise*, dans une de ses applications les plus fréquentes.

Alors que, précédemment, l'article L. 263-2, alinéa 1^{er}, précité visait « les chefs d'établissement, directeurs, gérants ou préposés qui ont enfreint les dispositions des chapitres I^{er}, II et III du titre III du présent livre [c'est-à-dire du titre consacré à l'hygiène et à la sécurité du travail] et les autres personnes qui ont enfreint les dispositions des articles... », il vise, dans sa nouvelle rédaction, toutes les mêmes personnes qui ont enfreint « *par leur faute personnelle* » les dispositions considérées.

Le législateur a manifestement voulu, par cette formule, écarter la règle découlant de l'interprétation jurisprudentielle de l'article L. 263-2 ancien. On sait que, pour la Cour de cassation, le chef d'entreprise, personnellement tenu de veiller à l'application des dispositions en matière d'hygiène et de sécurité du travail, était responsable pénalement dès lors que celles-ci avaient été enfreintes, s'il ne pouvait établir qu'il avait délégué ses pouvoirs aux fins de les faire appliquer.

Certes, d'aucuns pourraient imaginer de soutenir que l'addition au texte ancien des mots « *par leur faute personnelle* » confirme simplement la juris-

prudence antérieure, suivant un raisonnement qui s'articulerait ainsi : « Toute inexécution d'une obligation constitue une faute personnelle à la charge de celui qui y est tenu; le chef d'entreprise (ou le chef d'établissement, le directeur, le gérant, le préposé) a l'obligation de faire respecter les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail; si ces dispositions sont violées, il commet donc une faute personnelle. »

Mais une telle interprétation serait pharisaïque. Nul ne peut douter, raisonnablement, en effet, que le législateur a employé l'expression de « faute personnelle » pour écarter la conception positive de la faute du chef d'entreprise qui avait pu être qualifiée de « fonctionnelle ». Il a entendu éviter qu'à l'avenir la responsabilité pénale du chef d'établissement, du directeur, du gérant ou du préposé soit engagée sur la simple constatation de l'inobservation de l'une des nombreuses obligations directement ou indirectement attachées à sa fonction.

Quelle est alors la portée de l'exigence de la « faute personnelle » par l'article L. 263-2 nouveau ?

Un point paraît certain : la charge de prouver la « faute personnelle » incombe à la partie poursuivante. S'il en était autrement, la réforme législative serait pratiquement vaine, puisque l'infraction aux dispositions légales ou réglementaires ferait présumer la faute, et qu'en fait, seule la preuve d'une délégation de pouvoirs pourrait renverser une telle présomption.

Mais en quoi consiste le fait à prouver ?

L'interprétation la plus plausible paraît être qu'il doit s'agir de toute imprudence, négligence, maladresse ou inattention dans l'organisation du service d'hygiène et de sécurité, ou dans le fonctionnement de ce service si l'agent y participait personnellement.

b) L'article 8, § II, complète l'alinéa 2 de l'article L. 263-2 susvisé par une disposition ainsi conçue : « Conformément à l'article 5 du Code pénal, les peines prévues au présent article et à l'article L. 263-4 ne se cumulent pas avec celles prévues aux articles 319 et 320. » Ce texte impose le respect du principe du *non-cumul des peines* à l'encontre d'une jurisprudence qui induisait de la règle, édictée par le début de l'alinéa 2, suivant laquelle le nombre d'amendes prononcées est égal au nombre de salariés concernés par la ou les infractions relevées, une exception audit principe pour le cas où l'inobservation des lois ou règlements avait été involontairement la cause d'un homicide ou de blessures. Les mots : « conformément à l'article 5 du Code pénal », impliquent nécessairement la condamnation par le législateur de l'interprétation considérée. Il faut en déduire que l'article 8, § II, de la loi analysée présente un caractère interprétatif (l'intérêt d'un tel caractère est d'ailleurs purement théorique, puisque le texte nouveau, plus doux que la règle ancienne, est de toute manière applicable aux faits antérieurs à sa entrée en vigueur).

c) Les articles 19 et 20 de la loi introduisent en droit français ce qu'on pourrait appeler une *responsabilité quasi pénale de l'entreprise*.

L'article 19 ajoute au Code du travail un article L. 263-2-1. Cet article envisage l'hypothèse où l'une des infractions énumérées à l'alinéa 1^{er} de l'article L. 263-2, qui a provoqué la mort ou des blessures, coups ou maladies, a été commise par un préposé. Alors le juge peut, « compte tenu des circonstances de fait et des conditions de travail de l'intéressé », décider que le paiement des amendes prononcées et des frais de justice sera mis, en totalité ou en partie, à la charge de l'employeur. Il semble bien que « les circonstances de fait et les conditions de travail de l'intéressé » constituent des défauts dans l'organisation ou le fonctionnement de l'entreprise,

non imputables précisément à la faute personnelle de l'employeur (car, dans le cas contraire, cet employeur serait condamné pénalement). On observera que la loi cite « l'employeur », sans distinguer suivant qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale. C'est donc bien l'entreprise en tant que telle qui est ici visée.

L'article 19 ne contient aucune précision sur la procédure à suivre, ce qui a donné lieu à une difficulté tranchée par le Conseil constitutionnel (v. *infra*, n° 19).

L'article 20 ajoute au Code du travail un article L. 263-3-1 qui dispose pour une hypothèse différente.

On suppose d'abord ici qu'un accident du travail est survenu, qu'une juridiction pénale a été saisie sur le fondement des dispositions du Code pénal « citées à l'article L. 263-2-1 » analysé ci-dessus et que « la ou les personnes physiques poursuivies » n'ont pas été retenues « dans les liens de la prévention ». Les termes employés ici par la loi sont restrictifs : l'expression technique de « prévention » paraît impliquer qu'une juridiction de jugement a été saisie et, à tout le moins, la formule « les personnes physiques poursuivies » exclut l'application du texte au cas de classement sans suite ou de non-lieu n'ayant pas été précédé d'inculpation; littéralement, les « dispositions du Code pénal citées à l'article L. 263-2-1 » sont les seuls articles 319 et 320, car, dans cet article, les faits incriminés par l'article R. 40-4° du Code pénal sont mentionnés sans aucune citation du texte incriminateur, mais peut-être faut-il entendre par « dispositions citées », « incriminations visées ».

On suppose, ensuite, que des « manquements graves ou répétés aux règles d'hygiène et de sécurité du travail » ont été relevés dans l'entreprise. A première vue, il peut paraître contradictoire que de tels manquements soient relevés et que les personnes physiques poursuivies ne soient pas condamnées. Nulle contradiction n'existe pourtant si la décision de relaxe (ou éventuellement de non-lieu) est fondée, non sur le respect des règles d'hygiène et de sécurité, mais sur la non-participation de la ou des personnes poursuivies aux manquements constatés (comme, par exemple, si l'auteur de ceux-ci est une personne non poursuivie, ou si la faute personnelle du ou des prévenus, ou éventuellement inculpés, demeure douteuse).

Lorsque ces conditions sont réalisées, la juridiction saisie doit « faire obligation à l'entreprise de prendre toutes mesures pour rétablir des conditions normales d'hygiène et de sécurité du travail » (al. 1^{er}), suivant des modalités fixées par les alinéas 2 à 5.

La juridiction enjoint à l'entreprise de présenter, dans un délai qu'elle fixe, un plan de réalisation des mesures susvisées, accompagné de l'avis motivé du comité d'entreprise et du comité d'hygiène et de sécurité ou, à défaut, des délégués du personnel (al. 2). Elle statue sur le plan présenté après avis du directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre (al. 3). Si elle adopte ce plan, il devient exécutoire.

A défaut d'adoption du plan présenté ou de présentation d'un plan, la juridiction condamne l'entreprise à exécuter, pendant une période de cinq ans au plus, un plan de nature à faire disparaître les manquements qui ont été relevés (al. 3). Dans ce cas, un maximum est fixé aux dépenses mises annuellement à la charge de l'entreprise : elles ne peuvent dépasser le montant annuel moyen des cotisations d'accident du travail prélevé, au cours des cinq années antérieures à celle du jugement, dans le ou les établissements où ont été relevés lesdits manquements (al. 4).

L'inspecteur du travail contrôle l'exécution des mesures prescrites. S'il y a lieu, il saisit le juge des référés, qui peut ordonner la fermeture totale

ou partielle de l'établissement pendant le temps nécessaire pour assurer cette exécution (al. 5; l'article L. 263-5 du Code du travail fait désormais référence à l'article L. 263-3-1, pour tenir compte de la procédure ainsi prévue — art. 21 de la loi analysée).

L'obligation faite au chef d'entreprise de présenter le plan susvisé et celle de prendre les mesures nécessaires à la réalisation du plan arrêté par le juge sont sanctionnées pénalement. Leur inexécution est punie d'une amende de 2 000 à 100 000 F ainsi que des peines prévues à l'article L. 263-6 (v. *infra*, n° 13).

II. — DROIT PENAL SPECIAL

2. Infractions en matière d'appellations d'origine.

1° Le décret n° 76-904 du 21 septembre 1976 (*J.O.*, 2 oct., p. 5831) modifie le décret n° 75-842 du 8 septembre 1975 relatif à la présomption de dépassement du plafond limite de classement pour les vins à appellation d'origine contrôlée.

2° Un décret du Premier Ministre en date du 23 novembre 1976 (*J.O.*, 25 nov., p. 6764) est relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée.

3° Un décret du Premier Ministre en date du 24 novembre 1976 (*J.O.*, 25 nov., p. 6764) concerne l'appellation d'origine contrôlée « Petit Chablis ».

4° Le décret n° 76-1192 du 22 décembre 1976 (*J.O.*, 24 déc., p. 7436) est relatif à la définition et à la protection de l'appellation d'origine « Dinde fermière de Bresse ».

3. Infractions en matière de marques.

1° Le décret n° 76-910 du 23 septembre 1976 modifiant et complétant le décret n° 65-621 du 27 juillet 1965 portant application de la loi n° 64-1360 du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique, de commerce ou de service (*J.O.*, 7 oct., p. 5919) doit être signalé dans cette Chronique, en raison de son influence sur les conditions préalables des délits prévus et punis par les articles 422 et suivants du Code pénal.

2° Un arrêté du ministre de l'Industrie et de la Recherche en date du 23 septembre 1976 (*J.O.*, 7 oct., p. 5920), qui vise notamment le décret n° 76-910 susanalysé, modifie certaines dispositions de l'arrêté du 27 juillet 1965 prises pour l'application de la loi susvisée du 31 décembre 1964.

4. Actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile.

Le décret n° 76-923 du 2 octobre 1976 (*J.O.*, 13 oct., p. 6006) porte publication de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, ouverte à la signature à Montréal le 23 septembre 1971, à laquelle le Gouvernement avait été autorisé à adhérer par la loi n° 75-1132 du 10 décembre 1975 (v. cette *Revue*, 1976, p. 457). Bien que ressortissant par plusieurs de ses articles au droit pénal spécial, cette conven-

tion constitue avant tout un texte de droit pénal international. Elle sera donc analysée sous la rubrique correspondante (v. *infra*, n° 22).

5. Infractions à la police de la navigation du Rhin.

1° Le décret n° 76-967 du 21 octobre 1976 portant mise en vigueur de dispositions du règlement de police pour la navigation du Rhin (*J.O.*, 28 oct., p. 6282) donne une rédaction nouvelle aux articles 1^{er} et 3 du décret n° 72-987 du 2 octobre 1972 portant mise en vigueur de dispositions du règlement de police pour la navigation du Rhin.

2° Le décret n° 76-1070 du 23 novembre 1976 portant modification du règlement de police pour la navigation du Rhin à compter du 1^{er} janvier 1977 (*J.O.*, 28 nov., p. 6844) complète l'article 2.01, chiffre 1, lettre c, 1^{er} alinéa, 2^e phrase du règlement de police pour la navigation du Rhin, mis en vigueur par le décret n° 70-930 du 6 octobre 1970.

6. Infractions en matière de labels agricoles.

Le décret n° 76-974 du 28 octobre 1976 relatif aux marques collectives régionales assimilées à des labels agricoles et à leurs conditions d'homologation (*J.O.*, 30 oct., p. 6328) étend indirectement le domaine d'application de l'incrimination prévue par l'article 28 alinéa 6 de la loi n° 60-808 du 5 août 1960 d'orientation agricole. En effet, cet alinéa punit des peines prévues par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 l'utilisation frauduleuse d'un label agricole ou du mot « label » s'appliquant aux produits agricoles ou d'origine agricole. Or, l'article 1^{er} du décret analysé dispose que toute marque collective tendant à attester que des produits agricoles régionaux présentent des caractères spécifiques, dus en particulier à leur origine, doit être soumise aux conditions d'homologation de ce décret. Une telle marque constitue une marque collective régionale et doit être enregistrée en tant que telle auprès de l'Institut national de la propriété industrielle. Et l'article 2 ajoute que le règlement général de la marque régionale et applicable à un ensemble de produits doit être homologué par le ministre de l'Agriculture en tant que règlement général du label agricole selon la procédure prévue par l'article 5 du décret n° 65-45 du 13 janvier 1965 relatif aux labels agricoles et à leurs conditions d'homologation. L'utilisation frauduleuse de la marque régionale constitue donc le délit susmentionné.

7. Infractions en matière forestière.

Le décret n° 76-994 du 29 octobre 1976 relatif aux transactions sur la poursuite des délits et contraventions en matière forestière (*J.O.*, 4 nov., p. 6406), qui vise l'article 105 du Code forestier, lequel permet à l'administration des eaux et forêts de transiger à l'occasion de certains délits et contraventions, donne une rédaction nouvelle à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} du décret n° 66-136 du 4 mars 1966 relatif aux transactions sur la poursuite des délits et contraventions en matière forestière. En réalité, l'innovation se limite à une élévation de 6 000 à 10 000 F du montant maximal des condamnations encourues et prononcées devant être pris en considération pour déterminer l'autorité compétente en vue d'approuver la transaction (chef de service régional d'aménagement forestier ou ministère de l'Agriculture).

8. Infractions relatives à la production des animaux.

1° Le décret n° 76-1024 du 8 novembre 1976 abrogeant les articles 297, 298 et 337 alinéa 1^{er} du Code rural (*J.O.*, 11 nov., p. 6540) supprime, par l'abrogation de ce dernier texte, la contravention, punie de 40 à 120 F (en

dernier lieu 80 à 160 F) d'amende, qui consistait, pour le propriétaire d'une jument, à faire saillir celle-ci par un étalon non approuvé, autorisé ou muni des certificats requis.

2° Le décret n° 76-1025 du 8 novembre 1976 relatif à la monte publique des étalons des espèces chevaline et asine (*J.O.*, 11 nov., p. 6540) punit, dans son article 7 alinéa 1^{er}, l'infraction aux dispositions de son article 5 (qui interdit de livrer à la monte publique un étalon n'ayant pas fait l'objet d'un agrément par le préfet) et des arrêtés pris en application de son article 4 (qui fixent les normes applicables aux choix et à l'utilisation des reproducteurs) d'une amende de 600 à 1 000 F qui pourra être portée à 2 000 F au cas de récidive.

Dans l'alinéa 2 du même article, il punit d'une amende de 80 à 160 F toute personne qui aura fait saillir ses juments par un étalon non agréé dans les conditions prévues à l'article 5, sauf si elle est propriétaire de cet étalon.

9. Infractions en matière de médecine vétérinaire.

La loi n° 76-1067 du 27 novembre 1976 interdisant l'usage des œstrogènes en médecine vétérinaire (*J.O.*, 28 nov., p. 6835) institue, dans son article 4, un délit, consistant en toute infraction à ses dispositions, puni de 2 000 à 20 000 F d'amende, et en cas de récidive, de 4 000 à 40 000 F d'amende et de dix jours à six mois d'emprisonnement ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les dispositions ainsi sanctionnées sont les suivantes : interdiction d'administrer des substances à action œstrogène aux animaux dont la chair ou les produits sont destinés à la consommation humaine, sauf lorsque lesdits produits sont administrés à des femelles adultes, afin d'assurer la maîtrise de leur cycle œstral, dans les conditions prévues aux articles L. 611, L. 612, L. 613 et L. 617-6 du Code de la santé publique, issus de la loi n° 75-409 du 29 mai 1975 relative à la pharmacie vétérinaire (art. 1^{er}); retrait de la consommation humaine de toute denrée animale ou d'origine animale contenant des substances à action œstrogène de structure stéroïdique ou non, décelées à des teneurs supérieures ou égales à celles fixées par arrêté conjoint du ministre de l'Agriculture et du ministre de la Santé tenant compte des taux physiologiques normaux (articles 3 et 2).

10. Infractions en matière de pêche fluviale.

Le décret n° 76-1086 du 29 novembre 1976 relatif à l'exploitation du droit de pêche de l'Etat dans les eaux du domaine public fluvial (*J.O.*, 1^{er} déc., p. 6905), qui vise le titre II (pêche fluviale) du livre III du Code rural (art. 401 à 501), est donc sanctionné pénalement par les « dispositions générales et pénales » de ce titre (art. 427 à 445).

11. Infractions à la réglementation sur les jeux.

Un arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie et des Finances et du secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur (départements et territoires d'outre-mer) en date du 20 novembre 1976 (*J.O.*, 4 déc., p. 6979) modifie l'arrêté du 23 décembre 1959 sur la réglementation des jeux dans les casinos. Ses dispositions influent sur la définition des infractions réprimées par l'article 5 de la loi du 15 juin 1907 réglementant les jeux dans les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques (art. 2, ord. n° 59-67 du 7 janv. 1959) et par les articles 19 et 20 du décret n° 59-1489 du

22 décembre 1959 portant réglementation des jeux dans les casinos des stations balnéaires, thermales, et climatiques, modifié par le décret n° 69-681 du 19 juin 1969.

12. Infractions à la réglementation sur la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Un arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur en date du 4 novembre 1976 (*J.O.*, 11 déc., p. 6570 N.C.) approuve des modifications au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, qui sont publiées en annexe. Ces modifications doivent être prises en considération pour l'appréciation des éléments constitutifs des infractions sanctionnées par le décret n° 73-1007 du 31 octobre 1973 (v. cette *Revue*, 1974, p. 615).

13. Infractions en matière d'hygiène et de sécurité du travail.

La loi n° 76-1106 du 6 décembre 1976 relative au développement de la prévention des accidents du travail (v. *supra*, n° 1), qui complète et modifie le Code du travail, le Code de la sécurité sociale et le Code rural, contient, indépendamment des articles analysés ci-dessus, sous la rubrique du droit pénal général, de nombreuses dispositions à caractère pénal. Certaines, qui sont sanctionnées par des incriminations existantes, étendent donc le domaine d'application de celles-ci. D'autres instituent des incriminations nouvelles. D'autres encore modifient les sanctions en vigueur. D'autres, enfin, modifient la procédure de constatation ou de poursuite des infractions.

a) Parmi les dispositions de la loi analysée, beaucoup sont sanctionnées par des incriminations figurant d'ores et déjà dans le Code du travail.

La plupart d'entre elles sont sanctionnées par l'article L. 263-2 du Code du travail, de par leur appartenance aux chapitres I^{er}, II et III du titre III du livre II de ce Code.

Tel est le cas de l'article L. 231-3-1 du Code (art. 1^{er} de la loi analysée) relatif à la formation à la sécurité, des articles L. 231-3-2 (art. 3), L. 231-7 (mod. art. 5 et complété art. 18), L. 233-5 (mod. art. 6), L. 233-6 (mod. art. 7), relatifs à l'intégration de la sécurité et à l'association des partenaires sociaux, de l'article L. 231-2, 4^o (art. 12), en matière de dispositions spéciales applicables aux opérations de construction.

Le domaine d'application de l'article L. 263-2 se trouve tout particulièrement étendu en raison de l'applicabilité aux établissements agricoles des dispositions du titre III susvisé, découlant de la nouvelle rédaction de l'article L. 231-1 (art. 32 de la loi, qui transfère dans un article L. 231-1-1 les anciens alinéas 3 et 4 de l'article L. 231-1; v. également art. L. 231-1-3).

On peut se demander en revanche, si le domaine d'application de l'incrimination prévue par l'article L. 264-1 du Code du travail se trouve étendu par l'effet de la loi, bien que l'article 4 de celle-ci ajoute au titre IV du livre II un article L. 241-10-1, relatif aux mesures individuelles proposées par le médecin du travail. En effet, l'article L. 264-1, non modifié par la loi, vise toujours les « articles L. 241-1 à L. 241-10 » et il paraît très difficile, réparant un oubli probable du législateur, de substituer l'article L. 241-10-1 à l'article L. 241-10 comme dernier texte sanctionné.

b) Des incriminations nouvelles sont instituées par l'article 10 de la loi, qui complète le chapitre III du titre IV du livre II du Code du travail par ses articles L. 263-8 à L. 263-11.

Ces incriminations sanctionnent diverses dispositions du chapitre V ajouté au titre III du livre II sous le titre « Dispositions spéciales applicables aux opérations de construction dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité du travail » (art. L. 235-1 à L. 235-8) par l'article 9 de la loi.

L'article L. 263-8 punit le maître d'ouvrage qui a fait construire ou aménager un bâtiment entrant dans la prévision de l'article 235-1 (c'est-à-dire affecté à une activité industrielle, commerciale ou agricole) en méconnaissance de l'obligation mise à sa charge par ledit article (conformité aux dispositions en matière d'hygiène et de sécurité) des peines prévues aux articles L. 480-4 et L. 480-5 du Code de l'urbanisme (amende de 1 500 à 300 000 F, en cas de récidive amende de 3 000 à 500 000 F et emprisonnement de un à six mois, obligation de mise en conformité ou de démolition).

L'article L. 263-9 incrimine l'ouverture par le maître de l'ouvrage d'un chantier ne satisfaisant pas aux dispositions de l'article L. 235-2 (c'est-à-dire tendant à la conformité aux règles d'hygiène et de sécurité). La peine est l'amende de 1 500 à 150 000 F, de 3 000 à 300 000 F au cas de récidive. L'interruption du travail peut en outre être ordonnée dans les conditions prévues à l'article L. 480-2 du Code de l'urbanisme (c'est-à-dire par le tribunal correctionnel ou le juge d'instruction, sur réquisition du ministère public à la requête du maire, du fonctionnaire compétent ou d'office).

L'article L. 263-10 prévoit deux séries de faits, passibles des peines prévues aux articles L. 263-2, L. 263-4 et L. 263-5 : la non-remise par l'entrepreneur au maître d'œuvre du plan d'hygiène et de sécurité visé à l'article L. 235-3 et les infractions par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre aux obligations découlant des articles L. 235-5 et L. 235-7 en matière de collège interentreprises d'hygiène et de sécurité.

L'article L. 263-11 habilite à constater les infractions prévues par les articles L. 263-8 à L. 263-10, outre les officiers de police judiciaire, les inspecteurs du travail et les personnes mentionnées à l'article L. 480-1 du Code de l'urbanisme (c'est-à-dire tous fonctionnaires et agents de l'Etat et des collectivités publiques commissionnés à cet effet par le maire ou le ministre chargé de l'urbanisme suivant l'autorité dont ils relèvent et assermentés).

Une sanction complémentaire de ces infractions dérive de l'article 11 de la loi, qui, dans l'article L. 263-3, ajoute les articles L. 235-2 à L. 235-8 à la liste des textes dont la violation impose au juge de fixer le délai, inférieur ou égal à 10 mois, d'exécution des travaux de sécurité ou de salubrité non effectués.

c) L'article 22 complète l'article L. 263-6, relatif aux sanctions complémentaires au cas de condamnation pour infractions aux articles L. 263-2 et L. 263-4, par deux alinéas qui instituent une *sanction nouvelle*.

Cette sanction peut être prononcée au cas de récidive. Elle consiste dans l'interdiction d'exercer, pendant une durée maximale de 5 ans, certaines fonctions, énumérées par le juge, soit dans l'entreprise, soit dans une ou plusieurs catégories d'entreprises.

La violation de cette interdiction est punie d'une amende de 2 000 à 50 000 F et d'un emprisonnement de 2 mois à 2 ans ou de l'une de ces deux peines seulement.

d) En ce qui concerne la *constatation et la poursuite des infractions*, l'une des innovations de la loi consiste en des modifications, apportées par ses articles 13 à 15, à la procédure de la mise en demeure préalable.

L'article 13 ajoute à l'article L. 231-4 du Code du travail, qui oblige les

inspecteurs du travail, avant de dresser procès-verbal pour infractions aux règlements mentionnés à l'article L. 231-2, à mettre les chefs d'établissement en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements, deux alinéas nouveaux. Le premier, qui devient l'alinéa 2 de l'article susvisé, autorise les inspecteurs, par exception à la règle posée à l'alinéa 1^{er}, à dresser immédiatement procès-verbal lorsque les faits qu'ils constatent présentent un danger grave et imminent pour l'intégrité physique des travailleurs. Il les habilite en outre, par une référence à l'article L. 263-1, à saisir le juge des référés en vue de faire cesser le risque. Le second alinéa, qui devient le troisième de l'article L. 231-4, dispose que le procès-verbal doit explicitement préciser les circonstances de fait et la législation ou les règlements applicables à l'espèce.

L'article 14 remplace les dispositions anciennes de l'article L. 231-5 (dont on retrouvera la substance dans le nouvel article L. 231-5-1) par un texte nouveau. Celui-ci permet au directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre, saisi d'un rapport de l'inspecteur du travail constatant une situation dangereuse qui résulte d'une infraction aux dispositions des articles L. 232-1 et L. 233-1 (relatifs aux obligations générales d'assurer l'hygiène et la sécurité du travail), et dont quelques exemples sont cités, de mettre en demeure le chef d'établissement de prendre toutes mesures pour y remédier. La mise en demeure, faite par écrit, datée et signée, fixe un délai d'exécution tenant compte des difficultés de réalisation. Si, à l'expiration de ce délai, l'inspecteur du travail constate que la situation dangereuse n'a pas cessé, il peut dresser procès-verbal au chef d'établissement. Par exception aux dispositions de l'article L. 263-2 et L. 263-4 les infractions ainsi constatées seront des contraventions (un règlement d'administration publique devra donc les définir).

L'article 15 ajoute au Code un article L. 231-5-1. Celui-ci reprend, en les modifiant et complétant, les anciennes dispositions de l'article L. 231-5, relatives à la réclamation contre la mise en demeure. Le texte nouveau permet cette réclamation non plus seulement dans le cas de l'article L. 231-4, mais encore dans celui de l'article L. 231-5. Il substitue au ministre, comme autorité compétente pour statuer sur la réclamation, le directeur régional du travail et de la main-d'œuvre. Il précise encore qu'il est statué sur la réclamation dans un délai fixé par voie réglementaire, que la non-communication de la décision du directeur régional dans ce délai vaut acceptation de la réclamation, et que tout refus doit être motivé.

D'autres innovations de la loi, en matière procédurale, sont les corollaires de l'inclusion des établissements agricoles dans la liste figurant à l'article L. 231-1.

L'article L. 231-1-2, qui est l'un des textes ajoutés au Code du travail par l'article 32 de la loi, confère les attributions appartenant en vertu du titre III (hygiène et sécurité) et du chapitre III du titre VI (pénalités en matière d'hygiène et de sécurité) du livre II de ce Code soit au ministre chargé du travail, soit aux inspecteurs du travail dont il dispose, respectivement au ministre chargé de l'Agriculture et aux inspecteurs placés sous son autorité en ce qui concerne les établissements agricoles.

L'article 34 donne, en conséquence, une rédaction nouvelle à l'article L. 611-6 du Code du travail. Il conserve la substance de l'alinéa 1^{er} ancien, en substituant seulement les mots « les inspecteurs du travail placés sous l'autorité du ministre de l'Agriculture » aux mots « les inspecteurs des lois sociales en Agriculture ». Il ajoute à l'article susvisé trois alinéas. L'alinéa 2 nouveau charge les inspecteurs mentionnés à l'alinéa 1^{er} de veiller à l'application des conventions collectives agricoles ayant fait l'objet d'un arrêté

d'extension. L'alinéa 3 les habilite à constater les infractions aux dispositions visées à l'alinéa 1^{er}, aux dispositions générales de prévention ayant fait l'objet d'un arrêté d'extension du ministre de l'Agriculture et aux mesures particulières de prévention rendues obligatoires par le ministre de l'Agriculture pour tous les employeurs d'un secteur professionnel déterminé. L'alinéa 4 rend applicables à ces inspecteurs les articles L. 611-8 (droit d'entrée dans les lieux de travail), L. 611-10 (constatation des infractions par procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire) et L. 611-11 (serment et obligation au secret professionnel).

L'article 35 de la loi complète le Code du travail par un article L. 611-12-1 suivant lequel les dispositions de l'article L. 611-12 (relatif à l'autorité des inspecteurs du travail et de la main-d'œuvre sur les contrôleurs) sont applicables aux contrôleurs des lois sociales placés sous l'autorité des inspecteurs prévus à l'article L. 611-6 susanalysé.

14. Pollution.

1° La loi n° 76-1180 du 22 décembre 1976 (*J.O.*, 23 déc., p. 7365) autorise l'approbation de la convention pour la prévention de la pollution marine d'origine tellurique, ensemble deux annexes et un acte final, ouverte à la signature à Paris du 4 juin 1974 au 30 juin 1975.

2° La loi n° 76-1182 du 22 décembre 1976 (*J.O.*, 23 déc., p. 7365) autorise l'approbation de la convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets, ensemble trois annexes, ouverte à la signature, à Londres, Mexico, Moscou et Washington du 29 décembre 1972 au 31 décembre 1973.

15. Utilisation du nom de médiateur à des fins de propagande ou de publicité.

La loi n° 76-1211 du 24 décembre 1976 complétant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur (*J.O.*, 28 déc., p. 7493) insère dans cette loi, par son article 6, un article 14 bis qui crée un nouveau délit. Le comportement incriminé consiste à faire ou laisser figurer le nom du médiateur, suivi ou non de l'indication de sa qualité, dans tout document de propagande ou de publicité, quelle qu'en soit la nature. Les peines encourues sont l'emprisonnement de un à six mois et (ou) l'amende de 2 000 à 10 000 F.

III. — REGIME DES PEINES ET MESURES DE SECURITE

16. Recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires par les comptables directs du Trésor.

Le décret n° 76-1030 du 10 novembre 1976 (*J.O.*, 13 nov., p. 6558) donne une rédaction nouvelle aux articles 10-1 et 10-2 du décret n° 64-1333 du 22 décembre 1964 relatif au recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires par les comptables directs du Trésor.

IV. — DROIT PENAL DE L'ENFANCE

17. Mise sous protection judiciaire.

Le décret n° 76-1073 du 22 novembre 1976 relatif à la mise sous protection judiciaire (*J.O.*, 1^{er} déc., p. 6885) est pris pour l'application de l'article 16 bis de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, modifiée par l'article 60 de la loi n° 75-624 du 11 juillet 1975 (v. cette *Revue*, 1976, p. 164).

L'article 1^{er} constitue le « décret en Conseil d'Etat » annoncé par l'alinéa 2 de cet article 16 bis. Il détermine les mesures qui peuvent être ordonnées au titre de la mise sous protection judiciaire, et qui sont, d'une part, le placement dans une institution ou un établissement mentionné à l'article 16 (2^o/, 3^o/ et 4^o/) de l'ordonnance susvisée et, d'autre part, une mesure de protection en milieu ouvert, dont l'exécution est confiée à un service ou établissement public de l'éducation surveillée.

L'article 2 est relatif au suivi de la mise sous protection judiciaire. Il oblige l'institution, l'établissement ou le service assurant l'exécution de cette mesure à adresser au juge des enfants du ressort de la juridiction qui a statué un rapport sur le comportement de la personne protégée et à informer ce juge de tout événement de nature à entraîner une modification ou une cessation des mesures en cours.

L'article 3 précise que la demande de prolongation du placement par la personne protégée, âgée de plus de seize ans au moment du jugement et devenue majeure (v. art. 16 bis précité, al. 4) est reçue par ce même magistrat.

Enfin l'article 4 fixe la charge des dépenses de toute nature qui résultent de la mise sous protection judiciaire. Cette charge incombe à l'Etat (lesdites dépenses sont imputées sur le budget du ministère de la Justice). Cependant, elle incombe à la personne protégée devenue majeure, si le placement est prolongé sur la demande de celle-ci, sauf dispense totale ou partielle accordée par le juge des enfants. La contribution due par le majeur est recouvrée par l'organisme qui exécute la mise sous protection judiciaire.

V. — PROCEDURE PENALE

18. Aide judiciaire.

1° Le décret n° 76-947 du 15 octobre 1976 (*J.O.*, 21 oct., p. 6139) modifie le décret n° 72-809 du 1^{er} septembre 1972 portant application de la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire.

2° Le décret n° 76-948 du 15 octobre 1976 (*J.O.*, 21 oct., p. 6139) modifie le décret n° 73-894 du 14 septembre 1973 fixant les modalités particulières d'application, dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, de la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire et du décret n° 72-809 du 1^{er} septembre 1972 portant application de ladite loi.

19. *Respect des droits de la défense en matière de responsabilité quasi pénale de l'entreprise.*

Une décision du Conseil constitutionnel en date du 2 décembre 1976 (J.O., 7 déc. 1976, p. 7053) déclare non contraires à la Constitution les dispositions de la loi relative au développement de la prévention des accidents du travail, qui devait être promulguée le 6 décembre 1976 (v. *supra*, n° 1 et 13), sous une réserve concernant l'article 19 de cette loi, qui insère dans le Code du travail un article L. 263-2-1. On sait que, sous certaines conditions, ce texte permet de mettre à la charge de l'employeur le paiement en tout ou partie des amendes et condamnations pécuniaires prononcées contre un préposé à la suite d'un accident du travail. Saisi par des députés à l'Assemblée nationale, le Conseil constitutionnel fait réserve « du respect des droits de la défense tels qu'ils résultent des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République ».

Il faut entendre, de toute évidence, que l'employeur ne pourra être condamné au paiement des sommes susvisées que s'il a été appelé en cause et mis en mesure de faire valoir tous moyens de défense sur « les circonstances de fait » et les « conditions de travail » du préposé poursuivi.

VI. — DROIT PENAL INTERNATIONAL

20. *Régime international de police de la navigation du Rhin.*

V. *supra* n° 5.

21. *Conventions internationales sur la prévention de la pollution.*

V. *supra* n° 14.

22. *Droit uniforme; compétence internationale; extradition; entraide judiciaire; convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile.*

La convention de Montréal, publiée en exécution du décret n° 76-923 du 2 octobre 1976 (v. *supra*, n° 4) présente, en droit pénal international, une importance considérable.

a) Ses clauses les plus remarquables sont celles qui instituent ou tendent à instituer un droit uniforme.

L'article 1^{er} incrimine lui-même, sans prévoir le relais de la loi interne de chaque Etat (« Commet une infraction pénale toute personne qui... »), un certain nombre de faits, qui doivent avoir été accomplis « illicitement et intentionnellement » : acte de violence à l'encontre d'une personne se trouvant à bord d'un aéronef en vol, si cet acte est de nature à compromettre la sécurité de cet aéronef (§ 1, a); destruction d'un aéronef en service ou fait de causer à un tel aéronef des dommages qui le rendent inapte au vol ou qui sont de nature à compromettre sa sécurité en vol (§ 1, b); fait de placer ou de faire placer sur un aéronef en service, par quelque moyen que ce soit, un dispositif ou des substances propres à détruire ledit aéronef ou à lui causer des dommages qui le rendent inapte au vol ou qui sont de nature à compromettre sa sécurité en vol (§ 1, c); destruction des installations ou services de navigation

aérienne, dommages à eux causés ou perturbation de leur fonctionnement, si l'un de ces actes est de nature à compromettre la sécurité d'aéronef en vol (§ 1, d); communication d'une information que l'agent sait être fautive, de telle sorte que la sécurité d'un aéronef en vol soit compromise (§ 1, e); tentative (§ 2, a) et complicité (§ 2, b) de ces infractions. L'article 2 définit l'aéronef en vol (a) en des termes qui ont été reproduits mot pour mot par l'article 462 alinéa 4 du Code pénal (loi n° 72-624 du 5 juillet 1972, v. cette *Revue*, 1973, p. 151) et l'aéronef en service (b). Un aéronef est considéré comme tel « depuis le moment où le personnel au sol ou l'équipage commence à le préparer en vue d'un vol déterminé jusqu'à l'expiration d'un délai de vingt-quatre heures suivant tout atterrissage », la période de service s'étendant en tout état de cause à la totalité du temps pendant lequel l'aéronef se trouve en vol.

L'incrimination directe par la convention n'a pourtant qu'une portée symbolique. En effet, en ce qui concerne les peines encourues, l'article 3 de la convention se contente d'instituer une obligation, pour tout Etat contractant, de « réprimer de peines sévères les infractions énumérées à l'article 1^{er} ». C'est dire que, pratiquement, les incriminations énumérées ci-dessus appartiendront seulement au droit positif de chacun des Etats contractants lorsqu'elles auront été reproduites par sa loi interne. On observera qu'en ce qui concerne la France, l'incrimination prévue par l'article 1^{er} § 1, e, a d'ores et déjà été reprise par la loi n° 75-624 du 10 juillet 1975 (art. 462-1 du Code pénal, v. cette *Revue*, 1976, p. 156).

L'incrimination uniforme et l'obligation de réprimer les faits incriminés ne protègent pas la sécurité de tous les aéronefs. D'abord, et comme l'implique le titre de la convention (« ... sécurité de l'aviation civile... »), la protection ne s'étend pas aux aéronefs utilisés à des fins militaires, de douane ou de police (art. 4, § 1).

Ensuite, cette protection suppose que l'infraction commise mette en cause au moins deux Etats.

En ce qui concerne les faits prévus par l'article 1^{er} § 1, a, b, c et e, les tentatives et complicités, il faut, ou bien que le lieu réel ou prévu du décollage ou de l'atterrissage de l'aéronef soit situé hors du territoire d'immatriculation de cet aéronef, ou bien que l'infraction soit commise sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat d'immatriculation de l'aéronef (art. 4 § 2, a) et b) et § 6), ou bien que l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction soit découvert sur le territoire d'un Etat autre que le territoire d'immatriculation de l'aéronef (art. 4, § 3 et § 6). Il importe peu qu'il s'agisse d'un aéronef en vol international ou d'un aéronef en vol interne (art. 4, § 2). Pour les Etats visés à l'article 9 (c'est-à-dire ceux qui constituent pour le transport aérien des organisations d'exploitation en commun ou des organismes internationaux d'exploitation exploitant des aéronefs objets d'une immatriculation commune ou internationale, et doivent désigner, pour chaque aéronef, l'Etat qui exerce la compétence et a les attributions de l'Etat d'immatriculation), la protection est exclue si les lieux réels ou prévus du décollage et de l'atterrissage sont situés sur le territoire d'un seul de ces Etats, et si l'infraction a été commise et le coupable ou le coupable présumé découvert sur ce même territoire (art. 4, § 4 et § 6).

En ce qui concerne l'infraction définie par l'article 1^{er}, § 1^{er}, d, la protection suppose que les installations et services de navigation aérienne soient utilisés pour la navigation aérienne internationale (art. 4, § 5 et § 6).

Le domaine d'application ainsi délimité n'est d'ailleurs pas spécifique aux dispositions de droit matériel contenues dans la convention. Il est commun à toutes les clauses de celle-ci (v. la terminologie de l'article 4 : « la présente

convention ne s'applique pas — ou s'applique... »), dont plusieurs relèvent de la procédure.

Quelques-unes de ces dispositions procédurales constituent des règles de droit uniforme. Elles concernent l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction.

D'une part, cet Etat, qui apprécie souverainement si « les circonstances... justifient » une décision de mise en détention ou d'application de mesures nécessaires pour assurer la présence de l'individu (art. 6, § 1), est soumis à diverses obligations pour le cas où une telle décision est prise : bien que la détention et les autres mesures doivent être conformes à la législation dudit Etat, elles ne peuvent être maintenues que pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition (§ 1, *in fine*); toute personne détenue peut communiquer immédiatement avec le plus proche représentant qualifié de l'Etat dont elle a la nationalité et toutes facilités lui sont accordées à cette fin (§ 3); l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise, l'Etat dans lequel est immatriculé l'aéronef, objet ou lieu de l'infraction, l'Etat sur le territoire duquel l'aéronef lieu de l'infraction a atterri avec l'auteur présumé se trouvant encore à bord, l'Etat du siège principal d'exploitation ou de la résidence permanente du locataire de l'aéronef sans équipage objet ou lieu de l'infraction et l'Etat dont la personne détenue a la nationalité sont immédiatement avisés de la détention, de même que, si l'Etat où celle-ci a lieu le juge opportun, tous autres Etats intéressés (§ 4).

D'autre part, l'Etat désigné ci-dessus procède immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits (§ 2), en communique rapidement les conclusions aux Etats qui viennent d'être énumérés et leur indique s'il entend exercer sa compétence (§ 4 *in fine*).

Enfin, le même Etat, s'il n'extrade pas l'auteur présumé de l'infraction, soumet l'affaire, « sans aucune exception », et même si le fait n'a pas été commis sur son territoire, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale (art. 7). Cette consécration de l'adage « *aut dedere aut punire* » implique, pour ce qui regarde le droit français, dérogation à l'article 40 du Code de procédure pénale (appréciation de l'opportunité des poursuites). Une seule obligation, assez souple, concerne la procédure postérieure à la mise en mouvement de l'action publique : les autorités compétentes doivent prendre leur décision « dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de caractère grave » et conformément à la loi du for (art. 7 *in fine*). Les dispositions de l'article 7 sont d'ailleurs étroitement liées aux clauses de la convention relatives à la compétence internationale.

b) Dans ce domaine de la *compétence internationale*, l'article 5, § 1 et § 2 impose à tout Etat contractant de prendre les mesures nécessaires aux fins de connaître des infractions, dans divers cas qu'il est inutile d'énumérer ici, car ils sont d'ores et déjà prévus par le droit français, soit dans des dispositions antérieures à la convention (principe de compétence territoriale, art. L. 121-7 du Code de l'aviation civile, loi n° 72-623 du 5 juillet 1972, v. cette *Revue*, 1973, p. 155), soit par un texte pris en contemplation de cette convention (art. L. 121-8, 1°/b) et c) et 2°/b) du Code de l'aviation civile, loi n° 76-450 du 24 mai 1976, v. cette *Revue*, 1976, p. 998). Le § 3 du même article précise que la convention n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément aux lois nationales.

c) En ce qui concerne l'*extradition*, l'article 8 contient, d'abord, une clause relative à la situation dans laquelle les Etats contractants sont liés par un traité d'extradition ou envisagent de conclure un tel traité. Les

infractions énumérées ci-dessus sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans les conventions existantes et doivent l'être dans les nouvelles (§ 1).

Le même article règle, ensuite, le cas des Etats contractants entre lesquels n'existe pas de traité d'extradition. Ceux des Etats qui subordonnent l'extradition à l'existence d'un traité ont la latitude, à l'égard de tout Etat, de considérer la convention comme constituant la base juridique de l'extradition (§ 2). Les Etats qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions comme cas d'extradition entre eux (§ 3). Dans les deux hypothèses, les autres dispositions de la loi de l'Etat requis sont respectées.

Enfin, l'article 8 dispose qu'entre Etats contractants les infractions sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de perpétration que sur le territoire des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu des alinéas b), c) et d) du § 1 de l'article 5 (c'est-à-dire dans tous les cas indiqués ci-dessus, sauf celui de compétence à raison du lieu où se trouve l'auteur ou auteur présumé).

d) La convention contient quelques dispositions relatives à l'*entraide judiciaire*.

Dans les rapports entre Etats contractants, l'entraide judiciaire la plus large possible est accordée à l'égard des infractions énumérées ci-dessus, la loi applicable étant celle de l'Etat requis et tout traité, bilatéral ou multilatéral, d'entraide judiciaire demeurant applicable (article 11). De même tout Etat contractant qui a lieu de croire qu'une des infractions sera commise fournit, en conformité avec sa législation nationale, tous renseignements utiles en sa possession aux Etats qui à son avis seraient les Etats visés à l'article 5, § 1 (article 12).

Le Conseil de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, de son côté, reçoit, de tout Etat contractant, en conformité avec les dispositions de la législation nationale de celui-ci, tous renseignements relatifs aux circonstances de chaque infraction commise, aux mesures prises à l'égard de l'auteur ou de l'auteur présumé, et notamment au résultat de la procédure d'extradition ou de la procédure judiciaire (art. 13). Suivant ce même texte, les renseignements relatifs aux mesures prises en application de l'article 10, § 2 (cet article 10 institue des obligations étrangères au droit pénal : prévention des infractions, prise en charge de l'aéronef, des passagers, de l'équipage et de la cargaison) sont également communiqués au Conseil.

Indépendamment des dispositions de droit pénal, il y a lieu de signaler que les articles 14, 15 et 16 de la convention traitent respectivement des différends relatifs à l'application de celle-ci, de sa signature et de sa dénonciation.

23. Immunités diplomatiques; convention consulaire franco-sénégalaise.

Le décret n° 76-1072 du 17 novembre 1976 (*J.O.*, 30 nov., p. 6868) porte publication des accords de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Sénégal, signés à Paris le 29 mars 1974. Parmi les vingt-huit traités, conventions et accords ainsi publiés figure une convention consulaire.

Dans le titre III de celle-ci, consacré aux privilèges et immunités, les articles 15 et 16 sont relatifs à la situation des consuls et des agents et employés consulaires au regard de certaines règles de procédure pénale (détention préventive, comparution, arrestation des consuls de carrière, témoignage des consuls, agents et employés consulaires).

24. Entraide judiciaire; extradition; convention franco-sénégalaise de coopération en matière judiciaire.

Parmi les accords franco-sénégalais publiés par le décret n° 76-1072 du 17 novembre 1976 (v. *supra*, n° 22) figure une convention de coopération en matière judiciaire.

Plusieurs dispositions du titre I^{er} (« De l'entraide judiciaire ») sont relatives à l'entraide judiciaire en matière pénale : celles de la section II du chapitre I^{er} — articles 10 à 14 (« Des actes de procédure, des décisions judiciaires et de la comparution des témoins en matière pénale »), de la section II du chapitre II — article 23 à 26 (« Des commissions rogatoires en matière pénale »), du chapitre III — article 27 (« Dispositions communes »), du chapitre IV — articles 28 et 29 (« Du casier judiciaire »), du chapitre V — article 30 (« De la dénonciation aux fins de poursuite »), et quelques textes du chapitre VIII (« Dispositions diverses »), les articles 39, alinéa 2, 1^{re} phrase, 40, 41, 42, 43, 44, 45 et 46.

Le titre III de la convention (articles 59 à 77) est consacré à l'extradition.

Dans leur ensemble, les nouvelles clauses relatives à l'entraide judiciaire et à l'extradition diffèrent peu de celles qui étaient contenues dans les accords du 14 juin 1962 précédemment en vigueur entre la France et le Sénégal.

C. Chronique pénitentiaire

LE SUICIDE ET LES TENTATIVES DE SUICIDE EN PRISON ET EN MILIEU LIBRE : ANALYSE DE LA CRISE RECENTE

par Jean-Claude CHESNAIS

Docteur en sciences économiques,
Chercheur à l'Institut national d'études démographiques

Sur la base des données recueillies par M. J. Favard¹, nous avons pu, dans deux précédents numéros de cette publication, reconstituer l'évolution de la mortalité par suicide des détenus de 1852 à 1974 et la comparer à celle du milieu libre². Cette première confrontation avait conduit à identifier *trois grandes crises de sursuicidité carcérale*, les deux premières étant situées à la veille de chacune des guerres mondiales (1911-1913 et 1937-1939) et la troisième s'étant brusquement déclenchée en 1972. Déjà, en 1975, le diagnostic était sombre : *la crise récente était plus aiguë et elle semblait même s'annoncer plus durable et plus profonde que les précédentes*. Par ailleurs, le rapprochement des statistiques de suicide de la population pénitentiaire et d'une population libre de caractéristiques socio-démographiques analogues³ avait établi que la fréquence des suicides était nettement plus forte chez les prisonniers, et que l'écart entre les détenus et leurs homologues libres était d'autant plus fort que l'âge était plus jeune.

Le propos de cette étude est de mettre à jour ces résultats et d'étendre la comparaison aux tentatives de suicides. Si la mort par suicide est la forme suprême de protestation contre l'institution pénitentiaire, la tentative de

1. J. Favard : « Quelques éléments statistiques sur les suicides et les tentatives de suicides en prison », ministère de la Justice, document ronéotypé, mai 1975, 24 pages.

2. J.-C. Chesnais : « Suicides en milieu carcéral et en milieu libre : évolution et situation comparées (1852-1974) », cette *Revue*, 1976, p. 465 à 472 et p. 761 à 776.

3. Les principaux déterminants socio-démographiques du suicide sont l'âge, la catégorie socio-professionnelle, le sexe et l'état matrimonial.

suicide — même lorsqu'elle ne constitue qu'un moyen d'attirer l'attention, sans volonté réelle de provoquer la mort — n'en exprime pas moins une réalité tragique : le risque de mort est présent et ce défi à la mort est souvent, pour le détenu, l'unique moyen d'expression. L'évolution du nombre des tentatives de suicide en milieu carcéral est, par conséquent, plus révélatrice de l'état d'esprit des détenus que ne l'est celle des suicides accomplis. En outre, elle reflète bien l'importance de la pulsion de mort « en soi », c'est-à-dire avant l'intervention du personnel de surveillance ou des services médicaux de réanimation, alors que la statistique des suicides-décès traduit également le degré d'efficacité du dispositif de sécurité. En l'état actuel du système d'observation, on peut donc admettre que le mouvement des tentatives de suicide⁴ est l'indicateur le plus approprié pour suivre la courbe de l'état moral des détenus. La comparabilité chronologique n'est, certes, pas parfaitement rigoureuse, du fait de la variabilité des procédures d'enregistrement, mais les tendances générales sont suffisamment accusées pour faire ressortir un mouvement de fond⁵.

Nous commencerons par étudier l'évolution temporelle en milieu pénitentiaire et en milieu libre depuis 1970, avant d'aborder une analyse plus détaillée, suivant l'âge des suicidants, la catégorie pénale (prévenus ou condamnés) et les moyens de perpétration choisis.

I. — LE SUICIDE DEPUIS 1970

Nous considérons d'abord la mortalité, pour analyser ensuite la morbidité suicidaire.

a) La mort par suicide.

La population pénale est composée, dans sa presque totalité, de détenus masculins (près de 98 %). Les suicides féminins sont, par conséquent, très rares, d'autant que la suicidité est, en moyenne, en France, près de trois fois moindre chez les femmes que chez les hommes. La comparaison des taux de suicide en milieu pénitentiaire et en milieu libre n'a donc de sens que pour le sexe masculin.

La crise et l'anté-crise.

En 1970-1971 le taux de suicidité des détenus masculins est de l'ordre de 0,6 pour 1 000 détenus; il est alors équivalent à près du triple de celui de la population masculine française à la même date. Brusquement, en 1972, la suicidité carcérale double pour s'aggraver encore en 1973 et, après un recul notable en 1974, atteindre un maximum sans précédent en 1975 : 47 suicides — exclusivement masculins — pour une population pénale masculine moyenne⁶ de l'ordre de 27 000, soit près de deux décès par suicide pour 1 000 détenus. La suicidité carcérale est alors huit fois supérieure à la suicidité globale masculine. Malgré la diminution observée en 1976, la fréquence du suicide dans les prisons n'en reste pas moins double de sa valeur habituelle en période non perturbée (0,6 à 0,8 pour 1 000).

En moyenne, sur les cinq années de crise (1972-1976), les détenus se suicident six fois plus que les hommes libres (tableau I).

4. La notion de tentative exclut ici les décès.

5. On peut admettre qu'une part de l'accroissement du nombre des tentatives tient à l'amélioration de l'enregistrement, en particulier pour les intoxications aiguës.

6. Pour les principes de la méthode et leur justification théorique, nous renvoyons le lecteur à notre précédente étude dans cette *Revue*, p. 465 et p. 761, not. p. 467-468.

Tableau I : Evolution comparée de la mortalité par suicide des détenus masculins et des hommes en milieu libre depuis 1970

Année	Milieu carcéral		Milieu libre		Rapport
	Nombre de suicides masculins	Taux de suicidité moyen pour 1 000			Taux carcéral
		détenus masculins	habitants	hommes	Taux général masculin
1970	19	0,67	0,15	0,24	2,9
1971	17	0,57	0,15	0,22	2,6
1972	36	1,19	0,16	0,23	5,2
1973	42	1,50	0,15	0,23	6,6
1974	25	0,97	0,15	0,22	4,4
1975	47	1,74	0,16	0,22	7,8
1976	40	1,37	0,16	0,22	6,1

Nationaux et étrangers.

Parmi ces détenus, se trouve une fraction notable d'étrangers : 18 % au 1^{er} janvier 1977. La proportion d'étrangers est ainsi presque double de celle relevée pour l'ensemble de la population masculine résidente en France⁷. La composition par nationalité étant très différente de celle de l'ensemble du pays, il convient d'en tenir compte dans la comparaison. En 1975, année la plus sombre, le nombre de suicides des détenus étrangers s'élevait à seize, soit un taux de 3,2 pour 1 000 détenus. Un tel chiffre constitue un indice alarmant pour une population qui, par tradition culturelle, est peu encline à se donner la mort (dans les pays d'où proviennent les immigrés, pays d'Afrique du Nord et d'Europe méridionale notamment, le suicide est un phénomène peu répandu et beaucoup moins fréquent qu'en France). Certes, la situation de migrant tend à accentuer la déviance; par ailleurs, une conjoncture de chômage élevé et rapidement croissant aggrave la discrimination et la marginalisation sociales. Mais rien n'interdit de penser que la sursuicidité relative des détenus étrangers par rapport aux détenus nationaux en 1975 (1,4 décès par suicide pour 1 000 détenus chez les Français contre 3,2 chez les étrangers) ne soit — en réalité — imputable qu'aux aléas statistiques liés aux petits nombres. Le chiffre de 1976 vient, du reste, corroborer cette hypothèse, puisque les taux des deux sous-populations sont équivalents. Le manque d'observations sur une période suffisamment longue interdit, cependant, de trancher la question⁸.

7. La surreprésentation des étrangers dans les établissements pénitentiaires doit être interprétée avec beaucoup de prudence; elle n'est statistiquement aucunement surprenante : il s'agit, en effet, d'une population qui présente un ensemble de caractéristiques objectives indépendantes de son comportement propre, qui concourent à la surdélinquance. C'est une population à la fois :

- déplacée (migrants);
- à dominante masculine;
- comportant une forte fraction de jeunes adultes;
- ayant un taux relativement élevé de célibat (ou tout au moins d'isolement ou de séparation matrimoniale).

8. En outre, la distinction entre nationaux et étrangers n'est, malheureusement, pas faite pour les tentatives de suicide, ce qui ôte un élément intéressant de comparaison.

La pointe exceptionnelle de 1975 tient donc, pour l'essentiel, à une flambée — apparemment occasionnelle — de suicides chez les détenus étrangers, puisque chez les nationaux le taux de 1976 est du même ordre que celui de 1975. Autrement dit, si, dans l'ensemble, la suicidité a reculé en 1976 par rapport à 1975, la crise n'a rien perdu de sa gravité pour les détenus français.

b) Les tentatives de suicide.

Le diagnostic établi à partir de la statistique des suicides se confirme à l'examen de la série chiffrée relative aux tentatives de suicide : l'état moral des détenus s'est subitement déprimé en 1972. Mais l'étude des tentatives permet, en outre, d'affiner l'observation et de mieux apprécier l'évolution et l'intensité de la dépression. C'est ainsi que la crise morale apparaît à la fois plus grave, plus précoce et plus profonde.

— plus grave : en 1974, année où la morbidité suicidaire culmine, la fréquence du phénomène est près de quatre fois plus élevée qu'en temps normal (au lieu de deux fois pour les suicides mortels).

— plus précoce : une légère aggravation se manifeste dès 1971 (au lieu de 1972).

— plus profonde : loin d'apparaître accidentel ou passager, le phénomène s'amplifie sur plusieurs années, pour arriver au sommet de 1974 avec une moyenne atteignant alors le record inédit de quinze tentatives de suicide pour 1 000 détenus, et pour refluer graduellement depuis cette date (dix tentatives pour 1 000 détenus en 1976).

Tableau II : Suicides et tentatives de suicide dans les prisons depuis 1970

Année	Nombre de		Taux de tentatives pour 1 000 détenus (3)	Nombre de tentatives pour 1 décès (4) = (2) : (1)
	Suicides (1)	Tentatives de suicide (2)		
1970 ...	19	108	3,7	5,7
1971 ...	17	127	4,2	7,5
1972 ...	36	172	5,6	4,8
1973 ...	42	325	11,3	7,7
1974 ...	25	392	14,8	15,7
1975 ...	47	380	13,7	8,1
1976 ...	40	286	9,8	7,2

Le niveau actuel étant encore très largement supérieur à celui de la période précédant la crise, et la résorption étant relativement lente, on peut raisonnablement penser que la morbidité suicidaire ne retrouvera sa fréquence normale que d'ici quelques années.

Ainsi, la démoralisation des détenus est à la fois plus ancienne et plus radicale qu'il ne semblait au premier abord. Voyons maintenant quelles en ont été les principales victimes (les plus jeunes ou les moins jeunes ? les

prévenus ou les condamnés ?) et comment apprécier la situation spécifique du milieu pénitentiaire par rapport à un milieu libre de profil socio-démographique comparable.

II. LES PRINCIPALES VICTIMES ET LE DEGRÉ DE GRAVITÉ DU MALAISE

a) Les variations par âge

Pour les cinq années de crise qui viennent de s'écouler et pour la période 1966-1971, que nous prendrons comme référence, les suicides masculins ont été classés par grands groupes d'âges. En divisant les nombres de suicides (ou de tentatives) d'un groupe d'âges donné par la population moyenne correspondante, on obtient le taux de mortalité (ou de morbidité) par suicide de ce groupe d'âges.

L'âge des suicidés.

Avant la crise, le relief de la suicidité par âge se présentait de manière tout à fait classique : croissance sensible avec l'avancement en âge, la fréquence du suicide chez les détenus de plus de quarante ans étant, par exemple, plus de trois fois supérieure à celle des détenus de moins de vingt et un ans. Au cours des années de crise, ce schéma s'efface pour faire place à un profil aplati : si l'on excepte le dernier groupe d'âges (cinquante ans et plus) qui, du reste, ne compte que 4 % de la population considérée, les taux par âge, sont en effet, très peu différenciés. Si, en moyenne, la fréquence a été multipliée par deux, chez les « moins de vingt et un ans », elle a quadruplé, et chez les vingt et un-vingt-neuf ans augmenté de 160 %. L'aggravation du suicide a donc été d'autant plus nette que les détenus étaient plus jeunes. La profondeur de la crise se reflète dans les chiffres. Aucun groupe d'âges n'a été épargné par le mouvement; même les adultes d'âge mûr (quarante à cinquante ans), pourtant les moins touchés, connaissent une augmentation de plus d'un quart.

Tableau III : Evolution récente des taux de suicidité suivant l'âge des détenus, sexe masculin

Groupe d'âges (en années révolues)	1966-1971			1972-1976		
	Nombre de suicides	Nombre moyen de détenus	Taux pour 1 000 détenus	Nombre de suicides	Nombre moyen de détenus	Taux pour 1 000 détenus
Moins de 21 ans	9	4 947	0,30	28	4 757	1,18
21-29 ans ...	42	12 396	0,56	97	13 475	1,44
30-39 ans ...	29	6 993	0,69	35	5 810	1,21
40-49 ans ...	23	4 153	0,92	17	2 934	1,16
50 ans et plus.	13	2 046	1,06	12	1 170	2,05
Ensemble ...	116	30 535	0,63	189	28 146	1,34

L'âge des suicidants.

La distribution des taux de morbidité suicidaire par âge, que l'on connaît seulement pour la période de crise, est conforme au modèle classique : appa-

rition du phénomène à la puberté, pointe très aiguë (légèrement plus tardive chez les jeunes gens que chez les jeunes filles) à l'adolescence ou dans les premières phases de la vie adulte, puis baisse progressive avec l'âge.

Tableau IV : Propension au suicide et gravité des tentatives de suicide suivant l'âge, 1972-1976

Age (en années révolues)	Suicides	Tentatives	Taux annuel moyen de tentatives pour 1 000 détenus	Taux de létalité *
Moins de 21	28	272	11,2	9
21-29	97	1 005	14,6	9
30-49	53	266	5,9	17
50 et plus	12	12	1,9	50
Ensemble	190	1 555	10,7	11

* Proportion des actes suicidaires à issue mortelle.

En 1972-1976, on compte, en moyenne, chaque année, près de quinze tentatives de suicide pour 1 000 détenus de vingt et un à trente ans. Pour les jeunes de moins de vingt et un ans, la gravité est presque aussi forte, alors que chez les détenus de plus de cinquante ans le taux tombe à moins de deux pour 1 000. La confrontation de ces observations avec des résultats dérivés de l'enquête récente menée en 1973-1974 par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) sur les tentatives de suicides hospitalisées en milieu libre est particulièrement éclairante. Si l'on ne considère les résultats de cette enquête que pour le seul milieu urbain (où les tentatives sont plus fréquentes) et sur le sexe masculin⁹ (le milieu pénitentiaire étant presque exclusivement composé d'hommes) on constate qu'avant trente ans et après cinquante ans, les tentatives de suicide sont, à âge égal, cinq fois plus fréquentes chez les prisonniers que dans le reste de la population masculine. Entre trente et cinquante ans, l'écart est de trois. Bien que vraisemblablement sous-estimées, puisque la morbidité suicidaire est plus répandue dans les grandes agglomérations urbaines (en l'occurrence Lyon et Toulouse) que dans l'ensemble national, les différences n'en apparaissent pas moins suffisamment tranchées pour être révélatrices d'un déséquilibre structurel.

Le taux de létalité par âge.

Nous avons vu que, en prison, la fréquence des suicides mortels varie peu avec l'âge (du moins au cours des années de crise), alors que les tentatives sont, au contraire, essentiellement le fait des jeunes. On comprend, dès lors, que la gravité — exprimée par le pourcentage des actes suicidaires qui se terminent par un décès — est étroitement dépendante de l'âge. La proportion des actes à issue mortelle passe ainsi de moins de 10 % chez les jeunes (moins de trente ans) à près de 20 % chez les adultes (trente à cinquante ans) pour atteindre 50 % chez les détenus âgés. Plus l'âge avance, plus la probabilité de

9. Les données de base utilisées ici sont publiées dans : J.-C. Chesnais : « La propension au suicide en milieu urbain ». *Population*, 1976, n° 4-5.

décès après une tentative s'élève : cette constatation rejoint celle faite sur le milieu libre. S'agit-il là d'une moindre résistance biologique ? D'une meilleure préparation de la mort ? Du choix de procédés plus meurtriers ? Aucune des explications n'est à rejeter, mais la dernière est, sans doute, la plus importante.

Sur ce point, la comparaison est, à nouveau, défavorable au monde des prisons, puisque chez les moins de trente ans, c'est-à-dire la grosse majorité des détenus, le taux de létalité des tentatives est trois fois plus élevé qu'en milieu libre. Une telle distorsion suffit à illustrer les insuffisances du dispositif de surveillance et de soins de première urgence aux suicidants.

Ainsi donc, chez les détenus de moins de trente ans (qui représentent les deux tiers de la population pénale) non seulement les tentatives sont cinq fois plus nombreuses, en proportion, mais leur gravité est trois fois plus forte que chez les hommes libres de même âge.

b) La fragilité des prévenus

A l'intérieur de la population pénitentiaire, une distinction s'impose cependant entre prévenus et condamnés : le suicide est systématiquement plus fréquent chez les premiers que chez les seconds. Cette fois encore, l'écart est plus marqué pour les tentatives, puisqu'il va de un à quatre, au lieu de un à deux pour les décès. Après avoir traversé un maximum très aigu au cours des années 1971 à 1973 (fréquence des tentatives quatre à cinq fois plus forte pour les prévenus que pour les condamnés, au lieu de deux à trois fois en période normale) l'écart tend toutefois à s'amenuiser rapidement. C'est aussi chez les prévenus que la crise s'est déclenchée la première : déjà relativement élevée en 1970, la fréquence des tentatives augmente dès l'année suivante pour atteindre en 1972 une valeur jamais rencontrée auparavant et elle-même encore éloignée du record de 1974 (une tentative pour quarante prévenus, en moyenne). La plus grande vulnérabilité des prévenus va de pair avec l'antériorité du mouvement chez eux : la courbe de morbidité suicidaire des prévenus semble annoncer, avec une avance d'un an, à la fois les tendances d'ensemble pour la suicidité et le mouvement des tentatives chez les condamnés qui, tous deux, démarrent (1972) et culminent un an plus tard (1975).

Tableau V : Evolution comparée du suicide chez les prévenus et chez les condamnés au cours des vingt dernières années

Période	Suicides		Tentatives		Population moyenne (en milliers)		Taux annuel moyen (pour 1000)			
	Prév.	Cond.	Prév.	Cond.	Prév.	Cond.	Suicides		Tentatives	
							Prév.	Cond.	Prév.	Cond.
1956-1960 ...	51	38	295	165	9,1	13,9	1,1	0,6	6,5	2,4
1961-1965 ...	55	41	429	313	12,0	17,0	0,9	0,5	7,2	3,7
1966-1970 ...	57	44	315	194	12,1	19,7	0,9	0,4	5,2	2,0
1971-1975 ...	98	69	989	427	10,5	18,4	1,9	0,8	18,8	4,6
1970	14	5	66	42	9,2	20,0	1,5	0,2	7,2	2,1
1971	9	8	88	39	10,1	20,5	0,9	0,4	8,8	1,9
1972	19	17	118	54	11,0	20,0	1,7	0,8	10,7	2,7
1973	25	17	243	82	11,0	17,7	2,3	1,0	22,1	4,6
1974	16	9	273	119	11,2	15,3	1,4	0,6	24,4	7,8
1975	29	18	267	133	12,1	15,4	2,4	1,2	22,1	8,6
1976	25	15	149	137	12,9	16,8	1,9	0,9	11,6	8,2

Une divergence apparaît en 1976 : alors qu'une amélioration notable s'est produite pour les prévenus, ramenant la fréquence à un niveau équivalent à celui de la première année de crise (1972), chez les condamnés le taux se maintient, au contraire, à son plafond. De ce fait, la surmortalité suicidaire des prévenus se trouve brusquement réduite à une valeur sans précédent : de l'ordre de 40 % seulement, au lieu de 120 % en moyenne sur la période 1961-1970.

Pour la suicidité, la flambée est apparue en même temps (1972) chez les deux catégories de prisonniers et les mouvements, depuis 1971, sont de même sens et d'amplitude comparable. Autrement dit, la crise a frappé également chaque catégorie, sans accentuer la vulnérabilité relative des prévenus, dont la suicidité reste double de celle des condamnés.

Le manque de données séparées sur la répartition des moyens de perpétration choisis pour les prévenus et les condamnés ne permet pas d'avancer, si et dans quelle mesure, la plus grande létalité des tentatives chez les condamnés (proportion double de tentatives à issue mortelle) ne tient pas à une différence dans la nature des choix des moyens de mort. Certains procédés conduisent, en effet, droit à la mort, alors que d'autres sont « efficaces » à 1 ou 2 % seulement. La confrontation des moyens employés en cas de suicides-décès ou en cas de tentatives est, à cet égard, très éloquente.

c) Les moyens de perpétration¹⁰

Pour les suicides accomplis, la proportion des pendaisons est largement dominante (avec 85 % du total des décès). Vient ensuite l'ingestion de produits toxiques (9 %) mais, à la différence de la pendaison, la part de celles-ci tend à régresser au fil du temps, ce qui dénote les progrès de la capacité d'intervention et de réanimation. Pour les tentatives, les pendaisons ne forment que 40 % de l'ensemble, soit deux fois moins, alors que c'est le phénomène inverse pour tous les autres moyens.

Tableau VI : Répartition comparée des moyens de perpétration du suicide et des tentatives de suicide au cours de la période décennale 1966-1975

Moyens de perpétration	Suicides		Tentatives de suicide	
	Nombre	%	Nombre	%
1. Pendaison et strangulation	228	85	774	41
2. Ingestion de produits toxiques	25	9	361	19
3. Précipitation dans le vide	8	3	89	5
4. Automutilations graves, feu, divers ..	7	3	681	35
Ensemble	268	100	1 905	100

10. L'analyse porte sur l'ensemble de la période 1966-1975, sans distinction : l'examen détaillé n'a pas révélé de différences significatives liées à l'état de crise.

Le rapport du nombre de décès par un moyen donné à l'ensemble des actes suicidaires commis par ce moyen exprime le degré de létalité de ce moyen. Ainsi, en dépit de la surveillance, la pendaison constitue, de loin, le procédé le plus meurtrier, entraînant le décès dans le quart des cas. Le coefficient de létalité des autres moyens est nettement moindre : la précipitation dans le vide ne donne lieu à décès que dans 8 % des cas (en moyenne), l'empoisonnement dans 6 % et les autres moyens (automutilations graves, armes à feu, etc.) dans 1 % seulement.

Tableau VII : Taux de létalité des actes suicidaires en milieu carcéral suivant le moyen de perpétration choisi (1966-1975)

Moyens de perpétration	Suicides (1)	Actes suicidaires (suicides + tentatives) (2)	Taux de létalité (3) = (1) : (2)
1. Pendaison et strangulation.	228	1 002	0,23
2. Précipitation dans le vide .	8	97	0,08
3. Ingestion de produits toxiques	25	386	0,06
4. Automutilation grave, divers, feu	7	688	0,01
Total	268	2 173	0,12

CONCLUSION

Par sa soudaineté et sa violence, le malaise du monde des prisons était inattendu. Le fait qu'il ait surgi au moment même où les efforts de libéralisation étaient entrepris ne doit pas sembler paradoxal. Il ne doit pas non plus ruiner les espoirs placés dans la récente réforme pénitentiaire tout en suscitant des réserves sur son aptitude à remédier aux vrais problèmes.

La modification du règlement intérieur des établissements pénitentiaires, l'orchestration que donne la presse à tout événement concernant la vie quotidienne des détenus et la connaissance que ces derniers en ont, grâce à l'acquisition du droit de libre information, ont pu servir de catalyseur à un état de tension latente. La prise de conscience de l'exclusion sociale a, sans doute, été aussi aiguës par la perte d'espoir quant aux perspectives de réinsertion : une conjoncture de chômage fort et croissant, notamment depuis 1973, ôte bien des illusions sur les possibilités d'embauche des prisonniers à leur libération.

Qu'il s'agisse des psychiatres, des visiteurs ou d'autres personnes en contact régulier avec le monde pénitentiaire, un consensus existe sur la véritable nature du mal : l'absence de communication, avec le sentiment d'isolement et de détresse morale qu'il suscite. La plus grande vulnérabilité des prévenus, notamment pour les tentatives, est, sur ce plan, sans équivoque : ceux-ci sont incarcérés pour la première fois, et le choc de cette brusque privation de liberté est souvent vécu comme un traumatisme, d'autant que les structures d'accueil sont notoirement insuffisantes, en quantité et en qualité; par ailleurs, on peut concevoir que leur sentiment d'insécurité soit accru par l'incertitude qui règne sur leur durée de détention.

Les facteurs de la crise carcérale dépassent cependant le cadre étroit de l'Administration pénitentiaire et même des institutions en amont ou en aval. Il s'agit aussi d'un problème de civilisation : le début des années 1970 correspond à l'entrée massive de détenus nés en plein « boom » économique, sous le signe de l'absence de contrainte et de l'explosion de la consommation, et pour lesquels la suppression des libertés est un châtement intolérable. L'aggravation exceptionnelle du suicide chez les jeunes détenus corrobore pleinement cette interprétation.

Généreuse dans ses principes, mais limitée dans ses moyens, la réforme pénitentiaire, pour laquelle la statistique de suicide constitue jusqu'à présent un test négatif, court le risque de ne pas répondre à l'objectif central, qui est celui du rétablissement d'un niveau de communication compatible à la fois avec la condition pénale de détenu et le respect de l'homme.

D. Chronique de criminologie et des sciences de l'homme

par Jean PINATEL

Inspecteur général de l'Administration,
Président de la Société internationale de criminologie

I

UNE EXPERIENCE FRANÇAISE DE PSYCHOTHERAPIE EN PRISON

par Jean PINATEL

Dans nos chroniques, nous avons plusieurs fois évoqué le problème du traitement des délinquants¹. Les principes qui le gouvernement ont été approfondis et systématisés dans notre ouvrage *La Société criminogène*², où l'on trouve également la description des expériences nord-américaines concernant les jeunes délinquants et des réalisations consacrées aux adultes, notamment celles tentées à Herstedvester, près de Copenhague, et à Clinton dans l'Etat de New York. Ces deux dernières réalisations ont été présentées et discutées dans deux ouvrages remarquables. Le premier est l'œuvre de Georg K. Sturup qui fut, de 1942 à une époque récente, le directeur de l'établissement danois³. Le second a pour auteur Bruno Cormier, qui a été l'inspirateur et l'animateur de l'expérience américaine⁴.

En France, en dehors des thèses de J. Hochmann⁵ et de D. Gonin⁶, nous ne disposons pas d'ouvrages de cette ampleur consacrés au traitement des délin-

1. « Les nouvelles méthodes psychologiques de traitement », cette *Revue*, 1962, p. 359 à 371; « Le traitement des délinquants », *ibid.*, 1964, p. 163 à 173; « Philosophie de l'entraide et technique des relations interpersonnelles en matière de traitement des délinquants », *ibid.*, 1974, p. 130 à 136.

2. J. PINATEL, *La Société criminogène*, Calmann-Lévy, 1971, p. 205 à 223.

3. Georg K. STURUP, *Treating the Untreatable*, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1968, 266 pages.

4. B. M. CORMIER, *The Watcher and the Watched*, Tundra Books, Montréal, New York, 1975, 330 pages.

5. J. HOCHMANN, *La relation clinique en milieu pénitentiaire*, Paris, Masson, 1964, 128 pages.

6. D. GONIN, *Psychothérapie de groupe du délinquant en milieu pénitentiaire*, Paris, Masson, 1967, 158 pages.

quants. Cette lacune vient d'être comblée par M. André-Gilles Mathé, qui a publié récemment un excellent livre intitulé : *Psychothérapie en prison*⁷, fruit de l'expérience qu'il a acquise en qualité de médecin psychiatre attaché à la maison centrale de Melun.

Ce remarquable ouvrage, après une préface de Mme Juliette Favez-Boutonier, professeur honoraire à l'Université de Paris, débute par un avant-propos de l'auteur. Celui-ci déclare que son livre est, tout d'abord, le « témoignage d'un médecin qui depuis près de quinze ans va chaque semaine à l'intérieur de la prison ». Mais il est, aussi, « une réflexion sur les conditions de la vie pénitentiaire et sur la signification de la notion de sanction, au moment où il est beaucoup parlé des problèmes actuels de la criminologie, des problèmes de la violence, et des formes contestataires de la société ».

Les développements qui vont suivre ont pour objet d'exposer les bases, les conditions et les implications de cette expérience de psychothérapie en prison, ainsi que les leçons qui s'en dégagent.

I. — LES BASES DE L'EXPÉRIENCE

Après avoir participé en 1962 à des travaux de la Société générale des prisons, consacrés aux problèmes posés par l'application des techniques de groupe aux délinquants, M. A.-G. Mathé, encouragé par Mme Favez-Boutonier, eut l'idée de tenter une expérience psychothérapique en prison. Son expérience s'est déroulée à la maison centrale de Melun en cinq étapes : 1° recherche scientifique sous les auspices du C.N.R.S. (1963-1965); 2° recherche bénévole (1965-1967); 3° psychothérapie de groupe prise en charge par l'Administration pénitentiaire (1968 - mi-1969); 4° adjonction de la consultation de psychiatrie à la psychothérapie de groupe (mi 1969-1974); 5° diminution de la psychothérapie de groupe et retour à la psychothérapie individuelle (à partir de 1975).

Les bases de cette expérience relèvent des orientations de la criminologie clinique, d'une part, et des principes de la psychothérapie de groupe, d'autre part.

A. Les orientations de la criminologie clinique

M. A.-G. Mathé s'est fermement appuyé sur la criminologie clinique. Dans cette perspective, il se réfère à l'histoire de l'intervention du médecin dans les prisons⁸, au besoin d'une méthodologie en criminologie clinique, à l'intégration de la clinique et de la psychothérapie, à la méthodologie de l'approche clinique et psychothérapique dans les pays européens, ainsi qu'aux étapes de la criminologie clinique et de l'intégration interdisciplinaire⁹. Il se situe dans la ligne de De Greeff, Di Tullio, Kinberg et se rapproche des points de vue de MM. Wolfgang et Ferracuti, pour ce qui concerne la complémentarité des approches clinique et sociologique¹⁰.

Avec une très grande maîtrise, il passe en revue les recherches sur la personnalité criminelle et met l'accent sur les moments de l'examen¹¹ et sur les modèles opérationnels qui dominent le diagnostic et l'interprétation : approche psychanalytique, approche phénoménologique, approche sociologi-

7. A.-G. MATHÉ, *Psychothérapie en prison*, Paris, Denoël, 1976, 216 pages.

8. *Ibid.*, p. 11 à 20.

9. *Ibid.*, p. 23 à 35.

10. *Ibid.*, p. 26.

11. *Ibid.*, p. 37 à 39.

que, noyau central, autres théories, en particulier celles de la frustration-agression et des associations différentielles¹².

Des développements substantiels sont également consacrés à l'institution pénitentiaire et envisagent successivement la notion d'institution, l'institution thérapeutique, l'institution pénitentiaire et la communauté thérapeutique pénitentiaire¹³. Relevons au passage quelques formules bien frappées : « Il semble qu'une institution soit thérapeutique lorsqu'elle inscrit la relation transférentielle comme fondement essentiel de son action »¹⁴... « Une des tâches essentielles du thérapeute sera donc d'obtenir la collaboration du personnel à son projet thérapeutique »¹⁵ pour réaliser une institutionnalisation du traitement ou encore son souhait, à propos du traitement post-pénal, de « ne pas maintenir à trop longue échéance le cordon ombilical avec le milieu pénitentiaire »¹⁶.

L'équipe clinique et l'analyse de la relation clinique en milieu pénitentiaire¹⁷ sont évoquées, avant l'étude des principes de la psychothérapie de groupe¹⁸.

B. Les principes de la psychothérapie de groupe

Sur le plan de la psychothérapie de groupe sont successivement envisagés : les concepts et techniques¹⁹, ainsi que le groupe et le fonctionnement psychothérapique²⁰. L'influence rogérienne, en l'absence de modèles opérationnels pour la criminologie, apparaît décisive à M. A.-G. Mathé, qui schématise, ensuite, l'évolution d'un groupe²¹ en cinq périodes : structuration, dynamisation, régressivité, conceptualisation, réharmonisation. Il évoque, également, le rôle et le statut du psychothérapeute²².

L'adaptation de ces principes en criminologie clinique est dominée par une analyse très approfondie de la méthodologie de la psychothérapie du délinquant : éléments fondamentaux de référence²³, cadres conceptuels²⁴, avec une allusion aux travaux de Grant, rapports entre les typologies de délinquants et les typologies de traitement²⁵, champ d'application de la psychothérapie envisagée des points de vue juridique et phénoménologique²⁶, évaluation de la prise en charge psychothérapique²⁷, comportant des développements particuliers sur le passage du qualitatif au quantitatif.

Il n'est point besoin d'insister davantage pour saisir la solidité des bases criminologiques et psychothérapiques, à partir desquelles M. A.-G. Mathé a pu mener à bien son expérience.

II. — LES CONDITIONS DE L'EXPÉRIENCE

Dans un premier temps, M. A.-G. Mathé a constitué des groupes dits « ouverts » avec une durée d'environ dix mois, à raison d'une séance par

12. *Ibid.*, p. 39 à 51.

13. *Ibid.*, p. 53 à 71.

14. *Ibid.*, p. 55.

15. *Ibid.*, p. 70.

16. *Ibid.*, p. 58.

17. *Ibid.*, p. 73 à 92.

18. *Ibid.*, p. 73 à 92.

19. *Ibid.*, p. 102 à 108.

20. *Ibid.*, p. 109 à 118.

21. *Ibid.*, p. 118 à 127.

22. *Ibid.*, p. 127 à 130.

23. *Ibid.*, p. 133 à 136.

24. *Ibid.*, p. 136 à 138.

25. *Ibid.*, p. 139 à 143.

26. *Ibid.*, p. 145 à 156.

27. *Ibid.*, p. 157 à 170.

semaine (le mercredi de 17 heures à 18 h 45). Il a dû effectuer des choix importants relatifs au local dans lequel les séances de psychothérapie de groupe pouvaient avoir lieu et aux détenus qui pouvaient y participer.

A. — *Le local*

Pour ce qui concerne le local, le choix s'est porté sur la bibliothèque. En 1966, il a fallu choisir un autre local : désormais les séances eurent lieu dans le parloir des visites. Depuis 1969, les entretiens préalables, les psychothérapies individuelles et les cures de sommeil sont effectués à l'infirmerie.

A noter que la chimiothérapie classique (neuroleptiques, tranquillisants) représente un domaine important dans le cadre de la consultation de psychiatrie.

B. — *Les détenus*

Au début, la première sélection des sujets fut confiée aux éducateurs. Les critères appliqués furent les suivants :

— sortie pas trop proche (plus d'un an), ni trop lointaine (un à trois ans); en fait, la sélection ne s'est exercée que sur des détenus ayant atteint, dans le cadre du système progressif alors appliqué à Melun, le stade de la phase de confiance;

— élimination des débiles et de certains délinquants sexuels;

— appel au volontariat.

Puis, M. A.-G. Mathé a procédé, en outre, à l'examen des sujets proposés. Un groupe de dix ainsi constitué comprenait des auteurs d'infractions variées (infanticide, meurtre, viol et vol), leur âge moyen était de trente-sept ans et six mois, leur durée moyenne d'emprisonnement de neuf ans et sept mois.

Mais un fait imprévu s'est produit : sur les dix sujets, cinq furent rapidement mis en semi-liberté, un abandonna, un fut hospitalisé. En moyenne, l'expérience fut vécue seulement pendant une durée de sept à neuf mois par l'ensemble des sujets.

Cette désarticulation du groupe produisit un certain nombre d'effets : 1°) le groupe a été considéré comme un bon tremplin vers la liberté, alors qu'en réalité, le fait de participer volontairement au groupe de psychothérapie n'a jamais eu d'influence sur la durée de la peine ou les conditions de vie carcérale; 2°) les membres restants ont été placés devant des possibilités de réactions ambivalentes (appel vers la liberté et sentiment de rejet). C'est alors que M. A.-G. Mathé décida, d'une part, de continuer l'expérience, en remplaçant les membres sortants par des membres nouveaux et, d'autre part, de faire revenir chaque sortant au milieu du groupe après quinze jours à trois semaines de semi-liberté. Trois sujets sur cinq ont ainsi de nouveau participé aux séances et à travers eux, qui étaient déjà avancés dans la voie de la liberté, le groupe a recherché son identification future. Dans ce groupe ouvert, les départs ont été, par la suite, comblés au fur et à mesure par les nouvelles arrivées. En définitive, le deuxième groupe a compté trois membres de fondation et sept nouveaux. Son âge moyen a été de trente-quatre ans et quatre mois.

L'expérience s'est développée sur ces bases au rythme d'une dizaine de sujets traités chaque année. « On le voit — écrit M. A.-G. Mathé — les critères de sélection sont uniquement d'ordre clinique et pénitentiaire et si nous les avons utilisés pendant quelques années, ils sont loin de nous satisfaire. Cependant, il reste important qu'il y ait un accord commun entre les cliniciens et les autres membres du personnel » 28.

III. — LES IMPLICATIONS DE L'EXPÉRIENCE

Les implications de l'expérience concernent, d'une part, les personnels, et d'autre part, les détenus.

A. *Les implications concernant les personnels*

L'accord commun qui vient d'être évoqué est essentiel, car « la prise en charge psychothérapique du détenu est institutionnelle ou elle n'est pas » 29. Aussi, dans la première phase de la recherche, M. A.-G. Mathé s'est-il efforcé d'impliquer l'Administration, grâce à des réunions conjointes et à des recueils de témoignages. En particulier, un questionnaire a été élaboré et proposé aux membres du personnel au cours de ces treize années de psychothérapie en prison.

Ce questionnaire était le suivant :

1° Problèmes posés par l'institution de l'expérience, au sein de la collectivité pénitentiaire :

au niveau de la direction,
au niveau des éducateurs,
au niveau du personnel de surveillance.

2° Conditions institutionnelles de l'expérience :

sélection des détenus,
choix opérés par les éducateurs et le directeur,
choix des locaux.

3° Signification du groupe dans la prison :

pour les participants au groupe,
pour les autres détenus,
les interactions,
les demandes de participation.

4° Résultats du groupe, perçus à plusieurs niveaux :

par les détenus participants,
par les éducateurs,
par le personnel.

Des nombreux témoignages ainsi recueillis et sans revenir sur les conditions de l'expérience déjà décrites, des données se dégagent tant au niveau des personnels administratifs, qu'à ceux des éducateurs, du service social et des détenus.

a) *Témoignage des personnels administratifs locaux.* Le témoignage des personnels administratifs locaux met en lumière :

— qu'il n'y a jamais eu aucun problème disciplinaire depuis la mise en route de l'expérience et qu'un meilleur comportement en détention a été constaté chez de nombreux sujets;

— qu'on observe une amélioration des contacts, une plus grande confiance dans l'avenir, davantage d'assurance, un meilleur équilibre;

— qu'on signale l'apparition d'éléments modérateurs qui favorisent l'adaptation générale à la vie carcérale;

— qu'on note aussi un meilleur affrontement des difficultés familiales, des conflits personnels ainsi que des problèmes de réadaptation.

b) *Sensibilisation et témoignages du groupe des éducateurs.* Les éducateurs ont joué un rôle important durant l'expérience : ils ont participé au choix des détenus et des locaux; ils ont assuré la liaison entre le psychothérapeute et l'ensemble de la population pénale; ils ont recueilli les échos tant au niveau individuel que collectif. « Nous ne pouvions pas ignorer — lit-on dans leur témoignage rapporté par M. A.-G. Mathé — qu'il s'agissait pour les détenus, d'un traitement médico-psychologique ou perçu comme tel, et que des facteurs de retrait pourraient jouer : le climat carcéral, la crainte de l'opinion d'une partie de la population pénale, voire une certaine inquiétude diffuse concernant l'utilisation qui pouvait être faite, sur le plan pénal, par l'administration, des informations recueillies. Il ne fallait pas perdre de vue que, pour un détenu, le médecin et *a fortiori* le psychiatre, la notion de psychothérapeute se confondant avec l'un ou l'autre, ne sont pas nécessairement tenus au secret professionnel. Parmi les participants éventuels, il pourrait s'en trouver qui auraient quelque difficulté à dissocier dans leur esprit l'expérience envisagée et les différentes expertises mentales subies pendant l'instruction, au Centre national d'orientation ou en cours de peine »³⁰.

Ces appréhensions devaient être levées au cours de l'expérience. Il résulte du témoignage des éducateurs :

— que l'expérience n'a jamais été perçue par les participants comme un traitement médical psychiatrique;

— que le groupe a été accepté, dans l'ensemble, par les autres détenus, avec une sorte de neutralité bienveillante;

— que les détenus ont dit avoir trouvé dans les séances de psychothérapie un moyen d'objectiver leurs conflits personnels ainsi que ceux soulevés par la vie carcérale, et partant, de les résoudre;

— que les réunions conjointes des personnels, organisées par M. A.-G. Mathé, ont été perçues favorablement par les détenus, ceux-ci manifestant un certain contentement de l'association de tout le personnel pénitentiaire à la prise en charge de leur cas.

c) *Sensibilisation et témoignages au niveau du service social.* L'expérience a été envisagée de façon très favorable par le service social. Des témoignages des membres du service social, il apparaît :

— que le groupe a une existence propre, mais seulement lorsqu'il se réunit. Ses participants ont été impressionnés par la liberté d'expression qui leur a été donnée;

— que dans l'ensemble de la population pénale, on observe un désintéret tout au moins apparent à l'égard du groupe et de ce qui s'y passe. Mais la vie du groupe ne gêne en rien les détenus qui n'y participent pas;

— que, d'une manière générale, le groupe a permis l'acquisition d'une connaissance mutuelle des membres participants;

— qu'il en est résulté une acceptation de l'autre tel qu'il est et une diminution de l'anxiété par rapport à l'inconnue qu'est la liberté.

B. Les implications concernant les détenus

Un questionnaire a été proposé, sous une forme anonyme, aux détenus. Voici les questions posées :

1° Pourquoi avez-vous accepté ou demandé de participer au groupe de psychothérapie ?

30. *Ibid.*, p. 181.

2° Quels avantages pensiez-vous en retirer ?

3° Qu'y avez-vous trouvé ?

4° Pensez-vous avoir apporté quelque chose aux autres ?

5° Avez-vous essayé de mieux comprendre les autres ?

6° Pensez-vous que la psychothérapie a favorisé l'évolution en profondeur de votre personnalité, et vous aidera dans la réadaptation à la vie « au-dehors » ?

Les réponses peuvent être synthétisées comme suit :

1° La curiosité a été la raison essentielle de la participation au groupe; « mais curiosité inspirée par le désir de trouver une possibilité d'expression au sein d'une " représentation " sociale se rapprochant de la réalité extérieure »³¹.

2° Les avantages à longue échéance (enrichissement intellectuel et moral) ont été pris en considération.

3° La psychothérapie de groupe a apporté une « ouverture » sur la réalité avec prise de contact sur les problèmes qu'elle présente.

4° Même une présence quasi muette a son utilité.

5° Les participants « étaient à la quête d'une vérité d'abord, d'un exemple, sans doute, d'une mise en confiance sûrement »³².

6° Il y a eu quelque chose qui s'est passé sur le plan de la personnalité, mais le problème de la liberté retrouvée demeure une inconnue.

Ainsi, en définitive, l'on peut résumer comme suit l'expérience de psychothérapie de groupe dirigée à Melun par M. A.-G. Mathé : d'une part, elle s'est bien insérée dans le contexte carcéral et a été admise par les personnels et les détenus; d'autre part, s'il est incontestable qu'elle a contribué à valoriser les personnalités des participants, il reste à savoir quelle sera la portée à longue échéance de cette valorisation, lorsque notamment les sujets seront confrontés avec les réalités et les problèmes de la liberté.

C'est à partir de ces données que l'on peut suivre M. A.-G. Mathé dans sa réflexion sur son expérience.

IV. — LES LEÇONS QUI SE DÉGAGENT DE L'EXPÉRIENCE

Après quinze ans de travail, M. A.-G. Mathé a tenté de dégager de son expérience un bilan et un pronostic.

Cet enseignement porte sur la nature et la portée du traitement des délinquants.

A. Nature du traitement

Il y a une grande différence, quant à la nature du traitement, entre le travail actuel et le début de la recherche. De la psychothérapie de groupe concernant dix détenus par an, il s'est élevé au niveau institutionnel (350 à 450 consultations par an).

Dans le domaine de la psychothérapie de groupe les choses ont également évolué. Des détenus sont traités, même si leur condition pénitentiaire est moins avancée. Autrement dit, dans le cadre de l'ancien système progressif que M. A.-G. Mathé a connu à Melun, les détenus n'étaient plus sélectionnés uniquement parmi ceux ayant atteint la phase de confiance, mais aussi parmi

31. *Ibid.*, p. 192.

32. *Ibid.*, p. 194.

ceux encore soumis à la phase auburnienne. Modification également en ce qui concerne le groupe : la technique des groupes ouverts a été abandonnée, les groupes fermés ont paru permettre un travail meilleur en profondeur. Cela est d'ailleurs rendu possible par le fait que M. A.-G. Mathé peut désormais prendre un détenu en psychothérapie individuelle dans l'attente de la formation d'un nouveau groupe. L'objectif de la psychothérapie de groupe n'est plus confiné à la resocialisation, mais vise à la restructuration dynamique du moi.

Cet objectif, pour être atteint, suppose une définition de la fonction thérapeutique des groupes et du contenu du traitement.

a) La fonction thérapeutique des groupes s'exerce tant au niveau de la maturation du sujet qu'à celui de la dynamique du groupe. Le délinquant vivant dans un univers restreint, il s'agit de faire émerger et repérer le système des catégories qui lui sont propres et qui « organisent et thématisent son univers ». Mais cette « émergence est laborieuse et longue parce que le vécu est mal conceptualisé, que le sujet ne dispose que de mots largement " socialisés " et marqués d'empreinte culturelle et que les résistances empêchent la transmission à autrui » 33.

b) « L'objectif psychothérapeutique visera à chercher les éléments que le sujet donne de son monde vécu, à travers les variantes de thèmes constants, qui constituent alors des structures dynamiques. » Ce décodage se traduira « par une clarification des structures anciennes, une véritable rééducation de la " prise de conscience " du sujet que les relations du groupe conduisent à redéfinir. Les significations de l'univers se modifient et, par voie de conséquence, la conduite du délinquant, puisqu'elle résulte de ces significations » 34.

A partir de l'élaboration de ces programmes, M. A.-G. Mathé a tenté de définir la méthodologie d'une psychothérapie spécifique du criminel à travers les différents éléments et systèmes, qui ont été déjà rappelés à propos des bases de la recherche. Il s'oppose de la sorte aux auteurs qui récusent à la fois la technique en psychothérapie et la spécificité de la criminologie clinique. De ce point de vue, l'on notera une excellente observation sur la technique qui est « expressive et créative d'un lien humain positif et nouveau qui la recouvre », ainsi que le constat suivant « Il est certain qu'un emploi mauvais de celle-ci (*la technique*) peut amener et camoufler une distance entre le thérapeute et son " client ", voire exprimer une attitude défensive contre la peur de l'autre » 35.

Le pronostic des sujets traités peut être induit d'une analyse appréciative individuelle : accroissement de la capacité de réflexion personnelle et des modes de pensée, compréhension et disponibilité réelle à la présence d'autrui, normalisation de la verbalisation et du comportement. Mais la bonne conduite en institution est sans rapport avec le comportement futur du sujet.

B. Portée du traitement.

La portée du traitement ainsi défini dans sa fonction et son contenu n'est pas universelle. Elle dépend du choix du détenu, de la durée et de l'intégration de la sanction ainsi que de l'institutionnalisation du traitement.

a) Il n'a jamais été question de tout traiter et de mettre en psychothérapie les détenus de tous les établissements pénitentiaires. L'important est qu'un

33. *Ibid.*, p. 205.

34. *Ibid.*, p. 205.

35. *Ibid.*, p. 206.

choix leur soit offert, qu'ils aient la possibilité d'accepter et d'intégrer les conditions de la sanction, « non plus dans le sens statique de la punition, mais dans une nouveauté dynamisée d'évolution » 36.

b) La thérapie relationnelle en milieu pénitentiaire, parce qu'elle intègre les souhaits du détenu, du thérapeute et de l'Administration, suppose du temps, c'est-à-dire de la stabilité et de la continuité. « Le régime dit des " longues peines " en maison centrale a favorisé largement cette condition qui, actuellement, pour diverses raisons, est largement ébranlée » 37.

c) Le traitement a lieu en milieu pénitentiaire et — dit M. A.-G. Mathé — « c'est bien là l'originalité, la difficulté, la différenciation essentielle de tout travail criminologique; on ne traite pas un délinquant comme un malade mental, et contrairement à ce d'aucuns imaginent, on ne peut plaquer les techniques psychiatriques dans ce domaine » 38. La sanction est toujours présente, au moins à l'arrière-plan : « le grand bénéficiaire de la réforme pénitentiaire qui a introduit le traitement était d'aller au-delà de la sanction; celle-ci n'étant plus la finalité de l'emprisonnement » 39.

Ainsi, à partir de la réforme pénitentiaire, l'institutionnalisation du traitement a-t-elle été possible. Malheureusement, ces dernières années, des éléments nouveaux sont apparus, à savoir : le rejet de la sanction, l'emprisonnement vécu comme une malchance, la mise en cause de la société, qui font que le temps de la peine est « vécu comme un moment infructueux » et que « tout effort de pensée ne vise qu'à en raccourcir la durée » 40.

Il ne faut donc pas être étonné que, pour prévenir les incidents, une certaine mobilité de la population pénitentiaire ait été favorisée. Mais, la pratique, qui multiplie les transferts d'un établissement à un autre, qui éloignent du secteur géographique de la résidence familiale, rend très difficile la possibilité d'« institutionnaliser » les établissements pénitentiaires, comme « lieux thérapeutiques ». Les formules actuelles de permission de sortir, qui essaient de remédier à cet état de fait, ouvrent la porte à la revendication d'un nouveau droit, « dont les conséquences généralisées de réussite ou d'échec risquent d'amener de nouvelles difficultés dans la dynamique de la vie pénitentiaire » 41.

Enfin, M. A.-G. Mathé observe que pour prendre place dans l'« institutionnalisation » du traitement, les nouvelles mesures devraient être préparées par l'équipe criminologique, dont les membres n'auraient qu'un seul objectif : « le détenu, sans autre concurrence » 42.

**

Tels sont les enseignements que ce médecin psychiatre, qui est aussi docteur en psychologie, tire de l'expérience psychothérapeutique qu'il a menée avec persévérance, courage et discrétion à la Maison centrale de Melun. A l'heure où le prétendu mythe médical est dénoncé sans que rien ne soit proposé à sa place, où le scepticisme est de mode en matière de traitement des délinquants, il faut se réjouir de voir réaffirmée avec sérénité, et à partir des faits, la spécificité de la criminologie clinique, la possibilité de la recherche et le progrès psychothérapeutique. Aucune solution ne sera apportée à la pré-

36. *Ibid.*, p. 208.

37. *Ibid.*, p. 208.

38. *Ibid.*, p. 209.

39. *Ibid.*, p. 209.

40. *Ibid.*, p. 210.

41. *Ibid.*, p. 261.

42. *Ibid.*, p. 261.

vention du récidivisme, si l'on ne développe pas les efforts en vue de faire avancer ce problème. Et cela suppose des expériences menées à bien, grâce à une méthodologie et un corps de doctrine sur le plan fondamental; des hommes et des moyens, sur le plan appliqué. L'excellent ouvrage de M. A.-G. Mathé, par sa mesure et sa lucidité, nous place tous devant nos responsabilités. Et, l'on ne peut, en guise de conclusion, que souligner les lignes suivantes qui terminent son avant-propos :

« Tout au long de ces pages on verra qu'en prison il n'y a pas que le condamné, et que la psychothérapie de l'Administration est souvent aussi importante que la psychothérapie du criminel.

« Il est bien certain que, de toute façon, cette approche particulière de la personnalité du délinquant reste dans un domaine relativement limité. Tous les détenus de toutes les prisons ne peuvent en bénéficier, et d'ailleurs, tous ne le souhaitent pas. Mais pour ceux qui le souhaitent, pour ceux pour qui le fait délinquantiel n'est qu'un accident de l'existence, ou même n'est qu'une étape traumatisante de leur propre maturation, je peux dire que nous avons une réponse qui parfois est vraiment un remède, même s'il est difficile à donner et à appliquer. »

II

DU BON USAGE DES VOLONTAIRES POUR LE TRAITEMENT DES DELINQUANTS

par Jacques VÉRIN

La participation de volontaires à l'œuvre de réhabilitation et de resocialisation des délinquants, qui est à l'origine même de la probation, continue à être admise dans la plupart des systèmes pénaux modernes, malgré leur professionnalisation marquée. On y voit en effet un double intérêt : un apport de main-d'œuvre appréciable dans une situation chronique de crise d'effectifs des services éducatifs, une participation du public à la justice pénale et, par là, une meilleure compréhension des objectifs qu'elle poursuit et particulièrement de la réinsertion sociale des délinquants.

Tel est bien le cas du système français qui a officialisé le rôle des volontaires comme visiteurs de prison ou comme délégués de probation bénévoles et qui fait place aux efforts des associations privées, comme celles qui sont groupées au sein de l'Union des sociétés de patronage de France, ou encore aux associations de soutien aux Comités de probation, comme le Mouvement de réinsertion sociale à Paris, le Mouvement d'action sociale pour la région lyonnaise, etc.

Pourtant dans la pratique française, ce rôle des bénévoles apparaît nettement moins important qu'à l'étranger. Une recherche sur la pratique de la probation en France, effectuée par Mme Mirjana Tomic-Malic¹, fait ressortir

1. *La probation dans le système français. Son fonctionnement et ses résultats*, thèse de doctorat présentée à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, not. p. 118-138. V. également un article tiré de cette recherche : « Le délégué bénévole comme délégué de probation », *Rev. pénitentiaire*, 1975, n° 2, p. 183-202.

que les professionnels ne sont pas unanimes à apprécier la valeur de l'apport des délégués bénévoles : 16 % des juges de l'application des peines et 15 % des délégués professionnels vont jusqu'à refuser d'admettre leur utilité dans le traitement des probationnaires. Nombreux sont ceux qui manifestent de sérieuses réserves et qui limitent le recours aux bénévoles à des cas bien précis.

Dans un rapport à la Société des prisons² sur « La participation de la société à l'action des Comités de probation », M. Aquenin, étudiant le « décloisonnement » du milieu ouvert, soulignait, à propos des contributions que les syndicalistes, les avocats, les représentants de la presse, les œuvres privées, pourraient fournir, « les grandes possibilités en jachère », « le grand vide », « les possibilités inexploitées ».

Plus récemment M. le Conseiller Pons, inaugurant un nouveau cycle d'études de la Société des prisons sur le bénévolat dans l'action pénitentiaire³, faisait un bilan de la situation française à cet égard. On pourrait la résumer ainsi à la lumière de cet exposé et des débats qui l'ont suivi : un recours assez réduit au volontariat, de sérieuses réticences de la part des agents publics, qui redoutent dilettantisme et incompétence et un sentiment de frustration chez beaucoup de volontaires, convaincus que leurs services seraient plus efficaces s'ils étaient mieux compris et davantage soutenus par les pouvoirs publics.

Une telle situation, paradoxale quand on sait la crise des effectifs du personnel éducatif, s'explique en partie par la persistance d'une image stéréotypée de la dame de charité⁴ et la méconnaissance de la diversité et de la qualité des interventions possibles des bénévoles.

Des auteurs comme MM. Porte, Nison, Madiot et Templier s'emploient à faire ressortir, pour la France et dans tous les domaines d'action, la valeur irremplaçable de l'initiative bénévole⁵, la nature exacte de son apport, les conditions de son succès, et leurs exemples sont particulièrement convaincants.

Des initiatives comme celle de M. François Bloch-Lainé créant un Centre d'information sur l'innovation sociale, due en majeure partie à l'initiative privée⁶, pourront sans doute favoriser l'essor de ce volontariat encore mal connu. Dans le domaine particulier du traitement des délinquants, il m'a paru intéressant d'évoquer l'exemple de pays étrangers qui ont recours beaucoup plus que nous ne le faisons au bénévolat⁷. J'ai déjà décrit, dans une précédente chronique⁸, les importantes activités de l'Institut de justice Vera à New York et l'étonnante intégration de son travail dans le fonctionnement même de la justice. Une nouvelle mesure de substitution à l'emprisonnement, introduite en Angleterre à titre expérimental en 1972 et actuellement en cours de généralisation, le *Community Service Order*, est tout à fait exemplaire dans la façon dont elle combine le bénévolat et l'action professionnelle : le travail qui est demandé au délinquant à titre de réparation sociale (entre quarante et deux cent quarante heures à effectuer, gratuitement, pendant les périodes de loisir) est accompli la plupart du temps au sein

2. *Rev. pénitentiaire*, 1974, n° 4, p. 521-535.

3. Société des prisons, séance du 22 nov. 1976.

4. PORTE, NISON, MADIOT et TEMPLIER, « L'initiative bénévole... une société réinventée », éd. E.S.F., 1976; v. p. 20, « Par exemple, quand dans un débat est évoqué le bénévolat, il est rare qu'un participant ne parle pas des dames d'œuvres en manteau de fourrure. »

5. *Op. cit.*, note précédente.

6. Siège social : 73, rue de Turbigo, 75003 Paris.

7. Pour une vue d'ensemble rapide, cf. une note de l'Association internationale pour l'aide aux prisonniers : « Rôle et valeur potentielle des volontaires en matière de défense sociale », in *Rev. intern. de politique criminelle*, Nations Unies, New York, n° 24, 1966, p. 75-79.

8. Cette *Revue*, 1976, p. 484-497.

d'associations privées, dans un but philanthropique ou social, en compagnie de personnes dévouées à leur œuvre; mais c'est le Service de probation qui est chargé de toute l'organisation et de la mise en œuvre du système. Il est remarquable de constater que ce Service, qui a poussé très loin le souci de la professionnalisation et de la formation spécialisée de ses membres, a apporté à l'expérience du *Community Service Order* une adhésion chaleureuse et un soutien déterminant⁹.

Mais il est un congrès récent qui offre une grande richesse d'informations sur notre sujet précis : « La participation des volontaires au fonctionnement de la justice et au traitement des délinquants. » C'est sur ce thème, en effet, que la principale organisation privée anglaise d'assistance aux condamnés, N.A.C.R.O., l'Association nationale pour le traitement et la réinsertion sociale des délinquants, a organisé à Londres, du 13 au 17 décembre 1976, une Conférence européenne suivie par plus de deux cents participants représentant quatorze pays de l'Europe de l'Ouest.

La participation à cette Conférence de responsables d'organismes privés et de professionnels, membres du Service de probation, magistrats ou représentants de ministères a permis non seulement de faire le tour de nombreuses expériences utilisant des volontaires et des avantages à en attendre, mais encore de procéder en commun à un examen d'ensemble des conditions nécessaires à un bon usage des volontaires.

Ce sont les deux points que j'aborderai successivement dans cette chronique.

I. — EXEMPLES DE PARTICIPATION DE BÉNÉVOLES AU FONCTIONNEMENT DE LA JUSTICE ET AU TRAITEMENT DES DÉLINQUANTS

Les exposés étaient répartis en fonction de cinq thèmes : le traitement des délinquants, l'emploi, le logement, l'enseignement et l'administration de la justice.

Pour chacun d'eux les exposés consacrés à des expériences particulières étaient précédés, en séance plénière, d'un rapport général.

Les dimensions de cette chronique ne permettent pas d'exposer en détail toutes les expériences qui ont été relatées à la Conférence de Londres, sans compter la quinzaine de programmes pilotés directement par la N.A.C.R.O. Je me bornerai à évoquer les réalisations les plus marquantes, dans chacun des domaines abordés.

A. Traitement des délinquants

Le projet danois de « *contact man* »¹⁰. Le Comité de planification institué par le ministère de la Justice du Danemark a proposé en novembre 1975 toute une stratégie de l'utilisation des volontaires en matière de probation et de libération conditionnelle, allant de pair avec un renforcement du professionnalisme en ce domaine. Le Comité prévoit une répartition des tâches entre les professionnels et les bénévoles : aux premiers le travail social qui demande une spécialisation poussée; aux seconds cette tâche d'assistance générale qui peut être effectuée par eux aussi bien, et même mieux que par les agents professionnels. Ces bénévoles, en effet, seront des « hommes

9. Nous renvoyons sur ce sujet aux informations données par M. Gilbert MARC dans cette *Revue*, 1976, p. 291 et s.; p. 555-556.

10. Rapport de M. Hans Henrik BRYDENSHOLT, directeur général de l'Administration pénitentiaire du Danemark et de M. Ole INGSTRUP, directeur de la prison de Kragsskovhede, Danemark : « *A Strategy for the Involvement of Members of the Public in the Treatment of Offenders* ».

du contact », résidant dans le voisinage immédiat du client, chargés d'un seul cas ou de deux tout au plus, en mesure ainsi d'apporter à leur client l'assistance nécessaire à l'heure précise et dans la situation précise où il en a le plus besoin. C'est ainsi qu'un camarade de travail pourra apporter au probationnaire qui a des difficultés à s'adapter à ses conditions de travail une aide inappréciable, parce qu'il pourra en discuter avec l'intéressé *en temps*, ce que ne peut pas toujours faire l'agent de probation.

Le recrutement de ces bénévoles se fera très simplement : ce sont les probationnaires ou les libérés conditionnels eux-mêmes qui indiqueront, dans leur propre intérêt, des personnes susceptibles de convenir; le Comité est persuadé que ces personnes, qui ne recevront pas de salaire et seront seulement remboursées de leurs frais, accepteront sans difficulté et accompliront leur tâche de façon constructive.

*L'assistance sociale aux personnes en garde à vue aux Pays-Bas*¹¹. Il y avait déjà eu, avant 1974, diverses expériences pour commencer la probation avant même que n'intervienne la condamnation — un peu comme ce qui se fait chez nous, dans certains ressorts tout au moins, dans le cadre du contrôle judiciaire. Mais une loi votée sur l'initiative de quelques députés est venue soudainement instaurer officiellement la possibilité d'une assistance analogue à la probation dès le stade de la garde à vue, et ce nouveau système est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1974. Les Comités de probation et d'assistance aux libérés, qui sont en Hollande des institutions privées, mais étroitement associées au fonctionnement de la justice pénale, doivent être immédiatement informés de la détention d'une personne en garde à vue et peuvent prendre contact avec cette personne dans les locaux de la police en vue de régler les problèmes sociaux les plus urgents, comme de rassurer la famille, chercher une paire de lunettes, etc., pour établir avec l'intéressé une relation de confiance facilitant le travail de probation ultérieur, pour recueillir l'information qui permettra aux autorités judiciaires de prendre en connaissance de cause la décision d'incarcérer l'inculpé ou d'utiliser un substitut aux poursuites ou à la détention provisoire. Certains travailleurs sociaux s'efforcent par exemple de susciter un arrangement entre le délinquant et sa victime, de prévoir un traitement approprié, etc. Le Service de probation fournit ainsi à l'intéressé, outre une assistance immédiate, une information sur ce qu'est la probation et ce qu'il peut en attendre ainsi qu'un projet d'assistance à plus long terme; il adresse en même temps au parquet un rapport écrit ou oral contenant des informations sur la personne arrêtée, soulignant les éventuelles conséquences d'une détention provisoire et suggérant les mesures concrètes qui pourraient remplacer cette détention.

Après une période d'expérimentation, où le Service de probation, un peu pris au dépourvu, s'est employé à organiser une permanence pour faire face aux messages de la police à toute heure de la journée sans bouleverser le travail prévu, le système fonctionne dans un nombre croissant de circonscriptions, à la satisfaction des autorités judiciaires et du Service de probation. Il y a bien eu des conflits avec la police, mais ils ont été réglés pour la plupart (il ne subsiste plus qu'un petit nombre d'endroits où la police refuse encore l'accès de ses locaux aux agents de probation).

Cette assistance de crise, demandant une attitude nouvelle aux travailleurs sociaux, mettant l'accent sur la recherche de solutions alternatives à l'emprisonnement, diminuant la détention provisoire, dénouant au bon moment des situations criminogènes, est généralement considérée comme un succès.

11. Rapport de M. C. HEUNSDIJK, membre du Service de probation hollandais : « *The Early Aid System* ».

*Activités du soir pour résidents de centres d'accueil en Angleterre*¹². L'assistance post-pénale était, en Grande-Bretagne, le domaine par excellence des associations privées, jusqu'en 1965 où la responsabilité en a été confiée au Service de probation. Il était entendu toutefois qu'il continuerait à y avoir, dans ce secteur, une participation importante de la communauté. Les discussions ont été nombreuses sur la façon d'introduire des volontaires dans un Service qui cherchait depuis des années à donner au travail social une qualité de plus en plus professionnelle. La solution adoptée a consisté à n'accepter que des volontaires sélectionnés et spécialement formés, modelés par le Service de probation d'après son propre personnel professionnel et agréés par lui sous le nom d'*associés*.

On trouvera une bonne description de l'expérience menée selon ces lignes au Comité de probation de Londres par M. Hugh Barr dans un ouvrage¹³, qui a cependant été suivi, un an après, d'un « post-scriptum » dans lequel il recommande une plus grande flexibilité et demande le droit pour les volontaires à une identité propre et à une participation égale au travail social¹⁴. La loi de 1972, qui a engagé le Service de probation dans une plus grande variété de traitements : service communautaire, centres de jour, traitement résidentiel, a aussi encouragé ses agents à rechercher activement la contribution de volontaires à ces nouvelles activités. Par la force des choses, cette contribution prend les formes les plus diverses et ne répond plus forcément au schéma des *associés*.

Tel est le cas d'une petite expérience greffée en 1976 sur un projet plus vaste, qui visait à établir une coordination entre les différents foyers d'hébergement ouverts aux probationnaires et anciens détenus dans la ville de Sheffield. Le coordinateur eut l'idée de créer un centre d'activités fonctionnant une soirée par semaine pour les résidents de ces foyers, afin de lutter contre un isolement et une apathie très fréquents chez eux. Il disposait pour ce faire d'un local bien situé, servant déjà de Foyer de probation, de Centre de formation de jour et de Club pour divers groupes extérieurs, équipé d'un gymnase, d'ateliers de bricolage et d'activités artistiques. Le rôle des volontaires était crucial dans cette expérience : il s'agissait d'étudiants (d'étudiants pour la plupart) d'un collège voisin se préparant à l'enseignement, disposés à faire bénéficier les résidents des foyers de leurs compétences toutes fraîches. Le projet a parfaitement réussi, mais pas selon les lignes prévues. Les volontaires, en effet, n'ont pas eu à utiliser leurs talents d'enseignants, car l'idée même d'un enseignement a été très vite écartée : les soirées ont été organisées autour des activités du gymnase et du dîner. La contribution essentielle des volontaires, dans ces conditions, a été tout simplement leur présence amicale. Mais cette contribution s'est révélée tout à fait valable, répondant au besoin aussi bien du personnel que des résidents des foyers de sortir d'une atmosphère claustrophobique, de se faire des relations nouvelles. En définitive les volontaires n'ont pas eu un rôle bien distinct de celui des professionnels : au contraire toutes barrières entre les groupes ont disparu rapidement. Dans ce contexte, l'idée d'une formation particulière n'avait plus guère de sens. L'auteur du rapport suggère d'ailleurs, d'une façon générale qu'on évite de parler de formation des bénévoles, et qu'on emploie une expression plus réaliste : leur *préparation*, qui consisterait à leur faire faire connaissance avec le Service de probation et leurs guides éventuels.

12. Rapport de M. Stuart PALMER, chef de probation adjoint, South Yorkshire « *Volunteers in an Evening Activities Centre for Hostel Residents* ».

13. Hugh BARR, *Volunteers in Prison After-Care*, George Allen and Unwin, 1971.

14. Hugh BARR, *Role of Volunteers in Prison After-Care. a Postscript*, 1972.

*L'assistance aux libérés définitifs en Autriche*¹⁵. Depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal autrichien le 1^{er} janvier 1975, qui a confié la responsabilité de l'assistance aux libérés conditionnels aux services de probation, l'Association autrichienne d'aide aux prisonniers, animée par le Dr Doleish, s'est consacrée entièrement à l'assistance aux libérés définitifs. Tous les volontaires de cette Association étaient convaincus de la futilité des efforts de réhabilitation menés en prison s'ils n'étaient pas suivis à la libération d'un important travail social. Mais ils étaient pleins d'appréhension devant cette nouvelle tâche dont la possibilité même était conditionnée par l'acceptation du libéré. Dans l'expérience qui a été engagée, une attention particulière a été portée à la préparation de la libération, qui conditionne le succès de l'entreprise : pendant les deux derniers mois de détention, un travailleur social s'est efforcé, en utilisant les réunions de groupe et les entretiens individuels, d'établir une bonne relation psychologique avec le détenu. Les résultats ont montré que des volontaires avaient un rôle à jouer pour assister des détenus libérés, et qu'ils pouvaient le remplir avec autant de succès que des professionnels. Mais il est apparu également qu'il est indispensable de prévoir une supervision compétente des bénévoles qui ont besoin notamment de recevoir des professionnels l'aide nécessaire pour surmonter les frustrations inévitables dans ce travail.

*L'expérience Ringgard au Danemark*¹⁶. Cette expérience, commencée le 1^{er} octobre 1975, a d'abord eu pour but de lutter contre la fragmentation du travail social. Le Service de probation et de libération conditionnelle de Copenhague dispose en effet d'un bureau central et de nombreux bureaux spécialisés : enquêtes sociales, probationnaires ordinaires, probationnaires astreints à une cure de désintoxication alcoolique, à un traitement contre la toxicomanie, libérés conditionnels âgés de moins de vingt-deux ans, âgés de plus de vingt-deux ans, service de rue...

Un même délinquant peut être pris en charge successivement par toute une série de travailleurs sociaux, et le travail social souffre d'une telle absence de continuité. L'expérience a également visé à faire débiter cette assistance aussi tôt que possible, dès le stade de l'arrestation. Pour assurer cette nécessaire continuité et ce démarrage rapide, un nouveau Service a été installé dans l'ancienne Auberge de jeunesse *Ringgard* à Copenhague et a été chargé d'assurer la coordination de tous les efforts, en étroite liaison avec les Services sociaux ordinaires, eux aussi en voie de réorganisation pour lutter contre leur excès de spécialisation. En outre de multiples liaisons ont été prises avec des associations et groupes locaux de toutes sortes qui participent aux activités de la maison, de telle sorte que la communauté locale prend une bien meilleure connaissance des problèmes de la délinquance.

B. L'emploi

Le Centre de Pontefract dans le Yorkshire¹⁷ est un des quatre centres de formation de jour pilotes créés en exécution de la loi de 1972. Le Service de probation a fait ici un appel important à des volontaires locaux spécialistes de la peinture, de la décoration, de la poterie et du travail sur bois pour fournir à une dizaine de personnes ayant de sévères problèmes d'emploi une

15. Rapport de M. ERNST FEDERN, *A Pilot Project in Austria Using Volunteers to Assist Men Leaving Prison*.

16. Rapport de M. Hakon NIELSON, *The Ringgard Project. Neighbourhood Services for Offenders in Denmark*.

17. Cf. rapport de M. John HARDING, chef adjoint de probation : « L'emploi, la probation et l'assistance post-pénale ».

expérience assez longue de travail protégé (deux jours par semaine) comportant un mélange de formation professionnelle, d'éducation, de conseils psychologiques individuels.

Le *Peter Bedford Trust*¹⁸ est parti de l'idée que les services sociaux spécialisés risquent de perpétuer l'étiquetage des déviants : on n'offrira par exemple un logement à un ancien délinquant qu'en cette qualité d'ancien délinquant, le persuadant en quelque sorte d'accepter de conserver des liens avec le système pénal. Le *Bedford Trust* a essayé de rompre avec cette spécialisation et d'offrir emploi et logement à des personnes désavantagées de diverses manières pour répondre à leurs besoins propres, sans que le fait d'avoir été en prison ou en hôpital psychiatrique ait une signification. Le besoin essentiel est de renforcer le sentiment de dignité et d'estime de soi, et de développer les efforts de chaque participant. Le *Trust* a notamment créé dans ce but une Société qui fournit des emplois d'entretien de bureaux, de décoration et de jardinage, et une Association de logement qui loue des appartements et favorise une coopération mutuelle des locataires.

L'expérience *Bulldog de Londres*¹⁹ est inspirée du programme « *Wildcat* » de l'Institut Vera de New York : elle consiste à fournir un emploi protégé et d'intérêt social manifeste à d'anciens détenus ou à des probationnaires qui sont non seulement en chômage mais encore « inemployables » d'après les critères ordinaires.

L'organisation anglaise *A.P.E.X.*²⁰ s'est spécialisée, depuis 1970, de façon très originale, dans le reclassement au travail des ex-délinquants « en col blanc »²¹, reclassement, on le sait, spécialement difficile. L'idée de base, c'est qu'en délaissant le stéréotype de la dame d'œuvres, on peut trouver un grand nombre de professionnels qualifiés tout prêts à mettre bénévolement leur expertise au service d'entreprises comme *A.P.E.X.*

Ont ainsi été mis à contribution des chefs d'entreprise, des administrateurs, des directeurs de personnel, qui ont permis d'importantes réalisations-pilotes : en prison, la préparation professionnelle et psychologique à l'exercice d'un nouveau métier (y compris un service très original de formation pratique aux techniques de l'interview en vue d'un emploi); à l'extérieur, la constitution d'une Banque de l'emploi (plus de mille postes vacants, vérifiés périodiquement), la préparation des employeurs sympathisants à une meilleure compréhension des problèmes des ex-délinquants et un plus grand souci de leur réhabilitation (à l'aide notamment de séminaires réguliers), la vérification des *curriculum vitae* des candidats à un emploi, de façon à assurer la crédibilité de leurs demandes, etc. Plusieurs recherches sont en cours sur cette expérience, une étude de suite sur cent « cols blancs » après leur libération, une enquête sur les attitudes des organismes professionnels, une enquête sur les attitudes des syndicats les plus importants. Il sera particulièrement intéressant de connaître leurs résultats.

L'*Atelier industriel de Manchester*²² est une entreprise de la *N.A.C.R.O.*, à laquelle participe le Service de probation. Tout est fait pour donner à des

18. Rapport de M. Richard GROVER, directeur du *Peter Bedford Trust*.

19. Rapport de M. G. PRATT et CROCKFORD, officiers de probation du Comité de Londres.

20. Rapport de M. Paul LUNKIN, administrateur général d'*A.P.E.X.*

21. L'expression est prise dans un sens large, puisque le rapporteur estime qu'elle s'applique à 10 % environ des détenus et un peu plus de 10 % des condamnés à une peine non privative de liberté.

22. Rapport de M. James McKIMON, directeur adjoint de la *N.A.C.R.O.* : *Onward Industries Workshop*.

« inemployables », ces « éternels perdants », grâce à un travail intéressant, effectué en petits ateliers, avec une grande marge de tolérance et une réelle empathie entre les instructeurs et eux-mêmes, le sentiment d'avoir réussi une production valable. Le travail n'est pas rémunéré, à l'exception de petites sommes compatibles avec la réglementation de la Sécurité sociale. Un nouveau système est à l'étude, sur le modèle du programme *Wildcat* de l'Institut Vera, selon lequel les indemnités de sécurité sociale, versées à l'association permettent, avec le bénéfice des ventes, de payer un véritable salaire aux intéressés.

C. Le logement

Le problème pour les travailleurs sociaux est le même, qu'il s'agisse du logement ou de l'emploi : le plus difficile n'est pas tellement de procurer à l'ex-délinquant un logement ou un emploi, c'est de faire en sorte qu'il le garde : c'est dire l'importance de la tâche d'assistance, de contrôle, de traitement en un mot. Différentes expériences montrent, dans ce domaine du logement également, la valeur de la contribution que peut apporter le mouvement bénévole.

*Service logement du Comité de probation du Nottinghamshire*²³. L'initiative est venue ici du Comité de probation, cherchant à remédier aux difficultés de logement des isolés, anciens détenus notamment, dues principalement à leur mobilité et à leur déviance, entraînant dégradations et non-paiement de loyers. Une unité séparée a été constituée, bénéficiant de l'aide de plusieurs agents de probation et de travailleurs sociaux. Elle a obtenu la coopération de plus de cent cinquante *landladies* sympathisantes et constitué un *pool* de logements disponibles, de types variés allant de la chambre individuelle au foyer de vingt-cinq à trente lits et du logement quasi normal à celui qui comporte un degré élevé de soutien psychologique. Un important travail de liaison est effectué entre les agents de probation, les clients, les *landladies* et le service de logement. L'expérience a fourni de nombreux enseignements au Comité de probation, qui souligne l'importance capitale des quinze premiers jours de logement, cette courte période de stabilité offrant un commencement d'espoir de réhabilitation.

L'*Auberge de jeunesse de Skejby au Danemark*²⁴ reçoit deux catégories de pensionnaires : les « clients », ex-détenus ou probationnaires de dix-huit à trente ans (un quart d'entre eux sont d'anciens alcooliques, un quart d'anciens drogués) et les non-clients qui sont des volontaires désireux d'apporter leur contribution à la réhabilitation des délinquants et séjournant en moyenne sept mois à l'Auberge (conditions d'admission : pas d'antécédents judiciaires, pas de problèmes psychiatriques ou sociaux). Cette expérience est fondée sur l'hypothèse que les inadaptés sociaux sont plus influencés par leurs camarades que par des éducateurs. Il y a cependant aussi un personnel éducatif à Skejby, cinq personnes, pour une trentaine de pensionnaires (dont la moitié sont des délinquants, la moitié des volontaires). L'Auberge procure à ses clients des emplois à l'extérieur, et dans les périodes de chômage du travail de réparation à l'Auberge même. Deux sortes de réunions sont organisées : pour l'ensemble des résidents, pour de petits groupes spécialisés : discussions, cuisine, etc. Une recherche évaluative en cours montre des

23. Rapport de M. John GUDE, *Senior Probation Officer* du Comité de probation de Nottingham.

24. Rapport de M. Bodil PHILIP présenté par M. BRYDENSOLT, directeur de l'Administration pénitentiaire du Danemark.

résultats assez encourageants : un taux de récidive (55 %) inférieur au taux habituel de récidive des jeunes délinquants, pas de délinquance chez les volontaires, une meilleure connaissance des problèmes de la délinquance.

L'expérience « Constellation » du Hampshire²⁵ a été engagée par le Service de probation pour remédier au caractère un peu désordonné des nombreux efforts privés (individus et organisation) pour assurer le logement des ex-délinquants. Un Comité de coordination, composé de représentants des neuf organisations volontaires, du Comité de probation, de l'Association des agents bénévoles de probation et du Département des services sociaux s'est attaché à la constitution d'une « constellation » de logements de types différents accessibles aux ex-délinquants. Là encore, le directeur s'est assuré la compétence bénévole d'hommes d'affaires hautement spécialisés, ce qui a fait beaucoup pour assurer le succès des multiples initiatives du Comité.

Les Centres d'accueil pour handicapés sociaux²⁶, de Liège, d'une grande variété, sont dus pour la plupart à l'initiative privée, assez souvent de nature confessionnelle. Ils ont pour objectifs non seulement de procurer à leurs clients des conditions de vie sociale qui rendent possibles de nouvelles façons de vivre et de penser, mais encore de leur fournir un système de valeurs, de les faire passer de l'instabilité émotionnelle à une sociabilité satisfaisante.

D. La formation scolaire ou professionnelle

Le Programme « nouvelles carrières » de Bristol²⁷, financé par le Service de probation, est mis en œuvre par un Comité indépendant, fortement appuyé par la N.A.C.R.O. et par les Comités de probation locaux. Il a pour objectif de former au travail social de jeunes adultes délinquants sélectionnés parmi ceux qui risquaient une peine d'emprisonnement, mais qui voulaient sérieusement changer de mode de vie, et dont la délinquance venait plutôt du blocage de leurs perspectives d'avenir que de problèmes de personnalité.

L'accent est mis, dans la formation, sur l'expérience pratique du travail social. Placés dans des situations où ce sont eux qui peuvent aider les autres, les stagiaires vivent une expérience qui rompt avec les attitudes et les sentiments négatifs liés à leur passé de délinquance. En outre, ils sont mis en contact avec beaucoup de gens qui se dévouent pour des handicapés, pour des vieillards, etc., qui animent des terrains de jeu pour les enfants, des clubs de jeunes, etc., et ces contacts sont doublement bénéfiques : pour les stagiaires eux-mêmes et pour les citoyens ordinaires qui voient autre chose dans un délinquant qu'une masse de problèmes menaçants.

Le Programme « N.A.C.R.O.-Education » à Cambridge²⁸, qui a débuté en 1974, est le premier essai tenté en Grande-Bretagne, pour placer un nombre appréciable d'ex-délinquants dans les collèges et universités. Le Comité, avec l'aide de la N.A.C.R.O., du Service de probation et d'universitaires bénévoles, a mis sur pied toute une gamme de services éducatifs devant permettre aux ex-délinquants de surmonter les handicaps sociaux qui leur bloquent les chemins universitaires : conseils d'orientation, aide pour obtenir une bourse, une inscription dans un établissement scolaire, logement dans un

25. Rapport de M. Bernard WISEMAN, directeur du *Resettlement of Offenders Coordinating Committee* (Comité de coordination pour la réinsertion sociale des délinquants).

26. Rapport de M. Manuel-Luis LOPEZ, directeur du Centre d'accueil des sans-logis de Liège.

27. Rapport de M. Martin SEDDOM, administrateur du *New Careers Project*.

28. Rapport de M. Michael WARDEN, *Cambridge Education Unit*.

petit internat de la N.A.C.R.O. à Cambridge, qui constitue la pièce maîtresse du système.

Le problème fondamental est en effet l'absence de racines des ex-délinquants qui n'ont plus de contacts avec leur famille, peu de vrais amis, pas de sentiment d'appartenance à un système social quelconque. L'échec est prévisible si l'on se borne à les jeter dans le système scolaire en espérant pour le mieux. L'Internat de Cambridge s'efforce de leur apporter une sécurité matérielle et psychologique et des relations personnelles avec des enseignants bénévoles qui les aident individuellement (*tutorials*) ou en petits groupes dans leurs études.

La tendance est d'ailleurs de prendre en charge à l'Internat même une part grandissante de l'enseignement, et de le compléter par des stages divers, des visites culturelles, des causeries, etc. Le rapporteur souligne le nombre important de personnes qui ont contribué au développement de l'Internat en apportant bénévolement savoir, intérêt, patience, imagination, travail assidu...

E. L'Administration de la justice

L'expérience de liberté provisoire de Londres est conduite, depuis mars 1975, par le Comité de probation de Londres, avec la collaboration de deux représentants de l'Institut Vera de New York, sur le modèle du célèbre *Manhattan Bail Project*.

Il s'agit de fournir systématiquement aux tribunaux des renseignements vérifiés sur les attaches sociales des personnes comparaisant pour la première fois de façon à n'utiliser l'emprisonnement provisoire qu'à bon escient, et à laisser en liberté tous ceux qui offrent des garanties de représentation (et de non-récidive) suffisantes, et ceux pour qui on peut organiser un régime analogue à notre contrôle judiciaire (conditions de dédommagement de la victime, de traitement, de résidence, etc.).

Une équipe d'agents de probation et de volontaires procède chaque matin avant l'audience du *Magistrate's Court* (l'expérience commencée au Tribunal de Camberwell Green a été étendue en 1976 à deux autres tribunaux londoniens) à l'interview des personnes arrêtées, à la libération desquelles la police s'oppose. Puis elle vérifie (fréquemment par téléphone) les renseignements recueillis. Ces renseignements et les recommandations faites au Tribunal en fonction des ressources mobilisées pour telle ou telle solution sont très appréciés des magistrats, de la police elle-même (qui modifie ses positions lorsque la solution alternative lui paraît satisfaisante) et du Comité de probation et ses associés bénévoles, qui ont trouvé là un nouveau champ d'action.

Le Comité local de révision²⁹ en matière de libération conditionnelle a été institué auprès de chaque prison par la loi de 1967 qui introduisait la libération conditionnelle (*parole*) en Angleterre. Ses fonctions consistent à préparer les décisions du Comité national, le *Parole Board*. Plusieurs « membres indépendants » représentent le public au Comité local. La tâche de chaque membre consiste à interviewer les détenus susceptibles de bénéficier de la libération conditionnelle, non pour évaluer s'il la mérite, mais pour être son porte-parole au Comité.

La contribution principale du « membre indépendant », note le rapporteur, c'est la fraîcheur de son approche.

29. Rapport de M. Michael E. JACKS, membre du Comité local de libération conditionnelle, Prison de Chelmsford : *The Work of a Local Review Committee from an Independent Member's View Point*.

En cette matière de la libération conditionnelle qui divise bien souvent l'opinion publique et les spécialistes, il est important que le public puisse participer à la libération des détenus par l'intermédiaire de représentants aux Comités locaux.

Si les Comités de libération conditionnelle sont de création récente, il n'en est pas de même d'une autre institution qui participe du même esprit, le *Board of Visitors*, qui est enraciné dans l'histoire anglaise.

Le Comité de visiteurs³⁰ est chargé, auprès de chaque prison anglaise, d'une triple mission : supervision générale des conditions de détention, protection des droits des détenus et punition des infractions disciplinaires.

Il doit comprendre au moins deux juges de paix (qui remplissent pour la plupart bénévolement leurs fonctions, rappelons-le); les autres membres sont des personnes privées; ils ne sont pas rémunérés.

L'une des vertus de ces Comités (qui ne sont pas cependant sans susciter aujourd'hui certaines critiques), c'est précisément de servir de lien entre le monde clos des prisons et la communauté. Il faut noter l'importance de leurs pouvoirs qui vont, en cas d'urgence, jusqu'au droit de suspendre un surveillant de prison en attendant la décision du *Home Secretary*. En plus de leurs fonctions habituelles, les membres du Comité de visiteurs se réunissent fréquemment pour suivre des cours, assister à des conférences, participer à des rencontres, ce qui les incite à réfléchir sérieusement aux buts et à la pratique de l'emprisonnement.

Le comité de réhabilitation, de probation et d'assistance post-pénale³¹ est aussi une très vieille institution aux Pays-Bas (la probation, en Hollande, a commencé en 1823). C'est un exemple remarquable de système mixte entre le secteur public et le secteur privé : ce sont des associations privées (religieuses pour la plupart) qui sont chargées de la resocialisation des délinquants, mais elles doivent être agréées par le ministère de la Justice; elles reçoivent de lui des subventions importantes, mais sont soumises à ses inspections; ce sont elles qui recrutent leurs agents de probation, mais sous réserve de l'approbation du ministère.

La composition du Comité de probation reflète naturellement ce système mixte. A Amsterdam, par exemple, il est composé de douze membres : quatre représentent l'Administration pénale (un juge, un substitut, un directeur de prison et un psychiatre), quatre représentent les Associations de réhabilitation et quatre autres les différents Services sociaux.

Il est intéressant de constater qu'outre son rôle administratif normal qui consiste à assurer la liaison entre les associations de réhabilitation et les instances judiciaires, le Comité de probation prend de nombreuses initiatives, organise des expériences pour améliorer le fonctionnement de la justice et dans le double but de réconcilier les différents points de vue (police, parquet, défense) et de répondre au plus tôt aux besoins de réhabilitation. Nous avons déjà évoqué le rôle du Comité de probation et de ses travailleurs sociaux auprès des personnes arrêtées par la police. Une autre expérience, scientifiquement contrôlée, porte sur l'établissement d'une coopération étroite entre le parquet d'une part, les agents de probation et les associations de réhabilitation d'autre part, auxquels le parquet peut faire appel à tous les stades de la procédure.

30. Rapport du Dr Marjorie JONES, juge de paix.

31. Rapport de M. W.B. LEDEBOER, secrétaire du Comité de probation d'Amsterdam.

II. — CONDITIONS D'UN BON USAGE DES VOLONTAIRES

Cette grande variété d'expériences pénales ou pénitentiaires effectuées sur l'initiative ou avec la collaboration de volontaires ne pouvait manquer d'inciter à la réflexion sur les conditions nécessaires pour la réussite de telles entreprises. Je voudrais évoquer ici quelques-unes des propositions les plus marquantes avancées à la Conférence de la N.A.C.R.O. pour donner toute sa valeur au volontariat³².

Et d'abord cette diversité même fournit un enseignement majeur : il est essentiel que les services publics qui recherchent une contribution bénévole ne s'en tiennent pas à un modèle unique de volontaire. Les déceptions ne peuvent manquer à ceux qui voudraient calquer en quelque sorte le bénévole sur le professionnel, faisant abstraction des qualités particulières qui font le prix de son intervention et regrettant qu'il ne soit pas mieux formé, qu'il ne soit pas plus disponible, plus régulier, etc. La première des conditions d'un bon usage est de bien distinguer les différents types de volontaires, le rôle qui peut être demandé à chacun et, après avoir soigneusement analysé les besoins, d'affecter les volontaires aux tâches qu'ils pourront le mieux remplir.

Il existe trois grands types de volontaires : ceux qui ont des compétences professionnelles particulières, ceux qui offrent simplement leur temps, leur énergie, leur amitié, et ceux qui ont besoin de compenser un vide dans leur propre vie.

Il va de soi que ces catégories sont établies de façon assez artificielle et que dans la pratique tous les chevauchements se rencontrent. Mais elles ont le mérite d'individualiser des contributions différentes.

Le spécialiste qui apporte son expertise permet souvent d'entreprendre une action impossible sans lui : hommes d'affaires, ouvriers syndicalistes, artistes, comptables, jardiniers, juristes, etc., la liste est longue des compétences qui ont pu être mobilisées au service de telle ou telle entreprise.

Le bénévole qui n'apporte que sa bonne volonté est tout aussi précieux si l'on sait bien employer ses qualités : c'est le « *contact man* » du projet suédois, ce voisin de quartier ou ce camarade de travail disponible au bon moment pour épauler dans un coup dur l'ex-délinquant désemparé.

Le bénévole qui offre ses services parce qu'il a un vide personnel à combler doit-il pour cela être repoussé ? Dans cette catégorie de gens, on peut ranger, semble-t-il (et même leur donner la priorité) ceux précisément que nous avons mission d'aider à se reclasser, les anciens délinquants qui cherchent à regagner leur propre respect, à rompre l'isolement social, et à s'identifier à des travailleurs sociaux. Maintes expériences ont montré à l'étranger la valeur de leur apport. La prudence ne doit pas nous empêcher, en France, de suivre cet exemple³³.

Ce qui est dit des différents types de personnes bénévoles est vrai aussi des groupements volontaires : on peut les ranger en quelques grandes catégories, allant des organismes para-publics entièrement financés par l'Etat et remplissant un rôle officiel très semblable à celui d'autres institutions publiques, aux associations complètement indépendantes des autorités ou même hostiles à leur égard. On peut aussi les classer en fonction de l'importance,

32. V. notamment les rapports généraux, et tout particulièrement celui de M. Nigel WHISKIN sur *La contribution des volontaires pour le logement des délinquants*, auquel j'ai fait de larges emprunts.

33. Comme l'écrit M. WHISKIN, « très peu de délinquants ne peuvent être vus que comme des délinquants. Nous pouvons utiliser leurs talents et leur bonne volonté, même si celle-ci est ambivalente, pourvu que nous établissions autour de leurs activités un filet de sécurité. »

de l'aide qu'elles peuvent apporter au traitement des délinquants, les unes se consacrant entièrement à cet objectif, les autres visant des buts plus larges mais pouvant occasionnellement prendre en considération les besoins des délinquants. Comme pour les bénévoles individuels, il importe de bien prendre la mesure des possibilités de chaque type d'association, et de savoir frapper à la bonne porte.

Ce choix judicieux à opérer n'est d'ailleurs qu'un élément d'une responsabilité plus vaste qui incombe aux institutions : celle de donner l'impulsion, d'assurer l'organisation et de fournir la protection qui sont nécessaires dans bien des cas au succès d'une entreprise bénévole. Il existe, bien sûr, des individus et des groupes qui n'attendent pas d'être sollicités pour donner corps à leurs idées et qui déploient pour ce faire une énergie admirable. Ce sont eux qui ont le pouvoir parfois de galvaniser l'administration et l'aide qu'on peut leur apporter est surtout d'écarter de leur chemin quelques-unes de ces innombrables barrières artificielles dont notre société est remplie. Mais il y a aussi dans la communauté de nombreuses énergies latentes, de multiples bonnes volontés qui s'ignorent elles-mêmes, et qui n'attendent qu'une occasion, un terrain d'action clairement désigné pour se déployer. Il appartient aux services publics, notamment au Service de probation, de fournir l'impulsion, le détonateur qui seul manquait. Ainsi par exemple, on ignore trop souvent les ressources et les bonnes volontés qui existent dans chaque quartier, pour ne voir que l'opposition qui se manifeste habituellement lorsqu'on veut y implanter une nouvelle institution sociale. Pourtant ces bonnes volontés sont nombreuses, et il faut apprendre à les libérer, en les intéressant, en les faisant participer aux projets dès leurs tout premiers stades. Reprenant une vieille formule, M. Whiskin dit très justement que nous avons les volontaires et les associations volontaires que nous méritons. Exploration, mobilisation des bonnes volontés ne suffisent pas, il faut encore les organiser, coordonner leur travail, faire en sorte que le type de travail bénévole corresponde bien au type de besoin exprimé. Il faut, par exemple, bien connaître les limites du bénévolat, savoir qu'il aura toujours des difficultés à suivre un projet de grande amplitude, et qu'on ne peut demander aux volontaires que des tâches compatibles avec leurs possibilités, en fonction de leurs sujétions géographiques, familiales, etc.

Parfois aussi, il sera nécessaire de les protéger contre eux-mêmes, parce qu'ils peuvent s'épuiser en prenant sur eux des fardeaux physiques ou psychiques démesurés, de les protéger contre la tentation, souvent sur l'incitation d'autres services professionnels, de dévier de l'action initialement fixée et de faire tout autre chose que ce qui avait été décidé, de les protéger enfin contre ces crises de découragement qui sont le lot de tous ceux qui travaillent avec des déviants.

Evidemment cette responsabilité qui incombe aux services publics est lourde, et cela explique le paradoxe apparent : ce sont les pays qui souffrent le plus d'une insuffisance de travailleurs sociaux professionnels qui ont aussi le moins recours aux bénévoles. Car une bonne utilisation des bénévoles demande qu'on y consacre le temps et la réflexion nécessaires, qu'on spécialise des professionnels pour s'en occuper à plein temps, et ce n'est pas chose facile quand les effectifs sont dérisoires.

Mais il est encore une autre condition indispensable au bon usage des volontaires, c'est de ne pas leur enlever, sous prétexte d'organiser leur travail et de les protéger, toute initiative, toute voix au chapitre, en ne leur confiant que des tâches marginales ou subalternes.

Si les professionnels conservent toutes les responsabilités, prennent eux-mêmes les principales décisions, ils risquent de détruire ce qui fait la qualité

même de l'intervention bénévole, et de laisser ces bonnes volontés car elles ne verront plus l'intérêt de leur action. La participation à une entreprise commune, l'esprit d'équipe, un statut d'égalité entre personnes apportant des compétences et un savoir différents sont ici des éléments essentiels, il n'est assurément pas besoin de s'étendre longuement là-dessus. Et ce n'est pas seulement le succès de l'action bénévole qui dépend de cet esprit de participation, c'est le succès du traitement des délinquants tout entier; car nous avons trop oublié, en professionnalisant ce traitement, le fondement même de la réinsertion sociale, qui est le bon voisinage, le rapprochement entre la communauté et ses déviants; le meilleur moyen pour combler ce fossé que les criminologues s'évertuent à dénoncer entre les théories modernes et l'opinion publique n'est-il pas de faire participer la communauté à l'assistance, au contrôle et à la réhabilitation des délinquants ?

E. Chronique de police

par Jean SUSINI

Professeur à l'Université de Montréal,
Membre du Conseil de direction de la Société internationale de criminologie,
Vice-président de l'Association française de criminologie.

POURQUOI ET COMMENT ETUDIER SCIENTIFIQUEMENT LA POLICE ? APERÇUS COMPARES

Il faut pour cela considérer plusieurs plans, phases ou moments dans ce qu'on peut décrire comme constituant un soi-disant processus de police. D'ailleurs sur ce processus lui-même, il faudra bien revenir. S'agit-il d'une dimension interne du phénomène social ou d'une réaction de défense intimement liée à l'existence, en soi et pour soi, d'une société particulière ? S'agit-il d'un type d'acte, de l'équivalent de l'intégration motrice d'une volonté, d'une décision, d'une forme de passage à l'acte ? Ou bien d'un procédé de modelage des comportements dans un milieu dit d'ordre et de légalité ? Soit donc d'un mécanisme *bureaucratique* de contrôle autoritaire des conduites ?

D'où, bien sûr, la troublante idée qu'il y a peut-être un art policier transférable en tout point, à tout moment, où une volonté dispose du droit de s'imposer ! Mais une telle spécialisation dans ce qu'on pourrait appeler l'art d'imiter la FORCE de la nature est-elle humainement souhaitable, philosophiquement tolérable, psychologiquement possible, socialement concevable ? D'évoquer ce problème nous situe d'emblée au niveau du phénomène politique. C'est-à-dire qu'il s'agit de savoir comment finalement, dans une société nouvelle, les besoins de police seront satisfaits. Certainement pas comme hier. On se trouve d'ailleurs conduit, en pensant au problème de la police, à évoquer les limites mêmes des prétentions de telle ou telle société à réduire à sa merci tout le phénomène humain, lequel, s'il est bien responsable des variétés de société, les transcende néanmoins toutes ¹.

1. V. J. SUSINI, « La police et l'homme », dans *Police, Culture et Société*, Presses de l'Université de Montréal, 1974.

De telle sorte que les rapports entre la *police* et le système *judiciaire* constituent un domaine privilégié d'observation de la société future. Pour nous une société n'est qu'un système de rapports ou de relations. La police n'est pas concernée par ces seuls rapports. Il lui revient *aussi*, quelle que soit sa forme organique ou son appellation, de défendre des valeurs supérieures aux situations sociales. Les périodes de troubles, d'émeutes, de guerres et d'occupations étrangères sont, à cet égard, parfaitement éclairantes.

Dans tout cela les rapports de la police avec le droit et la manière de *punir* sont en cause. Il nous semble qu'on a trop rapidement intégré la police dans ce droit-là. En fait son rôle est beaucoup plus vaste et fondamentalement différent.

Tout ceci conduit à l'étude scientifique de la police.

La police n'appartient à personne, ni aux policiers, ni aux autres castes sociales qui se partagent le pouvoir. Le processus de police est une condition même de l'existence de l'état de liberté.

Refuser l'étude *libre* de la police c'est prendre plusieurs risques : dénaturer la police, la ségréger sociologiquement, accentuer son retard en face des réalités qui se transforment, donner à penser qu'il n'y a qu'une manière de faire la police et que l'on peut la définir dogmatiquement en se référant inlassablement à un jeu désuet et anti-historique de légendes et de stéréotypes : la police du prince (un policier n'a-t-il pas jadis osé écrire un ouvrage intitulé : *Si le prince voulait...*), la police du roi, de Fouché, de papa, de grand-papa. Cette mauvaise manière de recourir à l'histoire ne fait que mettre en lumière le fait que la police est une forme bâtarde d'institution, posant un problème qui n'a pas encore été formulé dans toutes ses dimensions. La pseudo-histoire des formes *princières* de police permet de construire un pseudo-modèle de police, hétéroclite, artificiel et de plus en plus inefficace (donc agressif à l'égard de toutes les formes de l'évolution sociale), répressif (donc essentiellement conservateur), pessimiste en ce qui concerne l'homme. Il nous paraît que ce paradigme de la police viole à la fois plusieurs aspects irréductibles du phénomène humain ².

Désormais, dans la dynamique même du processus de police, des formes nouvelles d'intervention et d'action se devinent. Mais toutes dépendent d'un renouvellement des bases intellectuelles et philosophiques des policiers. Le temps des mécanismes de police et de la réduction des personnels à l'état de « forces de l'ordre » est révolu. Et cela se répercute sur le plan de l'action de la police à l'occasion du phénomène criminel. Dont la criminologie dévoile la nature essentiellement anthropologique.

Le dogmatisme, forme de conditionnement culturel, que certains préconisent encore dans la formation du policier, même incorporé à des codes et des lois, ne pourra jamais contraindre la réalité à n'être pas ce qu'elle est. La police ne peut imposer des conduites dont l'homme ne veut pas. Ce n'est pas son rôle en tant que police. Seul l'ilot dort bien la nuit, s'il a bien obéi aux lois ou à ses maîtres du jour. Une police démocratique doit toujours être à cet égard vigilante.

Ceci nous permet de noter l'existence d'un signal d'alerte. Plus, face à des turbulences — qui peuvent devenir des cas relevant du droit pénal —, c'est la solution répressive qui l'emporte, plus on se trouve conduit à mettre en doute la valeur d'un système ou d'une politique qui s'y trouvent contraints. Pour ce qui nous intéresse ici, relativement aux conduites criminelles, aux circonstances de la délinquance, aux phénomènes socio-criminogènes, aux rap-

2. V. note précédente.

ports entre la LOI (phénomène dont l'étude scientifique est plus que jamais nécessaire, autrement que formellement ou dogmatiquement) et la réalité quotidienne, saisie dans ses temporalités diverses, la nature humaine, la dynamique humaine, l'enfermement dans des attitudes répressives ou légalistes, est significatif. Voilà pourquoi l'esprit scientifique doit être invité dans le milieu des choses de police. Il lui reviendra de purifier, de trier les idées reçues et les conditionnements culturels anachroniques. A tous les niveaux des activités de la police, ceci aura des conséquences. Peut-on encore de nos jours ignorer l'existence de la psychologie au point, par exemple, de traiter de l'interrogatoire sans en réviser les bases ? Et de traiter les tests comme si ces instruments pouvaient servir autrement que dans un contexte approprié ? Certains attardés voient encore les tests comme des moyens objectifs de recueillir des données en soi, des choses ? Ils ne savent pas, relevant d'une culture dépassée, que le scientisme est mort-né. Que les tests ne sont que des moyens incorporés à une démarche interhumaine d'un genre nouveau, dont nous pensons qu'elle détrônera un jour tout le système de la police dite technique qui se crispe encore sur des dogmes et des stéréotypes radicalement démodés et inadaptés ³. Y a-t-il, d'autre part, un laboratoire pour étudier les conditions concrètes d'applicabilité des lois et des règlements qui envahissent, posant d'ailleurs un problème de seuil de tolérance, tous les espaces de vie ⁴ ? Est-ce que cela ne pose pas un véritable et tout nouveau problème de police politique ? Une fois encore, sur la base de notre expérience vécue de policier et de criminologue, nous soulignons que sur le terrain l'homme de police rencontre d'abord les conditions de présence et d'existence de l'homme, il constate les conditions de l'irréductibilité du phénomène humain à certaines exigences sociales ou sociologiques. Ou alors il ne représente plus la police, comme telle, mais une Force constituée par des hommes dénaturés, au sens philosophique du concept. On devra désormais s'intéresser de plus en plus aux conditions humaines de l'exercice de la fonction de police.

Et dans le domaine criminalistique d'autant plus, car l'ordre public n'y est pas troublé comme en d'autres circonstances. Mais il semble que le recours à la police soit toujours semblablement motivé.

Pour répondre à de telles interrogations il faut sans doute avoir plus de courage qu'on ne pense. Il faut d'abord s'éloigner des modèles historiques faussement descriptifs (les polices des systèmes d'équilibre, celle des Rois et des Fouché, celle des sociétés bloquées, des citadelles administratives). Car les études de ces polices du passé conduisent à des pertes de temps et masquent des attitudes conservatrices déplacées. Elles tentent de faire croire qu'il y eut un âge d'or pour le maintien de l'ordre... Elles interdisent de croire qu'il y a de nouvelles façons d'être un homme, qu'une nouvelle forme de population est en train de se constituer de nos jours.

A tout cela la seule adaptation c'est la mise en place d'une attitude nouvelle, qui ait intégré non pas les *produits* transitoires, mais l'*esprit* même scientifique, dans sa démarche réelle, non dans ses applications ou informations de seconde main; la fameuse culture plaquée, le réformisme superficiel.

Déjà la criminologie scientifique a ouvert la voie. Elle a dû éviter les écueils les plus divers. Par exemple calmer les trop hâtifs, ceux qui se lancent plus vite qu'il ne convient dans des réformes ne reposant pas sur des transformations suffisantes de l'esprit des personnels. Ou bien des réactions de conservatisme, aveugles et caractéristiques. D'un côté : improvisation, incompréhension de la démarche scientifique, de sa rigueur, de son niveau de

3. Cette *Revue*, Chronique 1968-1 : « Relation clinique propre à la police ».
4. *Ibid.*, 1968-3 : « Le bureau de criminologie et de sciences humaines de la P.N. ».

réalité — de l'autre : autoritarisme, dogmatisme, misonéisme, pessimisme, répressionnisme, élitisme...

On devine que de telles attitudes se reflètent dans le domaine des choses de police. En fait, le pessimisme y est plus superficiel qu'il n'apparaît. Il est sur-déterminé par la manière dont sont recrutés et formés les policiers.

L'étude scientifique de la police est de moins en moins un domaine tabou. Il faut cependant prendre garde à ce que certaines manières de l'étudier ne soient des essais de « récupération »...

N'est-il pas nécessaire de passer du paradigme « police-service de répression » à celui de police-condition d'existence d'hommes libres. Toutefois ces formules sont trop déclamatoires. Elles sont inefficaces.

Pour mieux éclairer nos propos nous allons nous élever au plan comparé.

Pour cela nous allons nous référer à des événements récents 5.

I

LE CONGRÈS DE CRIMINOLOGIE DE NEW YORK (NOVEMBRE 1973)

Il est constant que les criminologues étudient, directement ou autrement, la police. La Société américaine de criminologie, dans son Congrès annuel de 1973, a, parmi d'autres thèmes, traité de certains aspects de l'évolution et de la problématique de la police. Il s'agissait de rapports, de conférences et de discours. Certes la police est un objet d'études légitime de la criminologie, comme les autres rouages (ou sous-systèmes) du système global de justice criminelle. On doit, tout de même, finir par admettre qu'il y aura, demain, des formes nouvelles de police à la place de celle d'hier. Aux polices judiciaires, municipales, politiques, spécialisées, se substitueront, demain, des polices sociales, des jeunes, des victimisables, des valeurs concrètes, de l'écologie, des formes immédiates de liberté (non pas des seules libertés publiques tellement abstraites !), de police civile, des droits civils. Ces formes nouvelles de police se constitueront sur de nouvelles bases. Celles-ci relèveront des sciences humaines, lesquelles devront être garanties contre le risque de tourner aux sciences sociales d'administration. La criminologie s'est toujours intéressée à la police. La police est un mode de connaissance en avance du phénomène criminel. Les pénalistes se sont longtemps opposés à l'évolution de la police. Ils ont longtemps réagi comme les membres d'une *classe* sociale à son égard.

La police, comme mode de connaissance du phénomène criminel, a été trop souvent réduite à des tâches inférieures. On peut se demander pourquoi ? L'attitude de classe, infiltrée dans le système d'administration, n'est pas seule à avoir déterminé ce retard dans l'évolution de la police. Il y a aussi des conditionnements internes, des attitudes de résistance au changement qui expliquent que les branches et attitudes nouvelles de la police tardent encore à s'affirmer, à prendre le devant de la scène. Les criminologues américains ont une vision fort exacte de cette sorte de problème.

On admet qu'à l'évidence, comme les autres sous-systèmes qui réalisent l'action anti-criminelle, la police fait partie du système, intervient à plus d'un

5. Le premier événement fut celui dont nous avons rendu compte dans notre chronique n° 2-1972, concernant le « Symposium de criminologie comparée de Montréal, avril 1972 ».

titre dans l'existence et les formes du crime et des troubles sociaux qui de plus en plus affectent nos sociétés en mutation, et posent de nouveaux problèmes, où les distinctions classiques entre le « politique » et le « criminel » tendent à s'estomper. A tel point qu'on se demande parfois si le phénomène criminel n'est pas une modalité phénoménale relevant des études politiques, du moins d'une démarche scientifique nouvelle abordant de front tout le phénomène politique ! Et, d'un autre côté, on peut se demander si les formes nouvelles de conflits sociaux, les ruptures de consensus, les formes nouvelles dans la manière de vivre les rapports sociétaux, l'histoire nouvelle des faits sociaux qui s'écrit sous nos yeux, même dans notre affectivité, les réactions critiques des hommes et des populations, de toutes les catégories, ne constituent pas un ensemble à étudier à part, toutes les ressources de la criminologie, comme science des états « critiques », étant alors mobilisées de façon à ne s'enfermer dans aucun dogmatisme.

L'objectif principal de la criminologie est l'homme et l'évolution critique de ses rapports intrasociaux. Une telle optique ne manque pas de rencontrer la police comme donnée immédiate de tous les faits sociaux nouveaux. Les activités pénalisées dans nos sociétés en mutation dévoilent de nouvelles significations. Il ne s'agit pas, comme le voudraient certains, de simples écarts d'on ne sait quelle moyenne. Il s'agit de phénomènes exprimant des compréhensions d'une plus vaste portée. Il est temps de se déprendre de la pseudo-sociologie fascinée par le scientisme statistique. Cette pseudo-pensée conduit vite au systémisme, et au fonctionnalisme objectif. C'est là une démarche totalement étrangère aux sciences humaines. Elle conduit à un technocratisme capable de bien des errements. Par l'emploi du concept de science nous visons bien autre chose. Il s'agit de l'essence même des sciences humaines.

Le crime, sous n'importe quel aspect objectif, représente l'échec de carences multiples, sur le plan des préventions actives ou passives. Il est aussi le produit d'une grande imprévision. Les démographes sérieux ne pourront manquer, quelque jour, d'intervenir dans l'interprétation de ce genre de faits. Qu'on ne peut éternellement abandonner aux idées personnelles des uns et des autres, dans le cadre d'une mystique du droit de punir. Il se trouve que le processus de police est par essence préventif. D'où vient qu'une trahison politico-administrative en ait fait le réservoir des actes de répression ? Pratiquement on parle beaucoup de prévention dans la police. Mais il convient de se demander si ce mot recouvre bien le contenu du concept qu'il évoque !

La criminalité est le produit d'échecs préventifs, sociaux et cliniques. On sait maintenant qu'un contrôle social mal adapté est nocif, devient criminogène.

C'est pourquoi au Congrès de New York on a évoqué l'inter-agressivité qui règne dans le système de « justice criminelle ». Chacun se renvoyant la balle. Estimant que c'est l'autre rouage qui fonctionne mal. Qui est corrompu. La conception de la corruption dans une approche plus analytique prend d'ailleurs une signification nouvelle. Nous l'évoquerons plus loin.

Il faut que la police intègre et dépasse les conditionnements juridiques qu'elle met en œuvre. Sinon elle risque de sombrer dans la névrose du légalisme, maintes fois dénoncée 6. Elle ne peut pas s'épanouir dans un climat de droit conditionnel étroitement perçu. Le rôle de la police dite judiciaire est comparable à une peau de chagrin. En fait la police va vers un renversement de ses habitudes, vers la redécouverte de son rôle profond, préexistant à tout sociologisme.

6. V. nos chroniques dans cette *Revue* : 1972-4; 1971-4; 1973-3 et 1972-1 (not. p. 172).

Les débats sur la police *américaine* reflète ce mouvement d'ouverture qui, naturellement, gagnera d'autres régions du globe, malgré les différences contextuelles et les dogmatismes à travers lesquels l'esprit de classe s'accroche parfois désespérément. La dynamique des discussions atteste qu'il s'agit là de profonds processus sociaux aux prises avec la nature même de l'homme. On ne pourra se contenter des replâtrages simplistes qu'on étale sur les modèles anachroniques de police : sur le narcissisme traditionnel on joue à faire de la petite psychologie savante (on parle de tests comme de jeux de société, comme de gadgets mondains...), on pense étudier et rencontrer la personnalité du seul fait qu'on cite son nom, de même on confond le travail administratif et la sociologie. Que d'études sociales qui sont étiquetées « sociologie »...

La distance sociologique est difficile à saisir. Elle risque d'être confondue avec des étapes intermédiaires comme le systémisme et le fonctionnalisme, dont la philosophie politique profonde remonte à l'utilitarisme des classes dirigeantes anglaises. Ou bien au primat de la société sur l'homme. La police comme système pratique semble épouser de multiples volontés simultanées et contradictoires. Elle reflète bien l'évolution du conflit fondamental. Lui faudra-t-il choisir entre Durkheim replâtré, Marx, Weber, ou l'homme concret tout court, l'homme qu'elle rencontre dans l'ensemble des situations critiques dont l'ampleur donne tort à tous ces théoriciens démodés. (Peut-être l'homme de Rousseau).

A partir des situations concrètes de police c'est une toute autre demande qui monte. Nous tentons, à travers ces chroniques, de la formuler.

En 1973, à New York, l'esprit américain a affronté à sa manière son problème de police. On y a décrit les tendances, les points critiques, les orientations, voire même certains essais prospectifs. Sur un tel matériel brut, chacun doit réagir. Sans dogmatisme. Il s'agit là d'un matériel destiné à la communauté scientifique. On n'y glorifie aucun pouvoir. César est absent. Les corporatismes n'osent s'y insérer à visage découvert. C'est un processus de réflexion en marche. C'est, somme toute, une communauté humaine qui s'auto-analyse quant à SA police.

Dans le dessein, qui est le nôtre, de contribuer à une étude comparée approfondie des phénomènes de police, ces prises de conscience libres s'étant déployées dans un contexte politico-administratif radicalement différent du nôtre, on se trouve en pleine situation expérimentale pour comparer. Ce qui pourrait permettre d'avancer vers une prospection de la police idéale en communauté humaine, également idéale. L'utopie n'est-elle pas, tout de même, la meilleure hypothèse de travail, la plus féconde !

Notre propos est, avant tout, de montrer qu'une étude scientifique de la police, non seulement est nécessaire, mais surtout fait partie de sa constitution essentielle de phénomène socio-humain. De processus ambivalent, de phénomène de relations : uniquement de relations.

Nous souhaitons stimuler chez les jeunes, non encore « superformés », des orientations nouvelles. Leur permettre de chercher de nouvelles rencontres. D'aller vers une créativité sociale nouvelle que notre civilisation, enfin débloquée, pourra déclencher pour le profit de l'homme concret, réel, par-delà la religion abstraite du citoyen et des libertés abstraites (publiques), par-delà les conceptions étroites de la défense de la société (dont les totalitarismes sont les formes extrêmes). On voit donc que la science conduit au cœur même du problème de la police, comme processus humain ⁷.

7. Notre chronique dans cette *Revue* : 1970-2 : « Police et défense sociale nouvelle ».

Au Congrès de New York, dans le cadre d'une revue des problèmes sociaux et cliniques qui encadrent l'existence sociale : la réalité criminelle, dans ses modalités, ses significations plus ou moins intelligibles, ses formes transitoires (donc expressives), ses évolutions centrifuges, les formes nouvelles (ou actuelles) de délinquance écologique, les nuisances intrasociales, la signification actuelle du phénomène économique, la criminalité écosociale en pleine évolution, les conflits à facettes multiples, les conflits latents, les déplacements de l'activisme réactionnel, le désaccord entre les polices du consensus et de l'Etat de droit divin avec les problèmes concrets et insolites, exigeant des solutions spontanées, cliniques et audacieuses, impliquant le jeu de nouvelles responsabilités humaines dans les fonctions actives, *dans ce cadre immense, on a abordé de plusieurs façons la question d'une police qui se cherche, qui ne sait plus si elle doit être une résistance historique aux nouveaux rapports sociaux ou un système d'équilibre indéfiniment récupéré par la situation immédiate. Ou bien une vérité humaine profonde en quête d'un support nouveau. Il y a peut-être un peu de tout cela à la fois !*

A New York, donc, en un court moment d'analyse intense, on a fait défiler toute la problématique ouverte et cachée du fait policier : qu'il s'agisse de la lutte contre les criminalités et les troubles manifestes, de la lutte contre les attentats atteignant la sûreté intérieure et enfin du modèle de policier idéal...

Classons brièvement cette liste d'intérêts :

on s'est beaucoup intéressé au contrôle de la police;

on a souligné qu'il fallait encourager l'intervention du criminologue dans l'action quotidienne de la police, au sens pluridimensionnel du mot police. La réduction du rôle de la police à un simple aspect « judiciaire » est de plus en plus contestée. Dans l'analyse approfondie de l'évolution récente du F.B.I., cette problématique nouvelle attire l'attention. On y remarque les craintes de voir une police « fédérale » s'organiser au point de ressembler à une intolérable police d'Etat, dont les Américains ont la phobie. Ceci les incite donc à rechercher des formules qui puissent associer les avantages de la coopération et de la coordination aux conditions irréductibles de la liberté et du pluralisme que tout étatisme menace. Notamment en matière de police. Ici le projet d'études comparées permet, peut-être, de prendre une certaine avance. Car la police européenne de demain ne pourra certainement pas être calquée sur les modèles étatiques du passé. Et certains des problèmes déjà affrontés outre-Atlantique seront peut-être nôtres, demain !

Les attitudes de la police, en fonction des milieux où elle agit, ont été également explorées et évaluées. Il s'est agi d'une sorte d'étude comparée dans le cadre national. On a aussi abordé la question des milieux sub-urbains vis-à-vis des ethnies et des minorités...;

la question de la corruption de la police fut aussi examinée dans la perspective d'une hypothèse de trouble organisationnel.

on a aussi évoqué le rôle *exemplaire* de la femme employée dans la police.

En résumé, on peut décrire brièvement l'évolution de ce Congrès, en ce qui concerne la police :

on est passé successivement de l'étude de la police en situation, selon des thèmes qualifiés : action quotidienne, face à des troubles sociodémographiques, écologiques, à des formes sur-activées de violence et de cruauté, à des problèmes ethniques aigus, à l'étude de problèmes axés sur le processus de police en lui-même : les contrôles internes et externes, qui fait la police de la police

(est-ce crédible ?), comment modeler le comportement policier ou de la police ? ne faut-il pas tirer profit de la méthode de l'observateur participant ? Mais alors que devient l'infaillibilité du Prince ?

Naturellement cette étude systématique a rencontré les représentations que la police se fait (collectivement — stéréotypiquement — individuellement — agressivement ou confusément) de ses rôles et de ses « clients » isolés ou collectifs. De même est-on revenu sur les modèles de police et les variétés du comportement et des styles de police. On se trouvait confronté avec le problème de l'évolution des systèmes et des idéologies policières dans l'ensemble mouvant des sociétés actuelles. Les rôles évoluent au point de laisser entrevoir de radicales transformations. Le paternalisme policier est totalement évacué dans ce genre d'approche. On s'est interrogé sur la portée et le sens du professionnalisme policier, sur l'avenir de cette notion ambiguë, et même, de façon générale sur les problèmes aigus et réels, constants et ambivalents qui sont le lot de la police quotidienne, évolutive, cherchant sa place exacte dans la trilogie : le crime, la société et la police. Mais le tout axé sur un postulat, tout aussi irréductible : c'est de l'homme concret, individuel, vivant qu'il s'agit, jamais d'abstractions. On est donc fort loin du formalisme et du légalisme. L'histoire de la police américaine exprime donc une manière de sentir la société à travers sa police. Cela conseille une certaine modestie aux tenants d'un dogmatisme universel des choses de police. Mais sans doute la recherche comparée nous laisse-t-elle entrevoir une ressemblance, non formelle (on a depuis longtemps abandonné le mode vide de citoyen au profit de celui d'homme : on parle des droits de l'homme), mais humaine. Sans doute s'agit-il là d'une certaine forme de police « sociale », dont la notion implique l'intégration totale du phénomène humain comme dominante exclusive des processus sociétaux. Il n'y a du social, dans cette acception, que lorsqu'il y a préoccupation exclusive de l'humain. D'où dépassement des notions de mécanisme de police, de moyens de police, de procédés de police, de forces de police. C'est d'une toute autre culture de police qu'il s'agit.

Les aspects généraux du problème de la police américaine nous permettent de situer des différences contextuelles de base. La police est un rouage du système de justice criminelle. Mais ce système est plus mêlé à la vie sociale et politique qu'en Europe. En outre, chaque rouage est séparé hiérarchiquement des autres. On observe avec intérêt que, dans la plupart des sociétés, on critique les services qui assument, y compris par la contrainte, l'existence spécifique des lois. On s'étonne que ces critiques depuis un certain temps émanent des rouages eux-mêmes du système. La police est perçue inapte à prévenir et à contrôler la criminalité, à maintenir l'ordre, à procurer toutes les formes de protection qu'on attend d'elle. Et ces lacunes seraient la conséquence de causes négatives : la corruption, la brutalité et la discrimination, ainsi que l'illégalité de ses procédures et actions. Il s'ensuit qu'on est habitué à n'attendre de la police (aux U.S.A.) qu'un niveau mineur de satisfaction. Telles sont les critiques traditionnelles. Formulées de manière caricaturale. On les a transcrites en termes plus positifs : les structures d'organisation sont périmées, les modèles d'action sont anachroniques, y compris l'utilisation des moyens et des ressources. On considère qu'il est anormal de ne pas informer le public de ces défauts. On remarque que les syndicats de police américains s'opposent à une amélioration qualitative des services. Ils craignent qu'on ne repense le recrutement (très bas) des recrues et n'adopte le système européen pluraliste. Voici donc, déjà, des données intéressantes dans une optique comparée. On se demande pourquoi les chercheurs scientifiques s'obstinent à étudier des objectifs aussi peu utiles que les « images » de la police ou les systèmes de police, comme entités fonctionnelles closes, posées en quelque sorte sur le sol.

Une dernière question fut posée : est-il normal que les chefs de police s'obstinent à refuser de s'autoétudier, de s'autocritiquer et à n'avoir pas le courage de s'engager dans des innovations ! Les « chefs de police » constituent une sorte de catégorie à part. Ils sont comparables aux commissaires de police. Mais il ne s'agit que d'une appellation à partir de certaines conditions d'ancienneté, de responsabilité et de grade.

Est-ce la fonction qui bloque les aptitudes à l'innovation ? Ou la manière dont on conditionne les hommes ?

On remarque que les prétentions à l'amélioration par accroissement des effectifs, du budget, des techniques et des menaces de sanction disciplinaire sont profondément stériles. Elles escamotent le renouvellement des critères de recrutement, des programmes de formation, de la formation scientifique des gens et d'un système crédible de contrôle et de discipline. Faisant ainsi de la gestion et de l'administration on bloque le système, on escamote les problèmes de l'interaction de la police avec la communauté d'où elle émerge. On coupe l'élan qui va vers la *police sociale*. Les rapporteurs ont le sentiment qu'évoquer une police sociale, évoluée, irrite les actuels tenants du pouvoir dans la police. Ne tend-on pas à filtrer les demandes d'intervention. Ceci pour ne dépenser ses ressources que si cela peut profiter : prestige, relations efficaces... D'où abandon systématique de la « petite criminalité ». Or celle-ci n'est petite que selon des critères culturels discutables. Et finalement n'est-elle pas socialement la plus importante ? De plus la tolérance dont elle profite alimente certaines formes de récidivisme.

La police des petites plaintes, des petits problèmes, devrait au contraire être privilégiée. Ce rapport préliminaire oriente donc d'emblée vers une approche concrète, qui ne saurait se contenter d'exposés ronflants, de réponses polémiques ou dogmatiques ;

on a aussi traité de la « corruption » de la police. On sait que ce problème fait partie du contexte des conditions de la persistance du crime organisé. On sait que la question du crime organisé est troublante. Certains savants des sociétés socialistes voient dans ces formes romanesques du crime (mafia, bandes organisées et milieux) des résidus du passé. Cela leur rappellerait leur littérature criminelle de la fin du siècle dernier !...

On peut se demander, en s'élevant à un plan comparé, si, précisément, la tendance à privilégier la criminalité d'envergure, la criminalité de cinéma, de vedettes, n'est pas un mécanisme destiné à économiser les efforts que coûterait une police qui répondrait à tous les besoins, même ceux des plaignants modestes ! Ceci n'a pas manqué d'être affirmé. En braquant les feux de l'actualité sur de telles formes de dangerosité on fait oublier les autres. Dans les théories relatives au crime organisé, on fait grand usage du concept de corruption. Et ceci pas seulement à l'endroit du sous-système qu'est la police. C'est, apparemment l'ensemble du système qui est en cause. Sans doute faut-il se demander si le terme de corruption a bien le même sens. Et aussi si une étude scientifique des comportements dits de corruption n'éclairerait pas mieux les choses. C'est en termes sociologiques, d'analyse organisationnelle, que la question a été abordée. La notion de corruption s'écarte de celle de déviation par référence à une norme. Elle évoque une dysfonction. Donc l'éventualité d'un climat d'entropie. Voir une sorte d'anomie dans le système devenu trop fonctionnaliste. Le contenu « humain » du terme mériterait une recherche clinique poussée. Les rapporteurs refusent de s'en tenir au stéréotype de la brebis galeuse. Ils considèrent qu'il y a des formes et des fréquences de corruption qui expriment des vices dans le système. Les corrompus qui font « scandale » ne seraient que des signaux. Signaux renvoyant à de plus profondes inadaptations. Ceci conduit à une dédramatisation du

problème de la corruption. Il est d'ailleurs tout naturel qu'une approche criminologique ne se contente pas des définitions courantes en ce domaine. Elle recherche une interprétation qui ne se bloque pas dans des réactions émotives.

Il faut d'abord procéder à une description opérationnelle des cas dits de corruption. Ceci afin de situer ce comportement dans l'ensemble des contextes qui le déterminent et parfois l'expliquent. L'analyse criminologique traite de la même façon les délinquances où qu'elles se déploient. Même lorsqu'il s'agit de formes de délinquance professionnelles, au sens de la criminalité comme pathologie d'une fonction. Les formes pathologiques de la fonction de police pourraient ainsi être inventoriées et prévues. Le rapport conclut que les fonctionnaires de police s'engagent souvent dans des pratiques dysfonctionnelles (corruptions) en fonction de processus se développant temporellement selon trois axes distincts de normes (qu'ils agressent) : les normes légales de la société globale, les normes formelles du service, les normes informelles du service.

Pour saisir les conditions organisationnelles des « corruptions », les rapporteurs ont décrit les contextes où baigne le processus de police.

Cela ne manque pas d'intérêt dans la perspective comparée. Car on y « sent » ce qui caractérise le système légal américain.

La fonction chargée de donner vie à la loi, d'en faire prévaloir les droits, sous les formes diverses de son existence (symbolique, omniprésente, spécifique, particulière, progressivement ou répressivement...) est susceptible d'engendrer un certain nombre de formes de dysfonctions (corruptions). La définition de la corruption est classique : recevoir du fait de sa fonction officielle une récompense matérielle illicite pour un acte illicite ou inapproprié. C'est un acte proscrit fait pour une récompense illicite. Il semble qu'on ne fasse pas allusion à la corruption politique.

On décrit des corruptions de l'autorité, du pouvoir de décision, les gratifications, les pots de vin, les vols d'occasion, l'acceptation de faire partie du système du FIX (une sorte d'assurance forfaitaire contre les risques d'être arrêté, ou trop chargé...), le graissage de la « patte », les arrangements des affaires, la protection d'activités illégales, des activités criminelles directes...

Ainsi présentés, ces faits sont exceptionnels et se présentent vraiment comme des formes paradoxales et extrêmes de dysfonction. C'est de la criminalité en miniature. Une illustration en milieu clos des processus sociocriminogènes qu'on peut difficilement reconstituer dans les espaces extérieurs, dans la société globale.

On peut ainsi considérer que les formes sur-déterminées de dysfonction, de délinquance professionnelle au sens évoqué plus haut, dont les formes outrancières incitent à ne pas croire que cela soit possible, engendrent donc une réaction analogue à celle qu'éprouvent les « honnêtes » gens lorsque les *mass media* leur racontent, sous forme alarmante, les événements criminels de l'actualité, ne sont que des cas extrêmes, à situer sur un *continuum* allant du moins au plus scandaleux. La notion de *scandale* posant à son tour un problème spécifique : thème négligé d'une sociologie criminelle trop conformiste.

Abordant ainsi le problème de la pathologie sociale qu'est la corruption interne les rapporteurs limitent l'usage de la référence à la « brebis galeuse », au bouc-émissaire. Il y aurait une explication plus générale, plus valable et utilisable dans toutes les situations de corruption. Sans doute cela évoquerait-il par un certain côté la situation spécifique chère aux criminologues ! Etant entendu qu'il faut, alors, une rencontre entre une personnalité en crise et une

situation spécifique. Il s'agit, en l'occurrence d'une spécificité particulière. Il y aurait des comportements proscrits collectifs, de groupe, induits par des systèmes contradictoires de normes liés aux contextes organisationnels. C'est une théorie organisationnelle de la corruption. Mais n'est-ce pas l'équivalent d'une théorie socio-criminogène du crime ? D'une théorie objective du crime !

Ce sont les contextes organisationnels qui permettent de comprendre cette criminalité de ghetto, de milieu clos, de réaction à la ségrégation culturelle et de modification fictive interne au milieu policier.

La fonction de police (*Law Enforcement*) ne peut être étroitement définie à la manière européenne. Il y a quelque chose de spécial difficile à transcrire en français. D'abord le terme *Law* englobe tout ce qui est légal, licite, valable. C'est la loi, le droit, la législation, les règles, le droit commun, le droit civil, le produit de l'action des tribunaux, la justice. Cela va de la loi au sens strict à l'état de légalité, au conformisme. Cela combine entre elles les notions de droit, de loi, de règles, de justice, de jugements. Et la notion d'*Enforcement*, en recoupant le champ sémantique éclairé par le terme *Law* permet de mieux saisir la définition de la police ainsi entrevue. On doit là aussi déployer un *continuum* allant d'une acception stricte, réduite à l'exécution d'un ordre ponctuel, à une conception élargie qui enveloppe toutes les conduites qui réalisent l'état de droit, comme climat culturel des rapports quotidiens, comme façon de faire valoir les droits de la loi, de l'esprit même de la légalité, de contribuer à la conscience juridique, à la conscience d'une existence sociale où les droits de l'homme sont des valeurs constantes. On voit l'élargissement du concept de volonté et de contrainte aux dimensions d'une forme de climat interculturel. On arrive ainsi à la participation de la police à une forme de prévention culturelle qui n'a guère été étudiée ou même évoquée. C'est tout le contraire de la notion de force en laquelle les définitions étroites tentent d'enfermer la police. Mais cette capacité de faire vivre l'esprit de la loi implique une formation appropriée et des manières de faire et de se comporter qui reposent sur les sciences humaines. Qui ne peuvent aller de soi. Qui ne peuvent devenir une technicité. Qui sont, précisément, au carrefour des sciences humaines et des pratiques ou des expériences vécues. On ne peut jeter des hommes sans formation psychologique confirmée dans de tels espaces de liberté comportementale.

La fonction de *Law Enforcement* est un sous-système du système légal. Et en tant que telle, par ce fait d'être un sous-système, elle engendre une corruption (possible) endémique à l'organisation bureaucratique de tout système démocratique. Il n'y a pas de subordination hiérarchique des sous-systèmes entre eux. C'est une condition de la liberté fondamentale, de l'état démocratique.

Les sous-systèmes : procureur public, conseil juridique, le sous-système judiciaire et les services pénitentiaires ou correctionnels et police, coexistent de façon souple dans le « milieu » légal. Leurs rôles sont différents. Entre la police et les tribunaux, qui sont des institutions indépendantes, il y a une « coopération antagoniste ». Est-ce que la police s'intéresse seulement à l'ordre légal, à la légalité ? Il ne revient pas aux tribunaux de contrôler la police. Elle est partie au procès. La contrôler reviendrait à mettre en doute son rôle. Elle deviendrait un simple service d'accusation et non de production de faits positifs. Elle ne peut être l'instrument de la seule accusation. Elle est aussi la fonction d'établissement de la vérité. Si les tribunaux contrôlaient la police, cela reviendrait à faire d'eux à la fois des juges et des parties. Pourrait-on parler de justice, se demandent les rapporteurs, si la police était contrôlée par le système judiciaire ? Où serait la fonction de constat des faits ?

La police dispose donc d'une marge de manœuvre qui lui est propre et qui est, en quelque sorte, une exigence relevant d'un droit supérieur : la constitution.

Mais cela n'est pas sans poser, à cette police qui n'est pas armée, scientifiquement, intellectuellement, des problèmes. A notre époque le cadre juridique d'une fonction n'est pas suffisant pour qu'elle existe. Il faut aussi des contenus mentaux, intellectuels, culturels. Pas seulement le conditionnement juridique strict. Il faut autre chose que le simple fait d'être là et de connaître le Code pénal et le Code de procédure. Il faut savoir interagir, inventer des conduites, des attitudes et des procédures informelles qui permettent à l'action conduite d'avoir une efficacité humaine immédiate. Le travail aveugle, ponctuel, d'exécution stricte est de moins en moins efficace. La loi elle-même exige tout autre chose. Il s'ensuit que les hommes de la police, encore formés selon les conditionnements « primaires », d'hier, se trouvent dans des situations de plus en plus surprenantes, insolites, inattendues, non prévues par les sacro-saints règlements. Il leur faut inventer des conduites de fait. Sinon ce ne sont plus des hommes, mais des robots de la loi. Et l'évolution actuelle dans son ensemble condamne cette vision anachronique du policier instrument d'une autre volonté.

D'après les rapporteurs américains cette situation engendre des comportements où peuvent s'enraciner les pathologies organisationnelles.

Il s'agit là d'une loi psychologique générale. Lorsque les hommes assument un rôle et rencontrent des situations imprévues de plus en plus fréquentes, il leur faut disposer d'assez de ressources personnelles pour s'adapter, trouver les réponses convenables. Mais s'ils n'ont pas les formations personnelles de base, le type de personnalité qui convient, s'ils sont sur-conditionnés à l'exécution au sens le plus élémentaire du mot, ils se trouvent en difficulté et cela engendre une variété de comportements dysfonctionnels parmi lesquels, outre les malencontreuses façons d'imposer l'ordre, d'être l'autorité, de mal négocier les réalités, il y a les fuites dans la pathologie sociale, comme la corruption et autres dysfonctions professionnelles.

C'est un peu comme s'ils rencontraient un trouble *anémique* intraorganisationnel. Ils réagissent alors par des conduites pathologiques bien connues : hyper-conformisme, légalisme névrotique, rationalisations légalistes et moralisantes, agressivité générale, susceptibilité, élitisme de compensation, ritualisme, et comportements irréguliers radicalement dysfonctionnels comme la corruption ou les troubles mentaux et somatiques.

Il y a donc des comportements de corruption qui sont d'origine réactionnelle.

Les « arrangements » qui sont fort appréciés dans le domaine de la justice civile ne le sont pas encore dans le cadre du droit pénal. Parfois la police agit dans une sorte de climat de droit civil, d'arbitrage. C'est même, bien souvent l'essence même de la police fondamentale, la police municipale, terme préférable à celui de police urbaine. La police incite à des arrangements. Elle pacifie. C'est là un de ses rôles les plus méconnus, les plus oubliés, notamment par les professionnels du droit strict. Et qui ignorent systématiquement la réalité des sciences humaines. Les rôles d'arbitrage et de pacification de la police devraient au contraire être l'objet des attentions les plus suivies de la part des chefs de la police. On devrait les structurer, les organiser, les confirmer, les fonder sur un esprit approprié et une nouvelle culture, de nouvelles obligations.

La corruption de nature organisationnelle est donc le produit d'une situation. Elle doit faire partie d'un ensemble de signaux qui répondent aux mêmes insuffisances de base.

On peut donc aisément lutter contre les conditions structurelles de cette dysfonctionnement en renforçant la personnalité et les ressources scientifiques des fonctionnaires.

Il se passe, somme toute, à l'intérieur du système de police, ce qu'il se passe dans la société en général, à propos des conduites d'inadaptation et de délinquance, même violentes ou excessives. Ceux qui ont participé à des travaux disciplinaires, à la défense dans le cadre paritaire des policiers en cause, savent fort bien rechercher, précisément, les causes structurelles des comportements proscrits. Pourquoi n'utiliseraient-ils pas à leur tour la même perspective à l'égard des criminels, ces produits d'autres anomalies ou dysfonctions sociales ?

Le même rapport évoque d'autres formes de la dysfonction des services de police. Dans une société démocratique, toute action de police — pour confirmer la vie des lois, protéger les hommes et les biens, doit s'accomplir dans le cadre d'une procédure légale. Ne peut-il se faire que, dans certaines circonstances, on ne puisse dans l'intérêt de la loi respecter la légalité ? N'est-il pas remarquable, soulignent les rapporteurs, que l'administration et sa bureaucratie en arrivent à multiplier les cas où il faut innover, préférer l'efficacité administrative au détriment des formes légales ? Ne rencontre-t-on pas des cas où la police a agi comme si elle avait rendu la justice sans jugement, sans procès ? A cet égard, on ne manque pas de citer l'installation de systèmes électroniques de surveillance dans des immeubles d'affaires, privés, le fait de procéder à des arrestations préventives arbitraires, de permettre à des recéleurs et des trafiquants de se livrer à leurs activités illicites, en échange d'un contrôle spécial de certains milieux, de pratiquer les écoutes téléphoniques, de payer des indicateurs, de réduire les charges d'une accusation, d'appliquer plus ou moins vigoureusement certaines lois !

Tout cela fait partie de la politique de la police active. Il s'agit, selon le rapport, de pratiques de service. Mais elles peuvent donner lieu à des corruptions. Dont le mécanisme est facile à imaginer. Il peut y avoir une modification fictive du milieu interne. Est-ce qu'une police démocratique peut éviter ces pratiques ?

Et, finalement, ce rapport précise que les tribunaux sont organisés pour énoncer l'ordre moral, le système des valeurs et des normes. La police, au contraire, est organisée pour énoncer un système de comportement susceptible de maintenir l'ordre et la loi, en tant que système bureaucratique. Elle aurait la tâche de définir des formes de conduite dans les lieux publics et privés.

Il semble que l'on mette bien là en lumière une distinction essentielle entre les deux rôles. La police est directement et sans cesse engagée sur le terrain, elle doit réaliser un support social constant à l'existence pacifique, à ce qu'on appelle l'ordre, l'ordre légal. Mais ceci pose, dans d'autres perspectives bien des problèmes, que les rapporteurs n'ont pas évoqués... Il s'agit des limites du rôle de la police dans le cadre des luttes politiques. Mais dans le cadre d'une société fédérale, comme les USA, on dispose en quelque sorte d'un laboratoire pour étudier les diverses formes de police. Par exemple, les polices d'Etat ne peuvent monopoliser tout le problème de police. Une notion transatlantique d'ordre s'impose.

On voit, de cette manière, qu'un Congrès comme celui de New York réalise un excellent modèle d'étude de la police, dans un climat de liberté intellectuelle indiscutable. Les rapports entre la police et les Etats prennent un tour nouveau. L'Etat n'est pas perçu comme la maison du Roi. Il est perçu comme un processus interhumain, un ensemble de rapports sociaux, jamais comme une chose en soi et pour soi.

Concernant la corruption dans la police, les rapporteurs constatent que bien souvent c'est le milieu policier qui règle lui-même, confidentiellement, les cas. Ceci de peur que la publicité ne porte atteinte à la réputation du corps. Il semble cependant que les problèmes de corruption soulèvent des difficultés particulières dans le système américain. Liées au contexte général de ce pays. On observerait des cas de corruption généralisés de certains services ! Ce qui renforce l'hypothèse que la corruption est un phénomène d'origine organisationnelle. On met l'accent sur l'existence de sous-cultures dans la police, qui résistent ou intègrent d'une certaine manière les dysfonctions, sans les accepter, mais les subissant. Ce sont des mécanismes d'absorption. Cela ne risque-t-il pas d'avoir des conséquences psychologiques indéniables ?

Des rapports à ambition comparative ont également été présentés. Ce fut le cas d'une revue des « polices de la police » à New York, Londres et Paris.

En effet l'étude scientifique de la police implique la mise en lumière des mécanismes par lesquels elle s'auto-contrôle et on la contrôle. Mais qui est ce ON qui puisse contrôler de façon crédible la police ? Rappelons que ce Congrès est américain. Nous jugeons nécessaire d'exposer sans les commenter les diverses vues à travers lesquelles ce délicat problème évolue. Nous remarquerons seulement ceci : jusque-là il n'a été abordé que formellement, administrativement. Pas encore sociologiquement. Encore moins psychologiquement ou phénoménologiquement. Ce qui explique que l'on tourne en rond autour des mêmes difficultés. Le but est de savoir bloquer les processus de corruption. De savoir, donc, les expliquer, les interpréter. Toute la dimension des procédures disciplinaires s'entrevoit dans cette perspective. Ce sont des thèmes brûlants et qui sont au carrefour de pressions de toutes sortes. On a pensé à New York que seule la comparaison pouvait éclairer les choses. On a simplement oublié qu'il ne peut y avoir comparaison que de données élaborées en première main, selon des méthodes scientifiques. Or, sauf pour New York où pendant six mois des chercheurs non-policiers, ou fonctionnaires, ont pu observer sur le terrain le déroulement d'enquêtes de routine de contrôle sur plaintes contre les policiers, il a fallu pour Londres et Paris se contenter des opinions de fonctionnaires chargés de ces fonctions. Pour réaliser de façon crédible de telles études comparatives il faut évidemment dépasser le formalisme des services et les attitudes d'autodéfense inévitables. Sans doute nos institutions ne sont-elles pas encore mûres pour être en mesure de s'offrir aux libres analyses. Pour comparer il aurait fallu connaître le volume exact des dysfonctions. Du point de vue descriptif il y a deux sortes de contrôle actuellement en vigueur, ici ou là. Des contrôles externes, ceux qui seraient les plus crédibles si on pouvait les organiser. Ce sont des contrôles indépendants, qui ne soient jamais « juges et parties ». En fait la grande peur qui règne dans les milieux américains à ce sujet, c'est la réaction de solidarité des policiers, qui sortent tous du même recrutement. Et ce recrutement monolithique renforce les solidarités organiques et mécaniques des corps. Ce phénomène de bloc rend difficile toute enquête interne. Et ceci qu'il s'agisse d'enquêteurs extérieurs ou intérieurs. La sociologie dynamique et la psycho-sociologie permettraient de mieux aborder de tels problèmes humains que le recours aux seuls procédés de gestion hiérarchique, qui donnent parfois le sentiment que le contrôle est exercé soit par une classe sociale supérieure soit par des « traîtres ». A New York le problème a subi une très intense évolution. Mais il reste limité aux problèmes de cette ville. On devine, bien sûr, que des difficultés particulières se rencontrent, en conséquence du fait qu'il s'agit d'une nation fédérale.

En France, d'après les rapporteurs, les contrôles extérieurs ne seraient pas crédibles. Il leur apparaît qu'une justice devenue un monopole d'Etat, exercée par des professionnels, ne peut être en ce qui concerne la poursuite des policiers suffisamment indépendante. Le système judiciaire ne jouirait pas,

selon eux, d'une totale indépendance vis-à-vis de la bureaucratie politique. Cela fait qu'un contrôle externe exercé par cette autre administration ne serait pas suffisant.

En Angleterre la situation évoque celle des USA. Il y a fréquemment des commissions d'enquêtes. Mais elle n'ont pas le pouvoir de poursuivre. En fait, il est difficile de nous étendre ici sur les tâtonnements imaginés pour résoudre ce problème : comment enquêter de façon indépendante sur la police ?

Les contrôles externes ont des avantages et des inconvénients.

Mais ils traitent les choses du dehors. Ils ressemblent à une forme nobiliaire de système disciplinaire. Cela risque d'être le contrôle d'une strate sociale sur une autre. En fait il vaudrait mieux imaginer un système plus proche de la nature humaine. Un contrôle externe doit toutefois toujours exister et doubler les autres. L'expérience anglaise est à cet égard significative.

Il ne faut pas oublier que les processus de contrôle débouchent en définitive au niveau des problèmes humains vécus par les hommes qui affrontent des situations concrètes. Les Conseils de discipline, où siègent les délégués du personnel le savent bien.

A New York on en est arrivé à penser qu'il fallait éviter de surveiller de manière trop formelle, étroite et méfiante les hommes. On estime que cela finit par les mettre dans des états psychiques intolérables. C'est la raison pour laquelle on a opté pour des systèmes imaginés de concert avec l'Association internationale des chefs de police. Les contrôles internes doivent apprécier la qualité des services et l'honnêteté des hommes. Le système administrativement intégré de la France a été évoqué. On remarque que le fait qu'il y ait un pluralisme au niveau des recrutements, des niveaux différents, les processus de contrôle sont plus faciles à déployer. Toutefois on ne pense pas que le fait d'être « juge et partie » soit sans danger dans certains cas. Un risque de corruption du service de contrôle lui-même n'est pas à repousser. On pense à la corruption politique éventuelle !

A New York on a, sur les conseils de l'Association des chefs de police, opté pour la création d'une dizaine de services de contrôle différents, à des niveaux différents, de façon à faire se recouper entre elles les fonctions de contrôle. Le contrôle de la corruption fut décentralisé. On fait des enquêtes parallèles. Même parfois on crée des brigades *ad hoc*. A Londres on adopte la même attitude empirique. Le nœud du problème est : qui peut enquêter, en compétence et en indépendance, à l'intérieur des services, ou à propos de telles conduites ?

Il semble que tous ces efforts achoppent sur le même obstacle : un manque de recours aux sciences humaines, une préférence pour le dogme, et les formes disciplinaires formelles. Les aspects phénoménologiques des enquêtes internes sont négligés, pas même perçus.

On voit bien que seules des recherches scientifiques sur le processus de police, sur son impact au niveau des hommes qui l'assument, sur les conditions mêmes du travail de police, pourront permettre de dépasser les impasses et les difficultés qui guettent d'aussi méritoires efforts.

En fait le rapport que nous venons d'évoquer s'est achevé sur les questions : comment expliquer le fait qu'il y ait des structures de contrôle de la dysfonction différentes selon les pays ? Les causes de telle ou telle structure (celle-ci jouant alors le rôle de variable dépendante) sont à rechercher à l'aide des variables indépendantes d'ordre écologique. Etant donné qu'il y a des structures différentes de contrôle, quels effets ont-elles sur les méthodes d'enquête et sur la corruption visée ? Dans ce cas les structures sont les variables indépendantes.

Un rapport plus riche, plus profond, va nettement au delà des limites des aspects organico-administratifs qui bloquent les discussions ci-dessus, s'agissant d'un contrôle autoritaire, paternaliste, émanant du supérieur sur l'inférieur. On peut se demander si cette sorte de contrôle ne représente pas une forme anachronique de contrôle. Si elle n'est pas un reliquat des attitudes qui négligent de prendre en considération les données personnelles, les réalités concrètes, la raison d'être de la fonction : une situation de relation à l'échelle humaine, un cadre de rapports et d'interactions qui ne peuvent faire l'objet d'une organisation du type paramilitaire ou d'administration monarchique. En oubliant l'homme, dans son concret et son empirisme, en se contentant de notions creuses comme « fonctionnaires », « agents », « citoyens », en s'installant dans le monolithisme intellectuel du fonctionnalisme à sens unique, on nargue la réalité humaine. Il est dès lors impossible de la récupérer à coups de menaces et de contraintes extérieures. En fait les contrôles du type ancien ne peuvent faire régner qu'un ordre superficiel. Mieux vaut, de nouveau et enfin, faire appel à la science, aux sciences humaines, pour rénover radicalement les processus de contrôle interne. C'est dans cette direction que s'est lancée la rapporteuse d'un excellent travail intitulé : *Controlling Police Behavior*. Il complète l'approche dite sociologique des contrôles sociaux dont on se demande toujours où est le sujet actif, quelle entité il représente et comment est instituée cette représentation. Le rapport que nous évoquons, quant à lui, représente la voie moyenne. Il se sépare des contrôles d'essence disciplinaire. Il se met en quête de la rencontre de l'homme en action, donc, dans ses conditions de travail. Plusieurs approches sont proposées. Chacune tient compte des impératifs que rencontre l'homme de police sur le terrain, dans les situations concrètes, tandis qu'il se meut dans son champ opérationnel. En tant que stratégies de contrôle elles sont conçues pour intervenir entre la police et l'environnement en créant de nouveaux comportements, en en modifiant d'autres. Il s'agit là d'un travail de laboratoire⁸. Ces techniques de modification des conduites sont destinées à détendre les rapports entre la police et le public (entité qui devrait être opérationnellement définie). Il faut apprendre aux nouveaux policiers à surmonter le « choc de la réalité » que leur impose leur environnement professionnel. C'est une étude visant à analyser avec intelligence et toutes les ressources du conceptualisme psychologique les problèmes de la production humaine d'autorité. Forme d'autorité aussi loin que possible de sa caricature qu'est la force matérielle.

Dans cette même perspective, un autre rapport a eu pour titre : *The Criminologist as Policeman : a Participant-Observation Study*. L'auteur criminologue universitaire, s'est engagé dans la Police pour comprendre exactement l'horizon du policier de base. A quoi pensent les policiers lorsqu'ils opèrent ? Pour réaliser cette observation-participante il a dû subir tous les rites de passage. Il rend compte de cinq mois de travail sur le terrain, en patrouille et en opérations diverses. Il a senti exactement le climat. A subi les visions émouvantes que les appels réservent parfois aux intervenants d'urgence, dans les situations non prévues. Il a subi le fameux « choc de la réalité » qu'on ne peut escamoter à moins d'être dangereusement affectivement indifférent. Il y a, effectivement, dans l'expérience policière, une étape de désenchantement humain, face au crime, à la folie et à la pauvreté.

D'où un conflit intrapersonnel. Comment réagir devant les arrestations délicates — antisociales — de parents furieux, devant les enfants !

Bref du travail concret que la loi ignorait. Et que progressivement la

8. Cette *Revue*, notre chronique 1968-3, où nous avons décrit le « Laboratoire de sciences humaines appliquées », que nous voulions créer dans le cadre de notre bureau.

criminologie lui a appris à reconnaître et à valoriser. L'auteur estime avoir perçu que la société jouait en fait un jeu « incroyablement cruel ».

Il reconnaît que dans certaines situations il lui est arrivé de s'emporter contre les contraintes et les règles qui limitent l'action de la police. Il a bien compris en quoi la démocratie est une création constante où l'homme de police joue un rôle de base. Ne serait-ce qu'en se contraignant à l'action réfléchie. Il a constaté qu'on pouvait être criminologue et policier. Que cela aboutissait sans doute à un type nouveau de personnalité professionnelle. Pouvant plus substantiellement conduire vers la police future : la police sociale. Il a vécu les contradictions internes de la fonction. Et son MOI de criminologue et d'universitaire a lutté à armes égales avec son nouveau MOI de praticien. Il a fini par ne plus jouer un double rôle. Il a fini par devenir policier. La police devenait pour lui un groupe primaire.

Il a constaté qu'à la longue « attitudes et comportements » finissent par être dictés plus par les réalités subjectives du rôle que par de quelconques considérations méthodologiques. Il a constaté que la personnalité policière doit être capable de surmonter des frustrations diverses, de l'amertume, des humiliations. Son MOI scientifique s'est humanisé dans la fonction vécue. N'est-ce pas ce qui est justement en question dans l'intégration d'une authentique criminologie vivante dans la fonction de police sociale qui fait lentement son apparition ?

Il reconnaît que l'expérience vécue du rôle de police revêt pour lui un caractère existentiel incomparable. Son MOI scientifique y a beaucoup gagné.

D'autres rapports ont évoqué de nouvelles perspectives que la police devrait stimuler dans son champ d'action. Ainsi en est-il des recherches sur les conflits et affrontements entre la police et les étudiants. On se demande, dans ces rapports, si la police de première ligne est bien comprise par les Etats-majors ! Y a-t-il des « influences politiques » qui altèrent la situation ? Un Campus américain « représente un microcosme des conflits et des ajustements de la société globale ». On y peut réaliser des études expérimentales sur la société conflictuelle. On pense que cela constituerait l'ébauche d'une étude de la police, comme entreprise à innover, dans une société urbaine moderne. Ce genre d'étude permet également de voir se préciser le rôle que la police choisit *selon les circonstances* et les tensions. Ainsi se perçoit-elle « représentant la loi » (et l'ordre) ou comme fonction de pacification ? Cela dépend de plusieurs variables : la capacité des cadres à investir intellectuellement et émotivement une situation, la capacité de l'homme de base à comprendre que l'action de pacification doit surmonter certains obstacles. On le voit, ceci conduit à poser le problème des ressources personnelles de l'homme de police. A cet égard un intéressant rapport a été présenté au Congrès sur les traits de personnalité comparés entre la *femme* chef de police et son collègue masculin. Nous y reviendrons.

D'autres rapports ont évoqué des études comparées dans le cadre même de l'ensemble des USA. Ainsi : *Cross-Cultural Differences in Police Attitudes : An Exploration in Comparative Research*. C'est là, de toute évidence une partie intégrante des études de police comparée que nous déployons à travers nos chroniques. Sans doute, un jour, en France, pourra-t-on suivre cet exemple ? Des trois études empiriques distinctes on a extrait des données qui démontrent l'utilité des recherches comparatives vraies (non pas superficielles telles que description officielle des services), engagées au plus profond des choses. Ce fut une recherche exploratoire qui utilisa des données anglaises (Commission royale de 1960), australiennes et néo-zélandaises (1967) et américaines (1970). Bien sûr de telles recherches ne sont valables qu'à condition d'être conduites

selon une méthodologie rigoureuse : collecte des données, échantillonnage, sondages, panels, information exacte sur les sources et les motivations des enquêtes.

Un intéressant rapport a traité de la violence dans une perspective hardie et compréhensive. Il visait certains affrontements dans la banlieue de Chicago. Où violence et cruauté ont étonné les observateurs. On en a recherché des explications moins simplistes qu'à l'accoutumée. On reconnaît que dans certaines situations la police et la population sont en « état de transaction entre adversaires ». La notion de *transaction* mériterait elle aussi d'être l'objet de recherches empiriques. Pour surmonter le stress, la police semble subir des attitudes compensatrices d'impersonnalité, d'indifférence. L'étude a abouti à des conclusions : la violence n'est pas toujours le fait de la responsabilité morale ou empirique de la police. Des facteurs socio-organisationnels et environnementaux influent sur la dynamique des rencontres et affrontements « personnels ». On parle d'« ennemi ». D'« assaillants symboliques ». De « dangers potentiels ». C'est un champ de psychologie dynamique à étudier spécifiquement. On a évoqué les « dimensions organisationnelles de la violence policière ». De même le stéréotype du « policier violent comme figure charismatique ». Finalement, outre le fait que parfois la situation ressemble à un conditionnement pour névrose expérimentale, et que parfois des ruses policiennes brouillent clandestinement les cartes, il semble qu'un élément spécifique mérite d'être mis en lumière. Il s'agit de l'application d'une théorie déjà ancienne (Eric Hobsbawm, 1965) selon laquelle les violences collectives ont toujours une signification, une intention. Il y aurait une *rationalité* de la violence. On sait que dans l'activisme criminel cela est fréquent. Mais il convient de généraliser le rôle de la violence. Est-elle, en système bloqué, une manière rationnelle de prises de paroles ? Des études scientifiques valables et crédibles sur les événements de mai 1968 n'ont pas encore été entreprises. Dans le cadre d'une perspective à laquelle nous tenons beaucoup, de telles recherches prendraient un caractère d'innovation et permettraient de sortir des impasses où s'enferment les bavardages sur la violence. En fait a-t-on enfin, au lieu de faire de l'histoire conventionnelle et monarchique de la police, étudié le rôle de la police de la Cour, de la police des Jacobins, de celle de Lafayette pendant la Révolution de 1789 ? On apprendrait bien des choses, sociologiquement et anthropologiquement valables, sur le problème qui hante toute la problématique de la police : est-elle en mesure de contraindre l'histoire à lui obéir ou à ceux qui la manipulent ? C'est à n'en pas douter là un problème crucial. Toutes les rationalisations conformistes ne peuvent que l'escamoter. En fait les criminologues américains, ils l'ont maintes fois signalé dans leurs rapports, notamment dans celui qui recherche par la méthode comparée une formule de police qui soit un progrès, estiment que le dogme de la LOI et l'ORDRE est en train d'éclater. C'est la raison pour laquelle, si l'on veut rester en démocratie, il faut étudier scientifiquement le processus de police, là où il produit les conditions de vie sociale : sur le terrain.

Ceci étant, voici que le rapport sur la violence en vient à faire l'hypothèse que la « violence, dans certains cas, est pour la police, en partie une façon de communiquer avec le public »... D'exprimer, elle aussi ses problèmes... Ce serait pour elle une forme inattendue de protestation politique... Cette violence aurait une signification pouvant même être « métasociale ». Expriment une sorte de cause commune avec tous ceux qui sentent que le monde est hostile et menaçant. C'est là une hypothèse qui mériterait d'être creusée. Merton parlait déjà des « fonctions positives de la violence ». N'a-t-on pas parfois remarqué que certains policiers, dont la structure de personnalité mériterait d'être scrutée, voient « dans la violence une prérogative professionnelle ! » On voit tout l'intérêt qu'il y aura à étudier psychologiquement et

phénoménologiquement les policiers. Il semble qu'il y ait collusion entre des notions indépendantes : force, violence, virilité, autorité...

Un important rapport a eu pour titre : *A Study of Leadership Strength of Female Police Executive*. Il est important à plus d'un titre. Il aborde de front des légendes et des stéréotypes. Il ouvre la voie vers les nouvelles identités et images de marque de la police. Il utilise une procédure de psychologie scientifique raffinée. On sort enfin des sentiers battus. Le problème de la personnalité de l'homme engagé dans la police commence à être formulé avec clarté. Les femmes, chefs de police, forment enfin un groupe. Elles montrent plus de force dans les traits de personnalité associés à la fonction de *leadership*. On a utilisé le *Dynamic Personality Inventory* de M. Grygier. De curieuses différences sont apparues entre les deux groupes (les hommes, les femmes). Ces résultats impliquent de nouvelles études. Ils ont été extraits de recherches faites sur des policiers de Pennsylvanie.

On a constaté que sur onze traits de personnalité (oralité, indépendance émotionnelle, agression verbale, conservatisme, intérêt quant à son apparence, exhibitionnisme, tendance à la réalisation, rôles sociaux, activités sociales, continuité, initiative), elles présentent un profil de réponses différentes et plus socialement valables que les hommes.

Quelques exemples. L'indépendance émotionnelle (c'est le besoin individuel de liberté de mouvement et de liberté émotionnelle). On constate que la population masculine en général a un score médian plus élevé que les femmes en général. Or les policiers masculins ont un score plus bas que la moyenne générale des hommes et des femmes. Cela a de quoi surprendre ! Mais les femmes chefs de police ont, quant à elles, le score le plus élevé, y compris sur les moyennes générales ! Elles sont donc supérieures aux hommes quant aux réactions et à la maîtrise de l'affectivité. Il s'agit là d'une étude limitée. Et ces différences peuvent s'expliquer à l'aide de variables intermédiaires diverses. Mais cela ne manque pas d'être encourageant.

L'agression verbale (trait qui mesure à la fois les comportements intellectuel et verbal agressif) permet de situer le degré de *self-assertivity* du comportement observé. Les femmes ont un meilleur score que les hommes. De même aux échelles sociales (qui mettent en lumière la tendance à rechercher des rôles sociaux et qui témoignent de l'adaptation sociale individuelle) les femmes sont supérieures aux hommes.

Quant au CONSERVATISME (trait négatif) les femmes de police ont le score le plus bas qui soit. Par contre les hommes de police ont le score le plus élevé. En définitive, les femmes de police, étudiées dans les conditions de cette recherche, sont moins routinières, conventionnelles, sont capables d'initiatives nouvelles. Elles peuvent rénover la police⁹.

Bien d'autres aspects ont été évoqués dans ce Congrès. Notamment l'étude de l'impact réel de l'action de la police sur la criminalité. Quel est exactement, sérieusement, son impact intimidateur ? Et l'étude sur les tendances actuelles de l'évolution du F.B.I. permet de mieux comprendre les caractéristiques de la police américaine. D'un point de vue comparé ceci a beaucoup d'importance¹⁰. Car, ce qui se passe dans un tel Congrès projette, d'une part, les caractéristiques nationales et locales, et d'autre part, permet d'entrevoir certains problèmes que l'Europe rencontrera demain.

9. A condition qu'elles ne soient pas contraintes de subir les modèles masculins anachroniques, qu'elles conservent leur originalité.

10. V. cette *Revue*, 1971 (n° 1 et 2), nos chroniques : « Etudes comparatives de police ». « Le rapport de N. Katzenbach et la recherche scientifique dans la police ».

Les problèmes de police, abordés dans un esprit neuf, sur la base des méthodes et des conceptualismes scientifiques les plus rigoureux, que ce soit du point de vue des actions collectives de police, ou des problèmes humains cliniques, ne pourront être résolus, dans un esprit conforme aux besoins de l'homme, que si l'on va le plus loin possible dans la voie ouverte par le Congrès de New York.

Il nous faudra y revenir, ainsi que sur un autre événement important pour la science de la police. Il s'agit d'un « Séminaire international sur la recherche sur la police », organisé conjointement par le « Centre international de criminologie comparée de Montréal » et le « Centre d'études interdisciplinaires pour l'administration de la justice criminelle de l'Université catholique de Louvain », en octobre 1976.

F. Chronique du parquet et de l'instruction

par Jacques GOULESQUE

*Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Paris,
Professeur à l'Institut de criminologie de Paris*

et par Jean MICHAUD

*Premier Juge d'instruction au Tribunal de grande instance de Paris,
Inspecteur des services judiciaires*

LA NOUVELLE ORGANISATION DU PARQUET DE PARIS ¹

Depuis plusieurs années, l'accroissement général des tâches répressives ² entraînant l'aggravation de la charge de chacun des postes de magistrat ou de fonctionnaire du Parquet et l'allongement des délais de traitement des dossiers, le morcellement excessif des fonctions, conséquence d'une spécialisation devenue parfois routinière, la nécessité d'une politique criminelle mieux coordonnée et plus suivie, notamment en matière de détention provisoire, enfin le souci d'assurer à chaque magistrat une part de travail plus intéressante et plus responsable avaient conduit les chefs de cet organisme à réfléchir à une meilleure organisation de leur Parquet.

Après de longs et importants travaux de son Secrétaire général des dernières années, après des retouches partielles apportées notamment au fonctionnement du Petit Parquet, c'est sous l'impulsion de son Procureur, M. Sadon, que le Parquet de Paris a vu définitivement complétée et réalisée, à partir du 1^{er} novembre 1976, sa réorganisation, fondée essentiellement sur l'accroissement des responsabilités de chacun, la diversification des tâches, l'efficacité plus grande, le rééquilibrage des sections.

1. V. J. B. HERZOG, « Un grand parquet : le Parquet du Tribunal de la Seine », *Rev. sc. crim.*, 1963, p. 398; J. GOULESQUE, « L'organisation du Parquet de Paris », *Rev. sc. crim.*, 1969, p. 935.

2. V. J. GOULESQUE, « Notes sur l'accroissement des tâches judiciaires pénales », *Rev. sc. crim.*, 1973, p. 957.

Dans la pratique, la réforme se solde :

1° par la suppression du service commun ancien dit « Contrôle des informations », chargé de suivre les procédures du « Service général » en cours d'instruction et d'en assurer le règlement et par la répartition de ses attributions entre les sections à compétence fixée *ratione materiae*;

2° par la transformation des responsabilités de ces dernières, chargées ainsi désormais du suivi des dossiers depuis l'ouverture de l'enquête de police judiciaire jusqu'aux réquisitions devant le tribunal correctionnel et la décision éventuelle d'appel;

3° par l'accroissement du rôle de la Section criminelle, absorbant le Petit Parquet, devenant l'organe de permanence du ministère public à Paris en matière de crime et de délit flagrant et normalement compétente pour suivre et régler les procédures criminelles;

4° par le renforcement de la Section économique.

Seuls restent désormais communs à l'ensemble du Parquet le Secrétariat général et le Service de l'audience et de la formalisation des appels, les sections étant groupées en trois divisions, chacune sous l'autorité d'un Procureur de la République adjoint.

**

La répartition des tâches est organisée de la façon suivante :

Secrétariat général du Parquet :

Affaires réservées, budget, correspondance personnelle de M. le Procureur de la République, courrier réservé, demandes d'audience, notation des officiers de police judiciaire, organisation, coordination et administration générale des services, rapports avec la presse, relations avec le public.

Service commun des audiences et des voies de recours en matière pénale :

Affaires entre parties et intérêts civils, avis de condamnation aux administrations, centralisation des appels en matière pénale, communication des dossiers correctionnels concernant les affaires audiencées, demandes de mise en liberté pour les affaires fixées devant les chambres correctionnelles, contrôle du fonctionnement du Parquet du tribunal de police et examen des décisions rendues par cette juridiction, établissement des rôles d'audience correctionnelle et de police (cinquième classe), examen des feuillets d'audience, exécution de tous jugements avant faire droit rendus par les chambres correctionnelles et le tribunal de police (cinquième classe), fixation et citation des affaires correctionnelles et de police (cinquième classe).

Première section — Santé publique et circulation

Direction et contrôle de la Police judiciaire pour toutes les infractions énumérées au paragraphe 11, à l'exception de celles devant donner lieu à une procédure de flagrant délit. Orientation de ces dernières sur la Huitième Section, décision sur la suite à réserver aux enquêtes, plaintes et procès-verbaux, notamment ouverture des informations, suivi et règlement de celles-ci, audience (citations directes et procédures d'information).

Abstention volontaire de porter assistance, administration de substances toxiques, animaux (police sanitaire), art dentaire, avortement et provocation à

l'avortement, chasse, pêche et délits forestiers, contraception et propagande anti-conceptionnelle, débits de boissons, décès naturels, accidentels, suicides (constatations, permis d'inhumer), examens divers, hygiène et salubrité publique, infractions à la législation sur les pompes funèbres, ivresse, maladies vénériennes, médecine, pharmacie (y compris les fraudes sur les médicaments), proxénétisme et incapacités frappant les proxénètes, stimulants dans les compétitions sportives, stupéfiants (prévention et répression), violation du secret médical, violation de sépulture.

Aviation civile (délits), servitudes aéronautiques, chemin de fer et R.A.T.P., Code de la route, conduite sous l'empire d'un état alcoolique, conservation des servitudes du domaine public routier, coordination des transports et infractions à la législation du travail (chauffeurs routiers), défaut d'assurance (toutes infractions prévues par la loi du 27 février 1958), homicides et blessures par imprudence, sauf en matière d'accident du travail, infractions à la législation interdisant les pactes sur les indemnités en matière d'accidents.

Deuxième section — Exécution des peines

Pour toutes les matières énumérées ci-après au paragraphe II, et requérant urgence, la Deuxième Section assure un service de permanence jour et nuit, y compris dimanche et jours fériés. Elle procède, chaque jour, à l'audition des personnes déférées sur pièces de justice.

Actes judiciaires, affichage des décisions, amnistie (exécution des lois), casier judiciaire (surveillance et réclamations), commissions rogatoires internationales en matière pénale, communication des dossiers, confusions, contraintes par corps, contrôle judiciaire (tenue des registres), correspondance avec l'étranger, évasions (constatations flagrantes, mesures urgentes), exécution des peines pour délits et contraventions, extraditions, frais de justice, libérations conditionnelles, mises en liberté après jugement ou après ordonnance définitive, oppositions, permis de conduire (retrait, restitution), permis de visite (en matière de flagrant délit, après renvoi devant le tribunal correctionnel et avant appel), rapports avec l'Administration pénitentiaire, récidivistes, recours en grâce, rectifications de jugements, réhabilitations pénales et commerciales, requêtes en relèvement d'incapacité, requêtes en relèvement de frais (avis), restitution des cautions, restitution des documents déposés par les parties devant le tribunal, toutes restitutions, sauf celles relatives aux affaires en cours d'enquête ou d'information, révisions (demandes), sorties irrégulières de correspondance, suicides et décès naturels ou accidentels dans les prisons (constatations flagrantes et mesures urgentes), transfèrements, usurpation d'état civil, vérification des minutes et visas des extraits de jugement.

Troisième section — Affaires civiles

1. Sous-Section A.

Audiences de la Première Chambre et conclusions civiles, abréviation du délai de viduité, absence, adoptions, alcooliques dangereux, amendes civiles, autorisation de mise en gérance libre de fonds de commerce, autorisation de ventes de biens de faillite, changement de régimes matrimoniaux, changement de noms des enfants naturels et changement de prénoms, commissions rogatoires étrangères et d'Alsace-Lorraine en matière civile, curateurs à successions vacantes, déchéance du droit à pension des veuves de guerre et retrait des majorations pour enfants, déclinatoires de compétence, *exequatur* des jugements, habilitation du conjoint, homologation d'assemblées d'obligataires,

infractions au permis de conduire de la compétence de la juridiction civile, jugements, représentation du procureur de la République devant les tribunaux d'instance en matière civile (frais de lycée), requêtes en matière d'urbanisme.

2. Sous-Section B.

Aide judiciaire, aliénés (surveillance des établissements, enquêtes sur les internements, plaintes pour séquestration arbitraire, mises en liberté), auditeurs de justice, auditeurs stagiaires (recrutement et dossiers de candidature), bigamie, changement de nom (instruction des dossiers et exécution des décrets), conseils juridiques, décorations (officiers ministériels, auxiliaires de justice, fonctionnaires), discipline des auxiliaires de justice, dispenses (adoption-mariage), état civil (actes, vérifications, rectifications, jugements déclaratifs), enquêteurs de personnalité et personnes chargées du contrôle pénal (recrutement), experts (instruction des dossiers de candidature et contrôle), extraits de la main courante des commissariats de police, fraude en matière de divorce et toutes infractions propres à l'état civil (sauf les usurpations), incapables majeurs, infractions à l'article 340 du Code de l'urbanisme, magistrats, mariages posthumes, officiers publics et ministériels (discipline, sessions, créations, suppressions d'offices; sociétés civiles professionnelles), rapports avec le Conseil des Prud'hommes, recouvrement des créances alimentaires à l'étranger, représentation du procureur de la République devant les tribunaux d'instance en matière civile (frais de lycée), successions vacantes et non réclamées, usurpation des titres et fonctions d'avocats et d'officiers ministériels.

Quatrième Section — Presse et protection des libertés

Direction et contrôle de la police judiciaire pour toutes les infractions énumérées au paragraphe II, à l'exception de celles devant donner lieu à une procédure de flagrant délit. Orientation de ces dernières sur la Huitième Section. Décision sur la suite à réserver aux enquêtes, plaintes et procès-verbaux, notamment ouverture des informations, suivi et règlement de celles-ci, audience (citations directes et procédures d'information).

Affichage et colportage, atteinte à l'autorité de justice (art. 226 et 227, C. pén.), dénonciations calomnieuses, diffamations et injures, discrimination raciale, outrages aux bonnes mœurs, presse, presse enfantine (contrôle), provocations publiques aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, publicité par panneaux réclame, affiches et enseignes.

Abus d'autorité contre la chose publique (art. 188 à 191, C. pén.), associations, atteintes à la vie privée, coalitions de fonctionnaires, concussion, corruption, trafic d'influence, déni de justice et forfaiture, immixtion, objecteurs de conscience, soustractions commises par les dépositaires publics, violations de domicile par fonctionnaires ou officiers ministériels, violation du secret des lettres, tous crimes et délits commis en service par des fonctionnaires de police ou de l'Administration pénitentiaire ou par des militaires de la Gendarmerie.

Code électoral, enseignement (déclarations d'ouverture d'établissements, contrôle de la publicité et du démarchage, contrôle de la création et du fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance), fraude dans les examens, jeux, paris aux courses, loteries, propriété littéraire; faux et contrefaçon en matière littéraire et artistique, réglementation des spectacles, refus de déposer, infractions en matière de télécommunications, non-déclaration de postes de radio et de télévision, violation du secret professionnel sauf médical, violation du secret de l'instruction.

Cinquième section — Faux, escroqueries et détournements

Direction et contrôle de la Police judiciaire pour toutes les infractions ci-dessous énumérées au paragraphe II, à l'exception de celles devant donner lieu à une procédure de flagrant délit. Orientation de ces dernières sur la Huitième Section, décision sur la suite à réserver aux enquêtes, plaintes et procès-verbaux, notamment ouverture des informations, suivi et règlement de celles-ci, audience (citations directes et procédures d'information). Contrefaçon de sceaux, des timbres-poste français et étrangers, billets de banque et effets publics, fausse monnaie et trafic de monnaie nationale, faux en écritures publiques et authentiques, privées, de commerce et de banque, faux certificats, faux témoignages, subornation de témoins, moyens de paiement illicites, postes (ouverture, suppression de correspondance, immixtion dans le service postal, fraude postale).

Chantage, escroquerie, extorsion de fonds et de signatures, ports illégaux de costumes et décorations, usurpation de fonctions et de titres.

Abus de confiance, abus de blanc-seing, infractions en matière de cautionnement, destruction de titres, détournement d'objets saisis ou gagés, détournement de deniers publics, autres délits légalement qualifiés détournements, dommages de guerre, infractions en matière de séquestres.

Sixième section — Vols et soustractions

Direction et contrôle de la Police judiciaire pour toutes les infractions énumérées au paragraphe II, après intervention de la Huitième Section en ce qui concerne les affaires donnant lieu à déféré, à constatations flagrantes ou à mesures urgentes, décision sur la suite à réserver aux enquêteurs, plaintes et procès-verbaux, notamment ouverture des informations, suivi et règlement de celles-ci, audience (citations directes et procédures d'information).

Armes, associations de malfaiteurs, enlèvements de pièces dans les dépôts publics, étrangers (toutes infractions à la législation), épaves, interdiction de séjour, filouteries, recels de malfaiteurs, recels d'objets (y compris recels qualifiés), vagabondage et mendicité, vols et vols qualifiés (sauf vols à main armée suivis de mort).

Septième section — Violences et dégradations

Direction et contrôle de la Police judiciaire pour toutes les infractions énumérées au paragraphe II, après intervention de la Huitième Section en ce qui concerne les affaires donnant lieu à déféré, à constatations flagrantes ou à mesures urgentes, décision sur la suite à réserver aux enquêtes, plaintes et procès-verbaux, notamment ouverture des informations, suivi et règlement de ces informations et de celles ouvertes par les Deuxième et Troisième Sections, audience (citations directes et procédures d'information).

Arrestations illégales et séquestrations de personnes sans prises d'otages, attentats aux mœurs, outrages publics à la pudeur, coups et blessures volontaires, coups et blessures volontaires aggravés, coups mortels, homicides volontaires et homicides volontaires aggravés, recels de cadavres, infraction à l'article 314 du Code pénal, menaces, outrages et violences à magistrats, à officiers publics et ministériels, à agent de la force publique et à citoyens chargés d'un ministère de service public, rapt d'enfants (hors contexte familial) sans demande de rançon, rébellion.

Bris de clôture et de scellés, destruction ou dégradations de véhicules ou de monuments servant à l'utilité publique, incendies volontaires et attentats par explosifs non suivis de mort, incendie par imprudence, violation de domicile sauf par fonctionnaires ou officiers ministériels.

Huitième section — Crimes et délits flagrants

Direction et contrôle de la Police judiciaire, dimanches, jours fériés, heures non ouvrables des jours ouvrables, permanence pour toute affaire pénale autre que celles relevant de la compétence de la Deuxième Section, constatations flagrantes et mesures urgentes.

Heures et jours ouvrables : a) Constatations flagrantes et mesures urgentes en matière de meurtres, autres crimes capitaux et décès suspects. b) Réception des comptes rendus de la Police judiciaire et décision sur les mesures urgentes pour toute affaire (de majeurs) donnant lieu à déféré, ou susceptible de donner lieu à déféré, concernant les infractions relevant des Sixième et Septième Sections. Orientation sur ces dernières des affaires les intéressant, lorsqu'il n'y a pas lieu à procédure de flagrant délit. Contrôle des registres de garde à vue.

Procédure de flagrant délit en toute matière : interrogatoires, mesures diverses, audience.

Décision sur la suite à réserver aux enquêtes, plaintes ou procès-verbaux, ouvertures d'information, suivi et règlement de celles-ci, en matière de : arrestations illégales et séquestrations de personnes avec prises d'otages, rapt d'enfants (hors contexte familial) avec demande de rançon, détournement d'aéronefs, vols et tentatives de vols à main armée, suivis de mort, incendies volontaires et attentats par explosifs suivis de mort.

Neuvième section — Affaires financières

Direction et contrôle de la Police judiciaire pour toutes les infractions ci-dessous énumérées au paragraphe II, à l'exception de celles devant donner lieu à une procédure de flagrant délit, décision sur la suite à réserver aux enquêtes, plaintes et procès-verbaux, notamment ouverture des informations, suivi et règlement de celle-ci, audience (citations directes et procédures d'information).

Assurances (infractions), atteintes au crédit de l'Etat, banques et établissements financiers (infractions commises par les dirigeants des banques; infractions relatives à l'exercice de la profession de banquier), banqueroutes simples et frauduleuses; délits assimilés, bourse (infractions relatives à la législation régissant le marché des valeurs et marchandises), changes, trafics d'or, de devises et de valeurs étrangères, coalitions et spéculations illicites (infractions aux art. 419 et 420, C. pén.), démarchage (infractions), douanes (infractions), échanges des billets de banque et effets publics à court terme (infractions), fraudes fiscales (dissimulation de bénéfices de guerre, dissimulation de prix dans les ventes des fonds de commerce, fraude en matière d'impôts), sociétés (infractions), spoliations (infractions), usure.

Relations avec le Tribunal de commerce de Paris et avec la Commission des opérations de Bourse.

Contrôle du démarchage financier, expertises comptables, surveillance des procédures de règlement judiciaire, de liquidation de biens, et de faillites personnelles.

Dixième section — Affaires économiques et sociales

Direction et contrôle de la Police judiciaire pour toutes les infractions ci-dessous énumérées au paragraphe II, à l'exception de celles devant donner lieu à une procédure de flagrant délit. Orientation de ces dernières sur la Huitième Section.

A) Réglementation des professions commerciales, industrielles et artisanales, assainissement des professions commerciales et industrielles, registre de commerce, assainissement du marché des vins, création et extension d'établissements commerciaux industriels et artisanaux, exercice des professions commerciales par des étrangers et emploi de la main-d'œuvre étrangère, agence de transactions immobilières et de fonds de commerce, agences de voyage, marchands ambulants, marchands forains, représentants de commerce, brocantage, bureau de placement, ventes à domicile (démarchage), ventes en envois forcés, ventes par solde ou liquidation, ravitaillement et infractions assimilées notamment abattages clandestins, marché noir, pertes et détérioration de stocks alimentaires, répartition des produits industriels et de l'énergie, propriété commerciale et industrielle (y compris l'industrie saisonnière de l'habillement), marques de fabrique, de commerce ou de service, labels, violation des secrets de fabrique, contrefaçon (sauf en matière artistique et littéraire).

B) Défense du consommateur, application de l'ordonnance du 30 juin 1945 sur les prix (pratique des prix illicites et infractions assimilées, infractions aux règles de la publicité et de la facturation du prix, opposition aux fonctions des agents, refus de ventes, ventes avec primes, à crédit, infractions à la réglementation des ententes et positions dominantes), infractions concernant les loyers, entraves à la liberté des enchères, fraudes (à l'exception de celles portant sur les produits réglementés par le Code de la santé publique), entraves à l'exercice de l'inspection des fraudes, infractions à la législation des poids et mesures, publicité mensongère.

C) Législation du travail et affaires sociales; syndicats, entraves à la liberté du travail, homicide et blessures involontaires en matière d'accidents de travail, infractions concernant la législation du travail, infractions concernant la Sécurité sociale et les prestations familiales.

D) Urbanisme et construction, infractions à la législation sur l'urbanisme (permis de construire, constructions sans autorisation, immeubles classés, etc.), infractions à la législation sur la construction, lotissement, carrières, mines, établissements incommodes, dangereux et insalubres, dépôts inflammables, stockages souterrains d'hydrocarbures, liquides ou liquéfiés.

Onzième section — Chèques

Direction et contrôle de la Police judiciaire pour toutes les infractions énumérées au paragraphe II, à l'exception de celles devant donner lieu à une procédure de flagrant délit. Orientation de ces dernières sur la Huitième Section, décision sur la suite à réserver aux enquêtes, plaintes et procès-verbaux, notamment ouvertures des informations, suivi et règlement de celles-ci, audience (citations directes et procédures d'information).

Toutes infractions en matière de chèques (y compris le vol de chéquier), toutes infractions en matière de cartes de crédit (y compris le vol et toutes infractions connexes).

Douzième section — Délinquants juvéniles et protection des mineurs

Direction et contrôle de la Police judiciaire pour toutes les infractions ci-dessous énumérées au paragraphe II, à l'exception de celles devant donner lieu à une procédure de flagrant délit, décision sur la suite à réserver aux enquêtes, plaintes et procès-verbaux, notamment ouverture des informations, suivi et règlement de celles-ci, audience (citations directes et procédures d'information).

Crimes et délits commis par des mineurs seuls ou avec des coauteurs ou complices majeurs, crimes et délits commis contre des mineurs lorsqu'ils s'inscrivent dans un contexte familial.

Procédure de la déclaration d'abandon d'enfants (art. 350, C. civ.), abandons de famille, abandons de foyer et recouvrement des pensions, assistance éducative, déchéances et retraits de l'autorité parentale, remise aux Domaines des objets saisis au cours des procédures concernant les mineurs, protection de l'enfance et de l'adolescence en danger (art. 375 à 382, C. civ.); frais de justice (protection de l'enfance délinquante ou en danger), infanticides, institutions publiques et privées d'Education surveillée, plaintes et réclamations diverses concernant les enfants et la famille, non-représentation d'enfants, transfèrement des mineurs, tutelle aux allocations familiales.

**

Ainsi, une nouvelle répartition des compétences des sections, tant sur le plan de la matière infractionnelle à traiter que pour la cohérence interne des décisions tout au long du processus de l'action publique, devrait conduire à une plus grande responsabilité des hommes et des groupes et à une rationalisation accrue des tâches du Parquet. Elle permet aussi un développement de l'activité des sections connaissant de certaines formes de criminalité, dont l'accroissement statistique et la nocivité pour la société réclament une préoccupation plus directe du ministère public.

Il est vrai que ces réformes de structure nécessitent inévitablement une amélioration des moyens matériels mis à la disposition des magistrats et fonctionnaires et une revalorisation de leurs effectifs. Un effort sérieux a été réalisé ou se poursuit sur le premier point, notamment par la création de nouveaux locaux, l'aménagement des anciens et la mise en place du traitement informatique de l'enregistrement et du suivi des affaires. La situation est nettement moins favorable pour ce qui concerne le personnel.

Il reste à souhaiter que cet obstacle majeur ne compromette pas les résultats d'une réforme, heureuse dans son principe et ses premières réalisations, et destinée, dans l'esprit de ses auteurs, à pallier bon nombre des inconvénients signalés il y a quelques années³.

Jacques GOULESQUE.

3. V. *supra*, note 1.

G. Chronique de défense sociale

LE SENS DE L'INDIVIDUALISATION JUDICIAIRE *

par Edgardo ROTMAN

Professeur à la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires

I

A travers le processus de l'individualisation judiciaire se réalise le passage de la peine arbitrairement prévue par la loi à la sanction concrète déterminée dans son espèce et dans sa quotité. La prise en considération de la personnalité du délinquant et la diversification des moyens de réaction disponibles dans un système orienté par les principes de la Défense sociale nouvelle rendent cette tâche complexe et délicate.

Respectueux du cadre de la légalité, le travail judiciaire est axé sur l'acte, qui doit être jugé en tant que projection sociale de la personnalité de l'auteur de l'infraction¹. Il s'agit donc d'appréhender le sujet dans son dynamisme socio-individuel, ce qui demande un examen scientifique approfondi avec l'intervention d'une équipe de spécialistes coordonnée et dirigée par le magistrat. Le procès d'individualisation judiciaire ne finit pas, en outre, avec le choix et la détermination de la sanction, mais se poursuit dans le contrôle de son application et dans l'évaluation de ses résultats, grâce à l'intervention du juge d'exécution des peines². L'intégration de la connaissance scientifique de la personnalité du délinquant exige d'autre part des modifications essentielles dans la structure du procès traditionnel, telles que sa division en deux phases, celle de la déclaration de culpabilité et celle de détermination de la sanction, la suppression de l'interdiction au magistrat instructeur de prendre part au jugement ou le secret de certaines expertises concernant la personnalité du prévenu³.

* M. Rotman a bien voulu, à notre demande, reprendre pour la développer une intervention très remarquée, qu'il avait faite au VIII^e Congrès international de défense sociale de Paris (novembre 1971). Cette intervention avait été, dans les *Actes de Paris*, attribuée par erreur à M. Beiderman.

1. V. Marc ANCEL, « L'Évolution de la notion d'individualisation », in *Recueil en hommage à Germann* (Rev. pén. suisse, 1959, p. 197 et s.), et *La Défense sociale nouvelle*, 2^e éd., p. 243 et s.

2. V. Marc ANCEL, « Der Strafvollzugsrichter in Frankreich » (Le juge de l'application des peines), in *Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft*, 1967, p. 402 et s.

3. M. Marc ANCEL, *La Défense sociale nouvelle*, p. 251 et s.

Toutes ces profondes transformations des mécanismes traditionnels d'individualisation n'ont de sens que dans un système où, comme dans celui de la défense sociale moderne, le but primordial est la resocialisation du délinquant. En effet, c'est seulement dans un nombre insignifiant de cas que les sanctions éliminatoires conservent leur valeur⁴, mais sans abandon définitif des efforts de rééducation et sous un régime assoupli par la prévision d'une éventuelle correction même des individus déclarés incorrigibles⁵. D'autre part la ségrégation temporaire, sans une tentative sérieuse de réadaptation sociale, ne se justifierait guère sous l'angle d'une illusoire neutralisation de la périolosité, du fait que la plupart des condamnés sont un jour libérés⁶. Une telle peine n'aurait fait qu'accroître leur désocialisation et donc leur dangerosité. Il faut de plus signaler que dans le domaine des mesures de sûreté, la notion de resocialisation joue aussi un rôle fondamental, car la périolosité qui les légitime est déclarée en tant que pronostic de réadaptation sociale⁷.

C'est donc seulement le but de resocialisation qui donne un sens à l'entreprise complexe d'individualisation judiciaire reposant sur une gamme de sanctions possibles suffisamment riche comme pour rompre la rigidité des schémas classiques.

Il faut en outre ajouter que l'individualisation judiciaire n'est pas un simple instrument pour organiser un futur traitement réadaptateur. Du moment où elle prend en considération l'acte criminel dans sa connection profonde avec la subjectivité de l'auteur, elle devient elle-même un moyen de resocialisation. A travers une nouvelle attitude devant le délinquant, essentiellement non répressive⁸, où le juge cherche à « retrouver l'être humain pour s'expliquer — et lui expliquer à lui-même — sa propre culpabilité »⁹, la détermination de la sanction est aussi un élément actif dans la tâche resocialisatrice. Parmi les auteurs qui inspirèrent la récente réforme pénale allemande, quelques-uns soulignent la dimension politico-criminelle du principe de culpabilité et de l'expérience vécue de celle-ci (*Schulderlebnis*) comme chemin pour la resocialisation¹⁰. C'est un des aspects de la rencontre signalé par M. Marc Ancel¹¹ entre la défense sociale nouvelle et une doctrine néo-classique repensée et rénovée.

Certes, toutes les législations positives prévoient pour certaines infractions commises par des adultes des marges pénales, dont la durée excède largement la mesure conseillée par l'état présent des connaissances criminologiques¹².

On fonde ceci sur la nécessité de protéger à travers la prévention géné-

4. Ainsi Heinz MÜLLER-DIETZ, *Strafzwecke und Vollzugsziel*, Tübingen, 1973, p. 48, sur la base de statistiques allemandes pour 1970.

5. V. M. ANCEL, *La Défense sociale nouvelle*, p. 306.

6. MÜLLER-DIETZ, *op. cit.*, p. 48, remarque que les condamnés à perpétuité constituent à peine 3 % de la population pénale, sans compter avec la possibilité de grâces. Les mesures de sûreté pour un temps indéterminé sont rarement à vie et la moyenne approximative de leur durée est de trois à quatre ans.

7. M. ANCEL, *La Défense sociale nouvelle*, p. 247.

8. *Idem*, p. 240.

9. *Idem*, p. 250.

10. V. Arthur KAUFMANN, « Dogmatische und kriminalpolitische Aspekte des Schuldgedankens im Strafrecht » in *Juristenzeitung*, 1967, p. 556 et s.

11. M. ANCEL, *La Défense sociale nouvelle*, p. 206.

12. Bien qu'il soit impossible de faire une affirmation précise, Heinz SCHÖCH, « Grundlage und Wirkungen der Strafe » in *Festschrift für Friedrich Schaffstein*, Göttingen, 1975, p. 263, cite les appréciations suivantes : SCHAFFSTEIN, dans le domaine des mineurs, parle d'un minimum de un an - un an et demi et d'un maximum de quatre-cinq ans; PETERS, de six mois à quatre ans; GRASSBERGER d'un an à un an et demi; GÖPPINGER, d'un minimum d'un an; SCHÜLER-SPRINGORUM, d'un à deux ans et, pour des infracteurs souffrant de troubles sérieux, la marge s'élève selon d'autres auteurs jusqu'à la limite de cinq ans.

rale¹³ des biens juridiques de haute valeur et aussi sur l'incertitude de la récupération du délinquant comme critère pour une fixation *a priori* des échelles pénales. L'individualisation orientée dans un but de resocialisation peut cependant assouplir les conséquences de la rigidité répressive. En lui opposant des solutions créatrices, la politique criminelle humaniste évite dans une large mesure ces effets négatifs. Dans ce cas l'individualisation judiciaire est au service d'une notion de resocialisation qui se réalise par la réduction de la nocivité de la prison.

Un bon exemple de prise en considération par le droit positif des effets préventifs spéciaux de la sanction pénale au moment de sa détermination est constitué par le nouveau paragraphe 46 n° 1 du Code pénal de la République fédérale d'Allemagne. Après avoir établi que la culpabilité de l'auteur est la base de la fixation des peines, la norme précitée ajoute qu'il doit aussi être tenu compte des « effets à attendre de la peine sur la vie future de l'auteur dans la société ».

M. Jescheck, qui place l'idée de resocialisation en tant que fondement du système de sanctions pénales au même niveau que les principes de culpabilité et de protection des biens juridiques¹⁴, signale à cet égard que la détermination de la sanction pénale ne peut plus être comprise comme une simple expression de la justice rétributive, du fait qu'il appartient au juge « de prendre en considération, dans un véritable procès dialectique, aussi bien la faute de l'inculpé que l'influence de la peine sur sa vie future en société »¹⁵.

II

Les réflexions précédentes montrent que seul le but de resocialisation donne un sens à une individualisation judiciaire basée sur la connaissance approfondie et scientifique de la personnalité du sujet. Il est pourtant nécessaire d'examiner les critiques adressées dans les dernières années à la notion de traitement resocialisateur, dont les procédés d'individualisation sont tributaires.

Une des directions de cette critique se base sur les résultats de la recherche en matière d'efficacité du traitement. Cette branche de la discipline criminologique, d'indéniable importance pour la sélection de l'information qui permet le choix de la sanction, en dépit de son considérable développement récent, n'a pas encore atteint sa maturité¹⁶. Cela n'a pas empêché que les conclusions de certains auteurs, sur la base de résultats partiels, aient été parfois généralisées au point de nier la valeur de tout traitement.

Contre ces critiques de nature utilitaire se dresse en premier lieu la relativité des critères employés pour mesurer l'effectivité du traitement. Il est nécessaire, pour arriver à des conclusions valables, de distinguer selon le type du délinquant et le niveau de l'effectivité du traitement¹⁷ aussi bien que de prendre en considération le fait de l'ignorance de plusieurs facteurs

13. Sur l'insuffisance des résultats obtenus jusqu'à présent par les recherches visant à déterminer l'effet préventif général de la peine, voir Jack P. GIBBS, *Crime, Punishment and Deterrence*, éd. Elsevier, 1975.

14. Hans-Heinrich JESCHECK, *Lehrbuch des Strafrechts-Allgemeiner Teil*, Berlin, 1972, p. 567.

15. Hans-Heinrich JESCHECK, « Histoire, principes et réalisation de la réforme du droit pénal allemand », in *Rev. de science crim. et de droit pén. comp.*, 1976, p. 651.

16. Cf. Douglas LIPTON, Robert MARTINSON et Judith WILKINS, *The effectiveness of correctional treatment*, Ed. Praeger, 1975, p. 3.

17. V. Ted PALMER, « Martinson revisited », in *Journal of Research in Crime and Delinquency*, juill. 1975, p. 135, 149 et s.

qui empêchent d'affirmer que la réincidence signifie forcément l'échec du traitement ou que la non-commission de nouveaux délits signifie son succès¹⁸.

Même dans le cas de preuve de l'échec de certaines formes de traitement, il n'est pas légitime de conclure à la faillite de toutes les autres, surtout quand il s'agit d'expériences thérapeutiques se trouvant seulement dans leur étape initiale. Il faut d'autre part approfondir la notion de traitement resocialisateur et lui trouver un sens profond au-delà des résultats utilisables par les recherches empiriques, tout en comprenant que le domaine de la transformation de l'individu est extrêmement délicat et ne se prête pas à l'application de critères techniques utilisés dans d'autres terrains de l'activité humaine.

L'idéologie du traitement, que les courants politico-criminels actuels critiquent de plus en plus, se trouve souvent plus dans l'esprit des critiques eux-mêmes, en tant que leur point de référence est un modèle idéal, que dans celui des praticiens qui cherchent parfois avec grand dévouement et sans dogmatisme à essayer par tous les moyens de favoriser la récupération de l'infracteur. C'est l'espoir d'une panacée qui mène au désespoir face à des résultats partiels ou relatifs.

Une véritable élimination des facteurs de l'antisocialité qui se traduisent par un changement significatif de l'individu ne peut pas s'obtenir à travers une formule préétablie ni s'imposer par un processus mécanique. Si d'ailleurs l'efficacité d'une expérience resocialisatrice peut être attribuée à des facteurs mesurables comme par exemple la dotation matérielle d'un établissement, il en existe d'autres, aussi essentiels, qui échappent à toute quantification. Ainsi la qualité humaine et l'intelligence nécessaires chez le personnel chargé de réaliser la tâche récupératrice ne sauraient se réduire à la simple possession de connaissances techniques.

III

Une autre critique plus fondamentale de la notion de resocialisation, soulevée au cours du VIII^e Congrès international de défense sociale¹⁹, est celle qui découle du caractère criminogène de la société contemporaine et de l'apparente contradiction d'efforts qui tendent à réintégrer le délinquant dans une société qui en même temps secrète de l'antisocialité.

Sans nier les louables efforts réalisés jusqu'à présent pour aider l'individu devenu délinquant à vivre sans conflits futurs avec la loi pénale, nous avons signalé dans notre intervention²⁰ au Congrès mentionné que cette opposition entre la tâche resocialisatrice et les aspects négatifs de la réalité sociale se résout par un degré plus élevé de resocialisation.

Resocialiser dans ce sens consiste à fournir les éléments de conscience nécessaires pour atteindre un état psychologique de socialité, qui n'est pas celui de la moyenne sociale et qui inclut aussi bien la compréhension de la

18. J. L. JESSEN et A. M. ROOSENBERG, « Treatment results at the Dr. van der Hoeven Clinic, Utrecht, The Netherlands », in *Excerpta Medica International Congress Series*, n° 274, et aussi Günther KAISER, *Kriminologie*, Ed. C. F. Müller, 1976, p. 134.

19. Cf. Georges LEVASSEUR, « Les techniques de l'individualisation judiciaire » (rapport de synthèse), in *Rev. science crim.*, 1972, p. 327; Edgardo ROTMAN, « Las técnicas de individualización judicial frente a una noción moderna de resocialización », in *Rev. de derecho penal y criminología*, Buenos Aires, 1972, p. 114.

20. Note de la rédaction : Les références à l'intervention de l'auteur dans le compte rendu des débats ont été attribuées par une erreur matérielle à M. Beiderman, *Les techniques de l'individualisation judiciaire, Actes*, p. 123 et 124.

signification des délits que celle de tout un style de vie qui menace l'existence humaine, et dont le crime n'est qu'une manifestation particulière.

Pour que cette notion supérieure de resocialisation ne mène pas à une redoutable utopie ni à une négation stérile des méthodes employées jusqu'à présent, elle doit s'insérer de façon hiérarchisée dans le cadre d'une conception graduelle ou progressive, où aucun effort de réinsertion n'est en fin de compte dédaigné pourvu qu'il ne lèse pas les droits de la personnalité. Corrélativement, les procédés techniques d'individualisation et de prognose (par exemple le dossier de la personnalité, les tables de prédiction ou même l'usage prudent des ordinateurs) conservent leur valeur relative tant qu'ils demeurent subordonnés au procédé fondamental de l'enquête de l'homme en lui-même. Sans la tentative de surpasser les niveaux profonds de l'antisocialité comme but ultime de l'entreprise resocialisatrice, les contradictions qui surgissent dans une notion de resocialisation comprise comme simple conformisme neutralisent la valeur des résultats ainsi obtenus. Une telle reconsidération philosophique de ces fondements empêche que les techniques d'individualisation tombent dans un pragmatisme antiscientifique.

Or, cet échelon supérieur de socialité, qui est dans le même temps le plein épanouissement de l'individualité, n'est pas un état idéal ou imaginaire, mais une pratique qui requiert un engagement total avec le fait de l'antisocialité pour sa compréhension et sa dissolution. Bien qu'une telle transformation de l'individu soit étrangère aux programmes à terme fixe des techniques visant à atteindre un résultat de façon mécanique, rien n'empêche qu'elle soit essayée dans la situation de l'infracteur soumis à une peine privative de liberté. Il ne s'agit pas de prétendre donner au délinquant un niveau éthique supérieur à celui du citoyen moyen, mais seulement de ne pas exclure la tentative d'une transformation subjective valable, entreprise par le sujet lui-même et dont le sens est celui d'une intensification de sa liberté intérieure, non celui d'un esclavage additionnel. Le fait que le condamné, en raison de ce qu'il a enfreint des règles fondamentales de vie en commun, subisse la situation particulièrement difficile de la peine étatique, ne veut pas dire qu'il perd sa condition spécifiquement humaine, laquelle inclut la potentialité de devenir un être véritablement social. Il ne faut pas forcément renoncer au but optimal pour obtenir le résultat plus modeste du respect extérieur à la loi pénale, surtout quand la permanence de celui-ci est liée avec la profondeur de la conviction intime du sujet.

Dans notre intervention précitée, nous avons expressément minimisé la valeur des méthodes qui visent à remplacer un conditionnement par un autre engendrant de nouveaux automatismes, et affirmé la nécessité du discernement conscient. Il faut souligner à cet égard que la pédagogie de la responsabilité, aspect fondamental de la Défense sociale nouvelle, doit — comme l'affirme M. Marc Ancel — permettre au délinquant d'être lui-même, tout en repoussant une diminution de sa personnalité à travers un conformisme stérilisant.

La discussion sur la signification de l'idée de resocialisation a été poursuivie depuis le débat cité à travers de nombreux travaux. Nous nous référons spécialement à ceux de MM. Peters et Eser, qui reflètent dans une large mesure plusieurs aspects centraux de la problématique posée par la crise de cette notion fondamentale de la politique criminelle moderne.

En 1972, le professeur Karl Peters dans un travail intitulé « Les conditions éthiques pour une exécution resocialisatrice et éducative des peines »²¹

21. Karl PETERS, « Die ethischen Voraussetzungen des Resozialisierungs- und Erziehungsvollzugs », in *Festschr. für Ernst Heinitz*, 1972, p. 501 et s.

déplore que, si la notion de resocialisation a bien finalement pénétré la législation de la République fédérale d'Allemagne, les transformations qu'elle a subies dans sa substance rendent cette reconnaissance légale inutile. En effet, la substitution opérée dans la doctrine et la législation allemandes de mots tels qu'« amendement », ou « éducation », par celui de « resocialisation », n'est pas simplement verbale; elle traduit aussi un changement d'attitudes et d'idées concernant le but de l'exécution des sanctions pénales. Il signale que les nouvelles réformes ne visent plus à inculquer un certain ordre de valeurs morales, mais seulement à empêcher la perpétration de nouvelles infractions. Cette limitation des sanctions pénales à un objectif minimal est attribuée par le professeur allemand au souci d'ordre constitutionnel d'éviter toute possibilité de modification imposée des valeurs de l'individu et aussi à l'insécurité qui règne de nos jours dans le domaine des valeurs et des devoirs moraux. Il accuse en outre les explications sociologiques modernes de la criminalité, et la tendance à considérer le délinquant comme une victime de la société, de conspirer contre la possibilité de donner un contenu moral à la notion de resocialisation. La perte d'un corps de valeurs morales solides, ainsi que du sens de l'autorité morale chargée de les transmettre, rend ce type d'éducation impossible. M. Peters conclut en contestant la possibilité de réaliser une resocialisation dépourvue d'une base éthique et spirituelle.

Les plaintes de M. Peters trouvèrent un écho dans la contribution du professeur Albin Eser au volume offert en son honneur²². La crise de la resocialisation se résume dans ce travail en deux questions fondamentales : une réorientation radicale de son objectif, et la perte de ses fondements éthiques.

Le premier aspect concerne le remplacement de la resocialisation du délinquant par celle de la société, qui se dégage de la *labelling theory* parmi d'autres courants de la criminologie moderne.

M. Eser s'oppose à cette réorientation de l'objectif de resocialisation en tant qu'énoncé sociologique unilatéral qui risque de transformer la resocialisation du délinquant en un programme à long terme oubliant les nécessités présentes de la thérapie dans les cas individuels. Il examine ensuite le fait, signalé par M. Peters, de la perte de contenu éthique dans l'utilisation du mot « resocialisation » par les juristes aussi bien que dans les lois et les projets récents. Son but ne serait plus la transformation de l'individu, mais la seule obtention d'une conformité extérieure aux exigences légales.

M. Eser doute qu'une telle aspiration suffise pour obtenir une adhésion permanente aux impératifs de la loi pénale. Ces normes, dit-il, sont seulement la couche supérieure d'un système normatif plus vaste et, sans l'intégration de cette sous-structure éthique, elles perdraient leur force de motivation. La simple conformité à la loi peut être en contradiction avec la conviction intime, ou peut être maintenue en dépit d'une totale absence de valeurs. Cette adaptation coactive ne saurait cependant conduire à une resocialisation solide. Mais d'autre part M. Eser se méfie d'un retour à une normativité morale de la façon suggérée par M. Peters, car il craint les périls éventuels qui pourraient en résulter pour la liberté de pensée en tant que fondement du pluralisme de valeurs qui caractérise la société moderne. La solution, pense-t-il, devrait se trouver en faisant un pas vers l'empreinte d'un contenu moral particulier, mais au-delà du simple conformisme extérieur à la loi. Il parle ensuite d'une pédagogie de l'autodétermination à travers laquelle le sujet

devrait être amené à respecter les valeurs légales, tout en lui montrant les fondements et les différents chemins d'une société pluraliste pour lui permettre ainsi d'arriver à une décision vraiment responsable.

IV

La discussion précédente met en évidence l'existence d'une crise profonde de la notion de resocialisation et de l'ample secteur des sciences criminelles dont il est l'objet.

Quand dans une science particulière se produisent des contradictions insurmontables, il est nécessaire de réexaminer ses fondements. Or, c'est la notion même d'antisocialité à la base de celle de resocialisation qu'il faut remettre en question.

La conceptualisation par les sociologues modernes du phénomène de l'anomie, les résultats des recherches en matière de chiffre noir de la délinquance, ainsi que différentes hypothèses sur les racines profondes des mécanismes psycho-sociaux générateurs de criminalité, permettent d'apprécier la portée de la notion d'antisocialité et d'apercevoir clairement que la qualité de délinquant n'est pas isolée, mais forme partie d'une structure complexe.

Il est donc nécessaire d'élargir le concept d'antisocialité, ou de conduite socialement dangereuse, pour permettre la recherche d'un noyau commun à l'infacteur de la loi pénale et au citoyen moyen. La discipline criminologique qui alimente les techniques de l'individualisation et du traitement ne se détachera pas ainsi de ces « mécanismes criminels qui poussent nos sociétés tout droit à la guerre nucléaire », auxquels M. Jacques Vérin accorde justement la toute première priorité²³.

Le fait plus général, que nous relevons comme cause profonde et comme élément commun à toutes les formes d'antisocialité, est celui de l'aliénation psychologique²⁴, constitué essentiellement par la substitution à l'individualité créatrice et sensible de l'être humain d'un amas d'influences le transformant en un automate, sujet d'une volonté induite. Son adhésion aux images, aux valeurs et aux autres éléments conflictuels qui forment la structure psychologique de la société criminogène détermine la supplantation de sa spécificité humaine et l'apparition de différentes formes destructrices.

Il faut cependant signaler que l'état psychologique d'aliénation n'est jamais absolu, car l'homme possède comme attribut spécifique la possibilité d'enquêter en lui-même, et il a aussi, toujours présent en lui, comme potentialité, un état d'indétermination à travers lequel les images et les influences du milieu perdent leur force aliénante.

La nécessaire brièveté de cet exposé nous empêche d'entrer en détail sur les moyens de dissoudre la constellation des conditionnements psychologiques qui se traduisent en action antisociale, nous nous bornerons à une citation de Paul Valéry. Celui-ci, dans une page incomparable concernant la méthode créatrice de Léonard de Vinci, réalise un rapprochement très juste avec cette rigueur obstinée nécessaire à la consommation des contenus

23. Jacques VÉRIN, « Les critères de priorité en matière de recherche criminologique », in *Rev. de science crim. et de droit pén. comp.*, 1970, p. 923.

24. Dans notre contribution au volume II du *Recueil d'études en hommage à Marc Ancel* (Paris, 1975, p. 162 et s.) nous avons utilisé pour désigner le même phénomène l'expression « conditionnement psychologique ».

22. Albin ESER, « Resozialisierung in der Krise? », in *Festschr. für Karl Peters*, 1974, p. 505 et s.

aliénants de la conscience²⁵. C'est seulement sur cette lucidité que peut se construire un sentiment de responsabilité qui ne soit pas un devoir contraignant, mais le résultat naturel d'un état de liberté psychologique qui inclut la délicatesse, le soin et le respect pour autrui.

Cette descente en soi-même et cette négation des images imposées par le milieu semblent étrangères à la fonction spécifique du législateur ou du juge, car elles exigeraient une aptitude exceptionnelle qui conduirait le premier à considérer dans ses formulations la réalité psychologique sous-jacente à la réalité sociale, et le second à accéder au fonctionnement de la personnalité du sujet à travers la compréhension du fonctionnement de la sienne propre.

Une telle action pédagogique, qui suppose comme préalable la connaissance profonde de soi-même, est cependant la façon de payer, mais cette fois en bonne monnaie, la dette qui met le délit non seulement à la charge du délinquant, mais aussi à celle de la société, y compris les organismes de la justice pénale. Le juge et son équipe de collaborateurs spécialistes en sciences de l'homme, dans la mesure où ils partagent avec le délinquant la même structure psychosociale, doivent réaliser leur mission par un travail d'autocompréhension, et par conséquence de désaliénation.

Il ne faut pas oublier que ce travail intérieur est une condition indispensable à l'avènement de l'homme comme être social. N'oublions pas non plus que toute théorie et toute pratique du droit vont de pair avec cette tentative encore inachevée, qui se débat au bord de l'abîme, d'une possible et totale destruction. Le véritable être social est celui qui résout ces problèmes par le dialogue, sans violence ni contrainte, qui crée la liberté pour autrui, en offrant des généralisations si précises que chaque individu puisse y trouver la technique de sa désaliénation, laquelle sera nécessairement son œuvre propre.

Aussi longtemps que l'on n'aura pas atteint cette catégorie de socialité, qui implique un dialogue inconditionnel et nécessaire, la resocialisation des délinquants sera une entreprise fort problématique. Par contre, la véritable transformation de l'individu, qui se dégage de l'état naturel de la sensibilité non aliénée, est le but ultime qui illumine et justifie tous les efforts qui, sur une échelle plus modeste mais non moins nécessaire, se réalisent pour récupérer socialement le délinquant et qui impriment un sens à l'individualisation judiciaire moderne.

25. Paul VALÉRY, *Introduction à la méthode de Léonard de Vinci*, in *Œuvres*, vol. I, p. 1224 : « Si je vous ai menés dans cette solitude, et jusqu'à cette netteté désespérée, c'est qu'il fallait bien conduire à sa dernière conséquence l'idée que je me suis faite d'une puissance intellectuelle. Le caractère de l'homme est la conscience; et celui de la conscience, une perpétuelle exhaustion, un détachement sans repos et sans exception de tout ce qu'y paraît, quoi qui paraisse. Acte inépuisable, indépendant de la qualité comme de la quantité des choses apparues, et par lequel l'homme de l'esprit doit enfin se réduire sciemment à un refus indéfini d'être quoi que ce soit.

« Tous les phénomènes, par là frappés d'une sorte d'égalie répulsion, et comme rejetés successivement par un geste identique, apparaissent dans une certaine équivalence. Les sentiments et les pensées sont enveloppés dans cette condamnation uniforme, étendue à tout ce qui est perceptible. Il faut bien comprendre que rien n'échappe à la rigueur de cette exhaustion; mais qu'il suffit de notre attention pour mettre nos mouvements les plus intimes au rang des événements et des objets extérieurs : du moment qu'ils sont observables, ils vont se joindre à toutes choses observées. — Couleur et douleur; souvenirs, attente et surprises; cet arbre, et le flottement de son feuillage, et sa variation annuelle et son ombre comme sa substance, ses accidents de figure et de position, les pensées très éloignées qu'il rappelle à ma distraction, — tout cela est égal... Toutes choses se substituent, — ne serait-ce pas la définition des choses? »

INFORMATIONS

NECROLOGIE : BOGDAN ZLATARIC

Bogdan Zlataric est mort le 5 janvier 1977 à Zagreb, ville auprès de laquelle il était né en 1912; et sa disparition a été cruellement ressentie par la *Revue de science criminelle* et par tous les organismes groupés dans le Centre français de droit comparé, dont il était devenu depuis longtemps un familier et un ami. Certes, nous savions sa santé dangereusement ébranlée depuis plusieurs années; mais nous avions pris l'habitude de le retrouver toujours semblable à lui-même, avec ce même regard lumineux, cette voix douce, cette cordialité simple, cet intérêt très vif pour toutes les choses de la science et de la vie et cette grande fidélité dans l'amitié qui le caractérisaient. Ainsi nous apparaissait-il encore, en novembre 1976, pourtant marqué davantage par la maladie, lors des Journées franco-yougoslaves de la Société de législation comparée, où une seule intervention lui suffisait pour marquer durablement sa présence. Nous ne devions plus le revoir, et avec lui semble s'en aller toute une part de notre vie active, de notre jeunesse passée, de nos travaux et de nos espoirs.

Nous l'avions connu à la veille immédiate de la guerre, alors que, comme boursier du Gouvernement français, il poursuivait ses études au tout jeune Institut de droit comparé de Paris et prenait contact avec la (plus jeune encore) *Revue de science criminelle*. Cette période devait avoir sur sa formation une grande influence; il y acquit, non seulement une parfaite connaissance de la langue française, dans toutes ses subtilités et toutes ses nuances, mais une exacte compréhension de l'esprit français et même, peut-on dire, de l'âme française. Il y trouva aussi des ouvertures qui correspondaient à ses dispositions profondes sur les problèmes internationaux et les perspectives internationales.

De retour dans son pays, il fut d'abord juge dans divers tribunaux avant d'entrer en 1947 au ministère de la Justice de la République populaire de Croatie. Bientôt, sur la proposition du grand criminaliste croate qui est le professeur Bayer, il devenait chargé de cours, puis professeur extraordinaire et enfin professeur titulaire de droit pénal à la Faculté de droit de Zagreb. Il déploya une activité considérable, à la fois par son enseignement, par ses ouvrages de doctrine (*Le Code pénal dans son application pratique*, 2 vol, 1956-1958; *Dictionnaire de droit et de procédure pénale*, avec la collaboration de M. Damaska, 1966; *La piraterie aérienne et les autres formes de mise en danger dans la navigation aérienne*, 1974), et par sa participation à presque tous

les projets de lois yougoslaves dans le domaine du droit pénal. En même temps, il participait aux grands congrès ou à tous les grands colloques internationaux en matière de science criminelle. Ses rapports à ces congrès (on se souvient en particulier de son remarquable rapport général au Congrès international de défense sociale de Belgrade en 1961), ses articles dans les revues, ses études spécialisées lui avaient valu une réputation universelle que sanctionna en 1969 sa désignation comme secrétaire général de l'Association internationale de droit pénal. Il dut malheureusement abandonner ce poste quelques années plus tard pour raisons de santé. En 1964 et en 1969, il avait été appelé à donner des cours, très appréciés, à l'Université du Caire et, en 1971, à l'Université de Paris.

Son intérêt principal était le droit pénal international, dont il était devenu un spécialiste reconnu; mais il avait aussi un sens aigu du droit comparé, de ses techniques, et de ses difficultés et, au Caire notamment, il avait présenté un exposé remarquable des doctrines de la Défense sociale dans une perspective comparative. Il y avait en effet chez lui une générosité foncière, que l'on retrouvait facilement sous sa nonchalance apparente, son scepticisme ironique, la vivacité de son esprit critique et cette attitude tout ensemble amusée et désabusée qu'il affectait parfois, avec beaucoup de grâce d'ailleurs. Il était sincèrement attaché — et il savait le dire à l'occasion — aux valeurs essentielles et à la conception humaniste du droit pénal. Toutes ces qualités, et jusqu'à cette sorte de pudeur instinctive qu'il avait de ses sentiments, rendaient sa personnalité singulièrement attachante. Il rencontrait partout la sympathie, et il avait tout naturellement suscité de grandes et solides amitiés. Nous le considérons ici comme un des nôtres, et nous conserverons fidèlement son souvenir.

Marc ANCEL.

NECROLOGIE : DEMETRE KARANIKAS

Le 26 mars 1977 s'achève une année depuis la mort du professeur ordinaire de droit pénal et criminologie à l'Université de Salonique, Démètre Karanikas.

Le décédé, né en 1902, était docteur en droit de l'Université de Leipzig. En 1933 il fut nommé professeur agrégé de criminologie et science pénitentiaire à l'Université d'Athènes, et depuis 1940 jusqu'en 1968 il enseigna, comme professeur ordinaire, la criminologie, la science pénitentiaire et le droit pénal à l'Université de Salonique. Il fut élu une fois recteur de cette Université et deux fois doyen de la Faculté de droit de celle-ci.

Il a écrit un grand nombre d'études et d'ouvrages (plus de soixante-dix) parmi lesquels il faut citer *Le droit préventif du crime*, *La science pénitentiaire* en deux volumes, et le *Traité de droit pénal* en trois volumes.

Le professeur Karanikas était un connaisseur approfondi des idées des philosophes grecs relatives au crime. Il était un adepte de la théorie du libre arbitre bien qu'il admît l'influence considérable du milieu et des circonstances sur la volonté humaine. C'est justement pour cette raison qu'il souligna tout particulièrement l'importance de provoquer la naissance de mobiles bons qui répugnent au crime, en cultivant chez celui-ci des convictions religieuses, morales, etc.; et comme cela est réalisable surtout chez les jeunes, il se pencha tout particulièrement sur les problèmes de l'éducation et de la réinsertion des jeunes délinquants.

Dans son *Traité de droit pénal*, il a le mérite d'employer souvent des points de vue criminologiques et de les confronter avec les dispositions du Code pénal.

Sur le problème crucial du rôle des peines et des mesures de sûreté il préconise l'opinion selon laquelle les peines servent à la prévention générale et concernent les sujets qui transgressent pour la première fois le Code pénal, cependant que les mesures de sûreté servent à la prévention spéciale et concernent les personnes qui présentent une dangerosité permanente.

En général, ses ouvrages sont inspirés par des tendances plutôt conservatrices, rarement originales, mais humanitaires. Son désir d'être utile aux autres l'incita aussi à déployer une activité sociale importante. C'est ainsi que Karanikas fonda à Salonique la « Société pour la protection des mineurs et des libérés des prisons » et la « Société d'éducation sociale des mineurs » dont il fut le président. Dans le cadre de cette dernière société il fonda même un « Centre de recherche des problèmes des jeunes ».

Le professeur Karanikas, tirant son origine d'un village montagnard de Thessalie (Aetomilitsa), bien qu'il fût né à la ville de la plaine Thessalique Larissa, avait l'aspect physique d'un montagnard et les manières un peu brusques de celui-ci. Mais au fond il était un homme gentil et profondément conscient de ses devoirs comme enseignant et éducateur des jeunes et comme membre de la société. Il avait une conception également sociale de son rôle comme criminologue, d'une part ayant adopté une position scientifique essentiellement humanitaire (inspirée de plusieurs positions du mouvement de la Défense sociale), d'autre part agissant en combattant pratique contre la criminalité.

Karanikas avait pris part à plusieurs congrès internationaux de criminologie et était le représentant de la Société internationale de criminologie en Grèce et le président de la Section hellénique de la Société internationale de défense sociale.

A l'occasion de son soixante-dixième anniversaire un *Hommage à Karanikas* en trois volumes fut publié, contenant des études écrites par des spécialistes en sciences criminelles, grecs et étrangers, parmi lesquels quelques-uns des plus illustres.

Sa mort provoqua des sentiments de chagrin sincère en Grèce parmi les criminologues et tout particulièrement à l'Université de Salonique dont presque tous les professeurs de la Faculté de droit sont des anciens élèves de feu Karanikas.

A. YOTOPOULOS-MARENGOPOULOS,

Professeur de criminologie,

Ecole de sciences politiques « Pantios », Athènes.

UNE NOUVELLE REVUE :

LA REVUE JURIDIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

C'est avec un très vif intérêt que nous avons appris la fondation à Strasbourg, en novembre 1974, de la « Société française pour le droit de l'environnement », dont le Président et l'animateur est M. Michel Prieur, professeur à la Faculté de droit de Strasbourg, et secrétaire général du Conseil européen pour

le droit de l'environnement, qui prépare une Résolution sur le droit pénal en la matière¹.

La Société a tenu sa première Assemblée générale à Strasbourg le 6 mai 1976, et dans son rapport moral, M. le professeur PRIEUR a très judicieusement souligné que, « en matière d'environnement, le droit devenait un élément fondamental, jusqu'alors peu pris en considération », et il ajouta : « La vocation de la Société est de servir de lieu de rencontre et d'échanges entre juristes français, en associant à côté d'universitaires, des praticiens tant privés que publics », et il déclara encore : « Nous voulons aussi contribuer activement à l'analyse des conditions juridiques les meilleures pour permettre une défense de l'environnement qui soit efficace; aussi devons-nous essayer d'être associés le plus possible aux grands projets de réforme législative et réglementaire ainsi qu'à l'évolution jurisprudentielle si rapide depuis quelque temps ».

Et il précisa que la Société allait lancer la *Revue juridique de l'environnement* « conçue comme une publication scientifique de haut niveau, totalement indépendante des pouvoirs publics et des groupes privés ».

Et il cita encore le Conseil international pour le droit de l'environnement, association internationale dont le siège est à Bonn, et le Bureau européen de l'environnement, présidé par le professeur Suetens, de Belgique, et rappela que « l'UNESCO a créé un groupe spécial chargé des problèmes d'éducation relatifs à l'environnement » (Charte de Belgrade 1975).

Enfin la Société tiendra son prochain Congrès à Bordeaux en septembre-octobre 1977.

Elle a déjà publié en 1976 deux numéros de la *Revue juridique de l'environnement*. Nous avons relevé avec grand plaisir, dans l'article introductif de M. Prieur, les observations suivantes : « l'aspect juridique des problèmes d'environnement a pu être négligé en raison de la grande technicité de certaines réglementations fixant des seuils... En réalité, l'ampleur des problèmes d'environnement implique le recours au juriste polyvalent, car l'environnement est au carrefour des différentes disciplines juridiques ». (...) « Il y a peu de place en droit de l'environnement pour des solutions purement nationales », et il conclut : « L'expérience étrangère et la confrontation des législations, une rubrique de droit comparé, sont essentielles. »

Nous sommes heureux de constater que M. Prieur approuve ainsi une thèse que nous avons maintes fois soutenue devant la Société des experts chimistes, et la Société de médecine légale; nous sommes en effet convaincus que pour défendre efficacement la santé publique, tant au point de vue physique qu'au point de vue moral, une collaboration étroite et méthodique entre hommes de science et juristes, magistrats, professeurs et avocats, est nécessaire, tant pour l'élaboration des textes législatifs et réglementaires que pour le développement de la jurisprudence, notamment dans le domaine, si important de la répression des fraudes et des falsifications et de la publicité mensongère, particulièrement en ce qui concerne les produits alimentaires.

C'est dans ce but que la Société des experts chimistes a créé l'Association internationale d'expertise scientifique (AIDES) qui a organisé des congrès à Paris, dans des villes de province et des villes étrangères, animés par des savants éminents.

Dans le premier numéro de la *Revue* précitée, il convient de relever un article excellent de M. Kiss, président du Conseil européen du droit de

1. V., sur la création de la Société française pour le droit de l'environnement, l'information publiée dans cette *Revue*, 1975, p. 550.

l'environnement, intitulé : « Peut-on définir le droit de l'Homme à l'environnement ? »

Dans le même numéro, une revue de jurisprudence et de législation françaises et étrangères est fort utile.

Dans le deuxième numéro, un article de M. Mesnard, maître assistant à l'Université de droit de Paris, traite judicieusement de « L'évolution du droit de l'environnement dans les rapports avec le droit de l'aménagement du territoire et avec le droit de l'urbanisme ».

Encore une fois, nous nous permettons de répéter que la défense de la santé publique, physique et morale implique une collaboration étroite entre hommes de science et hommes de droit.

Robert KIÉFÉ,

Avocat à la Cour de Paris,
Conseiller juridique de la Société
des experts chimistes.

UNE NOUVELLE REVUE ARGENTINE : REVISTA ARGENTINA DE CIENCIAS PENALES

M. Ricardo Levene, directeur de la nouvelle revue argentine¹, l'annonce très simplement : « Cette revue a pour but de poursuivre l'œuvre entreprise dans le même domaine par d'autres, telles que la *Revista de derecho penal, criminologia y psiquiatria*, la *Revista penal y penitenciaria*, l'*Anuario del Instituto de derecho penal y criminologia*, la *Revista de derecho penal y criminologia*, la *Revista de derecho penal, criminologia y criminalistica*, *El nuevo pensamiento penal*, etc. »

La *Revista argentina de ciencias penales*, dont le titre indique une focalisation autour des disciplines relatives à la réaction punitive, inaugure ses activités par la publication extraordinaire, dans ses numéros 1 et 2, du projet de partie générale d'un nouveau code pénal qu'une Commission gouvernementale argentine a été chargée d'élaborer. La revue publie en détail un premier texte, puis toutes les interventions qui ont amené à le modifier, puis le texte du projet définitif après l'introduction desdites modifications.

Le numéro 3 donne une idée plus exacte de ce que sera la *Revista argentina de ciencias penales* en présentant les cinq sections qui lui seront habituelles : doctrine, jurisprudence, bibliographie, revue de revues, nouvelles.

Les trois dernières rubriques sont très succinctes; la section jurisprudence est courte cette fois-ci. C'est la section « doctrine » qui prend largement la plus grande place : elle contient huit documents divers. Parmi des informations variées concernant un congrès, des actes commémoratifs, un discours inaugural, citons quatre articles d'importance inégale : « Unité et pluralité de délits », par M. E. R. Zaffaroni (21 pages); « L'amende pénale et l'amende administrative dans leur rapport avec les peines privatives de liberté », par M. Antonio Beristain (32 pages); « Orientations pour un procès pénal conventionnel », de M. R. Levene (14 pages); « L'expertise mécanographique », par M. R. Rosset (10 pages).

1. Buenos Aires, Ed. Plus Ultra, n° 1, sept.-déc. 1975, 2 et 3 de 1976.

Soulignons particulièrement l'intérêt des articles de M. Beristain et de M. Levene, qui ont choisi l'un et l'autre un thème de grande actualité. L'étude de M. Beristain sur la place de l'amende comme substitut des peines privatives de liberté, même s'il fait spécialement référence au droit espagnol, qui est le sien, se situe pour sa part au niveau d'une véritable étude de politique criminelle à laquelle il ne manque ni la perspective historique ni celle du droit positif comparé. Retenons donc la possibilité de consulter pour nos recherches comparatives cette nouvelle revue argentine que nous saluons avec sympathie.

Jacqueline BERNAT.

UNE NOUVELLE REVUE BASQUE : EGUZKILORE

Nous saluons, avec l'apparition de *Eguzkilore* 1, celle de l'Institut basque de criminologie dont il va être l'organe 2 : la naissance d'un centre de recherches criminologiques est toujours un événement heureux, qui marque la reconnaissance officielle, dans un lieu donné, de l'autonomie des sciences du crime par rapport au droit pénal.

La possibilité de « dire à la société quel genre de société elle est », par « l'analyse de l'interaction entre la criminalité et la structure sociale », constitue « l'énorme vertu » que le directeur du Département de droit pénal de la Faculté de droit de San Sebastian, M. Antonio Beristain, reconnaît à la criminologie, et le promoteur de la nouvelle institution para-universitaire se réjouit du rôle que celle-ci va pouvoir jouer, pense-t-il, pendant les années à venir, « dans la préparation de stratégies et de politiques criminologiques, dans l'éducation professionnelle des juristes, des assistants sociales, des sociologues, etc., ainsi que dans l'éducation extra-professionnelle (artistique, sociale, scientifique, manuelle, etc.) des citoyens en général ». Car, précise M. Beristain, l'I.V.A.C. (Institut basque de criminologie) ne prétend pas se donner pour finalité unique ni principale la diminution de la criminalité, mais aussi « le respect et un plus grand développement des droits de chacun en tant qu'être humain (le déviant comme les autres), et la reconstruction d'une société moins injuste ».

Situé en pays basque, l'I.V.A.C. « souhaite devenir le centre d'union et de réunion de toutes les personnes qui, dans nos sept provinces, touchent aux problèmes de la criminalité et de la déviance et s'intéressent à une juste restructuration de la société », ces problèmes qui, surgis « du champ énigmatique de la conduite humaine », ne se résolvent pas, souligne M. Beristain, « dans l'oppression violente ni dans la répression par la force ».

Le nom de la nouvelle publication destinée à refléter les travaux de l'I.V.A.C. : *Eguzkilore*, signifie : fleur du chardon sylvestre. « Il rappelle le symbole traditionnel qui se place à l'entrée de nos fermes en représentation du soleil et pour remplir les fonctions mystiques qui sont attribuées à celui-ci : chasser les esprits mauvais, barrer la route aux sorcières, aux génies des maladies, de la tempête, de l'éclair... et du crime. *Eguzkilore*, c'est l'image de la paix et du développement ».

1. *Cuaderno del Instituto Vasco de criminologia* (Cahier de l'Institut basque de criminologie), oct. 1974, n° 1.

2. L'Institut basque de criminologie fonctionne sous le patronage de l'I.P.E.S. (Institut-espagnol de promotion d'études sociales).

Le numéro un d'*Eguzkilore* publie les travaux couronnés par le XXXVI^e Cours international de criminologie, organisé sous la direction scientifique de M. Beristain par la Faculté de droit et des sciences économiques de Pau et la Faculté de droit de San Sebastian, sous les auspices de la Société internationale de criminologie et de la *Real Sociedad Bascongada de los Amigos del País*. Ce cours, qui a eu lieu à Pau, Bayonne et San Sebastian du 5 au 12 mai 1976, avait pour thème général : « Recherche scientifique sur la délinquance et l'inadaptation juvéniles ». Au concours organisé selon cette ligne directrice, deux recherches ont obtenu des prix : d'une part « la dangerosité et les jeunes. Prostitution, toxicomanie, ivresse habituelle », signée d'un groupe de chercheurs; d'autre part le travail de M. Enrique Etxeburua sur « Délinquance juvénile et structure sociale capitaliste », qu'on peut donc lire dans le numéro d'octobre 1976 d'*Eguzkilore*, et qui reflètent l'un et l'autre cette volonté clairement manifestée par le promoteur de l'I.V.A.C. d'en finir avec la dichotomie manichéenne entre innocents et délinquants, entre bons et méchants, « que les interférences socio-économico-politiques d'une part, la subjectivité d'autre part (le sentiment de culpabilité personnelle) favorisent actuellement », mais dont le criminologue et plus encore le politico-criminaliste doivent promouvoir le dépassement.

Jacqueline BERNAT.

QUINZIÈMES JOURNÉES FRANCO-BELGO-LUXEMBOURGEOISES DE SCIENCE PÉNALE

(Bruxelles, 14-15 mai 1976)

SANCTIONS PÉNALES ET PERSONNES MORALES

Les 14 et 15 mai 1976 se sont tenues, à Bruxelles, dans la salle d'audience de la Première Chambre de la Cour d'appel, les Quinzièmes Journées franco-belgo-luxembourgeoises de science pénale, sous la présidence d'honneur de M. H. Vanderpoorten, ministre de la Justice, organisées par l'Union belge et luxembourgeoise de droit pénal avec le concours de l'Institut des Hautes Etudes de Belgique. Elles avaient pour thème *Sanctions pénales et personnes morales* 1.

**

Après l'allocution de bienvenue de M. P. Cornil, président de ces Journées, M. H. Vanderpoorten, ministre de la Justice, a souligné l'actualité du thème retenu et l'intérêt de ces travaux pour une réorientation de la politique criminelle et une meilleure organisation de la défense sociale. Evoquant les formes nouvelles de criminalité, le ministre belge a fait part de son souci d'assurer la défense des valeurs et des intérêts des parties en présence et de son souhait d'une révision du Code pénal belge de 1867. Déclarant ouvertes ces Journées, il a formé des vœux pour leur succès.

**

1. Les travaux de ces Journées seront publiés dans la *Revue de droit pénal et de criminologie*.

Reprenant la parole, M. P. Cornil, président de l'Union belge et luxembourgeoise de droit pénal, a tenu à rappeler, tout d'abord, l'historique de ces Journées, qui ont comporté sept réunions en France, quatre au Luxembourg, et quatre en Belgique, et qui coïncident, d'une part, avec leur vingt-cinquième anniversaire (les Premières Journées s'étant tenues à Paris, en 1951), d'autre part, avec le jubilé du Congrès international de droit pénal (le Premier Congrès remontant à 1926). Le président Cornil a rappelé, ensuite, la participation assidue et active de nombreuses personnalités françaises, actuellement présentes — notamment celle de M. le Président Ancel, membre de l'Institut, président de Chambre honoraire à la Cour de cassation, président de la Société internationale de défense sociale, président du Centre français de droit comparé; M. P. Bouzat, doyen honoraire de la Faculté de droit de Rennes, président de l'Association internationale de droit pénal; M. G. Levasseur, professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, président de la Société générale des prisons et de législation criminelle.

Puis, abordant le thème des travaux et analysant les rapports présentés, M. Cornil a souligné la collaboration entre le monde judiciaire, celui de l'Université et de l'Administration, l'accent ayant été mis tantôt sur la jurisprudence avec les rapports de M. F. Rouquet, conseiller à la Cour de cassation de France, et de M. P. E. Trousse, conseiller à la Cour de cassation de Belgique, tantôt sur la doctrine avec les rapports de M. G. Levasseur, professeur à l'Université de Paris, et M. J. D'Haenens, chargé de cours à l'Université de Gand.

Le président Cornil a ensuite manifesté ses regrets pour l'absence de M. A. Huss, procureur général d'Etat honoraire à Luxembourg, et précisé que son rapport serait présenté par M. Liesch, conseiller à la Cour suprême de Justice à Luxembourg.

Exprimant alors son avis personnel sur le sujet retenu, l'orateur a expliqué que le problème était sans doute d'ordre philosophique, mais qu'il comportait également un examen positif d'un mode d'intervention pénale. Considérant que les discussions sur la fonction et la nature de la peine et de la mesure de sûreté étaient sans issue, il a souligné qu'une évolution était nécessaire, en présence du rôle croissant des sociétés. Il a, dès lors, préconisé une surincrimination et souhaité qu'avant de recourir aux sanctions pénales on mette l'accent sur le contrôle civil et administratif de ces sociétés.

*
**

La séance ayant été placée sous la présidence de M. R. Combaldieu, président de la Chambre criminelle de la Cour de cassation de France, la parole a été donnée au Premier rapporteur, M. le Haut Conseiller Rouquet.

Le rapporteur a rappelé, tout d'abord, que les participants au Congrès tenu à Bucarest en 1929 sur le thème de « la responsabilité pénale des personnes morales » avaient conclu à l'opportunité d'admettre le principe de cette responsabilité et a exprimé l'avis que l'évolution des idées tend à admettre cette solution.

Procédant à un examen des textes en droit pénal français², M. le Conseiller Rouquet a précisé qu'il n'existait pas de principe général, mais seulement

2. Il convient de préciser que l'avant-projet du Code pénal français a admis la responsabilité pénale des groupements à objet commercial, industriel et financier. On pourra consulter sur ce point notamment le commentaire de M. J. Robert, procureur général à Pau, au *J.C.P.*, 1976, I, 2813, et celui de M. J. Pradel, professeur à la Faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers, au *Dalloz*, 1977, (à paraître prochainement).

quelques textes spéciaux, qui, mis à part l'ordonnance du 5 mai 1945 sur « les entreprises de presse coupables de collaboration avec l'ennemi » (dont l'application a été éphémère), ont, tantôt admis la responsabilité civile de la personne morale au paiement de l'amende, tantôt prévu en matière fiscale la condamnation de la personne morale au paiement d'une amende à caractère mixte, tantôt permis en matière économique et fiscale la fermeture de l'établissement.

Il a souligné également que la jurisprudence de la Cour de cassation française était très réservée et demeurait fidèle au principe de l'irresponsabilité pénale des personnes morales qu'elle avait énoncé dans son célèbre arrêt du 7 juillet 1954.

Exprimant ensuite son avis personnel, le rapporteur s'est prononcé sans hésitation pour l'admission du principe de la responsabilité pénale des personnes morales, mais a estimé qu'il convenait cependant d'être prudent dans l'application de ce principe.

En ce qui concerne l'admission de cette responsabilité, M. le Conseiller Rouquet a expliqué que trois cas peuvent se présenter :

- ou bien la faute est « diluée », collective, il est juste de poursuivre la société seule;
- ou bien la faute du dirigeant est personnelle, il y a lieu, dès lors, de poursuivre seulement ce dirigeant;
- ou bien, hypothèse la plus courante, la faute est imputable à la fois à la personne morale et à la personne physique, des poursuites doivent alors être exercées cumulativement.

Envisageant ensuite l'application des sanctions possibles à l'égard des personnes morales, l'orateur a fait ressortir l'inadaptation des sanctions prévues pour les personnes physiques. Il a ainsi présenté des observations à propos de certaines sanctions spécifiques, telles que la fermeture de l'établissement, la dissolution de la société, l'interdiction d'exercer une activité, l'amende, la confiscation, la publicité, la mise en tutelle des organes de la personne morale. Il a exposé enfin, par des exemples, les graves conséquences que peut entraîner l'application aux personnes morales de certaines sanctions, aussi bien à l'égard des associés et salariés que de certaines entreprises innocentes, voire des Finances publiques de la nation, ce qui l'a amené à conclure à la nécessité d'une spécialisation des juges, bénéficiant d'une formation économique et financière et qui devront être éclairés, avant de prononcer leurs décisions.

*
**

Après avoir vivement félicité M. le Conseiller Rouquet pour son remarquable rapport, M. le Président Combaldieu a précisé qu'il était partisan de l'admission de la responsabilité pénale des personnes morales, mais il a souligné, d'une part, l'intérêt de préciser les infractions spécifiques, les règles de procédure et l'échelle des peines, d'autre part, le risque d'atteindre des personnes innocentes, y compris des entreprises concurrentes.

*
**

Présentant ensuite le rapport de M. le Procureur général Huss, M. le Conseiller Liesch a exposé, tout d'abord, les considérations particulières qui ont justifié le principe : *Societas delinquere non potest*, à savoir, notamment

l'absence de volonté libre et consciente, le principe de la personnalité des peines, l'impossibilité physique et juridique d'appliquer certaines peines aux personnes morales (telles que la décapitation, la fustigation), ou certaines voies d'exécution (telles que la contrainte par corps), l'existence de certaines inégalités choquantes, résultant de l'application de peines patrimoniales à l'égard des personnes morales et de peines privatives de liberté à l'égard des personnes physiques.

Le rapporteur a jeté ensuite un regard sur les réformes en cours aux Pays-Bas en 1976 et a analysé la réforme projetée, modificative de l'article 51 du Code pénal, consistant à établir le cumul de la responsabilité des personnes physiques et des personnes morales et à organiser certaines règles de procédure.

Il a donné également un aperçu sur la législation luxembourgeoise et cité les dispositions rares dérogeant au principe traditionnel de l'irresponsabilité des êtres moraux, à savoir, notamment, la loi du 25 novembre 1961, qui prévoit la responsabilité civile solidaire de la personne morale pour les amendes encourues par les personnes physiques, l'arrêté grand-ducal du 26 septembre 1945, ayant établi un impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre et rendant la société civilement responsable des amendes et des frais, la loi du 30 avril 1946 concernant la répression de la collaboration économique avec l'ennemi et édictant la responsabilité civile des sociétés, la loi du 8 juillet 1946 établissant un impôt extraordinaire sur le capital et prévoyant la responsabilité solidaire de la société pour les amendes fiscales et pénales prononcées contre les organes et préposés.

Puis M. le Conseiller Liesch a examiné les sanctions susceptibles d'application à l'égard des personnes morales. Analysant les peines patrimoniales, il a montré les particularités de l'amende infligée à un être moral. Il a souligné, notamment, le fait que cette peine n'a jamais comme conséquence, pour les personnes morales, à la différence des personnes physiques, le renoncement à des satisfactions personnelles et qu'au surplus, la contrainte par corps ne sera pas applicable. Il a décrit également les conséquences du prononcé de la confiscation, des interdictions de certains droits et de la fermeture des magasins et manufactures.

Etudiant ensuite les conséquences juridiques d'une exclusion de la règle *Societas delinquere non potest*, M. le Conseiller Liesch a exposé les difficultés de procédure qui peuvent se rencontrer, notamment en ce qui concerne l'application de la règle *Non bis in idem* (le même élément moral ne pouvant servir deux fois pour justifier des poursuites cumulatives de la personne physique et de la personne morale), la détermination de la personne physique à laquelle se rattachent les exigences de la culpabilité, le choix de la personne physique qui est censée avoir agi pour le compte de la personne morale.

Selon le rapporteur, la solution serait peut-être, pour éviter tous ces inconvénients, de prévoir la responsabilité civile solidaire de la personne morale pour le paiement des amendes répressives et pour l'exécution des confiscations ordonnées et d'admettre le recours de la personne morale contre la personne physique, ayant commis l'infraction.

M. le Conseiller Liesch a constaté également que l'application du principe de la responsabilité pénale est délicate à propos des personnes morales de droit public, car la responsabilité de l'Etat est impossible à envisager et il est difficile de concevoir la fermeture d'une entreprise nationale ou même la seule saisie d'une locomotive !

Evoquant l'irresponsabilité des personnes morales en droit international, le rapporteur a souligné que les sociétés multinationales méritent l'attention et

a exposé les difficultés qui devraient être surmontées, telles que celles résultant du principe de la territorialité de la loi pénale.

Etudiant le droit des Communautés européennes, il a rappelé que les amendes infligées aux personnes morales, en vertu des règlements du Conseil de la C.E.E., n'ont pas, à proprement parler, un caractère répressif, mais disciplinaire.

Exprimant alors son avis personnel, M. le Conseiller Liesch s'est prononcé plutôt, dans le cadre du droit pénal social moins individualiste, pour la responsabilité des personnes morales, la gestion contrôlée et temporaire de l'organisme fautif et le contrôle des banques et des êtres moraux.

**

M. le Président Combaldieu, après avoir félicité l'orateur, a indiqué qu'il comprenait les réticences de M. le Procureur général Huss et a déclaré que la discussion était ouverte sur ces deux excellents rapports.

**

Le premier intervenant a été M. le Doyen Bouzat qui s'est déclaré, certes, favorable au principe de la responsabilité pénale des personnes morales, mais aussi réticent. Le président de l'Association internationale de droit pénal a montré que les actionnaires innocents seront sanctionnés en cas de condamnation de la personne morale à des amendes ou à des confiscations. Il a mis l'accent sur le fait que les actionnaires ne peuvent agir contre la volonté des dirigeants. Il a admis toutefois que pour les sociétés de personnes et les S.A.R.L., la responsabilité pénale présentait moins d'inconvénients et il a manifesté son accord pour les mesures de sûreté ou de tutelle.

M. de Montpellier, procureur du Roi à Namur, a illustré par un exemple concernant une société multinationale les difficultés de poursuivre les personnes morales et l'absence d'intérêt de telles poursuites pénales.

M. le Président Ancel est intervenu à son tour pour rappeler, tout d'abord, la règle posée par le droit pénal classique, à savoir l'irresponsabilité pénale des personnes morales. Alors que l'ancien droit réglementait les peines applicables aux communautés, bourgs, villes et villages, le droit pénal classique considérait que seule la personne physique était capable de responsabilité pénale, celle-ci étant basée sur la faute et supposant l'intervention d'une volonté personnelle, intelligente et libre. Au surplus, le principe de la personnalité des peines ne permettait pas, dans la doctrine classique, de punir la personne morale.

Le président Ancel a fait observer que ce principe de l'irresponsabilité comportait de notables exceptions, car la personne morale a cessé d'être une fiction pour devenir une réalité. Il a aussi précisé qu'en Angleterre un arrêt avait fait jurisprudence en 1840 et avait été à l'origine de la reconnaissance de la responsabilité des personnes morales, laquelle n'a fait que se développer par la suite. Cette responsabilité a été admise, en effet, aux Etats-Unis, aussi bien au niveau fédéral que dans les différents Etats. Le Code criminel du Canada (1953), la Loi 12906 sur les monopoles en Argentine, connaissent également la responsabilité des personnes morales.

Examinant le droit européen, le président Ancel a rappelé l'application en droit communautaire de sanctions à caractère disciplinaire, mais il a souligné que la frontière entre le droit pénal et le droit disciplinaire tendait à s'estomper.

Après avoir évoqué ensuite les problèmes soulevés par les sociétés multinationales, la politique d'industrialisation qui conduit à réparer les dommages causés en matière de pollution et d'environnement, le président de la Société internationale de défense sociale a mis l'accent sur l'avènement des mesures de sûreté préventives pour parer les dangers collectifs et a estimé qu'il n'y avait aucune raison de ne pas appliquer les sanctions pénales aux personnes morales, ainsi qu'il a été recommandé au Congrès de Bucarest.

Pour M. Thizy, avocat général au Luxembourg, il n'existe pas de rupture entre le droit classique et le droit moderne. La faute pénale est de même nature que la faute civile. L'admission de la responsabilité civile des personnes morales doit conduire à l'admission de leur responsabilité pénale. Une objection se présente toutefois : c'est la détermination de la personne physique si la société a agi dans le cadre de ses statuts, a précisé l'avocat général, il faut admettre la responsabilité de la société en cas d'infraction matérielle. En cas de dol spécial, il faut rechercher l'élément de l'incrimination chez le dirigeant, personne physique.

M. R. Screvens, conseiller à la Cour de cassation de Belgique, professeur à l'Université libre de Bruxelles, est intervenu à son tour pour souligner l'intérêt de la responsabilité pénale des personnes morales et montrer les difficultés d'application de cette solution, en raison du principe de la territorialité de la loi pénale.

M. le juge au Tribunal de première instance de Namur, assistant à l'Université de Bruxelles, a estimé que les nuances entre l'amende fiscale et pénale ne sont pas justifiées. Il a relevé que la responsabilité du fait d'autrui suppose en réalité une faute personnelle et considère que les actionnaires doivent prendre leur responsabilité et réagir, si besoin est, en révoquant les dirigeants.

Pour M. Rolland, président honoraire de la Chambre criminelle à la Cour de cassation de France, le problème de la réparation des dommages causés par les sociétés est déjà résolu. En ce qui concerne les sanctions, il faut distinguer celles-ci de l'inculpation, ainsi que le prévoit l'article L. 21 du Code de la route français.

Quant à la formule rituelle *Societas delinquere non potest*, elle doit être réexaminée. M. le Président Rolland a considéré cependant que lorsqu'on sanctionne, il faut éviter de léser les intérêts des personnes physiques innocentes et a préconisé le contrôle judiciaire des mesures de sûreté, puis a illustré par des exemples les difficultés d'application de certaines sanctions aux personnes morales.

Reconnaissant enfin qu'il est très difficile de déterminer à l'avance par voie légale les cas d'admission ou de rejet de la responsabilité des personnes morales, le président Rolland a estimé qu'il convenait de distinguer d'une part, entre la faute civile et la faute pénale, celle-ci exigeant un caractère de gravité, d'autre part, entre le fait d'un dirigeant et le fait de la société.

**

La séance de l'après-midi, placée sous la présidence de M. Ancel, a débuté par le rapport de M. le Haut Conseiller P.-E. Trousse.

Etudiant, tout d'abord, l'état du droit belge, le rapporteur a précisé que la jurisprudence de la Cour de cassation de Belgique avait posé deux règles : 1°) l'obligation de respecter la loi pénale s'impose aux personnes physiques comme aux personnes morales; 2°) mais la responsabilité pénale des personnes morales ne pèse que sur la personne physique agissant au nom de celle-ci. Cette jurisprudence est fondée sur le caractère des sanctions pénales dont

l'application ne se conçoit qu'à l'égard des personnes physiques, même pour la peine d'amende qui ne peut être prononcée sans un emprisonnement subsidiaire.

M. le Conseiller Trousse a indiqué qu'un seul texte légal, l'arrêté-loi du 29 juin 1946, modifiant celui du 22 janvier 1945 et concernant l'intervention injustifiée d'intermédiaires dans la distribution des produits, reconnaissait actuellement la responsabilité des personnes morales.

L'orateur a cité également d'autres textes tels que la loi du 27 juin 1921, prévoyant la dissolution des associations sans but lucratif, pour contraventions graves à la loi et l'ordre public, et la loi du 30 juin 1971 relative à certaines amendes administratives en cas d'infraction à certaines lois sociales, mais ces textes n'édicte pas une responsabilité pénale des personnes morales.

Après avoir rappelé les conclusions du Congrès international de Bucarest et l'avis de certains praticiens, le rapporteur a exposé les difficultés d'application de certaines sanctions aux personnes morales. Il a souhaité la suppression de la distinction entre les peines principales et les peines accessoires, surtout en droit pénal économique, et a souligné que le premier problème à résoudre était celui de déterminer les infractions que pouvaient commettre les personnes morales.

Pour conclure, il s'est montré favorable à une reconnaissance de la responsabilité pénale des personnes morales, mais il a estimé que cette admission était loin d'être une réalité en Belgique.

**

Présentant ensuite son rapport, M. D'Haenens, chargé de cours à l'Université de Gand, a rappelé, tout d'abord, que le problème de la responsabilité des personnes morales avait attiré l'attention de nombreux pénalistes et qu'une tendance doctrinale, jurisprudentielle et législative se montrait favorable à l'admission, ce courant étant puissant en France.

Examinant l'état du droit belge, il a cité l'avis émis par le procureur général Hayoit de Termicourt, lors de l'arrêt de la Cour de cassation de Belgique du 16 décembre 1948, qui a défini la portée de l'adage *Societas delinquere non potest* et a souligné que s'il n'y avait pas, à proprement parler, d'impossibilité à faire encourir une responsabilité pénale par une personne morale, les peines prévues par le Code pénal ne peuvent en principe être appliquées qu'à des personnes physiques, ce qui conduit à formuler le vieux principe en de nouveaux termes : *Societas delinquere potest, sed non potest puniri*.

Le rapporteur a cité divers textes, notamment la loi du 22 janvier 1945, modifiée par la loi du 30 juillet 1971, sur la réglementation économique et les prix, la loi du 23 juin 1961 sur le droit de réponse, la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce, la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales et a démontré que par le biais de la responsabilité civile élargie la loi atteint en définitive l'être moral plus ou moins directement, estimant au surplus qu'il n'existait pas de distinction réelle entre les amendes administratives et pénales.

Analysant la jurisprudence de la Cour de cassation de Belgique, M. D'Haenens a constaté que selon cette jurisprudence, la personne morale peut délinquer mais que seuls ses organes encourrent la responsabilité pénale et se voient appliquer la peine. C'est pourquoi il a estimé qu'il fallait faire un effort d'imagination pour trouver des sanctions applicables aux personnes morales.

Selon lui, le problème fondamental est de définir la fonction spécifique des sanctions. Rejetant les fonctions d'expiation, il a retenu les autres fonctions, celle d'intimidation et celle de dissuasion, qui conservent toute leur valeur.

M. D'Haenens a mis l'accent sur la nécessité de redresser et de réparer l'ordre juridique perturbé, d'exclure les possibilités d'une récidive, de se libérer des conceptions traditionnelles et de créer un système de sanctions originales. Il a souhaité la suppression de la distinction entre la peine principale et la peine accessoire ainsi que de la distinction entre la peine et la mesure de sûreté, mais il s'est montré partisan du maintien du principe de la légalité des peines.

Le rapporteur a évoqué ensuite le système original de la loi néerlandaise du 22 juin 1950 sur les délits économiques, qui consacre la responsabilité concomitante des personnes morales et de leurs organes ou préposés, et assigne aux sanctions une fonction réparatrice, ainsi que le projet néerlandais déposé le 13 octobre 1975, généralisant la responsabilité pénale des personnes morales.

Il a souligné également l'importance de certaines peines patrimoniales, mais en faisant observer que l'amende n'est pas toujours la sanction la plus appropriée et la plus efficace car son montant est difficile à déterminer; s'il est trop bas, l'amende ne produit aucun effet, s'il est trop élevé, l'activité future de la personne morale et voire son existence sont compromises et les intérêts des actionnaires, des créanciers et du personnel sont menacés.

Dans une telle optique, le rapporteur a envisagé les diverses mesures pénales possibles à l'égard des personnes morales telles que l'avertissement judiciaire, l'injonction judiciaire, assortie d'une astreinte ou de l'obligation de verser une caution, la confiscation du bénéfice indûment réalisé, les interdictions professionnelles (retrait d'une licence ou d'une immatriculation, interdiction de participer à des marchés publics, interdiction de solliciter et de recevoir certaines subventions), la mise sous contrôle de la personne morale, la publication du jugement.

Etudiant enfin le problème des modalités d'application, M. D'Haenens a préconisé l'institution d'un casier judiciaire des personnes morales et le maintien de la responsabilité pénale des organes des personnes morales.

Pour conclure, il a estimé que l'admission de la responsabilité pénale ne pouvait être limitée aux personnes morales de droit privé, mais a reconnu cependant que l'application des sanctions aux personnes morales de droit public était extrêmement délicate.

**

Après avoir vivement félicité les deux orateurs pour leurs rapports très complets, très nuancés et très enrichissants, M. le Président Ancel a souligné que les mesures de sûreté doivent également viser les personnes morales et ce, d'autant plus que la tendance est à l'unité des sanctions. Après avoir rappelé que le problème essentiel de ces Journées était la recherche des sanctions, il a déclaré ouverte la discussion.

**

Le premier intervenant a été M. Legros, conseiller à la Cour de cassation de Belgique, professeur à l'Université libre de Bruxelles, qui s'est montré rigoureusement hostile à la responsabilité pénale des personnes morales.

A l'appui de son argumentation, M. le Haut Conseiller Legros a fait valoir qu'un droit réaliste ne peut s'accompagner de fiction pour réformer le droit positif, et a décrit les inconvénients résultant de l'admission d'une telle responsabilité, ainsi que les difficultés d'application des sanctions aux personnes morales. Selon M. le Conseiller Legros, il n'y a d'ailleurs pas de problème de responsabilité des sociétés, car la délinquance des sociétés n'existe pas. Il s'agit en réalité de la délinquance de leurs dirigeants.

L'intervenant a rappelé également que la responsabilité pénale des Etats n'avait jamais été admise. Il a également expliqué que c'était la réaction des dirigeants des sociétés contre les sanctions qu'ils encouraient qui avait entraîné un mouvement favorable à la responsabilité des personnes morales. Il a insisté enfin sur les conséquences des sanctions qui frapperaient des victimes innocentes.

Pour M^e Frédéric Beauthier, avocat à Bruxelles, la sanction de l'être moral est inefficace, si elle ne frappe pas également les personnes physiques qui la composent.

Selon M. Dessart, substitut auditeur du Travail à Namur-Dinant, la vérité se trouve toujours au juste milieu, ainsi qu'il l'a observé en tant que praticien du droit social. M. Dessart a préconisé des mesures de publicité, notamment la publication du jugement en cas de faute de gestion ou en cas de non-respect des obligations sociales. Le juge devrait avoir la possibilité d'imposer le dispositif de sa décision dans le rapport annuel soumis aux actionnaires ou aux associés. M. Dessart croit en l'efficacité de telles mesures et a cité l'exemple de la publication du nom des « resquilleurs » d'autobus à Moscou. Il a également recommandé la publicité internationale en cas de plainte contre l'Etat et en cas de violation des infractions aux libertés syndicales.

Analysant enfin le système des amendes administratives de la loi du 30 juin 1971, il a décrit les inconvénients des sanctions judiciaires et s'est montré partisan des amendes transactionnelles après avis du ministère public.

M. le Président Ancel est intervenu à nouveau pour recommander l'emploi de mesures analogues à la probation. Selon Mlle Y. Marx, sous-directeur de la Section de science criminelle de l'Institut de droit comparé, vice-président de la Société générale des prisons et de législation criminelle, il est parfois injuste d'accuser une société quand un homme est responsable. Mlle Marx a ensuite rappelé les réactions qui s'étaient produites en France, lorsque des dirigeants de sociétés ont été arrêtés et placés en détention provisoire. Elle a estimé que, lorsque les activités d'une société sont malhonnêtes ou délictuelles, la responsabilité en incombe à toute une série de personnes, et s'est interrogée sur le point de savoir s'il est équitable de punir une société, une personne morale, quand une personne physique est en réalité seule responsable.

M. le Doyen Bouzat a fait observer qu'en cas de détention provisoire d'un dirigeant de la société, la grève sera déclenchée aussitôt et qu'une telle aggravation de la répression était stupide. Il a ensuite expliqué que le fait qu'une société soit mauvaise n'impliquait pas par là même l'incapacité de ses dirigeants.

Pour Mme Delmas-Marty, maître de conférences agrégé à l'Université de Lille II, directeur de l'Institut de criminologie de Lille, il convient, pour mettre en œuvre la responsabilité, de distinguer deux types de sociétés; les sociétés fictives et les sociétés réelles, et à l'égard de ces dernières, il est nécessaire de rechercher si les dirigeants ont agi dans leur intérêt personnel ou dans celui de l'entreprise.

M^e Franchimont, avocat, a précisé que lorsqu'une décision était prise par plusieurs personnes, c'était une technocratie qui prenait la décision, et

qu'il était impossible de parler de la volonté frauduleuse de quelques personnes.

Par de nombreux exemples, il a montré l'impossibilité de déceler l'auteur d'une mauvaise organisation, ce qui conduit à des injustices en cas de condamnation ou d'acquiescement. Evoquant la responsabilité de l'Etat, il a cité l'exemple d'un accident mortel survenu à une jeune fille à la suite d'une mauvaise organisation d'un corps d'armée et qui a entraîné la condamnation d'un pilote à 26 F d'amende avec sursis ! M^e Franchimont a considéré que cet exemple condamnait le système de la recherche d'une personne physique déterminée et a conclu à l'admission de la responsabilité pénale des personnes morales.

**

Le lendemain, la séance a été placée sous la présidence de M. Cornil et a débuté par le rapport de M. le Professeur Levasseur.

Le rapporteur a manifesté, tout d'abord, ses regrets d'intervenir dans un colloque aussi avancé et son étonnement de voir une discussion s'engager à nouveau sur le principe de la responsabilité pénale des personnes morales.

Le professeur Levasseur a alors précisé qu'il avait été toujours partisan de cette responsabilité, peut-être parce qu'il avait été l'annotateur du célèbre arrêt du 28 janvier 1954 de la Cour de cassation de France, ayant reconnu, en principe, la personnalité morale à tout groupement et aussi parce qu'il avait envisagé déjà en 1955, à Bruxelles, le problème des personnes morales, auteurs, victimes ou coupables d'infractions.

Le rapporteur avait dès lors pensé que la discussion de principe était réglée et avait été enfermée dans le tiroir aux controverses académiques.

Considérant ce problème résolu, il a estimé qu'il fallait désormais s'attacher à la recherche des sanctions possibles à l'égard des personnes morales, le terme sanctions étant employé au sens large et comprenant les mesures de sûreté. Mais selon le rapporteur, un problème préalable se pose. Il s'agit de déterminer le genre d'infractions que les personnes morales sont susceptibles de commettre.

Evoquant ce problème, M. le Professeur Levasseur a considéré qu'il n'y avait guère d'infraction dans laquelle une personne morale ne puisse être impliquée. Il a cité ainsi les textes du Code pénal français qui incriminent celui qui fait enlever un enfant ou le fait d'ordonner l'incendie de sa propre chose et a déclaré qu'on pouvait concevoir qu'une personne morale soit à l'origine de telles infractions. Il a ajouté qu'il en était de même pour les attentats à la sûreté de l'Etat. L'orateur s'est ensuite attaché à l'examen du secteur le plus fréquent dans lequel les sociétés commerciales, financières et immobilières agissent évidemment, à savoir le secteur économique et a indiqué notamment les infractions aux lois sur les sociétés, les fraudes, la publicité mensongère, les ententes irrégulières, la réglementation des prix, etc.

Il a souligné qu'il ne fallait pas non plus oublier les infractions au droit du Travail et à la Sécurité sociale, imputables aux personnes morales employeurs, ni les délits d'atteinte à la liberté du travail, qui pourraient être imputés aux syndicats.

Traitant également du champ d'application très vaste des infractions d'homicide et de blessures par imprudence, M. le Professeur Levasseur a rappelé la vive émotion qu'ont causée en France certaines incarcérations ou condamnations de chefs d'entreprises. Il a évoqué également certaines affaires retentissantes, telles que celle du stalinon qui a entraîné plus de cent morts

et plusieurs centaines de grabataires, et celle de la thalidomide. Il a fait observer que les entreprises publiques nationales ou nationalisées n'étaient pas non plus à l'abri des poursuites et que l'homicide par imprudence pouvait sanctionner la mise en circulation de produits dangereux. Il a envisagé aussi dans le domaine de la qualité de la vie les infractions aux réglementations sur la pollution et la protection de l'environnement, puis, dans le secteur de l'atteinte à la réputation, les délits de diffamation, de dénonciation calomnieuse, qui peuvent être imputés aux associations, syndicats et sociétés civiles et commerciales, aussi que toutes les infractions qui sont à redouter des entreprises de presse, y compris les provocations à certains crimes ou leur apologie.

M. le Professeur Levasseur a observé que dans les hypothèses citées, les dirigeants de la personne morale étaient actuellement poursuivis et que parfois il existait une atteinte à la personnalité des peines plus grave que celle que l'on redoute au détriment des victimes innocentes dans les cas où la personne morale serait elle-même sanctionnée. Il a estimé également que la responsabilité pénale de la personne morale ne devait pas exclure celle des dirigeants, personnes physiques et que tout était question d'espèce.

Examinant ensuite quelles sont les sanctions qui peuvent être équitablement et efficacement appliquées aux personnes morales, le rapporteur a mis, tout d'abord, l'accent sur les buts des sanctions, précisant qu'il faut éviter la réitération et rechercher une certaine réadaptation en appliquant un système inspiré de la probation.

Il a exposé qu'une distinction s'imposait entre les personnes morales de droit privé et celles de droit public.

A l'égard des premières, il a fait observer que certaines, comme les associations et syndicats poursuivaient un but désintéressé; d'autres, au contraire, un but lucratif, comme les sociétés commerciales ou civiles et les groupements économiques.

Il a insisté sur les difficultés de déterminer la personne physique impliquée, voire la personne morale, lorsque les sociétés mères, filiales, sous-filiales, *holdings* s'interpénètrent ou lorsque des « groupes de sociétés » s'affrontent en concurrence ou encore lorsqu'il s'agit de sociétés multinationales.

M. le Professeur Levasseur a estimé qu'il faut faire une place particulière aux *mass media* et aux entreprises prenant une forme publique ou semi-publique et qui sont tantôt des sociétés nationalisées, tantôt des sociétés nationales, tantôt des sociétés d'économie mixte.

L'orateur a ensuite étudié toute la gamme des diverses sanctions qui peuvent être appliquées aux personnes morales, en tenant compte de leur forme juridique, de leur activité habituelle ainsi que de la nature de l'infraction commise. Il a envisagé successivement l'application de certaines sanctions, telles que l'amende, la confiscation, les peines privatives de droit, l'exclusion des marchés, des faveurs fiscales et des facilités de crédit, la limitation de la publicité en cas de publicité mensongère, l'expropriation des actionnaires et dirigeants coupables avec l'attribution de leurs parts à l'Etat, ou la mise sous séquestre ou sous une forme plus légère et efficace, inspirée du régime appliqué pour garantir le remboursement des avances financières concentrées par l'Etat et consistant à doter la personne morale d'une sorte de tuteur, avec désignation d'un commissaire du Gouvernement ayant le pouvoir d'opposer son veto aux décisions des organes ou de se substituer aux dirigeants sociaux dans certaines hypothèses.

Le rapporteur a également adhéré à l'avertissement judiciaire et a préconisé à l'égard des syndicats, outre la destitution des dirigeants, l'exclusion des

négociations sociales à l'égard des groupements subversifs, leur dissolution, non par décret, mais par décision judiciaire, à l'égard des personnes morales, ayant porté atteinte à l'environnement, l'obligation sous astreinte d'effectuer des travaux destinés à réaliser le plan des administrations intéressées, et à l'égard des personnes morales de droit public, une étroite et minutieuse tutelle administrative.

Il a insisté également de manière générale sur la publicité de la décision sous la double forme de l'affichage et de l'insertion.

Etudiant enfin la mise en œuvre de ces sanctions, M. le Professeur Levasseur a recommandé de bien veiller à distinguer ce qui est le fait des individus, dirigeants ou autres et ce qui est le fait des organes de la personne morale, la responsabilité de celle-ci ne pouvant être engagée que dans cette dernière hypothèse.

**

Après avoir félicité le rapporteur pour ce magistral exposé, M. le Président Cornil a déclaré ouverte la discussion.

M. J. Messine, avocat à Bruxelles, a exprimé l'avis qu'il doutait de l'utilité d'une condamnation d'une personne morale. Selon lui, trois hypothèses doivent être envisagées. Ou bien, la faute est diluée, collective, il faudrait alors poursuivre la personne morale; ou bien la faute est personnelle, détachable, le dirigeant devrait être poursuivi; ou bien, la faute est imputable à la fois à la personne morale et au dirigeant, la sanction doit, dès lors, être cumulative.

M^e Messine estime que tout cela est inutile. Citant l'exemple d'une société qui fabrique des voitures dont les pièces sont défectueuses, il a considéré que seul l'ingénieur de la société doit être sanctionné et non pas la société.

M. Bekaert, professeur à l'Université de Bruxelles et commissaire royal à la réforme du Code de procédure pénale belge, a fait observer que les syndicats belges n'ont pas la personnalité juridique, et a préconisé des mesures conservatrices. Il s'est également montré partisan d'élargir les problèmes de l'intervention et de renforcer les moyens de contrôle des sociétés.

M. Legros, conseiller à la Cour de cassation de Belgique, est intervenu à nouveau pour déclarer qu'il était adversaire de toutes ces réformes et que le droit pénal ne doit intervenir qu'à l'égard des personnes physiques.

M. le Président Rolland a fait observer qu'il faut envisager les cas dans lesquels la personne morale peut être déclarée responsable et que, lorsqu'une société a pris des mesures qui enfreignent la loi pénale, il est tout à fait normal que la société soit considérée comme l'auteur responsable. Il a ajouté que les textes sur la réglementation des pollutions et du travail sont parfois très larges et très vagues, mais qu'il appartient aux juridictions d'adapter les textes aux circonstances.

**

La discussion étant close, le professeur Levasseur a présenté alors son rapport de synthèse.

Recherchant l'intention des organisateurs de ces Journées, le rapporteur a précisé que deux hypothèses pouvaient être envisagées : ou bien les partisans du principe de la responsabilité des personnes morales avaient pensé mettre leurs adversaires devant le fait accompli, ou bien les adversaires de ce principe avaient espéré attirer les autres dans un piège.

Puis, le professeur Levasseur a fait observer que les tenants du traditionalisme étaient bien vivants. On avait pensé circonscrire le sujet aux sanctions, a expliqué le rapporteur, mais le serpent de mer est réapparu, sans doute, avec des nuances dans les rapports, mais avec impétuosité dans les débats. Selon M. le Professeur Levasseur, les rapporteurs ont voulu jouer le jeu, la conviction de M. le Procureur général Huss était visible, celle de M. le Conseiller Trousse se laissant deviner, M. D'Haenens se rangeant parmi les modernes.

Au cours des débats, ajoute le rapporteur, on a assisté à un véritable réquisitoire, extrêmement ferme, contre la responsabilité pénale des personnes morales avec M. le Conseiller Legros, à une évolution de l'opinion de M. le Doyen Bouzat, à une position un peu neutraliste de MM. les Présidents Ancel et Combaldieu. En réalité, les partisans de la responsabilité pénale des personnes morales n'étaient pas présents à ces Journées.

En ce qui concerne les sanctions pénales à appliquer aux personnes morales, l'orateur a noté que les distinctions entre les peines et les mesures de sûreté et entre les peines principales et accessoires étaient considérées comme dépassées³, et que les intervenants recherchaient des sanctions qui évitent la répétition et qui soient efficaces et dissuasives.

L'éminent professeur a souligné que la technique était délicate et a suggéré qu'on s'inspire notamment de certaines dispositions du Code du travail applicable en France, qui prévoient une injonction, une mise en demeure de se mettre en règle, une astreinte avec condamnation à effectuer des travaux d'autorité ou aux frais du condamné.

Il a rappelé également les avantages et les inconvénients des mesures réparatrices et évoqué les mesures protectrices des salariés, des actionnaires innocents, des créanciers ainsi que les incidences des fermetures d'établissements sur les fournisseurs et les sous-traitants.

Il a fait observer que l'admission de la responsabilité civile de la personne morale ne suffit pas cependant. Il a, dès lors, mis l'accent sur les avantages de certaines sanctions, telles que l'astreinte, les confiscations et fait valoir l'efficacité d'autres sanctions, telles que l'exclusion de certaines faveurs fiscales ou de certains avantages économiques, la publication, le contrôle de la personne morale, recommandant toutefois une grande souplesse dans l'application de ces sanctions à certaines catégories de personnes morales et pour certaines catégories d'infractions.

En conclusion, M. le Professeur Levasseur a considéré que la voie du progrès consistait à suivre des exemples des pays anglo-américains et du droit néerlandais. Selon lui, il faut se limiter au domaine économique très large, qui comprend la protection et le droit du travail et que soit également assuré le respect des prescriptions légales et réglementaires, y compris également le droit de l'environnement et de la pollution. Il importe peu que la sanction soit ou non d'ordre pénal, mais il convient d'élargir la notion de sanctions préventives en faisant appel à des économistes et des commercialistes, à des spécialistes de la gestion. Pour parvenir toutefois à ce but préventif, le rapporteur a estimé que l'arrière-plan devait être répressif et que les mesures devaient présenter un caractère comminatoire, coercitif et réadaptateur.

**

Après avoir vivement félicité l'orateur pour ce magistral rapport de synthèse, le président Cornil a prononcé la clôture de ces Journées, ayant noté

3. V. sur la suppression de ces distinctions l'avant-projet du Code pénal français. V. également la loi récente française du 11 juillet 1975.

les points de convergence positifs et estimé qu'un progrès appréciable devait en résulter pour une application des sanctions pénales aux personnes morales.

**

Au cours de ces Journées, les participants devaient être reçus par M. le Ministre de la Justice et l'Union belgo-luxembourgeoise de droit pénal et son président, M. Cornil, et visiter les serres royales de Laeken, des visites organisées ou libres étant prévues pour les dames, sous la conduite de Mme Vande Meulebroeke.

Tous ont pu constater la parfaite organisation de ces Journées grâce à leur président, M. Cornil, et au secrétaire général, M. O. Vande Meulebroeke, premier substitut du procureur du Roi à Bruxelles et secrétaire général de l'Union belge et luxembourgeoise, ainsi que la cordialité de l'accueil et des réceptions.

Il ne nous reste plus qu'à formuler le souhait de nous retrouver aux prochaines Journées qui se tiendront en France en 1978.

E. ROBERT.

LA XLV^e SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE
DE POLICE CRIMINELLE-INTERPOL

(Accra, 14-20 octobre 1976)

Le Gouvernement du Ghana ayant invité l'Assemblée générale de l'O.I.P.C.-INTERPOL à se réunir dans ce pays, la XLV^e Session de l'instance suprême de cette Organisation s'est tenue à Accra, du 14 au 20 octobre 1976.

Près de deux cents délégués ont ainsi représenté quatre-vingt-dix-neuf des pays affiliés à l'Organisation. L'Organisation des Nations Unies, l'Organe international de contrôle des stupéfiants, le Conseil de coopération douanière, l'Organisation panarabe de défense sociale, l'Association internationale des transporteurs aériens, l'*International Association of Chiefs of Police* et la Société internationale de criminologie avaient désigné des observateurs.

La Session fut ouverte par le Chef de l'Etat ghanéen, le général I. K. Acheampong, qui, dans son discours d'inauguration, a souligné l'importance de l'O.I.P.C.-INTERPOL dans un monde où la mobilité des malfaiteurs ne fait que croître, et s'est félicité d'accueillir dans son pays la première session de l'Assemblée générale tenue sur le sol africain.

Les séances plénières de l'Assemblée générale furent dirigées par M. W. L. Higgitt, président sortant de l'O.I.P.C.-INTERPOL. Pour les quatre années à venir, cette fonction sera assumée par M. C. G. Persson, directeur général de la Police suédoise, élu président à l'issue de la Session.

Au cours de la première séance de travail, les pays suivants, qui avaient préalablement déposé une demande d'adhésion, furent admis comme nouveaux membres : Bangladesh, Nouvelle Guinée Papouasie, République Arabe du Yémen. Toutefois, la République du Viet-nam, ancien membre de l'Organisa-

tion, ayant cessé d'exister, le nombre de pays affiliés se trouve porté à cent vingt-quatre.

Le rapport d'activité pour l'exercice 1975/1976, commenté par le secrétaire général de l'O.I.P.C.-INTERPOL, M. J. Népote, a une fois de plus démontré la tendance à l'augmentation du volume de travail de l'Organisation :

— Le trafic des stations du réseau radioélectrique international de police a dépassé le nombre de 246 000 messages et s'est ainsi accru de 12 % par rapport à l'année précédente. Cinq nouvelles stations ont été ouvertes : il s'agit de celles de Bangkok, Lusaka, Zomba, New Delhi et Hong Kong.

— Le Secrétariat général a étudié plus de 27 500 affaires criminelles (l'année précédente plus de 24 000 affaires), dont presque seize mille affaires de drogue et plus de quatre mille affaires de contrefaçons et de falsifications, alors que le nombre des escroqueries et celui des vols s'élevaient chacun à plus de deux mille.

— Le Secrétariat général a organisé : la Cinquième Conférence régionale européenne; la cinquième Conférence régionale africaine; des Colloques sur la criminalité dans les ports, sur la violence en bandes organisées, sur la prévision de la criminalité; un Colloque des directeurs d'Ecoles de police; deux Cycles de formation pour les fonctionnaires des Bureaux centraux nationaux-INTERPOL. Il a participé à l'organisation de « Journées d'études sur la coopération entre magistrats de la jeunesse et policiers spécialisés dans les affaires des mineurs ».

— Le Secrétariat général a effectué un nombre appréciable d'études et de travaux documentaires sollicités par des services de police ou d'autres demandeurs de vingt-neuf pays.

Parmi les études soumises à l'Assemblée générale, nous releyons les rapports suivants :

— *Fraudes internationales et criminalité des affaires.*

Ce rapport porte sur les législations applicables en matière des changes, de marché d'or, d'importation et d'exportation, sur la phénoménologie des infractions commises dans ces domaines, et sur les possibilités de coopération internationale, notamment entre polices, visant la lutte contre cette criminalité. Une Résolution adoptée par l'Assemblée générale reprend, sous forme modifiée, les recommandations sur lesquelles débouche le rapport, et parmi lesquelles figurent : inclusion des infractions économiques et de certaines infractions fiscales dans les traités et lois régissant l'extradition et l'entraide judiciaire; examen de la législation nationale afin de permettre à la police de traiter ces infractions avec des pouvoirs équivalents à ceux dont elle dispose en matière de criminalité générale; octroi, aux autorités compétentes, de la possibilité d'obtenir, sous couverture judiciaire, des renseignements couverts par le secret bancaire, en faveur d'investigations conduites à l'étranger; mise à la disposition des services répressifs compétents autres que la police, des facilités offertes par INTERPOL; restriction de l'application du principe de la double incrimination dans la coopération entre Bureaux centraux nationaux-INTERPOL.

— *Trafic illicite international des stupéfiants en 1975; vols de drogues dans les pharmacies.*

Il ressort de ces rapports que les saisies d'opium sont dans l'ensemble en diminution importante, notamment dans les pays d'Extrême-Orient, alors que le trafic d'héroïne originaire de ces pays a pourtant augmenté. On peut donc supposer que l'opium est transformé en morphine, puis en héroïne, plus près des centres de production d'opium.

Les saisies de cannabis ont connu une forte croissance dans certains pays. De nombreux pays semblent donner la priorité à la lutte contre les drogues « dures » (par exemple : héroïne), au détriment de la lutte contre les drogues « douces »; dans ces circonstances, le trafic de cannabis ne peut qu'augmenter.

Dans plusieurs pays, un phénomène nouveau se fait remarquer : le marché clandestin de drogues s'approvisionne au moyen de vols et cambriolages commis au préjudice de pharmacies, de laboratoires ou de grossistes de produits pharmaceutiques. Ainsi, dans la période de référence, on a constaté 900 infractions de ce genre en France, 1 291 en R.F.A., et 769 au Royaume-Uni.

L'Assemblée générale a adopté trois résolutions en la matière portant sur : la consommation du cannabis et la suppression de sa culture illicite; les cultures de substitution; l'entraide dans la lutte contre le trafic des stupéfiants.

— *La situation du faux monnayage en 1975.*

Le nombre de pays dont la monnaie-papier a été contrefaite est stable (29 en 1975). Le dollar américain continue à être la monnaie la plus souvent contrefaite (321 nouveaux types de contrefaçons ont été identifiés; de faux dollars ont été découverts dans quarante-neuf pays).

— *Incendie de sa propre chose par l'assuré dans un but frauduleux.*

— *Intervention et coopération policière dans le trafic des espèces animales sauvages.*

— *Mise en observation et surveillance systématique des malfaiteurs internationaux.*

En ce qui concerne les finances de l'Organisation, la décision prise par l'Assemblée générale de fixer le montant de l'unité budgétaire à 8 900 FS (auparavant 5 900 FS) revêt de l'importance. Les pays affiliés à l'Organisation paient une contribution annuelle qui varie entre une et quatre-vingt unités budgétaires.

E. SCHLANITZ.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

I. — DROIT PENAL ET OUVRAGES AUXILIAIRES

Slavery and the Penal System, par Thorsten Sellin, New York, Elsevier Scientific Publishing Company, 1976, 202 pages.

M. Thorsten Sellin nous offre aujourd'hui une œuvre longuement mûrie, fruit de recherches minutieuses, de réflexions approfondies et d'une parfaite maîtrise de la science criminologique comme de l'histoire des institutions pénales. Au départ, l'auteur avait été frappé par la thèse, développée par G. Radbruch avant la dernière guerre, selon laquelle les châtiments de l'ancienne Europe, les peines corporelles, les supplices, les tortures, et la peine de mort elle-même étaient les châtiments d'abord réservés aux esclaves et appliqués ensuite aux hommes libres des classes inférieures, si proches encore de la condition servile, puis enfin à tous les délinquants quels qu'ils fussent. M. Th. Sellin a voulu vérifier le bien-fondé de cette affirmation, et, au terme d'une enquête patiente et exhaustive, il apporte son plein accord à Radbruch.

Son ouvrage représente cependant beaucoup plus que la simple démonstration ou que l'illustration de cette thèse. De l'Antiquité grecque et romaine à nos jours, en passant par le Moyen Age, la Renaissance, l'Age des Lumières et le XIX^e siècle (spécialement aux Etats-Unis), c'est l'histoire entière du système pénal qui nous est retracée avec toutes ses implications et tous ses prolongements concernant la philosophie de la peine, l'évolution des conceptions pénologiques et le développement des notions de politique criminelle.

Le thème conducteur se retrouve à chaque phase de l'évolution. Il est certain qu'à Athènes, puis à Rome, les châtiments spécifiques des esclaves (la mise en croix, les mutilations, le feu, le fouet) ont été peu à peu étendus aux affranchis, aux étrangers, puis aux travailleurs libres, à une époque où le travail manuel était assimilé à l'esclavage. Il en fut de même pour la participation aux ouvrages publics ou au travail dans les mines, qui était normalement réservé aux esclaves, lesquels l'effectuaient enchaînés (*vincula publica*). L'*ergastulum* romain était également à l'origine un emprisonnement, souvent souterrain, où l'esclave fautif était soumis, chargé de chaînes, à un travail forcé. Aussi bien le délinquant pouvait-il, dans certains cas, être vendu comme esclave. On le condamnait, de toute manière, au châtiment ou au travail de l'esclave, et la punition pénale consistait précisément à être traité comme un esclave.

Le système pénal a gardé la marque, quasi indélébile, de cette origine à travers bien des transformations politico-sociales. Dès avant le Moyen Age, ce système pénal est utilisé par la classe dominante à son profit ou pour maintenir l'ordre établi par elle; et cette organisation sociale comporte l'exploitation

et l'oppression des esclaves, puis des « classes inférieures » qui leur sont assimilées. Sans doute, avec le Moyen Age précisément, les châtiments deviennent essentiellement corporels, avant de se compléter par des peines humiliantes. On perd un peu de vue l'internement et même le travail forcé; mais bientôt les galériens ont aussi une condition d'esclave et on envoie aux galères non seulement des criminels, mais des suspects, des individus de mauvaise vie, des dévoyés et, après la révocation de l'Edit de Nantes, des huguenots.

Cependant, la double notion d'internement et de travail allait réapparaître et, qu'il s'agisse des maisons de correction d'Angleterre (*Bridewells*), de *Tuchthuis* hollandais ou de *Zuchthaus* des villes hanséatiques (ch. VI, p. 70 et s.), des institutions nouvelles vont naître qui auraient pu conduire à une réforme profonde de la pratique pénale; « mais elles deviennent seulement un procédé destiné à rendre le travail pénitentiaire profitable à l'Etat » (p. 82). L'abandon des galères ne fit pas supprimer la peine des galères, et l'envoi des galériens dans les arsenaux donna naissance aux bagnes. M. Th. Sellin rappelle combien la visite du bague de Toulon impressionna John Howard, et il examine successivement la vie des bagnards et les bagnes espagnols, italiens, anglais avec leur aboutissement final, la *penal servitude* (p. 103 et s.). Le travail devient alors partie intégrante de la peine, sinon même, en soi, le châtiment: c'est la conception du *Hard Labour Act*, 1779, où la peine consiste dans un travail forcé, physiquement très dur et dégradant, plus que dans la privation de liberté.

Quand le régime cellulaire l'emporte, on imagine divers procédés pour faire travailler le détenu — le travail étant toujours l'essentiel ou du moins la caractéristique première de la peine — dans l'isolement, fût-ce à faire tourner des manivelles (*the crank*), nouvelle forme de *hard labour* complètement improductif — et purement punitif (p. 110). Ainsi se développe un « esclavage pénal » que l'auteur suit dans l'ancienne Russie puis dans les Etats du Sud avant la guerre civile (ch. IX, p. 113 et s.). Ici encore, la thèse soutenue se vérifie. A la veille de la Guerre de Sécession, il y avait aux Etats-Unis quatre millions d'esclaves noirs, tous, sauf un peu plus de cent mille à peine, dans le Sud; et il s'est créé un régime pénal spécial pour ces esclaves. Bien que la réforme pénitentiaire tende à s'organiser (p. 138) et qu'on veuille que le détenu puisse fournir un travail utile à l'établissement où il est interné et à la communauté, on en arrive à le louer à des employeurs comme autrefois on louait la main-d'œuvre servile, ce qui donne naissance au *lease system* (p. 141) que l'auteur étudie ensuite spécialement dans une série d'Etats (ch. XI, p. 145 et s.): c'est là un produit naturel de deux siècles de *chattel slavery* (l'esclave étant une sorte de bien meuble à l'entière discrétion de son maître); et la suppression même de l'esclavage « ne changera pas l'opinion des anciens maîtres sur le statut des Noirs et sur une société dominée par les Blancs ».

L'idée de l'exploitation (oppressive) du travail servile ou pénitentiaire conduit à faire travailler, à la chaîne, sur les routes, dans des camps ou dans des fermes, les condamnés qui ont pris la place des anciens esclaves; ces chaînes n'ont disparu qu'après la Deuxième Guerre mondiale (p. 167). Qu'il s'agisse d'entreprises privées ou d'administrations publiques, la situation ne change pas: on y retrouve le même mépris du Noir ou du délinquant, et ce système, où le condamné est considéré comme un « esclave public », offre peu d'occasion de développer des « programmes de réhabilitation » (p. 176).

Ainsi, depuis ces novateurs de Hollande au XVI^e siècle, dont M. Th. Sellin a analysé l'apport dans un livre fameux¹ et depuis les premiers pénologues humanitaires de la fin du XVIII^e siècle jusqu'au mouvement de réforme pénitentiaire du XIX^e, puis du XX^e siècle, l'origine esclavagiste, et négatrice des droits

du condamné-individu, a lourdement pesé sur l'évolution du système pénal et largement contrecarré toutes les tentatives faites en vue d'en assurer l'humanisation. Peut-être (bien que M. Th. Sellin n'en fasse pas état) cette conception discriminatoire et « raciste » s'est-elle trouvée — indirectement — renforcée par la théorie positiviste qui voyait dans la « criminalité atavique » une régression de l'humanité vers des types inférieurs et tendait à dégager cette notion de « monstres sociaux » qu'une certaine propagande en faveur de la répression indiscriminée de la violence s'efforce parfois de reprendre aujourd'hui. Le grand mérite de M. Thorsten Sellin, dans ce remarquable ouvrage, est, non seulement de nous instruire et — ce qui est mieux encore — de nous éclairer, mais aussi et surtout de nous inviter à réfléchir sur la signification réelle du système pénal et sur les exigences profondes d'une politique criminelle humaniste.

M.A.

La crainte du châtiment, publication de la Commission de réforme du droit du Canada, Ottawa, Imprimerie et édition Approvisionnement du Canada, 1976, 160 pages.

Au lendemain du Deuxième Colloque international du Centre de recherches de politique criminelle portant sur la prévention générale, il est intéressant de consulter ce livre dont l'objet est précisément de faire le point sur la question. Publié par la Commission de réforme du droit du Canada, il a été précédé de plusieurs études importantes s'interrogeant sur les questions relatives à la détermination de la peine et aux questions annexes du *sentencing* au regard du problème général de l'intimidation.

On affirme habituellement que l'intimidation est évidente parce qu'elle résulte du simple bon sens. Mais la Commission canadienne doute précisément que l'on puisse fonder l'administration de la justice sur « les vagues notions » que reflète ce « gros bon sens ». L'idée générale de châtiment et de dissuasion ne lui paraît pas une base solide pour édifier une nouvelle structure légale et une nouvelle philosophie de la détermination et du prononcé de la sanction. Il importe donc, à cet égard, d'être mieux informé et c'est pourquoi elle a suscité deux études qui constituent la substance du présent ouvrage.

Le professeur E. A. Fattah présente d'abord une « Revue de la littérature sur l'effet dissuasif de la peine ». Il s'agit d'un dépouillement méthodique de la documentation, d'ailleurs considérable, fournie par les études nombreuses qui ont été entreprises pour mesurer le rôle et surtout la réalité effective de l'intimidation de la peine. Une grande place est laissée à juste titre aux études empiriques sur la dissuasion générale (objet du chapitre 2, essentiel et cœur de l'ouvrage) envisagée sous tous ses aspects y compris l'approche « écologique » (p. 47 et s.) et l'approche « perceptive » (p. 81 et s.). L'auteur s'attache pour terminer à la « dissuasion spéciale », c'est-à-dire, en fait, à la récidive (p. 99 et s.).

La conclusion générale, comme du reste les conclusions particulières présentées chemin faisant sur les différents points étudiés, (notamment celui des délits spécifiques, p. 70) sont d'une extrême prudence. On est encore très mal informé du jeu réel de l'intimidation et des recherches systématiques restent, à cet égard, nécessaires. On risque à la fois d'en exagérer l'importance en la tenant, presque naïvement, pour acquise ou d'en méconnaître la portée véritable. Il faut en cette matière multiplier les distinctions et rester sensibles à de multiples nuances. La plus grande partie de la population soumise aux normes habituelles de la vie sociale n'est en réalité pas touchée

1. *Pioneering in Penology*, Philadelphie, 1944; v. cette *Revue*, 1951, p. 756.

par l'intimidation; et la plupart des criminels décidés ne le sont pas davantage. Faut-il alors penser qu'elle peut jouer surtout pour les groupes marginaux? L'étude des délits spécifiques n'apporte ni la preuve, ni l'infirmité de « l'hypothèse de la dissuasion ». La perception en est essentiellement variable selon les cas, les individus et les milieux; et la punition parfois efficace peut aussi comporter des « effets secondaires ou accessoires indésirables ». L'auteur, qui a marqué dès le départ les limites de la dissuasion, souligne aussi les limites de la recherche expérimentale en cette matière où elle est cependant de plus en plus nécessaire.

Le second exposé contenu dans cet ouvrage est dû à un spécialiste du problème, le professeur James J. Teevan. Il est consacré à « La force de dissuasion des peines imposées pour les introductions par effraction et les vols » (p. 129 et s.). Il s'agit là d'une étude précise portant sur une catégorie délimitée d'infractions et d'infracteurs. Elle envisage successivement les « moyens subjectifs », c'est-à-dire la perception individuelle de la possibilité de la peine, les problèmes de méthodologie de la recherche, les données recueillies et enfin les résultats enregistrés.

Plus encore que le premier exposé ou, si l'on préfère, plus nettement, M. Teevan estime que la certitude du châtement ou la peur d'être appréhendé joue plus efficacement que la sévérité, d'ailleurs souvent mal connue ou mal perçue, de la peine. Mais ici encore les auteurs, témoignant du reste par là d'une grande loyauté scientifique, refusent de se prononcer catégoriquement. Des recherches, qui seront apparemment d'un très grand intérêt, se poursuivent; nous en restons cependant, pour l'instant, à « l'hypothèse » de la dissuasion...

M. A.

Justice in Sentencing : Papers and Proceedings of the Sentencing Institute for the First and Second United States Judicial Circuits, publié par Leonard Orland et Harold Tyler, Mineola et New York, The Foundation Press, Inc. 1974, 353 pages.

La révolte de la prison d'Attica a causé un choc considérable aux Etats-Unis et a conduit les juges qui possèdent un pouvoir souverain d'appréciation quant à la peine à appliquer à s'interroger sur la finalité de leur action. Cet ouvrage constitue une relation détaillée des tables rondes sur le *Sentencing* qui ont eu lieu sous les auspices du *Sentencing Institute* à Crotonville, Etat de New York, du 11 au 13 janvier 1973. Ces journées ont réuni plus de cinquante juges fédéraux appartenant aux premier et deuxième circuits. Assistèrent également à ces tables rondes des chefs d'établissements pénitentiaires et des agents de probation.

Ont été successivement abordés les problèmes des objectifs de la sentence pénale, du choix entre l'incarcération ou le milieu ouvert, de la durée de l'incarcération, du contrôle de la décision, de la procédure de négociation de reconnaissance de culpabilité, de l'influence de la libération conditionnelle. Plusieurs rapports reproduits en annexe avaient été mis à la disposition des congressistes.

Il résulte de ce livre que les juges fédéraux américains ne sont pas tous d'accord sur la finalité de leur action. De grandes divergences apparaissent notamment sur le point de savoir si le juge doit authentifier les décisions du ministère public. Il semble néanmoins que la plupart des participants sont sceptiques sur la vertu thérapeutique de la prison, tout en ayant par ailleurs conscience des difficultés du milieu ouvert.

Les interventions du juge Tyler et du juge Frenkel nous ont paru les plus remarquables.

G. M.

La torture propre, par Jean-Claude Lauret et Raymond Lasierra, Paris, Bernard Grasset, 1975, 290 pages.

Bien que datant déjà de deux ans, *La Torture propre* reste un livre d'actualité qu'il faut lire. Certes tous ses chapitres n'ont pas la même valeur, mais à quelques réserves près, tous apportent des éléments de réflexion et tous les lecteurs, même ceux qui pourront facilement réfuter certaines des assertions des auteurs trouveront un très grand intérêt à cette lecture.

La torture propre, c'est l'utilisation de recherches médicales, et essentiellement psychiatriques, pour obtenir des aveux, et même une certaine adhésion de ceux qui sont torturés aux principes qui leur sont inculqués. Il s'agit bien d'une torture non sanglante qui s'oppose aux techniques moyenâgeuses de l'Inquisition, mais qui leur fait suite de façon directe.

Ce qui frappe le plus à la lecture de ce livre alors que nous connaissons l'existence de ces moyens de torture dans les pays de l'Est et en Chine, c'est que ces techniques soient si répandues dans le monde. Les recherches ont été effectuées dans presque tous les pays, depuis celles effectuées à Cambridge en 1964 et celles pratiquées ensuite aux U.S.A. en ce qui concerne la privation de sommeil. En ce qui concerne la privation sensorielle, l'Allemagne, l'Australie, la Grande-Bretagne et la France ont également participé à ces recherches. Mais on se demande jusqu'à quel point il ne s'est pas agi même, dans certains cas, d'expérimentations sur des prisonniers. L'utilisation de drogues, et en particulier de dérivés du curare semble avoir été effective aux U.S.A., en Uruguay, en Syrie. D'autres manipulations, « thérapeutiques » cette fois, ont consisté en castration chimique ou chirurgicale au Danemark, en Australie, en Suisse, en Allemagne. Des techniques d'aversion et de détoxication, des lobotomies auraient également été réalisées dans un but de redressement permettant d'éviter le maintien en prison à vie d'un certain nombre de personnes considérées comme n'ayant pas un raisonnement ou un comportement normal. Il ne serait pas impossible que l'implantation d'électrodes dans le cerveau permette d'améliorer encore à l'avenir ces techniques de « thérapie sociale ».

La lecture des livres rapportant les méthodes de torture médiévales est extrêmement pénible. Elle n'est supportable que parce que l'on se rend compte, ou parce que l'on croit, qu'il s'agit de méthodes totalement oubliées. La lecture du livre de M. Jean-Claude Lauret et de M. Raymond Lasierra, qui nous prouve au contraire qu'il existe maintenant des méthodes de torture beaucoup plus évoluées, oblige à reposer le problème des rapports de la médecine avec le pouvoir. Les psychiatres français, lançant récemment un appel à tous leurs confrères du monde contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins de répression politique, ont bien senti l'urgence qu'il y a aujourd'hui à trouver des solutions vraies, efficaces, à ce problème. Il est certain que les juristes se doivent de l'étudier avec beaucoup d'attention, car il s'agit d'un problème qui ne peut que se développer, les pouvoirs publics des différents pays ne pouvant, avec de bonnes et avec de mauvaises raisons, que chercher à réhabiliter les « déviants ».

Mais les savants du monde entier doivent aussi prendre conscience de leur responsabilité, lorsque telle ou telle de leurs recherches peut être détournée

de ses buts et c'est d'ailleurs cette prise de conscience qui les a fait créer un mouvement nouveau : le Mouvement universel de responsabilité des savants.

P. MULLER.

Cesare Beccaria and the Origins of Penal Reform, par Marcello Maestro, préface de Norval Morris, Philadelphie, Temple University Press, 1973, 179 pages.

On dirait volontiers de cet ouvrage, selon une formule courante, qu'il se lit comme un roman. Car si l'auteur a bien voulu rechercher, comme le rappelle son titre même, les origines de la réforme pénale, il a eu souci avant tout de nous retracer la vie de Beccaria dans toutes ses phases, dans ses soucis et dans ses luttes ou dans ses difficultés, familiales ou financières, autant que dans les honneurs qui s'abattirent sur lui; et M. Marcello Maestro le fait de manière vivante et attachante.

Le livre nous rappelle d'abord la situation de Milan à l'époque où Cesare Beccaria y naquit (1738); il retrace ses premières études, où il se signala par ses aptitudes mathématiques (ses camarades de classe l'appelaient « le petit Newton »), ses rapides et faciles études de droit, sa participation à la vie littéraire milanaise, son mariage romanesque, malgré l'opposition de ses parents, sa rencontre avec Pietro Verri, l'ami qui eut sur lui tant d'influence, son premier ouvrage (1762) sur le désordre monétaire de Milan, et la rédaction du fameux opusculé de 1764, dont Pietro Verri lui avait indiqué le sujet. M. Maestro rappelle encore le besoin qui se faisait sentir de réformes pénales, analyse le *Traité des Délits et des peines*, (ch. 2) et l'extraordinaire succès de ce petit livre (ch. 3). Mais il nous fait comprendre aussi que c'est là presque un accident dans la carrière de Beccaria, qui cherche bientôt à publier, avec les frères Verri, l'équivalent italien du célèbre *Spectator* anglais; c'est *Il Caffè* périodique où sont abordés tous les sujets, sauf la religion et la politique, mais qui n'a qu'une existence éphémère (ch. 3, p. 46 et s.). Le voyage, finalement décevant et d'ailleurs écourté à Paris (1766) nous est ensuite raconté (p. 52 et s.).

De retour à Milan, Beccaria voit s'éloigner de lui ses amis, les Verri. Sa notoriété internationale est grande et Catherine II l'invite à venir en Russie préparer une grande réforme pénale. Il hésite devant ce long voyage et ce monde nouveau, il temporise et quand, en novembre 1768, il est nommé à une chaire, créée pour lui, d'économie et de commerce à l'Ecole Palatine, institution universitaire très réputée de Milan, il refuse l'offre de la Grande Catherine (p. 72). Il se consacre en même temps à des recherches sur la nature du style qui donneront lieu en 1770 à un premier volume (le second ne fut jamais écrit) dont Morellet, le traducteur des *Délits et des peines* fit paraître l'année suivante une édition française sous le titre *Recherches sur le style* (ch. 6, p. 75 et s.). Cependant, son enseignement d'économie politique remporta un grand succès, et Beccaria accumule des notes qui fourniront la matière des *Elementi di economia pubblica*, publiés après sa mort en 1804. M. Maestro nous donne une fort intéressante analyse de la pensée économique — et sociale — de Beccaria et de son activité comme membre du Conseil économique suprême de Milan où il est nommé en 1771 (ch. 7 et 8, p. 81 et 95 et s.) : il fut notamment le premier à proposer un système décimal des poids et mesures (p. 104 et s.); il dota Milan de la première école vétérinaire; et il proposa à la municipalité de Côme d'allouer des indemnités de chômage aux citoyens sans travail (p. 122) : proposition très hardie pour l'époque et qui ne fut pas adoptée. L'inégalité sociale le choqua autant que

les excès de la répression. En 1791, il devient membre de la Commission de réforme de la législation criminelle de Lombardie.

L'influence du petit *Traité des Délits et des peines* a, on le sait, été considérable et Léopold II de Toscane s'était tout de suite efforcé de traduire les idées de Beccaria en termes de législation positive. La législation pénale suscite alors un intérêt grandissant (ch. 10, p. 125 et s.) et M. Maestro nous rappelle les développements du mouvement de réforme en Italie, dans les différents pays d'Europe et en Amérique, pour insister ensuite spécialement sur la préparation du nouveau Code lombard (ch. 11, p. 144 et s.).

Les dernières années de Beccaria (ch. 12, p. 151 et s.) furent attristées notamment par l'échec du mariage de sa fille Giulia (elle fut la mère du grand écrivain italien Alessandro Manzoni), par des querelles avec ses frères, par le trouble que lui causait le déroulement de la Révolution française et — faut-il le dire ? — par quelques excès de table qui semblent n'être pas étrangers à l'attaque d'apoplexie qui devait l'emporter le 28 novembre 1794 : il n'avait pas encore 57 ans.

Ce petit livre, excellemment présenté par M. Norval Morris, nous fait revivre, dans un style alerte et précis, toute la carrière de Beccaria, en nous faisant mieux mesurer la diversité de ses aptitudes et de ses activités, que risque presque d'estomper le succès retentissant de son fameux opusculé de 1764.

M. A.

II. — PROCEDURE PENALE

Probleme der Strafprozessreform (Les problèmes de la procédure pénale), Conférences par H.-H. Jescheck, H. Dünnebiel, C. Roxin, H. Tröndle et K. Peters, Berlin, New York, Walter de Gruyter, coll. « Göschen », 1975, 127 pages.

Ce petit ouvrage collectif, publié sous la direction du professeur Hans Lüttger, présente les conférences et les travaux consacrés, au cours du semestre d'été 1974, par la *Freie Universität* de Berlin, aux problèmes posés par la réforme de la procédure pénale allemande. Essentiellement destiné aux étudiants et aux praticiens, il se veut un exposé clair, simple et méthodique des idées nouvelles et des projets en cours d'élaboration.

Dans le premier chapitre (*Rechtsvergleichung als Grundlage der Strafprozessreform*), le professeur Jescheck définit le rôle du droit comparé et de la méthode « comparative » dans l'élaboration, outre-Rhin, d'un nouveau droit processuel pénal. En introduction, il rappelle que l'évolution de la procédure pénale s'est faite, en Allemagne, en deux grandes étapes. L'effondrement de l'Absolutisme politique et la naissance du Libéralisme, au milieu du XIX^e siècle, ont entraîné la disparition de la forme inquisitoire de l'instance pénale; les grands principes libéraux, contenus dans les textes du Parlement de l'église Saint-Paul (Premier Parlement allemand), ont en effet très fortement marqué les codifications de 1877, qui, pendant près d'un siècle, ont organisé la justice pénale allemande et son fonctionnement. La deuxième grande étape a eu lieu en 1964 par la promulgation d'une législation qui a renforcé les droits de la défense. Cette nouvelle mutation de la conception de l'instance pénale était, souligne l'auteur, une conséquence nécessaire et logique de la Constitution de 1949 et de la notion d'« Etat social » (*Sozialer Rechtsstaat*) qu'elle contient. L'évolution du droit allemand n'est, comme le note le

professeur Jescheck, nullement achevée dans ce domaine; une série de réformes devrait, préconise-t-il, favoriser la répression des formes modernes de la criminalité, une meilleure indemnisation des victimes, une nette diminution de la durée des procédures ainsi que la réception des principes fondamentaux de la Convention européenne des droits de l'homme.

En 1974 le législateur allemand a commencé, avec plus ou moins de succès, à se consacrer à cette troisième étape, avec notamment les lois sur le secret professionnel des travailleurs sociaux et sur le refus de prestation de serment. Le professeur Jescheck souligne, à cet égard, le rôle du droit comparé dans cette nouvelle mutation du droit positif d'outre-Rhin et en démontre l'importance en rappelant que la procédure pénale, en Allemagne, a déjà subi, au cours de ses trois évolutions successives la double influence des systèmes juridiques français puis anglo-saxons. Il évoque la contribution, dans la naissance d'un droit processuel libéral, de la Révolution française et des grandes codifications napoléoniennes et mentionne le nom de juristes allemands comme Franz von Liszt, qui s'en sont fait les initiateurs. La fin du XIX^e siècle et le début du XX^e ont vu, note-t-il, croître et se conforter l'influence des droits anglais puis nord-américain. Les travaux du II^e Congrès des juristes allemands sur la *cross examination* (*Kreuzverhör*), les ouvrages de Mendelssohn-Bartholdy et de Gerland, le grand projet de réforme de 1920 ont profondément marqué la doctrine allemande. D'autre part l'occupation territoriale des troupes américaines et le rôle primordial joué par les Etats-Unis dans la très jeune République fédérale ont considérablement renforcé l'influence que le droit américain avait commencé à exercer après la Première Guerre mondiale. Ayant ainsi justifié le recours, pour les réformes en préparation, au droit comparé, le professeur Jescheck, dans la deuxième partie de ce chapitre, consacre de substantiels développements aux techniques utilisées par les comparatistes. La première question à résoudre, note-t-il, est le choix des législations dignes d'intérêt pour une analyse comparative et susceptibles de retenir l'attention du législateur allemand. Dans la famille des droits germaniques, l'examen de la législation autrichienne s'impose, selon l'auteur, en raison de la grande similitude de ses paramètres culturels, sociaux et politiques tandis que le droit suisse, avec ses vingt-cinq codes de procédure pénale, offre une très grande diversité de solutions. Si l'étude des procédures française, italienne, espagnole, nord-américaine et anglaise est indispensable, l'analyse des réglementations processuelles belges, hollandaises, suédoises et finlandaises est vivement recommandée en raison de certaines de leurs dispositions qui reflètent parfois un particularisme et une originalité certains. Les systèmes juridiques de l'U.R.S.S., de la Pologne, de la Yougoslavie et de la R.D.A., devront également retenir l'attention du juriste allemand. Le professeur Jescheck préconise, en outre, l'examen de la législation japonaise, qui a reçu au XIX^e siècle les droits français et allemand et à partir de 1945 le droit nord-américain. Après avoir fait l'inventaire minutieux des diverses sources de droit des systèmes juridiques étudiés (codifications, lois, règlements, coutumes, jurisprudence, usages et pratiques judiciaires), l'auteur suggère au comparatiste, soucieux d'efficacité et de crédibilité, une analyse approfondie de la réception prévisible, par le corps social, des dispositions processuelles envisagées, notamment par l'exploitation de sondages d'opinion, de statistiques ou de campagnes de presse tant en Allemagne qu'à l'étranger. En conclusion, le professeur Jescheck évoque de façon sommaire et à titre d'exemple, l'intérêt de l'utilisation du droit comparé dans le cadre des projets de la réforme de la détention préventive, de la durée des procédures et du pourvoi en révision.

Le deuxième chapitre de l'ouvrage (*Reforme der Untersuchungshaft*) est consacré à l'étude succincte du droit allemand de la détention préventive et

à sa réforme éventuelle. Son auteur, le procureur général Dünnebie, brosse d'abord un tableau très simplifié de ses conditions de fond et de forme. Il analyse sommairement la notion de présomptions (*dringender Tatverdacht*) et énumère les cas légaux de mise en détention avant jugement (*Haftgründe* : *Flucht und Fluchtgefahr*, *Verdunkelungsgefahr*, *Wiederholungsgefahr*, etc.). Il présente rapidement les mesures substitutives à l'incarcération (*Haftsurrogate*) et souligne les effets bénéfiques de la limitation légale de la durée des mandats de dépôts. Le procureur général Dünnebie évoque ensuite le statut pénitentiaire du détenu préventif et décrit son régime très libéral. Il soulève et discute assez longuement les problèmes posés par l'application au détenu provisoire des sanctions disciplinaires pour violation du règlement intérieur de la maison d'arrêt (*Hausstrafe*). Enfin l'auteur expose une série de suggestions, très ponctuelles, pour améliorer le droit allemand de la détention provisoire. Il souligne plus particulièrement l'intérêt qu'il y aurait à modifier la réglementation régissant l'exécution du mandat de dépôt, notamment en ce qui concerne le partage de compétence entre le gardien-chef et le juge d'instruction. Il évoque également l'hypothèse d'une nouvelle définition du rôle de la police dans les arrestations et préconise la multiplication des mesures substitutives aux mises en détention préventive. Il note surtout, en conclusion, que seule une réforme globale du St-PO pourra permettre de résoudre les ambiguïtés des mesures privatives de liberté avant jugement.

Le troisième chapitre de l'ouvrage (*die Reform der Hauptverhandlung im deutschen Strafprozess*) est consacré à la réforme de l'instance pénale en droit allemand. L'auteur, le professeur Roxin, souligne, en introduction, que la conception libérale du procès pénal a soulevé, dès la première moitié du XIX^e siècle, de nombreuses objections, qui ont conservé de nos jours toute leur pertinence. Faisant référence au droit anglo-saxon et citant comme ouvrage fondamental le livre du Dr Hermann (*die Reform der deutschen Hauptverhandlung nach dem Vorbild des anglo-amerikanischen Rechtes*), il procède à une étude critique de chacune des parties au procès pénal. Rappelant les articles 238, 239, 240, 244 et 257 du StPO, il met en évidence la position dominante du président d'audience à qui incombe la direction de l'instance (*die Leitung der Verhandlung*), l'interrogatoire du prévenu (*die Vernehmung des Angeklagten*) et l'administration de la preuve (*die Beweisaufnahme*). Il mentionne d'autre part que le tribunal n'est pas tenu de fonder sa religion sur les seules preuves ou arguments du ministère public et de la défense mais peut attirer au débat tout élément qui lui semble fondamental (art. 244, al. 2). Le parquet et les avocats ne peuvent participer à l'interrogatoire du prévenu que pour poser des questions complémentaires et n'interviennent réellement qu'au moment de leurs plaidoiries et réquisitoires. Cette organisation du procès, note le professeur Roxin, fait ressentir le magistrat, par le biais de son rôle inquisitoire, non plus comme un arbitre neutre mais le plus souvent comme un adversaire (*Gegenspieler*) dont l'impartialité peut être suspectée. La décision de renvoi devant la juridiction, qu'il prend (*der richterliche Eröffnungsbeschluss*), la connaissance qu'il a, avant le procès, du dossier, peuvent faire craindre, selon l'auteur, de la part du président d'audience, un pré-jugement irréversible. Faut-il pour autant modifier fondamentalement l'économie du procès pénal et introduire les conceptions anglo-saxonnes de la *cross-examination* et du rôle passif et muet du juge? Le professeur Roxin ne le pense pas et souligne toutes les ambiguïtés et les lacunes de la procédure anglaise. Priver le président d'audience de la consultation des pièces écrites du dossier et l'obliger à fonder sa conviction sur les seuls débats oraux paraît, pour l'auteur, inconcevable sous le double aspect de l'efficacité du juge (notamment dans les affaires complexes) et de la recherche de la vérité (principalement en ce qui concerne la loyauté des interventions). Réduire le parquet au rôle d'une simple partie, au même titre

que la défense, conduirait le ministère public à n'instruire qu'à charge et affaiblirait considérablement la position du prévenu qui serait ainsi privé de l'aide, souvent à décharge, des services de police. Faire du président d'audience un arbitre muet serait également peu opportun : le professeur Roxin souligne tout l'intérêt, pour le délinquant et pour le tribunal, d'établir des contacts et des rapports humains qui peuvent permettre, en outre, aux avocats et à l'accusation, d'éviter aux magistrats des erreurs grossières d'appréciation. A titre de réforme, l'auteur préconise de charger le parquet et la défense de l'interrogatoire du prévenu, de l'administration de la preuve; il estime préférable de retirer au juge la décision de renvoi devant la juridiction de jugement, d'étendre aux échevins (*Laienrichter*) la consultation des pièces du dossier et de maintenir, pour le président d'audience, le pouvoir d'évoquer au débat tout élément nouveau, jugé fondamental. Faisant référence aux ouvrages de Heckner (*die Zweiteilung der Hauptverhandlung nach Schuld- und Reaktionsfrage*) et de Ulmen (*das Schuldinterlokut*), le professeur Roxin souhaite surtout que le procès pénal comporte désormais deux parties, chacune clôturée par une décision judiciaire : la première statuant exclusivement sur les faits et la culpabilité et la seconde sur la personnalité, les circonstances aggravantes ou atténuantes ainsi que le quantum de la peine. Cette division de l'instance pénale, qui trouverait de lointaines origines dans le vieux droit allemand (*die alte Schwurgerichtsverfassung*) permettrait, soutient-il, d'éviter les pré-jugements dus à la référence à la personnalité du délinquant (notamment pour les multirécidivistes), l'étalage, bien inutile, en cas de relaxe, des problèmes personnels et familiaux du prévenu ainsi qu'une défense bien plus efficace qui n'aurait plus à plaider la relaxe sur les faits et subsidiairement les circonstances atténuantes sur la personnalité. Une telle partition du procès favoriserait également, pense l'auteur, l'application par le tribunal de toutes les mesures visant à la réinsertion sociale des infracteurs (assistance psycho-éducative, psychiatrique, contrôle judiciaire, etc.). Dans le cadre de cette nouvelle organisation de l'instance, les spécialistes des sciences humaines (psychologues, psychiatres, etc.) pourraient même être chargés de fixer le quantum de la peine, après l'intervention, sur la culpabilité, des magistrats, dans la première partie. Le professeur Roxin rejette avec fermeté cette solution, qu'il condamne comme dangereuse. Il note, cependant, que ce projet de division du procès pénal, très favorablement accueilli par la doctrine (10^e Congrès de l'Association internationale de droit pénal, 1969) ne rencontre guère l'approbation des praticiens, magistrats et avocats. L'auteur tente alors d'en comprendre les raisons et analyse les deux principaux défauts — apparents à son avis — de la réforme proposée : ralentissement et alourdissement des procédures ainsi que difficulté pratique d'apprécier les faits sans référence à la personnalité et *vice versa*.

Dans le quatrième chapitre de l'ouvrage (*Zur Reform des Rechtsmittel-systems in Strafsachen*), le Dr Tröndle esquisse les grands traits d'une réforme éventuelle de deux des voies de recours existant en droit allemand : « *die Berufung* » (très analogue à l'appel du C.P.P. français) et « *die Revision* » (dont les effets ressemblent à ceux de notre pourvoi en cassation mais dont les conditions de fond, de forme et d'ouverture sont plus libérales). L'auteur, qui est un magistrat, dénonce d'abord les conséquences néfastes de l'appel, dont il souhaite l'abrogation. Il qualifie d'illusoire les garanties que cette voie de recours est supposée offrir aux parties au procès (prévenu, ministère public). D'une part, la recherche et la manifestation de la vérité lui paraissent, en cause d'appel, encore plus hypothétiques et aléatoires que devant les juridictions du premier degré : en raison des lenteurs de la justice et notamment au niveau des cours, les témoignages humains perdent de leur force et la valeur probante des preuves matérielles diminue. D'autre part, l'éventualité

d'un tel recours affaiblit sensiblement le rôle des tribunaux de première instance dont les décisions sont toujours susceptibles de réformation : les parties peuvent, dans les affaires délicates, considérer le procès du premier degré comme un « ballon d'essai » où tous les arguments ne seront pas développés et où les magistrats peuvent éluder une difficulté en laissant à la cour le soin de la surmonter. L'auteur juge les effets espérés du double degré de juridiction décevants. L'appel, largement ouvert et largement utilisé, est même devenu une des causes des lenteurs de la justice, notamment en ce qui concerne l'exécution des décisions. Enfin, le principe de l'oralité du procès pénal rend encore plus inefficace le contrôle que les cours sont censées exercer sur les premiers juges. Seul un pourvoi en cassation élargi (*erweiterte Revision*) pourrait, selon le Dr Tröndle, pallier les vices graves de l'appel. Certes il considère que le pourvoi en cassation, tel qu'il est actuellement organisé en droit allemand, est tout aussi illusoire que la voie d'appel. Il en retient cependant que le principe fondamental et les effets (contrôle de l'erreur de droit) sont bien plus protecteurs des intérêts des parties, en faisant principalement de la première instance un véritable procès. Il suggère ainsi un élargissement des cas d'ouverture et un assouplissement des conditions de forme et de fond. Parallèlement à la suppression de l'appel, le Dr Tröndle préconise une simplification de l'instance pénale par l'introduction d'une « procédure sommaire ».

Dans le dernier chapitre de l'ouvrage, (*die Reform des Wiederaufnahmerechts*), le professeur K. Peters présente le droit allemand de la révision (*die Wiederaufnahme*), tente d'en cerner les ambiguïtés et esquisse un projet de réforme. Contrairement au Code d'instruction criminelle, le StPO de 1877 a organisé de façon très libérale le pourvoi en révision, notamment en ce qui concerne les cas d'ouverture. Cette voie de recours est permise dès lors que sont rapportés des faits nouveaux ou des preuves nouvelles, qui, seule ou en relation avec d'autres moyens de défense déjà soulevés sont susceptibles d'entraîner la relaxe ou une application plus modérée de la loi. Après avoir rappelé l'évolution encore plus libérale de la législation d'outre-Rhin, au cours de la première moitié du XX^e siècle, l'auteur souligne que le pourvoi en révision soulève le problème de l'erreur judiciaire dont il tente de comprendre les causes. A cet égard il analyse avec minutie la valeur des motivations des jugements pénaux et essaie de faire la synthèse des moyens et des raisonnements par lesquels le juge asseoit sa conviction. Soulignant que la révision est liée à la notion de contrôle, il note que la religion des magistrats statuant au pénal repose le plus souvent sur des critères subjectifs et évoque le problème de la libre appréciation, par la juridiction de jugement, des preuves. Le professeur Peters étudie également la révision par rapport au principe de l'autorité de la chose jugée, et conclut qu'un tel principe est plus justifié en procédure civile qu'en matière pénale où les impératifs de la recherche de la vérité sont plus importants que les nécessités de l'ordre public. Enfin après avoir examiné quelques cas types donnant lieu, dans la pratique judiciaire allemande, à des pourvois, l'auteur présente son projet de réforme.

R. ESPEL.

L'essenzialità del procedimenta penale, par Carlo Taormina, Naples, Casa editrice Jovene, 1974, 511 pages.

M. Carlo Taormina qui a déjà consacré en 1972 un ouvrage à la procédure pénale, *Juge naturel et procédure pénale*, poursuit avec *L'essentiel du procès pénal* la voie qu'il s'est tracée, à savoir, de rendre compte de façon

vivante et précise de la réalité idéologique et juridique du procès pénal. Le Code de procédure pénale italien de 1930 est très marqué par l'autoritarisme du régime sous lequel il a été promulgué et privilégie nettement l'aspect inquisitoire du procès pénal. Ce texte a été modifié après la guerre par plusieurs réformes législatives et par les décisions de la Cour constitutionnelle qui ont tenté de l'adapter aux dispositions libérales contenues dans la Constitution italienne. Ainsi, comme le note l'auteur, se sont dégagés des principes nouveaux, de type accusatoire, qui pourraient servir de base à la rédaction d'un nouveau Code de procédure pénale.

M. Carlo Taormina envisage les rapports de la norme et du procès pénal, les principes fondamentaux de la logique procédurale et la théorie de l'action. L'auteur nie l'existence de tout droit de punir préexistant à la loi. Il adopte une conception très large du procès pénal qui selon lui débute avec le premier acte de l'enquête préliminaire et se termine avec le dernier acte d'exécution de la sanction pénale. Le procès doit être marqué par le principe « d'équivalence des positions » qui n'est autre que l'impartialité, l'introduction progressive de dispositions à caractère accusatoire dans la procédure, un rôle accru du juge à tous les stades de la procédure et un renforcement des droits de la défense. Pour l'auteur, l'action pénale en tant que demande judiciaire subjective n'existe pas. « Elle n'est rien d'autre que tout le procès pénal ».

Les réformes du Code de procédure pénale et la jurisprudence de la Cour constitutionnelle vont dans le sens des tendances dégagées par l'auteur. Ainsi, la loi de 1955, modifiant cent trente articles du Code de procédure pénale, qui augmente les garanties de la partie civile et de la défense et qui prévoit la mise en liberté de plein droit de certains inculpés placés en détention provisoire est une application du principe de « l'équivalence des positions ». Les réformes du 7 novembre et du 5 décembre 1969 sur le choix du mode d'instruction consacrent un renforcement des droits de la défense au détriment de ceux du ministère public et un accroissement du rôle du juge.

L'ouvrage de M. Carlo Taormina, brillante synthèse des principes nouveaux de la procédure pénale italienne, s'imposait après les modifications profondes ayant affecté ce domaine. Il a aussi le mérite de dégager clairement les lignes fondamentales du procès pénal dans un régime libéral.

C. ARRIGHI.

Verdediging in strafzaken mogolijkheden van het nederlandse strafproces (La défense dans les affaires criminelles; les possibilités de la procédure pénale hollandaise), par Aerts, Knoop, Kousemaker, van der Schans, Slot et Smidt van Gelder, 2^e édition, Zwolle, N. V. Uigevermaatschappij W. E. J. Tjeenk Willink, 1972, 103 pages.

Depuis une dizaine d'années, on s'intéresse en Hollande de plus en plus à l'assistance judiciaire en faveur de tous ceux qui ne pouvaient jusqu'ici facilement consulter un avocat. Ce livre porte témoignage de l'idée que l'égalité devant la loi doit impliquer des chances égales à l'assistance judiciaire. Il s'adresse au jeune avocat, qui n'a pas encore beaucoup d'expérience. On y trouve en raccourci un aperçu des règles principales de la procédure pénale et des possibilités que cette procédure présente à la défense. Ce livre emprunte sa valeur spéciale à ce qu'il offre à l'avocat nombre de conseils pratiques, qu'il ne trouvera nulle part dans la littérature. Un chapitre spécial qui ne se restreint pas à la procédure pénale, est consacré à l'assistance judiciaire en faveur des étrangers.

A. H. J. SWART.

III. — SCIENCES CRIMINOLOGIQUES

Handbook of Criminology, publié par Daniel Glaser, Chicago, Rand McNally College Publishing Company, 1974, 1180 pages.

Cet ouvrage collectif est d'un intérêt exceptionnel. Il présente en vérité une véritable somme de la criminologie au sens américain du terme.

Il est divisé en quatre parties intitulées respectivement : I. « Les explications de la criminalité et de la délinquance; théories et éléments de preuve »; II. « Le processus judiciaire »; III. « Le processus pénitentiaire »; IV. « Les problèmes de prévention ».

Dans chacune de ces parties, on trouvera des études signées des plus illustres criminologues et juristes américains. On ne relève qu'un seul nom européen, celui du professeur Ferracuti, qui publie dans cette anthologie un texte fort riche sur les agressions violentes.

Devant une telle richesse, un réel commentaire est évidemment impossible dans le cadre d'un rapide compte rendu.

Contentons-nous donc de signaler trois articles particulièrement originaux et intéressants : celui du professeur M. Cherif Bassiouni sur « Les principaux systèmes de droit pénal », qui a la particularité d'aborder le droit chinois et les droits arabes; celui de M. Stuart Adams sur « La mesure de l'efficacité des traitements »; celui de MM. Vetty et Philipps sur « L'analyse économique du contrôle de la délinquance ».

G. M.

Kriminologi, par Stephan Hurwitz et Karl O. Christiansen, Copenhague, Gyldendal, 3^e édition, t. I, 1968, 228 pages; t. II, 1971, 694 pages.

Criminologie est la troisième édition d'un ouvrage de M. S. Hurwitz publié pour la première fois en 1948 en langue scandinave. Ce manuel avait été salué à l'époque « comme le premier livre, clair, précis, complet, donnant une vue d'ensemble de la criminologie, de ses ramifications, de ses méthodes et de ses résultats¹ ». Le succès remporté encouragea son auteur à publier une traduction anglaise de l'ouvrage en 1952².

La troisième édition de *Criminologie* suit en tout les lignes directrices qui avaient été tracées dans les précédentes éditions bien que la présentation ait été modifiée puisqu'elle comporte désormais deux tomes. Le premier tome est consacré à une définition de la criminologie qui est complétée par une étude historique de cette science et par une étude de la criminalité au Danemark. La seconde partie de ce tome traite des fondements biologiques de la criminalité. Aux sujets précédemment abordés s'ajoutent à présent des études ayant trait à la criminalité chez les jumeaux et à la criminalité à caractère sexuel.

Le second tome reprend deux parties de la précédente édition : les fondements sociologiques de la criminalité auxquels l'auteur ajoute désormais l'action des stupéfiants et les fondements socio-psychologiques de la criminalité (structure familiale, comportement scolaire) ainsi que les prédispositions à la criminalité qui occupaient autrefois une place plus importante dans l'ouvrage et faisant l'objet d'une partie distincte. Ce tome est complété par une abondante bibliographie.

1. Cette Revue, 1950, p. 133.

2. Cette Revue, 1952, p. 329.

Il convient de noter que cette troisième édition est considérablement augmentée par rapport aux précédentes et qu'un effort tout particulier de mise à jour a été accompli. Ce travail a été mené avec la collaboration d'une équipe de spécialistes et surtout de Karl O. Christiansen.

Criminologie dans sa nouvelle présentation, garde ses qualités de clarté, son esprit de synthèse et sa méthode rigoureuse. Il est à souhaiter que, comme précédemment, une traduction en langue anglaise permette d'élargir son audience parmi ceux qui s'intéressent à la science criminelle.

C. ARRIGHI.

Scandinavian Studies in Criminology, Volume 4 : The Politics of Abolition, par Thomas Mathiesen, Oslo, Bergen, Tromsø, Universitetsforlaget, 1974, 222 pages.

L'auteur est professeur de sociologie juridique à l'Université d'Oslo. Il a été l'un des fondateurs du K.R.O.M., Association norvégienne de réforme pénale. Il en a assuré la présidence et continue de siéger à son conseil d'administration.

Le K.R.O.M., qui a pour but ultime la suppression de l'emprisonnement pour tous les délinquants non violents, se rattache à d'autres mouvements scandinaves : le K.R.U.M. suédois fondé en 1966 à l'issue d'une réunion connue sous le nom de « Parlement des Voleurs » ; le K.R.I.M. finlandais. L'originalité de ces mouvements est d'associer des universitaires, des responsables du traitement pénal, des ex-détenus, et également des détenus. L'ouvrage relate dans le détail les démêlés entre le K.R.O.M. et l'Administration pénitentiaire norvégienne. Malgré ses positions abolitionnistes, l'Association a lors de sa fondation essayé de collaborer avec les autorités pénitentiaires. Elle s'est vu successivement refuser la possibilité d'élection d'administrateurs du K.R.O.M. dans la population pénale, l'octroi de permissions de sorties aux détenus intéressés par les travaux de l'Association, la tenue de réunions dans les établissements pénitentiaires du Bureau de l'Association, enfin la libre correspondance entre les détenus et les responsables de l'Association.

Cet état de fait a entraîné un durcissement de l'Association, qui a soutenu des grèves dans les prisons et a révisé ses positions initiales sur les traitements en milieu ouvert.

Les difficultés ont amené l'auteur à s'interroger longuement sur la stratégie d'un mouvement « radical » au sens anglo-saxon du mot dans une société libérale. Il consacre à ce sujet la première partie de l'ouvrage. Ses développements très structurés et nuancés intéresseront le sociologue indépendamment du contexte. Ce livre curieux ne manquera pas de surprendre le lecteur français.

En le parcourant, nos responsables pénitentiaires, qui se plaignent parfois de l'action du C.A.P., constateront sans doute qu'ils ne connaissaient pas leur bonheur.

G. M.

Socialna patologija (Pathologie sociale), par Ljubo Bavcon, Milos Kobal, Lev Milcinski, Katja Vodopivec et Boris Uderman, Ljubljana, Mladinska Knjiga, 1969, 262 pages (en slovène).

Le docteur Ljubo Bavcon, professeur à la Faculté de droit de Ljubljana, entouré d'une brillante équipe de médecins et de juristes, présente une étude

de *Pathologie sociale*. Bien que l'ouvrage soit un peu ancien (1969), il nous a paru intéressant d'en rendre compte, car il est remarquable par le sérieux, confinant à la minutie, qu'apportent ses auteurs à l'étude des questions traitées et l'objectivité dont ils font preuve.

Après avoir, dans un premier point, précisé les buts de la recherche entreprise, le Dr Bavcon et son équipe s'attachent, dans un second point, à définir la nature du phénomène socio-pathologique. Reprenant l'idée de E. Ferri, selon laquelle un crime est la résultante et le symptôme, tant d'une pathologie individuelle que d'une pathologie sociale, ils arrivent à la conclusion que les attitudes de déviation socio-pathologiques doivent être étudiées à partir des conditions d'existence liées aux individus par la société. Cette société mouvante affecte l'individu doublement — négativement puisqu'elle est source d'aliénation — positivement puisqu'elle forme l'individu —, lui délimite un système d'ordres et de prohibitions, un cadre sécurisant s'il en accepte les normes, un domaine dans lequel il se transforme lui-même, soit qu'il s'y adapte, soit qu'il tente de s'en évader. L'interaction individu-société est une chaîne qui jamais ne s'interrompt, un perpétuel devenir.

Les auteurs forment donc l'hypothèse suivante : la position de l'individu dans la société, profondément marquée par son aliénation, doit être considérée comme la source des possibilités d'apparition et d'existence des phénomènes socio-pathologiques. Ces possibilités sont transformées en réalités sous l'influence de divers facteurs : 1) le statut social précis de l'individu ; 2) l'efficacité du processus de socialisation (c'est-à-dire le développement des valeurs qui rendent l'homme capable de se maîtriser et de maîtriser son environnement social) ; 3) le degré d'organisation ou de désorganisation sociale — désorganisation de la société globale que reflètent et accentuent les moyens de communication de masse — désorganisation des petits groupes : famille, commune, école, qui contribuent traditionnellement à la formation de la personnalité.

La réaction de la société à l'encontre du phénomène socio-pathologique, qui revêt le plus souvent la forme d'une sanction attachée à l'idée de préjudice, est inadéquate mais l'introduction d'une nouvelle attitude, basée sur la prévention est un processus lent et difficile. Il conviendrait d'assurer la protection des relations sociales de base et la resocialisation des auteurs d'actes socio-pathologiques.

Dans un troisième point, les auteurs analysent les diverses manifestations individuelles du phénomène socio-pathologique : 1) l'alcoolisme (préoccupant en Yougoslavie, particulièrement en Slovénie) ; 2) le refus du travail, la mendicité, le vagabondage ; 3) la turbulence juvénile ; 4) les déviations sexuelles : homosexualité, exhibitionnisme, viol, inceste, prostitution (verserons-nous un pleur en constatant qu'à Belgrade sur cent prostituées, six seulement parlent français alors que dix parlent anglais ?) ; 5) le suicide et la tentative de suicide (le suicide est fort répandu en Slovénie et le mode de suicide le plus usité reste la corde) ; 6) les aspects sociaux des anormalités mentales.

Chaque point fait l'objet d'un exposé détaillé. Les données numériques concernant le nombre de cas relevés, les âges des personnes intéressées, l'évolution générale, etc., sont exposées en tableaux tenant compte des six républiques yougoslaves et des territoires de Vojvodina et du Kosovo-Metohije. Les auteurs procèdent à une analyse très fine, tant du phénomène étudié que de ses causes, ses conséquences sociales et sa prévention. Une grande honnêteté les pousse à admettre que les remèdes appliqués par la société n'ont même pas la valeur de palliatifs. Un patriotisme bien compréhensible, l'amour d'une langue, qui est au demeurant le support d'une intéressante littérature, ont incité les auteurs à écrire leur ouvrage en slovène. Un résumé en anglais permet aux non-slovénisants un accès aux questions traitées.

Janie ECKERT.

Political Trials (Procès politiques), ouvrage collectif publié sous la direction de Theodore L. Becker, Indianapolis et New York, The Bobbs-Merrill Company, Inc., 1971, 255 pages.

La définition du procès politique a fait couler beaucoup d'encre. M. Theodore L. Becker n'en propose pas de nouvelle, mais s'efforce, dans une substantielle introduction, d'illustrer la diversité des phénomènes inclus dans la notion de procès politique. Pour lui, à côté des procès politiques sans guillemets on croit distinguer des procès « politiques » des « procès » politiques et des « procès politiques ». L'utilisation des guillemets a pour but de mettre l'accent tantôt sur la spécificité de l'objet du procès, tantôt sur la dépendance du juge par rapport au pouvoir politique.

Les distinctions de M. Theodore L. Becker apparaîtront à certains trop systématiques pour être absolument conformes à la réalité. L'intérêt de l'ouvrage est ailleurs. Il consiste à réunir un nombre important de monographies sur des procès politiques modernes, dans les pays les plus divers. Sont en effet successivement étudiés : l'affaire du *Spiegel* en Allemagne fédérale, le procès *Keshaw Singh* aux Indes, le procès *Inginuhit ng Tadhana* aux Philippines, le procès du chef *Enahoro* au Nigeria, les procès politiques à Cuba, les affaires *Sinyarkid Daniel* en U.R.S.S. et quatre affaires américaines, la « conspiration de Chicago », le procès de *Reies Lopez Tijerina*, l'affaire *Hoffu* et l'affaire *Leroi Jones*.

G. M.

Vagabonds, clochards, beatniks, hippies : les « vageux » dans la société industrielle, par B. Durou et André Rimailho, Toulouse, Privat, édit., 1970, 239 pages.

Cet ouvrage est dû à la collaboration de deux auteurs de formation très différente. Le Dr Durou, neuropsychiatre et ancien médecin pénitentiaire, et M. André Rimailho, journaliste et écrivain, auteur d'un reportage célèbre sur Lourdes.

Le principal mérite de ce livre est de montrer, exemples à l'appui, la diversité des personnalités des vageux. Le vagabond ne doit pas être confondu avec le clochard, le beatnik ou le hippie.

L'ouvrage est d'une lecture facile et peut-être parfois trop facile. Certains témoignages recueillis sont trop éloquents pour être toujours parfaitement convaincants. Ajoutons que la dualité d'auteurs se fait parfois trop nettement sentir dans la rédaction.

Le livre se veut contemporain. Paradoxalement, c'est la partie historique qui nous a le plus intéressé, notamment les passages consacrés à l'Hôpital général et au rôle de M. de Belieuvre, premier président du Parlement de Paris sous Louis XIV. Il en résulte en effet que l'Ancien Régime était vraisemblablement beaucoup moins tolérant à l'égard des marginaux qu'on l'écrit à l'heure actuelle. Cette tolérance — vantée notamment par M. Michel Foucault — dans *Surveiller et punir* était vraisemblablement la conséquence de la quasi-inexistence des services de police.

G. M.

Narkotika og straf (Drogues et répression), par Hans Henrik Brydensholt, Copenhague, Juristforbundets Forlag, 1971, 160 pages.

M. H. H. Brydensholt a commencé la rédaction de *Drogues et répression* en 1969, à partir d'éléments qu'il avait recueillis depuis de longues années

au ministère de la Justice du Danemark ainsi que comme membre d'un groupe de travail chargé des problèmes de la drogue et de la préparation de la loi du 18 juin 1969 sur les stupéfiants.

L'auteur consacre une part importante de l'ouvrage à l'aspect juridique de cette question en examinant la législation en vigueur au Danemark et son historique. L'armature répressive contre la drogue est constituée par la loi sur les stupéfiants du 24 mai 1955 prévoyant des peines d'amende et d'emprisonnement jusqu'à deux ans contre les utilisateurs de drogue et par la loi n° 276 du 18 juin 1969, § 191, du Code pénal prévoyant des peines d'emprisonnement jusqu'à six ans contre les individus fabriquant ou se livrant au trafic de drogue. M. H. H. Brydensholt réserve la majeure partie de son étude aux divers aspects sociologiques revêtus par l'usage de la drogue, notamment parmi les jeunes. En effet, à partir de 1960 on a noté une progression constante de l'usage des stupéfiants au Danemark. Dès 1965 apparaissaient des groupes de jeunes drogués alors que l'usage de la drogue était jusque là cantonné aux adultes et ne touchait guère plus de mille cinq cents individus. Du 1^{er} janvier au 1^{er} septembre 1965 les services de police de Copenhague traitèrent 134 affaires de drogue dont 61 concernaient des moins de vingt et un ans. En 1968, ces mêmes services traitèrent un total de 805 affaires de ce type et en 1969, un total de 1 620 affaires. Une enquête citée par l'auteur, menée en 1968 parmi 350 000 jeunes poursuivant des études montrait que 20 % d'entre eux s'étaient vu proposer de la drogue. En 1970, 40 % d'entre eux s'étaient vu proposer de la drogue.

La politique criminelle danoise oscille dans ce domaine entre le traitement et la sanction. La jurisprudence citée par l'auteur montre que les usagers simples peuvent bénéficier du sursis avec obligation de surveillance et de cure de désintoxication tandis que les usagers-petits-trafiquants se voient infliger des peines de cinquante jours à trois mois d'emprisonnement ou une peine de prison-école. Les trafiquants avérés sont condamnés à des peines variant de trois à six ans d'emprisonnement. La condamnation à une peine d'emprisonnement ou de prison-école n'exclut pas le traitement médical du drogué, ainsi, en 1971, on a enregistré 150 transferts sanitaires de détenus drogués dans les hôpitaux de Copenhague. Les condamnations avec sursis peuvent être assorties de mesures de surveillance confiées à la Société de prévoyance danoise qui peut aussi mettre en œuvre des mesures d'assistance et de prévoyance concernant le drogué. Cette Société entretient un centre d'observation et un dispensaire à Copenhague et des foyers dans les principales villes du pays. Enfin, si le drogué présente des signes d'aliénation mentale, il peut faire l'objet d'une mesure administrative d'internement dans un hôpital psychiatrique.

M. H. H. Brydensholt dresse un tableau assez sombre des problèmes posés par la drogue au Danemark. Ce phénomène présente dans ce pays les caractéristiques constantes qu'on retrouve dans les sociétés à haut niveau de vie. Les mesures sociales ou répressives mises en œuvre par les autorités semblent, ici comme ailleurs, impuissantes à endiguer ce fléau, encore que l'ouvrage de M. H. H. Brydensholt ne puisse, en raison de sa date de publication, vraiment tenir compte de l'impact des dispositions de la loi de 1969.

C. ARRIGHI.

Drugs and the Criminal Justice System, sous la direction de James A. Inciardi et Carl D. Chambers, Beverly Hills, Londres, Sage Publications, Inc., 1974, 249 pages.

Cet ouvrage, constitué d'une sélection d'articles écrits par des psychiatres et des sociologues, se propose d'examiner les réponses apportées par la justice

pénale aux problèmes fondamentaux posés par la dépendance à la drogue, et de tenter de jeter quelque lumière sur le lien qui peut exister entre toxicomanie et criminalité.

Ainsi les auteurs pensent-ils apporter une contribution nouvelle à une littérature déjà fort abondante sur ce sujet, mais à laquelle ils reprochent précisément d'avoir ignoré les aspects médicaux et sociaux de ce phénomène et de s'être préoccupée essentiellement de l'application des solutions législatives.

C'est pourquoi il est intéressant de trouver notamment dans ce recueil aussi bien les différentes réponses législatives apportées aux Etats-Unis par les textes et les divers organismes qui se sont préoccupés de la question, que des tableaux montrant la corrélation entre l'usage de drogues et la commission d'infractions ou qu'une étude de la délinquance avant l'absorption de drogues et une fois sous l'influence de ces mêmes substances. De même, il n'est pas inutile de mettre en valeur le coût des programmes de lutte contre ce phénomène déviant à travers le budget de 1974, ce qui dénote bien son importance tant qualitative que quantitative.

Presque tous ces articles sont complétés par une bibliographie (seuls les chapitres 8 et 10 ne comportent pas de références bibliographiques), que les lecteurs consulteront utilement.

Jacqueline SACOTTE.

Quatrième Séminaire régional de criminologie du Moyen-Orient : drogue et criminalité : étologie et prévention, Montréal, Université de Montréal, publication du Centre international de criminologie comparée, mai 1974, 116 pages ronéotypées.

Cette brochure contient les textes de quatre conférences consacrées aux thèmes suivants : « Drug Addiction and Criminality », par M. Peter P. Lejins, « Drogues et criminalité », par M. Ezzat Abdel Fattah, « Le problème de l'usage des stupéfiants est-il insoluble ? », par Mme Alice Parizeau, « Le problème de l'usage non médical des stupéfiants et drogues et les politiques à venir », par M. Denis Szabo.

Si différentes soient-elles, tant dans la forme que dans le fond, ces études révèlent cependant une certaine similitude de pensée qui se manifeste à propos de problèmes précis. Les auteurs, en effet, conscients de la gravité et de l'importance de ce phénomène déviant, tentent de suggérer des solutions ou des moyens pour le résoudre en se plaçant à différents niveaux d'intervention.

C'est ainsi que M. Lejins propose aux chercheurs, qu'il souhaite voir réunis en un groupe pluridisciplinaire, quatre thèmes de réflexion et d'étude susceptibles d'apporter des réponses aux questions ainsi posées.

Il s'agit de l'incrimination de ces comportements déviants, des effets de l'usage de drogues sur le comportement humain, du problème de la dépendance, susceptible d'engendrer certaines formes de criminalité, et de la perception de la toxicomanie comme un phénomène socio-culturel en liaison avec le comportement criminel.

M. Fattah, pour sa part, s'attache plus spécialement à l'établissement du lien de causalité existant entre l'usage de drogue et la commission d'infractions.

A l'appui des deux thèses envisagées (celle affirmant le rôle criminogène de la drogue, et celle, au contraire, qui nie le lien de causalité entre toxicomanie et criminalité) l'auteur cite une littérature abondante et contradictoire qui ne lui permet pas d'apporter une réponse satisfaisante à la question posée du rôle criminogène de la drogue.

L'étude de Mme Parizeau est axée sur l'examen de la situation actuelle au Canada à travers l'analyse du rapport final de la Commission d'enquête

sur l'usage des drogues non médicales. Trois points sont plus spécialement envisagés; ce sont : les causes de la toxicomanie, le contrôle et le traitement des usagers, et le contrôle de l'offre « autant au niveau des échanges internationaux que de la distribution de certains produits pour fins médicales ». Ce dernier est préconisé comme une solution préférable au renforcement de la sévérité des lois nationales. En conclusion, l'auteur souhaite voir ce problème « traité par des travailleurs sociaux... puisque les administrateurs de la chose publique, comme les notables, sont profondément persuadés que, pour le moment, c'est l'unique moyen, sinon de régler le problème, tout au moins de le masquer et de le contrôler partiellement ».

La recherche de solutions est appréhendée par M. Szabo, au niveau des diverses politiques envisageables à long terme. A cet égard, trois hypothèses semblent devoir être retenues : il s'agit de politiques de prohibition, d'application stricte des lois actuelles et de contrôles socio-économiques.

Or, au Canada, lieu d'observation privilégié, l'on estime que « les législations actuelles ne peuvent suffire pour circonscrire le phénomène de l'usage non médical des drogues, ni pour protéger ses victimes ».

Aussi l'auteur estime-t-il, en conclusion, que « seules les politiques de production et de contrôle des ventes des stupéfiants et drogues, assumées par l'Etat, peuvent favoriser, grâce à la ristourne des profits réalisés, une certaine compensation de coûts socio-médicaux à encourir ». La question reste posée de savoir s'il « s'agit là de politiques d'avenir ».

Or l'intérêt de ces études réside tout autant dans les interrogations ainsi posées au lecteur que dans les tentatives de solutions présentées.

Jacqueline SACOTTE.

IV. — SCIENCE PENITENTIAIRE

Community and Correction, par Alexander F. et Suzanne M. Pathy, New York (N.Y.), Equal Justice Institute, 1975, 120 pages.

L'essentiel de ce rapport est constitué par la relation de deux expériences-pilotes organisées dans des prisons de New York, par l'*Equal Justice Institute*, expériences ayant pour objet d'associer des bénévoles à la préparation de la sortie de prison.

Le schéma de ces expériences était simple, recrutement, dans les secteurs les plus divers de la société, de visiteurs bénévoles acceptant de visiter une heure par semaine des détenus devant sortir de prison dans quelques mois; acceptation du principe de cette visite par les détenus concernés; détermination de l'objet de la visite : analyse avec le détenu des divers problèmes avec lesquels il sera confronté à la sortie de prison, nomination d'un travailleur social chargé d'une tâche de coordination et de résolution des problèmes sociaux signalés par le visiteur.

Les auteurs de ce rapport pensent que les expériences-pilotes ont été un succès et donnent dans la seconde partie de l'ouvrage d'utiles conseils pour la généralisation de ces expériences. L'expérience doit comprendre un nombre restreint de bénévoles, encadrés par un ou deux professionnels. Le budget minimum annuel ne doit pas être inférieur à 24.000 dollars.

On trouvera en annexe au rapport les documents remis aux détenus et aux bénévoles : des exemplaires de rapports de visite et d'une enquête sociale facilement établie après plusieurs visites et devant permettre au permanent de résoudre les problèmes sociaux liés à la prochaine sortie de prison.

Ce rapport, qui contient par ailleurs une description critique du système pénal et pénitentiaire américain ne manquera pas d'intéresser les responsables des Associations de soutien de nos comités de probation.

G. M.

Alternatives to Prison. Community-Based Corrections, anthologie publiée sous la direction de Gary R. Perlstein et Thomas R. Phelps, Pacific Palisades (Californie), Goodyear Publishing Company, Inc., 1975, 370 pages.

Cette anthologie traite des traitements au sein de la communauté dans les pays anglo-saxons; Etats-Unis, Canada, Angleterre. Deux thèmes principaux sont étudiés : les techniques de *Diversion*, le mouvement dit des *Halfway Houses*. Ce dernier point nous a semblé le plus intéressant. La diversité des *Halfway Houses* est bien analysée. Quelques établissements typiques sont décrits en détail. Les problèmes du coût de fonctionnement et celui des rapports avec la population locale ne sont pas étudiés.

Un seul reproche, à vrai dire essentiel : la plupart des textes datent d'une dizaine d'années, ce qui est regrettable dans un domaine en perpétuelle évolution. La date des textes explique sans doute qu'il n'est pratiquement pas fait allusion aux expériences pourtant si enrichissantes de l'*Institut Vera* de New York.

G. M.

Jail House Blues. Studies of Suicidal Behavior in Jail and Prison (Le cafard en prison. Etudes sur le comportement suicidaire en milieu pénitentiaire), ouvrage collectif publié sous la direction de Bruce L. Danto, Orchard Lake (Mich.), EPIC Publications Inc., 1973, 325 pages.

Le docteur Danto était particulièrement qualifié pour diriger un travail d'équipe sur le suicide en prison puisqu'il cumule les qualifications de médecin et de sociologue, qu'il dirige le Centre de prévention des suicides de Detroit, et est psychiatre consultant au Service de probation du comté de Wayne.

L'ouvrage — qui comporte notamment le témoignage de Gene, un ex-détenu de la prison d'Etat du Kentucky, incarcéré pendant sept ans et demi pour un crime qu'il n'avait pas commis, et qui a surmonté sa révolte en écrivant des poèmes — constitue à la fois une analyse scientifique et pluridisciplinaire du suicide dans un cadre carcéral et un excellent reportage sur les conditions de vie dans les prisons américaines.

D'une manière générale, il ne semble pas que les problèmes liés à la conduite suicidaire se présentent d'une manière très différente en Europe et aux Etats-Unis. On notera cependant une différence très significative entre le taux de suicide dans les établissements pour peines (*Prisons*) et les maisons d'arrêt (*Jails*).

Dans les *Prisons* le taux de suicide est de 10,7 pour 100 000 alors qu'il s'établit entre 16 et 17 pour 100 000 dans la population libre. Il atteint 57,5 pour 100 000 dans les *Jails*. Pour partie, cette différence est sans aucun doute imputable aux tensions psychologiques inhérentes à la détention préventive. Elle est cependant vraisemblablement également liée au sous-équipement si souvent dénoncé des *Jails*. L'ouvrage se termine par une série de recommandations, assez classiques : sensibilisation du personnel de surveillance aux problèmes du suicide, amélioration de « l'accueil » dans les établissements. Une suggestion surprendra sans doute les pénitenciers : que les rondes de nuit dans les prisons soient effectuées conjointement par un surveillant et par un détenu.

Bien qu'essentiellement consacré aux prisons américaines, l'ouvrage fait deux incursions dans deux autres pays, choisis en fonction de critères assez mystérieux : le Pérou et la Belgique.

Les articles sur le Pérou et la Belgique n'apportent pas d'éléments particuliers de nature à permettre de conclure à une spécificité locale du problème.

Le lecteur français s'intéressera néanmoins sans doute particulièrement à l'étude belge, fort bien menée, rédigée par MM. Wilmotte et Plat-Mendlewicz. Cette étude comporte une conclusion intéressante : les détenus étrangers (Français en ce qui concerne la Belgique) ont un taux de suicide très supérieur à celui des nationaux.

G. M.

V. — DROIT PENAL COMPARE ET DROIT PENAL ETRANGER.

Amélioration de la justice répressive par le droit européen, publication du Centre d'études européennes, Université catholique de Louvain, Bruxelles, Bruylant, Louvain, Vander-Editeur, 1970, 178 pages.

L'étude est consacrée au droit pénal européen et s'articule en quatre exposés, suivis de discussions, tenus à l'occasion du Colloque de 1969, organisé par le Centre d'études européennes de l'Université Catholique de Louvain.

Le premier rapport, dû au professeur R. Legros, est consacré à la pénétration du droit européen dans la justice répressive belge. Le lecteur y trouvera un exposé remarquable et qui va bien au delà de l'analyse du droit belge. C'est une présentation extrêmement complète des sources du droit pénal européen, où l'auteur examine tour à tour les diverses conventions, recommandations et solutions communes, tout en soulignant l'affaiblissement du principe de territorialité, en même temps que l'influence grandissante exercée sur le droit économique ou fiscal par les concepts dégagés du droit pénal, en particulier les garanties données aux justiciables (sanctions économiques). L'accent est aussi placé sur le caractère commun des valeurs juridiquement protégées (double incrimination), ce qui marque l'autonomie du droit pénal européen par rapport à d'autres disciplines en fondant une sorte de fonds commun. Enfin, l'influence des facteurs internationaux sur la compétence interne, sur le droit pénal du Bénélux, celle des Communautés et du Conseil de l'Europe sont analysées et richement documentées sans oublier les effets internationaux des jugements répressifs, le statut des étrangers, les privilèges et immunités ainsi que la justice européenne.

Le second rapport est celui du professeur H. Schultz et a trait aux formes nouvelles de la collaboration des Etats dans l'administration de la justice pénale. Précédé d'un rappel historique, où l'institution de l'extradition apparaît comme un remède, l'exposé souligne les buts recherchés par les formes modernes d'entraide : resocialiser les délinquants, mais aussi assurer une meilleure application des lois pénales et garantir l'égalité de traitement entre nationaux et étrangers (libérés conditionnellement ou renvoyés en jugement devant leurs juridictions naturelles). C'est l'occasion pour le professeur Schultz d'apporter une contribution particulièrement étoffée de références à des dispositions conventionnelles ou légales, voire des décisions judiciaires, souvent passées inaperçues, et démontrer avec hardiesse la valeur de solutions modernes appliquées à des problèmes anciens : *ne bis in idem*, *male captus, male judicatus*, prescription dans l'Etat requis, valeur internationale des jugements répressifs. Enfin, l'auteur propose certains critères — dont la pratique judiciaire ne manquera pas d'avoir besoin — pour régler le concours, sinon

le véritable conflit, des moyens mis à la disposition de la justice pénale : quand doit-on extraditer, quand préférera-t-on charger l'Etat de domicile de la poursuite et de l'exécution de la peine ?

Le troisième exposé retrace l'effort en matière répressive du Conseil de l'Europe et est présenté par son directeur des Affaires juridiques, M. H. Golsong. Parmi les thèmes analysés, on retrouvera les questions des méthodes retenues par les conventions, telles le système de la liste énumérative des délits donnant lieu à extradition, le principe de double punissabilité, les cas d'exclusions (délit politique), l'application de la peine capitale dans l'Etat requérant, la règle *ne bis in idem*, ainsi que la notion du procès équitable qui donne lieu à un intéressant débat sur un éventuel droit de refus de l'Etat requis fondé sur l'absence de garanties conformes à la Convention européenne sur la sauvegarde des droits de l'homme dans l'Etat requérant. L'auteur décrit ensuite les lignes directrices des conventions relatives aux formes d'entraide, telle par exemple la Convention européenne pour la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition. Enfin, les conventions sur la prévention des infractions routières et sur la transmission des poursuites sont brièvement commentées.

Le dernier exposé est dû au professeur G. Levasseur, qui dresse magistralement une sorte de bilan des aspects positifs et négatifs du droit européen et de la protection de l'individu dans le domaine de l'extradition. A l'actif, il y a les conditions imposées à raison de l'inutilité de l'extradition pour les infractions de faible importance, le principe de double incrimination, le refus d'extraditer en matière politique ainsi que certaines règles de procédure, en particulier le contrôle judiciaire. Il semble en revanche que le principe de spécialité ou l'existence d'autres réserves formulées par l'Etat requis ne puissent pas être directement invoqués par les personnes intéressées devant les juridictions françaises. Au passif, qui l'emporte dans l'état actuel du droit, on trouvera un examen critique du système continental qui renonce à la vérification de la suffisance des charges et du fait que dans plusieurs Etats l'individu ne peut invoquer en justice la violation de dispositions conventionnelles, tels le dépassement des délais, le non-respect de la règle de spécialité, le détournement de procédure (expulsion déguisée). Le message du professeur Levasseur est résolument en faveur d'une meilleure protection de la personne recherchée.

La conclusion générale revient au professeur P. E. Trousse.

L'ouvrage a le double mérite de marquer l'avancement du droit pénal européen tout en relevant ses insuffisances. Il exprime sans conteste la primauté des valeurs protégées par la Convention européenne sur la sauvegarde des droits de l'homme et leur prise en considération dans des domaines sortant du droit pénal traditionnel.

Dominique PONCET.

Droit criminel. Traité théorique et pratique, par A. Marchal et J.-P. Jaspar, tome I, *Les infractions du Code pénal* (3^e éd.), tome II, *Les infractions du Code pénal, titre V du livre II (art. 269 à 321), infractions des particuliers contre l'ordre public* (3^e éd.), Bruxelles, Maison Ferdinand Larquier, SA., t. I, 1975, 413 pages; t. II, 1976, 407 pages.

Ces deux volumes nous paraissent devoir être signalés. Lorsque, au lendemain de la dernière guerre, les auteurs se préoccupèrent de présenter un *Traité théorique et pratique de droit criminel*¹, ils se heurtèrent à une diffi-

1. Voir le compte rendu des deux précédentes éditions dans cette *Revue*, 1952, p. 528; 1965, p. 997.

culté que M. Marchal explique dans le remarquable avant-propos qui précède le premier de ces deux volumes. Le Code pénal belge, bien que plus récent que le nôtre, puisqu'il date de 1867, paraissait désuet et, en Belgique comme en France, toute une législation pénale nouvelle proliférait en dehors de ce Code. Les auteurs pensèrent qu'il était donc préférable de laisser pour l'instant de côté l'examen du droit pénal général et de s'attacher aux infractions particulières. Comme le dit justement M. Marchal, un examen sérieux des faits incriminés permet en réalité de mieux dégager la teneur essentielle des principes généraux. Les deux volumes dont nous rendons compte concernent donc « les infractions du Code pénal » et en voici la troisième édition. L'auteur, M. Marchal, puisqu'il est l'auteur essentiel de ces deux volumes, ne cherche pas à donner un commentaire complet, méthodique et suivi de chaque disposition légale, mais à offrir aux lecteurs et surtout à mettre à la disposition du praticien les renseignements immédiatement utiles et ceux qui permettent éventuellement d'effectuer d'autres recherches. Sur chaque point, une bibliographie attentive et rigoureusement choisie, des formules pratiques de « qualifications » qui peuvent servir pour la rédaction des réquisitoires ou même des décisions judiciaires, des indications historiques brèves, mais toujours pertinentes, l'examen, bien entendu, des éléments constitutifs et du système de répression de chaque infraction donnent à cet ouvrage son caractère concret, précis et vivant. Chaque fois du reste, les questions qui se sont posées ou sont susceptibles de le faire sont nettement indiquées. Le livre comprend des références nombreuses au droit allemand et aussi au droit français, si proche du droit pénal belge. Ces comparaisons, succinctes mais précises, sont souvent très suggestives. Le lecteur français, en particulier, pourrait dans ces références et ces indications trouver d'utiles sujets de réflexion. Il y verrait que les auteurs savent tout naturellement passer de l'examen du droit positif et des confrontations comparatives à des points de vue de politique criminelle.

Ces deux volumes, pourtant très nourris, ne couvrent pas l'ensemble du droit pénal spécial et sont relatifs principalement à ce que l'on peut grouper approximativement sous la grande rubrique des délits contre la chose publique. L'énumération en est cependant complète, et l'on remarquera le soin que prend l'auteur d'examiner les atteintes aux droits fondamentaux de l'homme et du citoyen et la part qu'il réserve, justement, aux références à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme de novembre 1950. Il reste cependant un large domaine encore à explorer en ce qui concerne les infractions particulières. On souhaite bien vivement que MM. Marchal et Jaspar s'y emploient sans tarder, et l'on souhaite encore plus qu'ayant terminé leur survol critique des infractions particulières ils s'attachent aux problèmes fondamentaux du droit pénal général, où il serait certainement très instructif d'examiner leur analyse.

M. A.

VI. — PROBLEMES DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE

Process and Impact of Justice (Le processus et l'efficacité de la justice), par Alan R. Coffey et Edward Eldefonso, Beverly Hills (Californie), Glencoe Press, « Criminal Justice Series », Londres, Collier Macmillan Publishers, 1975, 208 pages.

Ce livre, dû à la plume de deux responsables du Service de probation des mineurs du Comté de Santa Clara, est d'une lecture très aisée. Il présente un

vaste tableau des institutions pénales et pénitentiaires américaines mis — si l'on peut dire — en situation, c'est-à-dire s'appliquant à deux jeunes délinquants typiques : Rod et José. Ces deux jeunes adultes, récidivistes du petit vol, ont le même passé pénal, la même situation familiale, le même profil de personnalité. Ils ne diffèrent cependant que sur un point à vrai dire essentiel : l'un est un révolté, l'autre un homme habile résolu à collaborer, au moins en apparence, avec la justice pénale. Leur sort sera très différent à tous les stades de la procédure.

La conclusion du livre est que le système américain de justice pénale est du fait du poids des contingences, trop souvent contraire à l'équité.

Les auteurs plaident avec beaucoup de pertinence pour une réforme du *Bail System*, pour une extension des techniques de *Diversion* et surtout pour l'abandon de la procédure de la négociation de reconnaissance de culpabilité (*Plea Bargaining*) et qui est effectivement sans doute l'un des plus grands défauts de la procédure pénale américaine.

G. M.

Que deviennent-ils ? Etude comparative des niveaux d'intégration sociale d'une population de mineurs de justice, par Josse Breuvert, Andrée Algan et Jacques Selosse, Vauresson, Centre de formation et de recherche de Vauresson, 1974, 411 pages.

Cet ouvrage rend compte de l'enquête, mise en chantier en 1962, en vue d'évaluer l'efficacité de l'intervention judiciaire à l'égard des mineurs, dans le cadre des institutions mises en place par l'Ordonnance de 1945. Élargie par la suite, dans une perspective plus criminologique, en comprenant l'étude des carrières criminelles des sujets non réadaptés et en insistant sur la typologie des méthodes de traitement, elle fut terminée en 1972. Les rapports concernant les relations entre les types de délinquants et les types de traitements, publiés par le Conseil de l'Europe en 1968 purent ainsi encore être utilisés pour son élaboration finale.

Dans la première partie de cet ouvrage, les auteurs exposent l'aspect méthodologique de l'enquête, dont les données ont été exploitées au Centre de Vauresson. Le choix du critère permettant d'apprécier objectivement la réussite ou l'échec du traitement était particulièrement difficile et les enquêteurs ont retenu finalement à la fois les critères judiciaires, les critères civils et familiaux (mariage, concubinage, nombre d'enfants, etc.), socio-professionnels (stabilité de l'emploi, niveau de vie), sociaux (réputation, fréquentations) et les critères de dynamisme (progression ou régression par rapport à la situation socio-professionnelle des parents). A été considéré comme réadapté le sujet pour lequel des réponses positives ont été obtenues pour la majorité des questions de cette grille d'examen; comme non réadapté celui dont le casier judiciaire ne laissait aucun doute ou qui présentait un comportement déviant, et comme sujets à comportement douteux ceux se trouvant à la limite de la réadaptation ou au contraire de la non-réadaptation. Les auteurs se sont également efforcés, dans une perspective criminologique, de déterminer, par la même occasion, les raisons des échecs.

Les recherches ont porté sur un échantillon de 2 543 cas, constitué de façon à être représentatif de la population des mineurs de justice, et comprenant 2 020 garçons et 522 filles. Les dossiers ont été codés à raison de deux cartes par mineur, en suivant des techniques permettant une analyse différentielle aussi détaillée que possible des données.

Pour apprécier la réussite ou l'échec, on a étudié la situation telle qu'elle se présentait quinze ans après l'intervention judiciaire, ce laps de temps ayant été considéré comme permettant le mieux de juger de la réadaptation. Les

statistiques ont en effet révélé que 50 % des récidives se produisaient dans l'année qui suit la libération ou à la fin du traitement, plus de 80 % dans les cinq ans, et 5,9 % entre trois et dix ans (au delà de dix ans, la récidive, estime-t-on, ne résulte plus que de facteurs adventices). Ce délai aura aussi permis aux jeunes d'accéder à un statut d'adulte et de s'insérer dans la société, de sorte qu'il devient possible d'apprécier l'efficacité du traitement en fonction de « sa capacité à modifier les attitudes... et à aider le délinquant à surmonter les tentations et les pressions qui le ramènent au crime ».

La deuxième partie de cet ouvrage est consacrée aux caractéristiques des sujets, d'une part, quinze ans après l'intervention judiciaire (Section I) et, d'autre part, au moment de l'intervention judiciaire (Section II). Les analyses ont permis de mettre en relief dans la Section I que les non-réadaptés sont moins bien « organisés », tant sur le plan familial que sur les plans professionnel, social et civique, que les sujets des autres groupes; on y trouve ainsi moins de sujets mariés, un plus grand nombre de manœuvres et de non-actifs. Dans la Section II, entre autres observations intéressantes, il a été noté que la délinquance des étrangers, pour l'échantillon considéré, était faible par rapport à celle des sujets autochtones. Les autres caractéristiques étudiées comportent les changements de milieu de vie, les antécédents pathologiques, les antécédents judiciaires, la structure de la fratrie. En ce qui concerne l'habitat, on a relevé que, pour 68,3 % des sujets, celui-ci était de type urbain, pour 19,8 % de type rural et pour 11,9 % de type semi-urbain. Une analyse pondérale des handicaps (divisés en facteurs neutres, légers et lourds) n'a pas permis — même si parmi les variables étudiées celle concernant la destruction du foyer apparaît avec une fréquence particulière chez les non-réadaptés — de dégager des facteurs déterminants du point de vue de leur influence criminogène.

La troisième partie traite de l'efficacité de l'intervention judiciaire, en distinguant la nature de l'intervention (remise à la famille, liberté surveillée, internat ou sanction pénale) et en tenant compte de la nature de la juridiction en fonction de son équipement en personnel et en services disponibles et des caractéristiques des sujets soumis à ces traitements.

L'enquête, effectuée quinze ans après l'intervention, fait ressortir qu'en ce qui concerne la remise à la famille, avec ou sans admonestation, les sujets qui y ont été soumis (et qui au départ avaient évidemment de meilleurs atouts que les autres) présentaient une meilleure stabilité professionnelle et moins de dissociation dans leur propre foyer. Ayant joué un rôle de signal d'alarme et de dissuasion, tout en laissant le mineur dans son milieu naturel, ce traitement a donné un résultat positif dans 67,5 % des cas.

Les auteurs étudient ensuite, en les comparant entre elles, les différentes mesures provisoires — mandat de dépôt, liberté surveillée préjudicielle, centre d'accueil, centre d'observation, utilisées surtout pour les « mauvais risques ». Du point de vue de son efficacité, il semble que la liberté surveillée se situe à mi-chemin entre l'admonestation et l'internat, ce dernier occupant le premier rang en ce qui concerne les échecs, avec toutefois des marges peu importantes.

La comparaison avec les sanctions pénales est difficile à établir, du fait que celles-ci sont utilisées avec réticences par les magistrats; sur les 2 543 sujets, 325 seulement en ont fait l'objet, soit environ 1/10^e. Les peines assorties du sursis se sont révélées les plus favorables. Une comparaison avec les enquêtes effectuées sur les résultats des traitements en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Israël permet globalement d'évaluer pour les sanctions pénales les succès à environ 70 %. D'une façon générale, pour améliorer le rendement des mesures la recherche d'une « distribution sélective des sujets », en se fondant sur des critères de plus en plus élaborés, s'impose.

L'étude comparative des juridictions en fonction de leurs équipements respectifs et de la population traitée fait ressortir l'existence d'interréactions

entre la juridiction et la clientèle. Il apparaît en tout cas que ce sont les tribunaux les mieux équipés, disposant d'un centre d'observation ou ayant du moins établi une bonne liaison avec les services d'hygiène mentale et d'orientation professionnelle, qui obtiennent les meilleurs scores. La conclusion à laquelle aboutissent les enquêteurs est que, dans un monde en évolution, l'institution doit accepter de s'adapter et d'être l'objet de recherches.

Dans la cinquième partie, on trouve l'étude des carrières délinquantes ou criminelles, avec comparaison des carrières dans les trois groupes, étude qui met en relief que pour 20 % des sujets environ l'intervention judiciaire s'est révélée inopérante. L'analyse typologique confirme en outre l'importance de la réaction sociale pour la réinsertion et souligne l'effet néfaste de la stigmatisation entraînée par la « mauvaise réputation ».

En annexe, le volume comporte trois monographies, et de nombreux tableaux et graphiques illustrent le texte.

Cette étude dont une lecture attentive permet d'apprécier l'importance de l'apport — trop brièvement analysé ici — représente indubitablement une recherche susceptible de faire progresser l'état de la question. Devant la complexité des facteurs en présence, les enquêteurs ont su interpréter avec la plus grande prudence les résultats, et de ce fait, leurs conclusions prennent d'autant plus de poids et peuvent servir de directives pour les réformes à envisager.

D. C.

The Battered Child. Selected Readings (L'enfant battu. Anthologie), par Jerome E. Leavitt, Morrison (N.Y.), General Learning Press, 1974, 268 + XV pages.

L'un des buts de cet ouvrage est de présenter les problèmes de l'enfant battu et des solutions possibles dans l'optique multidisciplinaire. Plus de soixante auteurs appartenant aux différentes disciplines des sciences humaines traitent la question. Le professeur Leavitt et son équipe ont groupé dans ce volume quelques dizaines d'articles repris des revues professionnelles et scientifiques.

Après avoir montré le problème dans toute son ampleur (dix mille enfants battus, maltraités, affamés, dont quelques centaines meurent), le premier chapitre analyse « Qui sont les enfants battus ? »; par qui ils sont battus ou malmenés; de quelle manière et par quels moyens.

Les drames terribles de ces enfants, pour la plupart de moins de cinq ans, dont le corps est gravement lésé (os cassés, yeux crevés, chair brûlée, membres coupés, etc.) et l'esprit mentalement atteint parfois pour toute la vie, ne sont que partiellement connus. Leurs blessures physiques peuvent être constatées, mais leur tragédie psychologique reste souvent méconnue. Elle peut être devinée à voir les effrayantes photos qui illustrent certains articles qui, comme des films d'horreur, sont déconseillés aux personnes sensibles.

Ce que l'on appelle le « syndrome de l'enfant battu » est ensuite présenté du point de vue psychologique et psychiatrique, criminologique et juridique, sociologique, médical, éducatif. On se demande enfin « Que peut-on faire pour ces enfants ? » et pour leurs parents ? sur le plan préventif, social, juridique et autre.

Chaque chapitre débute par une « Introduction » et se termine par un résumé mettant en relief les questions les plus importantes soulevées par les spécialistes. Elles sont trop nombreuses pour pouvoir être citées dans cette note bibliographique.

Comme ce livre contient une approche multi- et interdisciplinaire du sujet traité, il est recommandé pour les cours qui devraient être mis au programme

des écoles supérieures, collèges et universités ainsi que des centres de formation des services spéciaux, policiers, médico-psycho-pédagogiques et sociaux. Les thèmes à étudier (*Study Questions*) sont formulés dans chaque chapitre avec les références bibliographiques relatives, tandis que la bibliographie générale de base se trouve à la fin de cette importante œuvre collective.

Les problèmes des enfants battus ne concernent pas seulement les spécialistes professionnellement chargés des soins aux pauvres petits souffre-douleur. Ces problèmes : causes du phénomène et sa prévention nous touchent tous, toute l'humanité digne de ce nom. Pour cela, la lecture du livre recensé peut être recommandée à chacun.

H. VEILLARD-CYBULSKA.

VII. — POLICE SCIENTIFIQUE, MEDECINE LEGALE ET CRIMINALISTIQUE

Handschriften Vergleichung für Juristen und Kriminalisten (Comparaison des écritures pour les juristes et les criminalistes), par Heinrich Pfanne, Lübeck, Verlag Max Schmidt-Römhild, 1971, 132 pages. Préface du président Fr. Meinert.

Ce livre a été écrit par un expert en écritures. L'auteur veut seulement attirer l'attention de ceux qui ont pour profession, dans son pays, d'examiner les écritures et de rendre la justice pénale; et il formule certaines règles dont doivent tenir compte les experts en écritures et les juges qui confient à ces derniers le travail de l'expertise.

Le livre se compose de dix chapitres.

Au premier chapitre, l'auteur mentionne les difficultés que l'expert en écritures rencontre quotidiennement au cours de l'examen des manuscrits. Lorsqu'on connaît ces difficultés, on est en mesure de savoir ce que l'on doit attendre ou non de cette spécialité en tant que méthode scientifique. Distinguant l'écriture d'un texte de celle de la signature, l'auteur recommande aux experts devant se prononcer sur une signature de ne la comparer qu'avec des signatures authentiques et de ne considérer les textes manuscrits authentiques que comme un matériel complémentaire.

Au deuxième chapitre, il explique que dans les procès pénaux, c'est avec défiance que l'on considère l'expertise en écritures comme un moyen de témoignage. Il existe des auteurs, dit-il, qui ont recours aux experts en écritures à défaut de crédibilité. Défendant ainsi les experts en écritures, il affirme que les causes d'une expertise erronée ne doivent pas peser sur eux.

Les causes :

- a) Erreur dans le choix de l'expert en écritures;
- b) Surestimation erronée des facultés particulières;
- c) Enquête à l'aide d'un matériel insuffisant;
- d) Mauvaise estimation de l'expertise en écritures par un non-spécialiste.

Pour la troisième cause notamment (examen à l'aide d'un matériel insuffisant), l'auteur démontre que l'expert arrive à de meilleurs résultats quand il a un matériel suffisant. Et pourtant ni la justice, ni la police ne se soucient de lui donner un matériel suffisant, et ainsi la responsabilité incombe aux promoteurs de la décision qui, considérant l'expert en écritures comme un thaumaturge, attendent de lui des résultats excessifs.

L'auteur attribue une grande importance au matériel de comparaison : l'expert ne doit pas ménager ses efforts dans ce domaine. Il faut que les

deux écritures soient rapprochées dans le temps, car l'écriture est soumise au cours de la vie à des changements involontaires. De tels changements involontaires peuvent être dus également à la maladie : c'est pourquoi l'expert doit tenir compte de l'évolution entière et des étapes de la maladie. En outre, l'auteur estime non scientifique la tendance des experts en écritures à répondre par un oui ou par un non. Il trouve plus exact d'exprimer les résultats de l'enquête par des probabilités, là où la certitude se révèle impossible, pour qu'à l'aide des résultats des autres enquêtes, le juge se forme une image de l'affaire en son entier.

L'expertise en écritures doit constituer un large moyen de témoignage fondé sur des connaissances scientifiques.

Au troisième chapitre, l'auteur expose certains principes qui doivent être observés au cours de l'accomplissement de l'expertise. Ce sont les suivants :

a) Les comparaisons graphiques. Celles-ci ne peuvent et ne doivent être réalisées qu'en fonction de l'écriture originale, où se voient tous les détails, et non pas d'une reproduction de l'écriture.

b) Il n'est permis de faire l'examen qu'avec du matériel convenant à la comparaison.

L'idée courante que l'identité de deux écritures ne peut être prouvée que par le nombre et l'importance des ressemblances est inexacte.

Une condition qui prouve l'identité de l'écriture est l'inexistence de différences inexplicables entre l'écriture contestée et l'écriture originale. Et l'inexistence de différences inexplicables amène, dans la mesure du possible, l'expert en écritures à établir l'identité de celui qui a écrit.

Dans le cas de l'enquête sur un faux en écriture par l'imitation libre, l'auteur affirme qu'un matériel comparatif suffisant permet d'aboutir à la preuve du faux, mais non pas à la découverte du faussaire.

Au quatrième chapitre, s'opposant à l'opinion des experts en écritures progressistes, qui pensent que la qualité du matériel comparatif permet toujours d'arriver à un résultat certain, l'auteur soutient que cette opinion n'est pas juste, car la méthode même de l'enquête les oblige à ne répondre que par des probabilités.

Pour nous le démontrer, il fait appel à une rapide statistique extraite de son œuvre, d'où il ressort que, des deux mille enquêtes, 14 % seulement des résultats s'expriment avec certitude, tandis que, pour le reste, il en est ainsi : 14 % certitude de probabilité, 18 % très grande probabilité, 12 % grande probabilité, et 21 % simple probabilité. Enfin 21 % non liquidés (*non liquet*), peu clairs.

Au cinquième chapitre, l'auteur examine le problème de la falsification graphique. Il explique qu'il a réalisé des expériences sur 590 personnes et qu'il a abouti à certaines conclusions qui sont les suivantes :

1) Au cours des falsifications graphiques, le contrefacteur n'a pas pris conscience de la technique de la falsification;

2) Parmi les changements volontaires, il n'y a que l'expression proprement extérieure de l'écriture falsifiée qui se trouve définie;

3) Enfin un changement graphique volontaire chez différentes personnes peut avoir différents aspects involontaires, constituant une preuve.

Au sixième chapitre, l'auteur examine les facteurs qui se créent volontairement ou involontairement au cours de la falsification de l'écriture. Il exprime en outre l'idée que l'expert en écritures doit s'orienter vers l'étude des différences existant entre l'écriture sous enquête et l'écriture-témoin.

Pour qu'il y ait authenticité de l'écriture, il ne faut pas qu'il existe de différences entre les écritures, tandis que la non-identité présuppose l'existence de différences inexplicables. Lorsqu'on trouve en effet des différences inexplicables, il ne faut donner aucune importance aux quelques ressemblances existantes, même si elles sont très fortes.

L'auteur expose certaines règles à observer lors de la prise des spécimens d'écriture. Quand il s'agit d'un texte, en particulier, il doit être écrit plusieurs fois : les petits textes plus de cinq fois et les plus grands plus de deux fois. Chaque feuille écrite doit être éloignée de celui qui écrit.

Quant aux spécimens de signature, dit l'auteur, ils doivent être pris sur des feuilles séparées, chaque spécimen de signature étant aussitôt éloigné du signataire.

Au septième chapitre, l'auteur étudie le problème de la prise de spécimen d'écriture, ainsi que le paragraphe 136 a du Code de procédure pénale allemand; au chapitre 8, il montre que les avocats de la défense évitent de faire appel aux experts en écritures employés aux services criminologiques; et au chapitre 9 (p. 116 et s.), il rapporte une intéressante comparaison de signatures.

De cette enquête, il tire la conclusion que l'on ne peut exiger de l'expert en écritures d'être également responsable de l'authenticité du matériel comparatif, car il ne doit pas s'occuper à la fois de la réunion et de l'authenticité de ce matériel.

Au dixième chapitre, l'auteur étudie la contrefaçon de bons de commande et il expose les difficultés que rencontre l'expert en écritures dans la découverte des bons contrefaits aussi bien que des faussaires.

Enfin à la page 128, l'auteur expose en résumé certaines lignes de conduite que doit suivre l'expert, en cas de fraude de fourniture au moyen de la contrefaçon de bons de commande.

Ainsi donc, nous voyons l'importance de cette étude de M. Heinrich Pfanne qui nous apporte des éléments de premier ordre dans le domaine de l'expertise en écritures.

Christina Toussi.

VIII. — BIBLIOGRAPHIE DES PÉRIODIQUES DE LANGUE FRANÇAISE

par Michel GENDREL

Ancien Chargé de cours des Facultés de droit, Maître-assistant de droit privé et sciences criminelles à l'Université de Paris-Sud.

I. — HISTOIRE DU DROIT PÉNAL

1. — BAUMGARTEN (R.), « La tragique histoire de Gaufridy, curé des Accoules », *La Vie judiciaire*, 1975, 6-12 janv., p. 8 et 9, 13-19 janv., p. 8-10.
2. — BESSON (*), « Le connétable, grand personnage de l'Ancien régime », *Gendarm. nationale*, 1975, avr.-juin, p. 15-26.
3. — BICAÏ (*), « La peine de mort. Brève étude historique, juridique et morale », *d°*, 1975, avr.-juin, p. 49-54.
4. — CASERIS (*), « Du sergent d'armes à l'O.P.J.... ou... Huit siècles d'une autre histoire », *d°*, 1975, oct.-déc., p. 11-16.
5. — COURDURIER (*), « Compétence et procédure prévôtales dans le cadre de l'Ordonnance de 1670 », *d°*, 1975, janv.-mars, p. 16-18.

II. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

6. — P.M.B., Note sous Paris, 13 avr. 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17477 (Fermeture de chambres d'hôtel ordonnée par le juge d'instruction et semblable fermeture décidée par la juridiction de jugement : la durée de la première ne peut venir en déduction de la seconde).

7. — BERREVILLE (J.-C.), Note sous Cass. crim. 18 nov. 1971, *J.C.P.*, 1973.II.17494 (Rapports du législateur et du pouvoir réglementaire dans le domaine pénal).
8. — BICAÏL (*), « La peine de mort. Brève étude historique, juridique et morale », *Gendarm. nationale*, 1975, avr.-juin, p. 49-54.
9. — CHAMBON (P.), Note sous Cass. crim. 9 mai 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17444 (tutelle pénale : l'article 58-1, al. 5, C. pén.).
10. — COULON (J.-M.), « La loi du 29 décembre 1972 et le juge de l'application des peines », *J.C.P.*, 1973.I.2553.
11. — DENIS (G.), « Commentaires de la loi n° 75-624 du 11 juillet 1975, modifiant et complétant certaines dispositions de droit pénal », *Rev. gén. études police franç.*, 1975, déc., p. 2-34.
12. — FRANCES-MAGRE (J.-J.), Note sous Cass. crim. 7 déc. 1971 et 6 juin 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17510 (Sursis avec mise à l'épreuve : révocation du sursis, obligation de réparer les dommages causés par l'infraction).
13. — FRANCES-MAGRE (J.-J.), Note sous C.E. 5 févr. 1971 et trib. corr. Le Havre, 4 déc. 1970, *J.C.P.*, 1973.II.17517 (Nature juridique des décisions du juge de l'application des peines et règles du contentieux de la probation).
14. — GENONCEAUX (P.), « Vers une politique criminelle renouvelée », *Promovere*, n° 2, 1975, p. 35-50.
15. — ROBERT (J.), « La loi du 29 décembre 1972 et l'évolution du droit pénal », *J.C.P.*, 1973.I.2525.
16. — THOMAS (G.), « Le relèvement des interdictions, déchéances ou incapacités professionnelles », *J.C.P.*, 1973.I.2581.

III. — PROCÉDURE PÉNALE

A. — Action publique et action civile

17. — BLIN (H.), Note sous Cass. crim. 15 févr. 1973, *J.C.P.*, 1973.II.17480 (Les lois de procédure et d'instruction régissent, dès leur promulgation, les poursuites pénales en cours).
18. — BOULAN (F.), « Le double visage de l'action civile exercée devant la juridiction répressive », *J.C.P.*, 1973.I.2563.

B. — Organisation des services de police et police judiciaire

19. — CASERIS (*), « Du sergent d'armes à l'O.P.J... ou... Huit siècles d'une autre histoire », *Gendarm. nationale*, 1975, oct.-déc., p. 11-16.
20. — DENIS (G.), « Commentaires de la loi n° 75-701 du 6 août 1975, modifiant et complétant certaines dispositions de procédure pénale », *Rev. gén. études police franç.*, 1975, nov., p. 17-42.
21. — « Recrutement et formation des personnels de police », *Police nationale*, 1975, déc., p. 1-72 (soit l'intégralité dudit numéro).

C. — Enquête préliminaire ou au cas d'infraction flagrante

22. — DENIS (G.), « Efficacité de l'enquête préliminaire et force probante de sa procédure (Licéité du procédé technique utilisé pour identifier l'auteur de persécutions téléphoniques) », *Rev. gén. études police franç.*, 1975, avr., p. 3-13 et (le titre seul étant quelque peu modifié 1), *Police nationale*, 1975, juin, p. 11-18.

1. « Contre les auteurs de persécutions téléphoniques. Efficacité de l'enquête préliminaire et force probante de sa procédure. Licéité du procédé technique utilisé pour identifier leurs auteurs. »

23. — DENIS (G.), « Commentaires de la loi n° 75-701 du 6 août 1975, modifiant et complétant certaines dispositions de procédure pénale », *Rev. gén. études police franç.*, 1975, nov., p. 17-42.
24. — DENIS (G.), « Puissance convaincante et nature juridique de l'enquête préliminaire. Action de police judiciaire et droits de la défense », *Police nationale*, 1975, févr., p. 3-12.
25. — SYR (J.-H.), Note sous Cass. crim. 13 janv. 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17523 (L'intervention du préfet dans la police judiciaire en dehors des dispositions de l'article 30, C.P.P. : enquête préliminaire diligente à sa requête).

V. aussi, *infra*, n° 38.

D. — Juridictions répressives (organisation — compétence — preuve)

26. — DENIS (G.), « Commentaires de la loi n° 75-701 du 6 août 1975, modifiant et complétant certaines dispositions de procédure pénale », *Rev. gén. études police franç.*, 1975, nov., p. 17-42.
27. — LAMBERT (L.), « Pour briser cette criminalité monstrueuse, il faut mobiliser la Cour de sûreté de l'Etat », *d°*, 1975, avr., p. 29 et 30.
28. — ROBERT (J.), « La loi du 29 décembre 1972 et l'évolution du droit pénal », *J.C.P.*, 1973.I.2525.

E. — Instruction préparatoire

29. — CHAMBON (P.), Note sous Limoges, 12 oct. 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17394 (Mandat d'amener : nullité en l'absence d'interrogatoire par le procureur de la République du lieu de l'arrestation).
30. — CHAMBON (P.), Note sous Cass. crim. 22 mars 1973, *J.C.P.*, 1973.II.17507 (Deux des conditions de la détention provisoire : son cadre légal et le degré de gravité des indices).
31. — CHAMBON (P.), Note sous Cass. crim. 12 oct. 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17554 (Chambre d'accusation : obligation d'interroger le prévenu préalablement à son renvoi devant la cour d'assises).
32. — COUVRAT (P.), « Quelques aspects de l'évolution législative de la procédure pénale », *D.S.*, 1973.J.39.
33. — DENIS (G.), « Commentaires de la loi n° 75-701 du 6 août 1975, modifiant et complétant certaines dispositions de procédure pénale », *Rev. gén. études police franç.*, 1975, nov., p. 17-42.
34. — DESMONTS (J.), Note sous Paris, 22 nov. 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17295 (Ordonnance de mise en liberté et appel de la partie civile).
35. — DESMONTS (J.), Note sous Cass. crim. 26 juill. 1972 et 28 nov. 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17396 (Contrôle judiciaire et mise en liberté sous cautionnement).
36. — ESCANDE (P.), Note sous Cass. crim. 1^{re} févr. 1973, *J.C.P.*, 1973.II.17465 (Contrôle judiciaire : les activités professionnelles de l'art. 138-12°, C.P.P.).
37. — ROMNICIANU (M.), Note sous Cass. crim. 20 déc. 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17571 (Motivation des décisions de mise — ou de maintien — en détention provisoire : contrôle exercé par la Cour de cassation).
38. — STROMBONI (*), « Les atteintes au droit de propriété dans l'exercice de la police judiciaire », *Gendarm. nationale*, 1975, avr.-juin, p. 5-13.

F. — Procédure de jugement et jugement

39. — CHAPAR (F.), Note sous Cass. crim. 4 nov. 1972, *D.S.*, 1973.J.47 (Cour d'assises : après réouverture des débats, nécessité de donner la parole à toutes les parties avant nouvelle clôture).

40. — COUV RAT (P.), « Quelques aspects de l'évolution législative de la procédure pénale », *D.S.*, 1973.J.39.
41. — DENIS (G.), « Commentaires de la loi n° 75-624 du 11 juillet 1975, modifiant et complétant certaines dispositions de droit pénal », *Rev. gén. études police franç.*, 1975, déc., p. 2-34.
42. — D.S., Note sous Paris, 19 oct. 1973, *J.C.P.*, 1973.II.17590 (Validité des seules décisions rendues par les magistrats ayant assisté à toutes les audiences de la cause).

G. — Voies de recours

43. — ANCEL (M.), « Le rôle du juge de cassation », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 1 et 2, p. 31-35.
44. — DENIS (G.), « Commentaires de la loi n° 75-701 du 6 août 1975, modifiant et complétant certaines dispositions de procédure pénale », *Rev. gén. études police franç.*, 1975, nov., p. 17-42.
45. — ROBERT (J.), « La loi du 29 décembre 1972 et l'évolution du droit pénal », *J.C.P.*, 1973.I.2525.

H. — Autorité de la chose jugée

46. — DENIS (G.), « Commentaires de la loi n° 75-624 du 11 juill. 1975, modifiant et complétant certaines dispositions de droit pénal », *Rev. gén. études police franç.*, 1975, déc., p. 2-34.

IV. — DROIT PÉNAL SPÉCIAL

A. — Infractions contre les personnes

47. — BLIN (H.), « Une conséquence inattendue de la loi du 1^{er} juillet 1972 sur la lutte contre le racisme : la perte de son caractère d'infraction de presse de la contravention d'injure non publique », *J.C.P.*, 1973.I.2546 (et 2552 bis).
48. — DENIS (G.), « Efficacité de l'enquête préliminaire et force probante de sa procédure (Licéité du procédé technique utilisé pour identifier l'auteur de persécutions téléphoniques », *Rev. gén. études police franç.*, 1975, avr., p. 3-13 et (le titre seul étant quelque peu modifié 2) *Police nationale*, 1975, juin, p. 11-18.
49. — MORET (L.), Note sous Cass. crim. 17 févr. 1972, 16 mars 1972 et 20 mars 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17474 (L'omission de porter secours : variétés d'application de l'art. 63, al. 2, C. pén., et réparation du préjudice subi).

B. — Infractions contre les mœurs

50. — DENIS (G.), « Commentaires de la loi n° 75-624 du 11 juill. 1975, modifiant et complétant certaines dispositions de droit pénal », *Rev. gén. études police franç.*, 1975, déc., p. 2-34.
51. — FAYARD (M.-C.), Note sous Besançon, 9 mai 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17305 (Sex-shop : activité non constitutive d'outrage aux bonnes mœurs).

C. — Infractions contre les biens

52. — BOULOC (B.), Note sous Cass. crim. 11 janv. 1972, *D.S.*, 1973.J.8 (Escroquerie par organisation de loteries).

2. Cf. note 1, *supra*.

53. — LARGUIER (J.), Note sous Cass. crim. 22 juin 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17326 (L'infraction de chantage : non-exigence d'un dessein de cupidité illégitime).
54. — PARRA (C.), « Le vol de champignons sauvages », *Police nationale*, 1975, févr., p. 43-47.
55. — SEFFERT (M.-C.), Note sous Trib. corr. Rennes, 8 févr. 1973, *J.C.P.*, 1973.II.17425 (Vol de revues dans une église : indifférence du mobile).

D. — Droit pénal commercial et droit pénal économique

56. — BOULOC (B.), Note sous Cass. crim. 30 juin 1971, *J.C.P.*, 1973.II.17344 (Détournement d'actif personnel par un administrateur de société anonyme).
57. — DELPECH (H.), Note sous Cass. crim. 17 mai 1973, *J.C.P.*, 1973.II.17521 (Commerce d'occasion de copies de films : délit de contrefaçon non constitué).
58. — DIVIER (P.-F.), Note sous Paris, 22 mars 1973, *J.C.P.*, 1973.II.17459 (Publicité mensongère).
59. — DOLL (P.-J.), « Le démarchage et la vente à domicile (Loi n° 72-1137 du 22 décembre 1972) », *J.C.P.*, 1973.I.2524.
60. — GAVALDA (C.), Note sous Cass. crim. 4 nov. 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17336 (Délit d'émission de chèque sans provision : peu importe que le chèque soit tiré à l'ordre du tireur).
61. — GAVALDA (C.), « Une étape ? La réforme du chèque par la loi du 3 janvier 1972 », *J.C.P.*, 1973.I.2587.
62. — GUÉRIN (H.), Note sous Paris, 26 nov. 1971 et Cass. crim. 25 oct. 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17308 (Vente « par envoi forcé »).
63. — GUÉRIN (H.), Note sous Paris, 4 avr. 1973, *J.C.P.*, 1973.II.17583 (Loi du 21 juin 1960 interdisant certaines pratiques en matière d'opérations portant sur les immeubles ou les fonds de commerce : inapplicabilité au conseil juridique, rédacteur d'actes).
64. — LÉAUTÉ (J.), « La reconnaissance de la notion de groupe en droit pénal des affaires », *J.C.P.*, 1973.I.2551.
65. — LESTANG (R. de), Note sous Cass. crim. 29 nov. 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17360 (Appellations d'origine et marques : autour du vin de Cahors).
66. — MAYER (D.), Note sous Cass. crim. 27 juin 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17335 (L'affaire de la Garantie foncière et l'usage irrégulier de titres).
67. — P.N., Note sous Cass. crim. 8 déc. 1971, *J.C.P.*, 1973.II.17516 (Douanes : transaction avant jugement définitif, diverses qualifications en matière de contrebande, confiscation en nature ou par équivalent des moyens de transport saisis).
68. — P.N., Note sous Cass. crim. 12 janv. 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17556 (concours d'infractions douanières et de droit commun : conséquences).
69. — P.N., Note sous Cass. crim. 20 avr. 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17585 (Douanes : exportation sans déclaration de marchandises prohibées et contravention de refus de communication de document, connexe audit délit).
70. — PLAISANT (R.), Note sous Riom, 15 mars 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17353 (Publicité mensongère).
71. — TOUZALIN (H. de), Note sous Cass. crim. 19 oct. 1971, *J.C.P.*, 1973.II.17409 (Infraction à la coordination des transports : recevabilité de la constitution de partie civile de la S.N.C.F. et fixation des dommages-intérêts).

E. — Droit pénal du travail

72. — SAINT-JOURS (Y.), Note sous Cass. crim. 15 mars 1973, *J.C.P.*, 1973. II.17577 (Sécurité sociale : responsabilité personnelle des dirigeants de société en matière de paiement des cotisations arriérées et des majorations de retard).

F. — Droit pénal rural

73. — MALAFOSSE (J. de), Note sous Bordeaux, 4 juill. 1972, *J.C.P.*, 1973. II.17352 (Chasse en temps prohibé : limites de l'exemption de l'art. 366, C. rural).

G. — Police de la circulation

74. — CHANET (C.), « La constatation de l'état alcoolique des conducteurs, des auteurs et des victimes d'accidents de la circulation », *J.C.P.*, 1973.I.2529.

H. — Autres polices particulières

75. — BOULOC (B.), Note sous Cass. crim. 25 mars 1971, *J.C.P.*, 1973.II.17423 (Publicité en faveur de boissons alcooliques du cinquième groupe : permise exceptionnellement mais caractère général de l'interdiction).
76. — DOLL (P.-J.), Note sous Cass. crim. 7 mars 1973, *J.C.P.*, 1973.II.17495 (Exercice illégal de la médecine : la participation personnelle au traitement).
77. — DOLL (P.-J.), Note sous Cass. crim. 10 juill. 1973, *J.C.P.*, 1973.II.17586 (Exercice illégal de la pharmacie : un produit diététique peut constituer un médicament).
78. — R. de L., Note sous Cass. crim. 28 juin 1973, *J.C.P.*, 1973.II.17578. (Jeu - pari : appareils à sous).

V. — DÉLINQUANCE JUVÉNILE ET ASSISTANCE ÉDUCATIVE

79. — BERNHEIM (J.), « Inadaptation juvénile et traitement », *Rev. intern. criminol. et police techn.*, 1974, p. 217-222.
80. — CODDE (J.), « Activités éducatives policières », *Rev. intern. police criminelle*, 1975, p. 110-120.
81. — DUTRENIT (J.-M.) et LOMBARD (J.-C.), « Approche sociopsychologique dans la création d'un club de prévention. Essai de recherche appliquée », *Rééducation*, 1974, juill.-sept., p. 3-38.
82. — LEFEUVRE (E.), « Le bureau d'accueil des jeunes de Paris », *Rev. intern. criminol. et police techn.*, 1974, p. 223-233.
83. — MAZLOUMAN (R.), « Cinéma et délinquance juvénile », *Rééducation*, 1974, oct.-déc., p. 43-54.
84. — PAOLI (C.), « Le rôle de la police dans l'aide aux jeunes délinquants », *Promovere*, n° 2, 1975, p. 30-34.

V. aussi, *infra*, n° 97 à 100 et 103.

VI. — DROIT PÉNAL MILITAIRE

V. toutefois, *infra*, n° 95 et 107.

VII. — SCIENCE PÉNITENTIAIRE

85. — CHARMES (C.), « Sexualité et prison », *Promovere*, n° 2, 1975, p. 77-84.
86. — COLARDYN (M.), « La problématique de la peine privative de liberté au niveau de la personne et du travail en détention », *Bull. Adm. pénit.* (Bruxelles), 1975, p. 177-193.
87. — COLIN (M.), GONIN (D.) et DUCOTTET (F.), « Le suicide en prison », *Instant. criminol.*, n° 25, 1975, p. 3-12.
88. — GONIN (D.) et DALIGAND (L.), « L'hospitalisation d'urgence des détenus (Prisons de Lyon, 1973) », *d°*, n° 25, 1975, p. 21-29.
89. — PETIT (*) et ALEXIS-LEGER (*), « Médecine pénitentiaire », *Promovere*, n° 2, 1975, p. 5-16.
- V. aussi, *infra*, n° 174.

VIII. — DROIT PÉNAL ÉTRANGER ET DROIT PÉNAL COMPARÉ

A. — Droit pénal étranger

1. — Allemagne (République fédérale d'Allemagne).

90. — AEBELSOLD (P.), « Le projet alternatif allemand d'une loi sur l'exécution des peines (A.E.) », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 3 et 4, p. 269-299.
91. — FRANKE-GRIECKSCH (S.), « La position et les devoirs du juge dans la République fédérale d'Allemagne », *d°*, 1975, n° 1 et 2, p. 99-103.
92. — X..., « Le Bundeskriminalamt (BKA) », *Rev. intern. police crimin.*, 1976, p. 26-29.

2. — Belgique.

93. — GILSON (J.), « Le Centre pénitentiaire école de Marneffe », *Bull. Adm. pénit.* (Bruxelles), 1975, p. 223-252.
94. — HERREMAN (J.), « L'informatique à l'Administration pénitentiaire belge », *d°*, 1975, p. 199-220.
95. — MAES (J.), « Modifications récentes intervenues au droit pénal et disciplinaire militaires » (*sic*), *Rev. dr. pén. militaire*, 1976, p. 155-158.
96. — VILAIN (F.), « Vers une dépenalisation de l'adultère ? Considérations sur la loi du 28 octobre 1974 », *Rev. de droit pénal et criminol.* (Bruxelles), 1974-1975, p. 390-401.

3. — Canada.

97. — FAUTEUX (A.), « L'action du juge de la cour du bien-être social », *Rééducation*, 1975, janv.-mars, p. 47-52.
98. — LITSKY (H.), « L'aspect juridique et administratif de l'organisme actuel chargé de protéger l'enfance dans les provinces de l'ouest », *d°*, 1975, janv.-mars, p. 21-35.
99. — STEINBERG (D. M.), « Les droits de l'enfant », *d°*, 1975, janv.-mars, p. 9-19 (Reproduit de *Chitty's Law Journal*, XXII, 7 (1974), p. 238-243).
100. — VALOIS (P.), « La protection de la jeunesse au Québec », *d°*, 1975, janv.-mars, p. 37-45.

4. — Etats-Unis d'Amérique (U.S.A.).

101. — BASSIOUNI (C.), « Le juge et le système judiciaire des Etats-Unis », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 1 et 2, p. 37-45.

102. — CICCIOLO (*), « Les divers types de responsabilité et de contrôle du juge », *d°*, n° 1 et 2, p. 67-98.
V. aussi, *infra*, n° 151.
5. — *Iran*.
103. — AZMAYECH (A.), « Législation iranienne de l'enfance délinquante », *Rééducation*, 1974, oct.-déc., p. 23-41.
6. — *Italie*.
104. — CICCIOLO (*), « Les divers types de responsabilité et de contrôle du juge », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 1 et 2, p. 67-98.
105. — PRATIS (C. M.), « Le rôle du juge de première instance en Italie », *d°*, 1975, n° 1 et 2, p. 145-154.
7. — *Luxembourg (Grand-Duché de)*.
106. — DIEDERICH (*), « La gendarmerie Grand-Ducale », *Gendarm. nationale*, 1975, janv.-mars, p. 41-53.
8. — *Pays-Bas*.
107. — MAES (J.), « Modifications récentes intervenues au droit pénal et disciplinaire militaires » (*sic*), *Rev. dr. pén. militaire*, 1976, p. 155-158.
9. — *Portugal*.
108. — PAISANA (J.), « Le rôle du juge de première instance au Portugal », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 1 et 2, p. 131-134.
10. — *U.R.S.S.*
109. — X..., « La police en U.R.S.S. », *Police nationale*, 1975, juin, p. 45-50.
- B. — *Droit pénal comparé*
110. — COISSY (D.), « La politique criminelle des Etats d'Afrique noire », *Rev. intern. criminol. et police techn.*, 1974, p. 203-216.
111. — CORNIL (P.), « Réflexions sur le Cinquantenaire de l'Association internationale de droit pénal », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 3 et 4, p. 387-401 (Reproduit de la *Rev. de dr. pén. et criminol.*, Bruxelles, 1974-1975, p. 137-154).
112. — DEFER (A.), « Le rôle et la place de la police dans la prévention du crime », *Police nationale*, 1975, juin, p. 40-43.
113. — KAFARSKI (A.), « Le juge dans les Etats socialistes », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 1 et 2, p. 105-117.
V. aussi *supra*, n° 80.
- IX. — DROIT PÉNAL INTERNATIONAL
114. — FERNET (M.), « Réflexions sur la tâche des bureaux centraux nationaux Interpol », *Rev. intern. police crimin.*, 1975, p. 94-97.
115. — A.P., Note sous Cass. crim. 19 oct. 1971, *J.C.P.*, 1973.II.17415 (Extradition : caractère contradictoire de la procédure devant la chambre d'accusation).
116. — A.P., Note sous Cass. crim. 23 nov. 1972, *J.C.P.*, 1973.II.17428 (Autour de l'extradition « volontaire »).
117. — PETREN (S.), « Le rôle du juge international », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 1 et 2, p. 135-143.
V. aussi, *infra*, n° 171.

X. — CRIMINOLOGIE ET SCIENCES DE L'HOMME

118. — CHARMES (C.), « Alcool et délinquance », *Promovere*, n° 2, 1975, p. 25-29.
119. — DEFER (A.), « Le rôle et la place de la police dans la prévention du crime », *Police nationale*, 1975, juin, p. 40-43.
120. — DUPIELLET (L.), « La délinquance économique et financière », *d°*, 1975, févr., p. 19-31.
121. — FOONER (M.), « Une société vulnérable face au progrès technique et à la violence », *Rev. intern. police crimin.*, 1975, p. 19-21.
122. — GENONCEAUX (P.), « Délinquance et handicap social », *Promovere*, n° 2, 1975, p. 51-62.
123. — LOPEZ (M.-L.), « Le concept de handicap social », *d°*, n° 2, 1975, p. 63-71. (Reproduit du *Bull. Adm. pénit.*, Bruxelles, 1973, p. 5-16.)
124. — J.M., « Le banditisme », *Rev. gén. études police franç.*, 1975, oct., p. 2-25.
125. — MIDDENDORFF (W.), « La criminologie historique. Ses tâches et ses possibilités », *Rev. intern. criminol. et police techn.*, 1974, p. 249-258.
126. — SOUCHON (H.), « Alexandre Lacassagne et l'école de criminologie de Lyon. Réflexions sur les aphorismes et le concept du " milieu social " », *Police nationale*, 1975, févr., p. 49-55 (Reproduction partielle de *Rev. sc. crim.*, 1974, p. 533-559).
V. aussi, *infra*, n° 139.

XI. — MÉDECINE LÉGALE ET MÉDECINE MENTALE

A. — *Médecine légale*

127. — PRASAD (A. N.), « Sensibilité des poils à l'influence des bactéries », *Rev. intern. police crimin.*, 1975, p. 86-89.

B. — *Médecine mentale*

XII. — POLICE SCIENTIFIQUE ET POLICE TECHNIQUE

A. — *Police scientifique*

128. — BASAURI CHAVEZ (C.), « Identification des personnes par la fiche odontoscopique. Règles fondamentales. Contribution à la mise en système rugo-palatinoscopique », *Rev. intern. police crimin.*, 1975, p. 80-85. (Identification par les dents.)
129. — CHANUT (*), « *Verba manent*. Quelles ressources l'identification par la voix offre-t-elle déjà en police scientifique et en police technique ? », *Gendarm. nationale*, 1975, juill.-sept., p. 49-59.
130. — MATHYER (J.), « Eléments de preuves (*sic*) fournis par l'examen des lampes à incandescence, plus particulièrement de celles de véhicules impliqués dans des accidents de circulation », *Rev. intern. police crimin.*, 1975, p. 2-18 et 34-41.
131. — MATTOO (B. N.), « Identification des résidus solides de kérosène sur des vêtements gravement endommagés par le feu », *d°*, 1975, p. 59 et 60.
132. — NOUVELLON (A.), « La reproduction des fiches décadactylaires en imprimerie », *d°*, 1975, p. 22-25.

B. — *Police technique*

133. — BRACHET (*), « L'identification des lieux », *Gendarm. nationale*, 1975, avr.-juin, p. 30 et 31.
134. — CHANUT (*), « *Verba manent*. Quelles ressources l'identification par la voix offre-t-elle déjà en police scientifique et en police technique ? », *d°*, 1975, juill.-sept., p. 49-59.
135. — CLAMEN (M.), « Le musée face aux vols d'objets d'art », *Rev. intern. police crimin.*, 1975, p. 51-58.
136. — DUPIELLET (L.), « La délinquance économique et financière », *Police nationale*, 1975, févr., p. 19-31.
137. — DURIN (L.) et MONTREUIL (J.), « Les constatations », *d°*, 1975, juin, p. 27-39.
138. — J.M., « Le banditisme », *Rev. gén. études police franç.*, 1975, oct., p. 2-25.
139. — PASQUALINI (F.), « Tatouage et criminologie », *La Vie judiciaire*, 1975, 27 janv.-2 févr., p. 10.
140. — RIQUET (*), « L'aveu », *Gendarm. nationale*, 1975, avr.-juin, p. 32 et 33.
141. — VOLLMUTH (E.), « L'enquête judiciaire et le stockage de documents sur microfilm », *Rev. intern. criminol. et police techn.*, 1974, p. 259-264.
142. — X..., « Enquête économique et ordinateur : et l'écheveau fut démêlé... », *Rev. intern. police crimin.*, 1975, p. 42-50. (Reproduit de *Liaisons*, Rev. mens. d'inform. Préfect. police, 1974, août-sept., p. 11-17 et 20.)

XIII. — VARIA

A. — *Etudes*

143. — ABOUKHEIR (E.), « Perspectives sur le rôle de la Haute Cour dans la société moderne : " De la nouvelle dimension de l'homme... " », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 1 et 2, p. 22-30.
144. — AYDALOT (M.), « La simplification des procédures pénales », *Rev. intern. criminol. et police techn.*, 1974, p. 197-201.
145. — BASSIOUNI (C.), « Le rôle du juge dans la société moderne », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 1 et 2, p. 163-166.
146. — BELLEMIN-NOEL (J.), « La prévention du banditisme dans les établissements financiers en France », *Rev. intern. criminol. et police techn.*, 1974, p. 235-248.
147. — BIZEL (C.) et WEBER (D.), « Le suicidant parmi les autres malades », *Instant. criminol.*, n° 25, 1975, p. 13-20.
148. — BLAUDOW (W. F.), « Mesures de sécurité contre le cambriolage et le vol », *Rev. intern. criminol. et police techn.*, 1975, p. 66-79 et 98-107.
149. — BONI (A.), « Le rôle du juge dans les pays en voie de développement », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 1 et 2, p. 47-61.
150. — CAMUS (*), « Aperçu historique sur l'évolution de la gendarmerie en Guyane de 1800 à 1950 », *Gendarm. nationale*, 1975, juill.-sept., p. 71-75.
151. — CAPIOD (J.), « Impressions policières rapportées d'un séjour aux U.S.A. et réflexions », *Police nationale*, 1975, févr., p. 33-36.
152. — CAPPELLETTI (M.), « Le juge et le constitutionnalisme moderne », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 1 et 2, p. 63-66.

153. — CHEMIER (*), « La police judiciaire sur les autoroutes A 6 (Paris-Lyon) et A 37 (Beaune-Dijon) », *Gendarm. nationale*, 1975, juill.-sept., p. 17-20.
154. — CRAWFORD (J. H.), « Le numéro que les voleurs évitent », *Rev. intern. police crimin.*, 1975, p. 108 et 109 (Numéro spécial marqué sur les objets).
155. — DEROME (*), « La page du musée de la gendarmerie », *Gendarm. nationale*, 1975, janv.-mars, p. 64 et 65, juill.-sept., p. 63-66, oct.-déc., p. 55 et 56.
156. — DEROME (*), « La gendarmerie et l'institution des armes d'honneur », *d°*, 1975, oct.-déc., p. 53-55.
157. — DUPIELLET (L.), « Les franchises universitaires. Les droits et obligations de la police à leur égard », *Police nationale*, 1975, juin, p. 51-55.
158. — EL BERRI, « La prestation de serment comme processus d'instruction des crimes d'homicide dans la législation islamique », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 3 et 4, p. 373-384.
159. — ESCAICH (R.), « L'affaire Goldman remet-elle en question l'organisation et la procédure de la cour d'assises ? », *La Vie judiciaire*, 1975, 13-19 janv., p. 4.
160. — LE CLERE (M.), « Trois hommes de lettres policiers de Bonaparte, première partie : Pierre-Antoine Pils », *Police nationale*, 1975, juin, p. 56-60.
161. — LEPINE (A.), « Une notion flottante, l'obligation de réserve des magistrats », *Le Pouvoir judiciaire*, 1975, mars-avr., p. 3.
162. — MARTAGUET (P.), « Enseignement et pratique judiciaire », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 1 et 2, p. 119-129.
163. — PEUREUX (G.), « Réflexions sur les réformes pénales », *Le Pouvoir judiciaire*, 1975, mars-avr., p. 4-7 (Projet de réforme du Code pénal).
164. — RUTLER (*), « Réflexions sur une déontologie propre au corps des officiers de gendarmerie », *Gendarm. nationale*, 1975, juill.-sept., p. 21-25.
165. — SERRA (*), « L'archéologie, la loi et la gendarmerie », *d°*, 1975, janv.-mars, p. 57-63.
166. — SOLUS (H.), « Le rapport de la Cour de cassation (Année judiciaire 1971-1972) », *J.C.P.*, 1973.I.2575.
167. — SZEKERES (C.), « La psychologie judiciaire et l'intime conviction du juge », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 1 et 2, p. 154-161.

B. — *Congrès et autres rencontres*

168. — BASSIOUNI (C.), « Le V^e Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 3 et 4, p. 403-407 (Genève, 1^{er}-12 sept. 1975).
169. — CONINCK (G. de), « Le système pénal belge enrayé ? A propos des Troisièmes Journées belges de criminologie », *Rev. dr. pén. et criminol.* (Bruxelles), 1974-1975, p. 407-424.
170. — DUPRÉEL (J.) et OSCHINSKY (S.), « Le XI^e Congrès international de droit pénal (Budapest, 9-14 septembre 1974) », *d°*, 1974-1975, p. 403-406.
171. — JEAN (M.), « Participation de la France à la 43^e session de l'Assemblée générale de l'O.I.P.C.-Interpol à Cannes », *Police nationale*, 1975, févr., p. 13-18.
172. — PARADISO (P.), « Le rôle du juge dans la société moderne. Rapport de synthèse de la discussion », *Rev. intern. dr. pén.*, 1975, n° 1 et 2,

PRINCIPAUX COLLABORATEURS FRANÇAIS

P. AMOR, Premier Avocat général honoraire de la Cour de cassation. — **P. ARPAIL-LANGE**, Conseiller à la Cour de cassation. — **Cl. ARRIGHI**, Juge d'instruction au Tribunal de grande instance de Libourne. — **J.-M. AUSSEL**, Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Montpellier. — **J. BOUCHERON**, Avocat général à la Cour de cassation. — **P. CANNAT**, Premier Président honoraire de la Cour d'appel de Monaco. — **R. CENAC**, Conseiller à la Cour de cassation. — **A. CHAVANNE**, Professeur à la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin (Lyon), Directeur honoraire de la Faculté de droit de Beyrouth. — **M. COLIN**, Professeur agrégé à la Faculté de médecine de Lyon. — **J. COSSON**, Conseiller à la Cour de cassation. — **A. DECOCQ**, Professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, Doyen honoraire de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin (Lyon). — **M. DELMAS-MARTY**, Maître de conférences agrégée à l'Université de Lille II, Directeur de l'Institut de criminologie de Lille. — **P.-J. DOLL**, Président de Chambre à la Cour d'appel de Paris. — **H. FERAUD**, Chef (E.R.) de la Division des études de l'O.I.P.C.-INTERPOL. — **R. GASSIN**, Professeur à la Faculté de droit et de science politique, Directeur de l'Institut de sciences pénales et de criminologie d'Aix-en-Provence. — **M. GENDREL**, Ancien Chargé de cours des Facultés de droit, Maître-Assistant de droit privé et sciences criminelles à l'Université Paris-Sud. — **J. GOULESQUE**, Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Paris. — Le Professeur **J. IMBERT**, Recteur de l'Académie de Versailles. — **A. JAUFFRET**, Professeur honoraire de la Faculté de droit et des sciences économiques d'Aix-en-Provence. — **M. JEOL**, Avocat général à la Cour d'appel de Paris. — **L. JOSEPH**, Vice-Président au Tribunal de grande instance de Paris. — **R. KIEFE**, Avocat à la Cour d'appel de Paris. — **M. LABORDE-LACOSTE**, Professeur honoraire à l'Université de Bordeaux I. — **J. LAFON**, Médecin-chef au Centre psychiatrique Sainte-Anne, Expert près les tribunaux. — **J. LAR-GUIER**, Professeur à la Faculté de droit de l'Université des sciences sociales de Grenoble. — **M. LE CLERE**, Professeur à l'Institut de criminologie de l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris. — **R. LEGEAIS**, Doyen de la Faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers. — **C. LE GUNEHÉC**, Directeur des Affaires criminelles au ministère de la Justice. — **G. LORENZ**, Avocat au Barreau de Versailles. — **P. LUTZ**, Président de Chambre à la Cour d'appel de Paris. — **G. MARC**, Maître de conférences à l'École nationale de la magistrature. — **G. MAZO-SUTTON**, Juge au Tribunal de Paris. — **R. MERLE**, Professeur à la Faculté de droit de l'Université des sciences sociales de Toulouse. — **J. MICHAUD**, Premier juge d'instruction au Tribunal de grande instance de Paris, Inspecteur des Services judiciaires. — **P. MONZEIN**, Conseiller à la Cour de cassation. — **R. NEHER**, Président de Chambre à la Cour d'appel de Colmar. — **R. OTTENHOF**, Maître de conférences agrégé, Directeur du Centre de sciences criminelles de l'Université de Pau et des pays de l'Adour. — **J. PRADEL**, Professeur à la Faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers. — **J. ROBERT**, Ancien Procureur général près la Cour de cassation. — **L. ROCHE**, Professeur à la Faculté de médecine de Lyon. — **M. SACOTTE**, Président de Chambre à la Cour d'appel de Paris. — **B. SALIN-GARDES**, Procureur général près la Cour d'appel de Riom. — **V. V. STANCIU**, Professeur à l'École supérieure d'anthropobiologie. — **J. SUSINI**, Commissaire divisionnaire honoraire de la Police nationale, Membre du Conseil de direction de la Société internationale de criminologie. — **A. TOULOUSE**, Ancien Bâtonnier de l'Ordre des Avocats à la Cour d'appel de Paris. — **A. TOUREN**, Premier Avocat général à la Cour de cassation, Conseiller du Gouvernement pour les Affaires judiciaires. — **J. VERIN**, Magistrat à l'Administration centrale du ministère de la Justice. — **R. VIENNE**, Conseiller à la Cour de cassation. — **A. VITU**, Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Nancy.

COLLABORATEURS ET CORRESPONDANTS ETRANGERS

Le professeur **E. AFTALION** (Buenos Aires). — **I. AGGE**, Professeur à l'Université de Stockholm. — **J. ANDENAES**, Professeur à la Faculté de droit d'Oslo. — **Igor ANDREJEW**, Professeur à l'Université de Varsovie. — **M. Ch. BASSIOUNI**, Professeur au DePaul University College of Law, Secrétaire général de l'Association internationale de droit pénal. — **S. BATAWIA**, Professeur à l'Université de Varsovie. — **V. BAYER**, Professeur à l'Université de Zagreb. — **Ramsès BEHNAM**, Professeur à la Faculté de droit d'Alexandrie. — **J. M. VAN BEMMELEN**, Professeur émérite de l'Université de Leyde. — **A. BERIA DI ARGENTINE**, Conseiller à la Cour de cassation, Secrétaire général du *Centro nazionale di prevenzione e difesa sociale* de Milan. — **A. BERISTAIN**, Directeur du Département de droit pénal de la Faculté de droit de Saint-Sébastien. — **F. CLERC**, Professeur aux Facultés de droit des Universités de Neuchâtel et de Fribourg. — **J. CONSTANT**, Procureur général émérite à la Cour d'appel, Professeur émérite de l'Université de Liège. — **J. CORDOBA RODA**, Co-Directeur de l'Institut de criminologie de l'Université de Barcelone. — **Paul CORNIL**, Secrétaire général honoraire du ministère de la Justice de Belgique, Professeur honoraire aux Universités de Bruxelles. — **Eduardo CORREIA**, Professeur de droit pénal à la Faculté de droit de Coïmbre.

J. DAUTRICOURT, Vice-Président au Tribunal de Première Instance, Professeur extraordinaire à l'Université catholique de Louvain (K.V.L.). — **S. DONMEZER**, Professeur à l'Université, Directeur de l'Institut de droit pénal et de criminologie de l'Université d'Istanbul. — **I. DRAPKIN**, Professeur (E.R.) de l'Université hébraïque de Jérusalem. — **J. DUPREEL**, Secrétaire général du ministère de la Justice de Belgique, Président de la Fondation internationale pénale et pénitentiaire. — **Manuel DURAN P.**, Doyen de la Faculté de droit de Sucre (Bolivie).

Chr. J. ENSCHEDE, Ancien Professeur de droit pénal, Conseiller à la Cour suprême (La Haye). — **T. ERIKSSON**, Conseiller interrégional de défense sociale attaché à l'Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale.

G. GARDIKAS, Professeur de criminologie à l'Université d'Athènes. — **O. A. GERMANN**, Professeur honoraire de la Faculté de droit de l'Université de Bâle. — **T.C.N. GIBBENS**, Professeur de psychiatrie à l'Université de Londres, Président honoraire de la Société internationale de criminologie. — **Sheldon GLUECK**, Professeur émérite de la Harvard Law School. — **F. GRAMATICA**, Président honoraire de la Société internationale de défense sociale. — **J. GRAVEN**, Professeur honoraire de l'Université, Ancien Président de la Cour de cassation de Genève. — **N. GUNZBURG**, Professeur émérite de l'Université de Gand, Professeur à l'Université de Rotterdam.

J. HALL, Professeur à l'Université d'Indiana. — **L. H. C. HULSMAN**, Conseiller juridique au ministère de la Justice, Professeur à la Faculté de droit de Rotterdam. — Le professeur **S. HURWITZ**, Ancien Médiateur du Parlement du Danemark.

H.-H. JESCHECK, Professeur à l'Université de Fribourg-en-Brigau, Directeur du Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Strafrecht.

G. KELLENS, Chargé de cours à l'Université de Liège, Avocat honoraire. — **Burhan KÖNI**, Professeur de droit pénal et de criminologie à l'Université d'Ankara, Avocat.

Francisco Buenos Aires, sur à l'Univ. s. — T. S. Office Rome

F. H. M. Pro- fessur à la festi- fice. des

A. NI de r à ales

J. A. ni- et

G. RA on ge. (T. J.). sité

H. SC eur on, — Prof. Tho. Anc. du JP,

B. DI re, de

G. VA Dire l'Un

K. WA ur à l'U

SOMMAIRE

Raymond GASSIN. — <i>De quelques tendances récentes de la criminologie anglaise et nord-américaine</i>	249
Jacques-Henri ROBERT. — <i>L'histoire des éléments de l'infraction</i>	269

ÉTUDES ET VARIÉTÉS

<i>Le centenaire de l'« Uomo delinquente »</i>	285
Marc ANCEL. — <i>Exposé introductif</i>	285
Pietro NUVOLONE. — <i>Lombroso et le droit pénal</i>	291
Hans SCHULTZ. — <i>Lombroso et la politique criminelle</i>	303

CHRONIQUES

A. Chronique de jurisprudence :	
I. — <i>Droit pénal général</i> , par Jean LARGUIER	319
II. — <i>Crimes et délits contre la chose publique</i> , par André VITU	325
III. — <i>Crimes et délits contre les personnes</i> , par Georges LEVASSEUR ..	333
IV. — <i>Crimes et délits contre les biens</i> , par Pierre BOUZAT	341
V. — <i>Procédure pénale</i> , par Jean ROBERT	351
B. Chronique législative, par André DECOCQ	359
C. Chronique pénitentiaire	375
D. Chronique de criminologie et des sciences de l'homme :	
I. — Par Jean PINATEL	385
II. — Par Jacques VÉRIN	394
E. Chronique de police, par Jean SUSINI	409
F. Chronique du parquet et de l'instruction	429
G. Chronique de défense sociale	437

INFORMATIONS

445

Nécrologie : Bogdan Zlataric . — Nécrologie : Démètre Karanikas. — Une nouvelle revue : la Revue juridique de l'environnement. — Une nouvelle revue argentine : Revista argentina de ciencias penales. — Une nouvelle revue basque : Eguzkilore. — Quinzièmes Journées franco-belgo-luxembourgeoises de science pénale (Bruxelles, 14-15 mai 1976). Sanctions pénales et personnes morales. — La XL^e Session de l'Assemblée générale de l'Organisation internationale de police criminelle-INTERPOL (Accra, 14-20 octobre 1976).

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

467